11942/f
v.1
Case
FRC
17928
v.1

# MÉMOIRES
## DU GÉNÉRAL
# DUMOURIEZ,
## ÉCRITS PAR LUI-MÊME.

*. . . . Vitam que impendere vero.*

## TOME PREMIER.

A LONDRES;

Et se trouve à Paris, chez Mallet, commissionnaire en librairie, rue d'Antin, n°. 8; & chez les marchands de nouveautés.

1794.

THE NEWBERRY
LIBRARY

# PRÉFACE.

LE général Dumouriez abandonné à lui-même, ſeul dans l'univers, errant de ville en ville, en proie à la rage du frénétique Français, qui croira venger ſa patrie & la débarraſſer d'un traître, en lui plongeant un poignard dans le ſein, ou du ſcélérat entraîné par la cupidité de gagner les cent mille écus que la Convention a décrété pour le prix de ſa tête; forcé d'exiſter ſous un nom ſuppoſé, au milieu des étrangers, parmi leſquels il entend ſouvent des opinions auſſi fauſſes que peu favorables ſur ſa conduite; déchiré par la calomnie de tous les journaux gagés par les cours, qui flattent toujours le parti le plus heureux; rencontrant partout des émigrés auſſi déraiſonnables dans leurs deſirs, & tout auſſi acharnés contre lui que les féroces Jacobins; le général Dumouriez, que les miniſtres & les cours ont comblé de complimens & de carreſſes au moment où il a quitté ſon armée, & que les miniſtres & les cours perſécutent & calomnient, depuis que dans trois manifeſtes il a déclaré ſes véritables opinions, croit devoir enfin répondre à toutes les imputations lancées contre lui, en publiant les mémoires de ſa vie.

Les journaux en ont fait un être extraordinaire : dans tous on trouve ſon portrait & les différens peintres qui l'ont eſſayé, ſe ſont ſi fort contredits, que ſon caractère & ſon exiſtence ſont devenus une énigme, comme dit aſſez plaiſamment un de ces journaux. Dans le Courrier de l'Europe, on lui donne la force d'Hercule, la galanterie de Marc-Antoine, la mauvaiſe foi d'Annibal. L'inſenſibilité cruelle de Sylla, les talens politiques & militaires de Céſar; on lui ſuppoſe enfin de grandes richeſſes dans les fonds d'Angleterre. Le journal du Bas-Rhin, au contraire, lui accorde beaucoup d'eſprit, mais le déclare le plus mal-adroit de tous les hommes. Dumouriez a regardé ce jugement comme un

éloge ; il n'a jamais prétendu de sa vie, à être adroit ; c'est-à-dire, à savoir se retourner & se replier sur son intérêt, d'après les circonstances. Dans tout ce qu'il a fait, il a agi, d'après son caractère & ses principes. Nourri de la lecture de Plutarque, qu'il relit & médite tous les ans, il a trop peu vécu avec son siècle pour être bien connu par d'autres personnes que par ses amis, très-peu nombreux. Hors le temps de ses guerres & de ses voyages, il a vécu avec ses livres & avec quelques personnes choisies, dont la plupart sont mortes.

Bien éloigné de la maxime des Epicuriens, *Cache ta vie*, il va exposer la sienne aux yeux & au jugement de ses contemporains. Il n'a rien à perdre par cette démarche, puisqu'il est pauvre, errant, calommé, proscrit, & par conséquent ce que les hommes appellent malheureux. Il a tout à gagner, car les ames fortes & honnêtes qui le liront s'intéresseront à lui, & deviendront ses amis ; c'est avec eux qu'il veut vivre, ce sont eux, de quelque nation qu'ils soient, qu'il regarde comme ses compatriotes.

Q. Fabius Maximus, ce célèbre dictateur, qui peut seul arrêter les conquêtes d'Annibal, & que le général Dumouriez a tâché d'imiter dans sa campagne contre les Prussiens, disoit à Paul Emile, lorsqu'il alloit commander l'armée avec Varron : *Celui qui méprise la gloire, en trouve enfin une véritable & solide. On voit assez souvent la vérité souffrir quelque éclipse, mais elle n'est jamais entiérement éteinte, & elle perce enfin les nuages qui la cachent.*

Dumouriez pense comme Fabius, mais leur position est bien différente : Fabius était dans sa maison en butte à la calomnie d'un parti ; mais honoré dans le sénat & par tous les sages de Rome, on prenait encore ses conseils, il commandait encore les armées, & l'ingratitude n'était pas parvenue à effacer les grands services qu'il avait rendus & pouvait rendre encore à sa patrie. Ainsi Fabius pouvait suivre son caractère temporiseur, & attendre tranquillement que la vérité perçât les nuages. Dumouriez n'est pas dans une position aussi heureuse. Son âge & sa santé lui présenteroient une carriere trop longue, si elle restait flétrie par l'injus-

tice de l'opinion publique ; ainsi, tant pour lui-même que pour son siècle, pour sa patrie à qui il peut encore un jour être utile ; pour ses amis, ses parens, ses partisans, il se croit obligé de repousser la calomnie qui le poursuit, & de *crever* le nuage qui couvre la vérité par le récit le plus exact des faits qui y ont donné lieu.

Cette nécessité l'oblige d'intervertir l'ordre de ses mémoires dans leur publication. Il commencera par soumettre à l'opinion publique le premier volume qui contient les faits de l'année 1793. Ils sont d'autant plus intéressans, qu'ils annoncent ce qui arriva, & mettent le lecteur en état d'étudier les causes, pour prévoir les résultats. Si le général Dumouriez se permet quelques faussetés, les contemporains sont là pour le contredire. Ainsi, il s'engage à ne dire que la vérité, dût-elle même augmenter le nombre de ses ennemis. Il peindra les Français tels qu'ils sont, & non pas tels que les juge presque toute l'Europe, qui croit que toute la nation est devenue sans religion, sans bonne foi & sans humanité. Les Français sont engagés dans une mauvaise cause ; on peut les avoir en horreur, mais on ne peut pas les mépriser ; ils montrent un grand courage, & s'ils étaient guidés par des hommes vertueux & habiles, cette époque de leur histoire sereit aussi honorable qu'elle est horrible. Malheureusement l'excès de leur licence tue la liberté de l'Europe entière. L'exemple de leurs infortunes persuadera les peuples qu'il vaut mieux porter tranquillement ses fers, que de tomber dans l'anarchie qui ne peut jamais finir que par le despotisme.

Deux questions se présentent naturellement, & le général Dumouriez, pour justifier son caractère, doit y répondre, en expliquant les motifs de sa conduite, qui paraît avoir été, pendant trois mois, contradictoire avec ses opinions.

*Pourquoi ce général, lorsque le roi a été arrêté le 10 Août, a-t-il refusé d'obéir à l'ordre qu'il a reçu d'un autre général, qui le commandait, de faire prêter de nouveau aux troupes le serment d'obéir au roi ?*

Dumouriez commandait alors dix mille hommes dans le camp de maulde, vis-à-vis Tournay, les Autrichiens, beaucoup plus nombreux, étaient continuellement aux mains avec lui. On venait d'envoyer le général Dillon, pour lui ôter le commendement. La conduite des ministres d'alors était visiblement contre-révolutionnaire, & ce sont eux qui ont perdu le roi, comme on le verra dans le second volume des Mémoires. La scène affreuse du 10 Août, n'était point connue au camp dans tous ses détails. Faire prêter aux troupes le serment qu'ordonnait le général Dillon, c'était juger le procès, & déployer l'étendard de la guerre civile contre la nation, pendant qu'on avait l'ennemi à combattre ; c'était s'engager dans une querelle particulière, c'était enfin livrer Louis XVI aux poignards de la vengeance populaire.

*Pourquoi, lorsque l'Assemblée nationale s'est érigée en Convention, a aboli la monarchie & institué la république, le général Dumouriez a-t-il reconnu, & l'autorité de la Convention, & l'abolition de la monarchie, & le pouvoir de la république ?*

Très peu de temps après l'aventure du serment refusé au camp de Maulde, arriva l'insurrection du général la Fayette. Le général Dumouriez eut ordre d'aller prendre le commendement de son armée. La Fayette se retira de France. Le roi de Prusse entre en Champagne avec une armée formidable. La terreur & la trahison assurent ses succès. Longwi & Verdun sont pris. Dumouriez en force dans son camp de Grandpré, rassemble son armée à Ste. Menchould. L'histoire de France ne présente pas une seule époque plus dangereuse. Le 20 Septembre, jour auquel la Convention déclarait la république, Dumouriez & Kellermann repoussaient les Prussiens qui avaient voulu les combatre à Valmy. Les armées étaient en présence, on s'attendait chaque jour à une bataille ; ce n'était pas le moment d'engager une querelle & une scission sur la forme de gouvernement : il fallait d'abord chasser l'ennemi & sauver la patrie. D'ailleurs, le peuple était furieux contre Louis XVI, qu'il regardait comme un traître. Soutenir la royauté en ce moment, eût été le

ſignal de ſon maſſacre. On eût regardé cette déclaration comme un acte de complicité, qui eût ôté au général la confiance de ſes compatriotes, & qui eût livré la France à une conquête facile.

Auſſi-tôt après la retraite des Pruſſiens, le général Dumouriez fit la campagne des Pays-Bas ; & ce n'était qu'après s'être donné les Belges pour alliés, & fortifié par ſes ſuccès, qu'il pouvait eſpérer, & de donner la paix à ſa patrie, & de délivrer le roi priſonnier, & de rétablir d'une manière ſtable la conſtitution de 1789. Depuis cette époque les événemens ont tourné d'une manière ſi contraire à tous les calculs de la probabilité, le voyage de Dumouriez à Paris, le meurtre horrible de Louis XVI, ont jetté un jour ſi terrible ſur les crimes de la Convention, & ſur la rage & la puiſſance des Jacobins, qu'il a cru devoir ne plus garder de ménagemens, & ſéparer la cauſe de la patrie, de celle de ſes monſtres. Son plan était hardi, aucun autre chef ne pouvait avoir un eſpoir mieux fondé de réuſſite ; mait tout a tourné contre lui, ſur-tout le caractère inconſtant de ſon armée.

Cette contrariété apparente entre les principes politiques de Dumouriez & ſa conduite militaire, lui a attiré un reproche bien injuſte de la part des Émigrés, & même de quantité de perſonnes réfléchies, qui l'ont jugé ſur les événemens qu'elles connaiſſaient mal.

Dumouriez, nommé miniſtre des affaires étrangères, a montré le plus grand attachement à la conſtitution ; ſes dépêches, ſes diſcours à l'aſſemblée nationale en font foi. Il a lutté également contre les républicains & contre les royaliſtes. Il a fait chaſſer trois miniſtres républicains, ſans pour cela ſe rejoindre à la faction de la cour, & il a fini par être lui-même en butte à toute la rage des Jacobins, qui voulaient l'envoyer à Orléans. L'opinion publique à cet égard était ſi bien fixée ſur ſon compte, qu'on mit au bas de ſon portrait le diſtique ſuivant.

> Inflexible ſoutien du trône & de la loi,
>
> Il fut ami du peuple, il fut ami du roi.

Parvenu enſuite au commandement des armées, il n'eût ni le temps ni la volonté de ſe mêler des intrigues & des crimes de Paris. Il s'occupa tout entier à repouſſer l'ennemi extérieur, & à lui faire tout le mal poſſible.

On lui reproche cependant de n'avoir changé de parti qu'après avoir été battu. 1°. Il n'a point changé de parti : car après avoir abandonné les républicains, avec leſquels il était brouillé d'avance, il ne s'eſt pas joint aux royaliſtes ; & pour qu'il n'y eût pas de doute ſur ſon opinion, il a ſur-le-champ exprimé ſon vœu pour le rétabliſſement de la conſtitution, 2°. Il était en querelle réglée avec la Convention, les Jacobins & le miniſtre de la guerre, au milieu de ſes expéditions Belgiques, dès le mois de Novembre, comme on peut le voir dans ſa correſpondance avec le miniſtre Pache, imprimée en Janvier 1793. Dans ce même mois de Janvier, il a envoyé à la Convention quatre mémoires contre le décret tyrannique du 15 Décembre ; & il ne s'eſt pas préſenté à la Convention ; ni aux Jacobins. Il a en même-temps donné ſa démiſſion. 3°. Obligé, pour ſa propre ſûreté, de retourner à la tête de l'armée, il a continué à s'oppoſer aux injuſtices de la Convention nationale. Le 12 Mars, il lui a écrit cette lettre fameuſe, dont on lui a fait un ſi grand crime. Ainſi, avant d'aller combattre le prince de Cobourg, & de décider le ſort des deux nations dans les plaines de Nerwinde, il était ouvertement brouillé avec la Convention, proſcrit, & néceſſairement engagé à la renverſer ou à périr.

Ce reproche a été exprimé très-amèrement dans une lettre de l'électeur de Cologne au général Dumouriez, imprimée avec une publicité cruelle, qu'il ſemble que ce prince aurait dû épargner à ce général, qui était alors errant & malheureux. Il ne doute pas que ce prince n'ait l'ame aſſez noble pour regretter d'avoir fait ou laiſſé imprimer un reproche auſſi dur, lorſque par la lecture de ſes mémoires, il ſera convaincu de ſon injuſtice. C'eſt celle qui a le plus affligé le général Dumouriez, vu la juſte conſidération que mérite ſon auteur.

Aucune

Aucune nation de l'Europe ne peut se dissimuler qu'elle a elle-même le plus grand intérêt à la catastrophe de la révolution Françaife. Si les puissances belligérantes rétablissent la monarchie telle qu'elle était, la vengeance des nobles & les proscriptions tomberont sur la moitié du peuple, ne fût-ce que pour rentrer en possession de leurs propriétés & de celles du clergé. Mais comme le peuple est plus nombreux, comme il a joui de la liberté, & même de la souveraineté, le triomphe du monarque, de la noblesse & du clergé, ne durera qu'autant que les troupes étrangères contraindront les vaincus. Les révoltes seront continuelles, & une autre révolution, encore plus terrible, rendra la souveraineté au peuple.

Si, par l'insouciance des puissances belligérantes, la Convention nationale & les Jacobins l'emportent, & si la France subsiste en république, alors la propagande reprendra toute sa force; d'abord les peuples voisins, ensuite les plus éloignés, seront suscités à imiter les Français, l'anarchie fera le tour de l'Europe, & tous les gouvernemens éprouveront rapidement la même révolution que la France.

Il est un juste milieu, que la partie saine de la nation Françaife desire, qui peut faire son bonheur, & qui assurerait la tranquilité de l'Europe; c'est que la France devienne une monarchie constitutionnelle. C'est à quoi doivent tendre les souverains qui ont actuellement les armes à la main contre la France. C'est la sûreté du monarque, qui remontera sur ce trône renversé. C'est le gage de la paix universelle.

Il faut bien se persuader que si la monarchie, telle qu'elle était, ne peut se rétablir en France d'une manière stable, la démocratie républicaine, telle qu'elle y existe, ne peut y subsister long-tems.

On n'a que trop exercé la métaphysique dans cette matière importante, qui se réduit à des vérités très-simples. Toute constitution politique peut rendre le peuple heureux quand elle est de son choix, & quand le gouvernement marche avec liberté & selon la loi La monarchie convient exclusivement à un grand état, parce qu'il a la faculté de payer la dépense qu'entraine

la royauté. La république convient mieux à un pays circonſcrit & pauvre, parce qu'elle eſt moins chère. La monarchie ſe rapporte à l'unité, qui eſt la perfection dans le commandement. Elle renferme deux grands avantages, la promptitude & le ſecret. L'ariſtocratie eſt néceſſaire dans la république, parce qu'elle ſe rapproche de l'unité de la royauté, & qu'elle en exclut l'arbitraire, qui eſt le vice ordinaire des monarchies. Quant à la démocratie, elle ne peut produire nulle part qu'un gouvernement abſurde, elle ne procure ni un enſemble d'opinions, ni prudence, ni promptitude, ni ſecret; elle ne peut qu'agiter le peuple & le priver du bonheur.

Toutes les républiques connues, anciennes & modernes, ont été ariſtocratiques; il ne faut pas même en excepter Athènes qui n'a eu de ſplendeur & de ſuccès que lorſque elle ſe laiſſait gouverner ſucceſſivement par Ariſtide, Thémiſtocle, Cimon, Périclés, & qui a été réduite ſous l'eſclavage, d'abord des Lacédémoniens, enſuite de Philippe de Macédoine, lorſqu'elle n'avait plus des ariſtocrates à la tête des affaires, & lorſque la démocratie triomphante lui avait enlevé toute ſa force.

Nos mœurs, nos ſciences, nos arts, notre commerce, notre exiſtence habituelle, nos richeſſes, notre luxe, en un mot, toutes les jouiſſances ſur leſquelles ſont fondés le bonheur & la ſplendeur de notre ſiècle, s'oppoſent à l'établiſſement d'une république; il faudrait remonter à la ſimplicité des ſiècles primitifs, perdre tous nos avantages, & rentrer, pour ainſi dire, dans l'état de nature, pour pouvoir fonder ſolidement un gouvernement qui eût pour bâſe, l'égalité parfaite entre les hommes. Ce gouvernement ne pourrait être que le contrat d'un peuple ſauvage, qui s'aſſemblerait pour la première fois en ſociété.

Les Français ſe ſont étrangement mépris à cet égard. Ils citent continuellement les premiers Romains, auxquels ils ſe comparent. Mais Brutus, en chaſſant les Tarquins, qui étaient des tyrans effroyables, en aboliſſant la royauté, ſe garda bien d'établir l'égalité & la démocratie. Il diviſa l'autorité

royale entre deux conſuls, auxquels il laiſſa les licteurs, les faiſceaux, les hâches & tous les attributs réels de la royauté ; ne leur ôtant que le ſceptre, la couronne, le manteau & les autres marques extérieures. Il ôta au pouvoir ſouverain la perpétuité & l'hérédité, & il borna ſa durée à une année. Mais les conſuls étaient pris dans la claſſe ariſtocratique, qui était le ſénat. A la vérité cette forme de gouvernement reçut quelques modifications avantageuſes du peuple, lorſque des plébeïens entreprenans attaquèrent le ſénat, ſoit par leurs décemvirs, ſoit par leurs tribuns. Mais le gouvernement reſta plus de cinq cents ans ariſtocratique, tel que Brutus l'avait établi. Si le Sénat n'avait pas eu la ſublime politique de rendre le peuple Romain conquérant, ſon gouvernement aurait reſſemblé à celui qu'on a vu depuis à la République de Florence, toujours faible, toujours agité par les guerres civiles, il eût été facilement envahi par quelque voiſin ambitieux ; Rome eût été conquiſe ou partagée, ou le prix d'une dot ou d'un héritage, comme Florence, & à peine l'hiſtoire parlerait-elle de cette ville devenue la plus célèbre du monde entier.

Mais cette république que fonda Brutus, en chaſſant un tyran qui n'était que le ſucceſſeur de ſix rois, ayant un pouvoir limité qu'on pouvait regarder comme les premiers magiſtrats d'un gouvernement mixte & conſtitutionnel, modéré par un ſénat, & ne s'étendant que ſur une nation naiſſante & bornée au territoire de cinq ou ſix petites villes, il aurait été impoſſible de l'établir après la mort de Céſar, ou après celle de Tibère ou Néron. L'empire Romain était alors trop vaſte, les Romains trop riches, le luxe, les arts & toutes les jouiſſances qui en dérivent, avaient détruit le germe républicain. D'ailleurs, la liberté n'exige pas néceſſairement le gouvernement républicain. L'Angleterre prouve qu'un peuple peut être libre avec un roi. La liberté conſiſte à n'obéir qu'à la loi faite par le peuple lui-même ; la loi eſt le ſanctuaire dans lequel réſide ſa ſouveraineté & les rois, ou autres magiſtrats à qui il délegue le

pouvoir exécutif de la loi, y étant ſoumis comme le ſimple citoyen, le peuple eſt libre autant qu'il doit l'être pour ſon bonheur. Au-delà eſt l'anarchie.

Il eſt très-prouvé qu'on ne peut établir dans ce ſiècle-ci une république qu'en anéantiſſant tous les avantages qui diſtinguent le ſiècle même. On ne peut arriver à ce but qu'en confondant toutes les propriétés & en forçant toutes les volontés par la cruauté, par la terreur & par tous les crimes, il faut néceſſairement paſſer par l'anarchie. Mais conduit-elle à l'égalité & à la liberté ? Non. Elle ne fait que renverſer l'ordre établi, & ſubſtituer à l'ariſtocratie héréditaire celle de la populace, qui étant moins raiſonnable & moins bien élevée, doit néceſſairement exercer une tyrannie plus inſupportable, & c'eſt ce qui arrive en France. Les palais, les châteaux, les meubles précieux de la nobleſſe & du clergé ne peuvent pas être partagés également, ils deviendront donc la proie des ſcélérats les plus effrontés & les plus hardis. Peut-être verrons-nous un jour l'ex-capucin Chabot, ſeigneur de Chantilly; Bazire, ſeigneur de Chambord; Merlin, ſeigneur de Chanteloup, remplaçant le grand Condé, le maréchal de Saxe, le duc de Choiſeul. Peut-être verrons-nous des métamorphoſes encore plus extravagantes. Que gagnera le peuple à ce changement hideux de grands propriétaires ? Il ne fera que changer d'ariſtocrates. Mais quelle nouvelle eſpèce d'ariſtcrates !

Ce déſaſtre, encore plus affreux que ridicule, ne regarde à préſent que la France. Mais ſa république démocratique, ou plutôt monſtrueuſe, & *acephale*, ne peut ſubſiſter que par le regne de l'anarchie chez ſes voiſins. Ainſi ſon intérêt & toute ſa politique, ( & elle ne s'en cache point ) ne doit tendre qu'à prêcher l'anarchie, à la propager & à la faire régner autour d'elle; & comme l'expérience prouve qu'il eſt trés-aiſé d'égarer les peuples en leur prêchant la liberté, comme il eſt bien plus facile de renverſer que d'édifier, comme par-tout les pauvres & la populace ſont plus nombreux que les ariſtocrates & les riches, dès qu'ils auront l'exemple & l'appui des anar-

chiftes Français, il eft à craindre qu'ils n'imitent leurs excès, & que la licence, l'anarchie & l'*ochlocratie* ne faffent le tour de l'Europe.

Cette confufion, accompagnée de tous les malheurs qui en réfulteront, eft inévitable, fi les puiffances de l'Europe ne parviennent pas à détruire la poffibilité de cette funefte révolution, en arrêtant les progrès de celle de la France. Les forces que les différens gouvernemens combinés emploient à ce projet font fi grandes, que fi elles font dirigées avec fageffe & prudence, la réuffite eft infaillible ; mais fi elles en abufent pour dépouiller la famille infortunée qu'elles prétendent rétablir fur le trône, alors les excès du peuple Français feront juftifiés par ceux de l'ambition de ces gouvernemens, & les mêmes dangers renaîtront. Le général Dumouriez a développé ces dangers dans un autre ouvrage, qu'on lui a promis de remettre à l'empereur, il fouhaite, pour le bien de l'humanité, qu'il foit lu avec attention & profit.

Lorfque le général Dumouriez appuie fur la néceffité d'étayer tout gouvernement fur l'ariftocratie, ce n'eft pas qu'il prétende qu'on doive tout donner à la nobleffe, & rien au peuple. La vertu, militaire ou autres, a fait les premiers nobles. Les titres, les parchemins & les propriétés foncières, comme duchés, marquifats, baronies, châteaux, terres, &c., appartiennent bien légitimement à leurs defcendans, & rien n'a été plus injufte que d'en priver ceux qui n'ont pas porté les armes contre leur patrie ; car ceux qui ont émigré pour y rentrer en conquérans, fe font expofés à la chance d'en être dépouillés. Mais vis-à vis de la loi, ni pour la diftribution des emplois publics, la nobleffe ne doit avoir aucun privilège. Dans un gouvernement libre, quel qu'il foit, un noble n'eft qu'un citoyen tout comme un autre. Il doit concourir, comme eux, par fes fervices, fes talens & fes vertus, à l'acquifition des dignités de l'état ; il a fur le plébéïen l'avantage d'une éducation plus foignée, d'une aifance plus confidérable & de l'exemple de ces pères. Voilà la véritable égalité, la

ſeule qui puiſſe exiſter, & la ſeule qui ait exiſté de tout tems & chez tous les peuples.

Ce n'eſt par parce que tous les membres de la Convention & tous les généraux actuels de l'armée Française ſont tirés de la claſſe plébéïenne, que les décrets des uns & la conduite militaire des autres excitent l'indignation & le mépris, mais parce qu'ils ſont injuſtes, abſurdes, criminels, ignorans & cruels.

Il eſt très-vrai qu'un état politique peut exiſter, même avec un roi, ſans cour & ſans grands ſeigneurs. Il n'eſt pas vrai qu'un grand état puiſſe exiſter ſans nobleſſe; car la nobleſſe étant une récompenſe de la vertu, devient une propriété ou un caractère ineffaçable pour le deſcendant de l'homme vertueux. On ne parle ici que de la nobleſſe d'origine; car celle que vendaient les rois, & qui n'était qu'un abus de leur avarice, ne ſera plus achetée, & s'anéantira d'elle-même, comme ridicule & vide de ſens; quand la nobleſſe ne donnera plus ni prérogatives ni privilèges pécuniaires, contre leſquels le peuple ſe récrie avec juſtice, & qui reſteront abolis en France, de gré ou de force, ſoit par la conſtitution, ſoit par l'anarchie, ſoit par une nouvelle révolution, ſi on s'obſtine à les relever.

L'ariſtocratie que le général Dumouriez regarde comme néceſſaire à tout gouvernement, eſt celle des vertus & des talens. Gouverner, juger, diriger vers la religion, conduire à la guerre les citoyens d'un grand empire, ſont des métiers qu'il faut étudier comme les autres. La déclaration des droits de l'homme & la conſtitution dont elle forme la baſe, apprennent au roi des Français comment il doit faire le choix de ſes coopérateurs. Le droit de les choiſir eſt le plus bel attribut de la royauté. Au reſte, qu'on liſe avec attention cette conſtitution ſublime, quoiqu'imparfaite, & qu'on trouve enſuite ſur la terre un état plus heureux, pour un homme ſage & vertueux, que celui de roi de France!

Français, croyez-en tous les peuples de l'Europe, qui l'ont jugé de ſang-froid. Reprenez tous, de bonne foi, ce code de la vraie philoſophie, votre

monarque ſera adoré & puiſſant, votre nobleſſe deviendra digne de ſes ancêtres, votre clergé ſera de bon exemple, utile & reſpecté, & vous ſerez la nation la plus heureuſe de la terre.

Tels ſont les vœux les plus ardens de l'homme que vous voulez aſſaſſiner, parce qu'il vous a ſauvés, & vous a toujours parlé raiſon; que les émigrés accablent d'injures & de calomnies atroces; parce qu'en ſe ſéparant de vous, il n'a pas voulu tomber dans un autre excès, en faiſant cauſe commune avec eux; que les miniſtres de pluſieurs cours peignent comme un homme dangereux, parce qu'il a ſoutenu que le pouvoir ſouverain réſide dans les peuples, ainſi que la faculté de faire les loix; principe tiré de la Bible, reconnu de tous les philoſophes anciens & modernes, & qui plus eſt, de tous les publiciſtes, même Allemands; principe qui lie les peuples aux rois, & les leur rend plus chers & plus reſpectables, puiſqu'ils ſont identifiés avec le contrat ſocial. Rien ne le fera varier ni ſur les opinions, ni dans ſa conduite, ni à l'égard des vœux qu'il forme pour votre bonheur, parce que la raiſon, & non la fortune, doit guider l'homme de bien.

Et vous tous, gouvernemens de l'Europe, de quelque nature que vous ſoyez, croyez que l'homme honnête & perſécuté, que vous ſemblez méconnaître, auquel vous refuſez un aſyle qu'il a droit de trouver par-tout, quoiqu'il n'apporte, pour toute recommandation, qu'une ame pure & un ſens droit, eſt doué d'une philantropie univerſelle, qui lui inſpire du reſpect pour toutes les autorités conſtituées, & qui ne lui laiſſe déſirer que le bonheur & la tranquillité des peuples de la terre; qu'il abhorre la guerre, & qu'il ne la fera, même au ſervice de ſa patrie, que lorſqu'il la croira juſte & utile, ſi ce fléau peut quelquefois être utile à l'humanité, pour arrêter l'ambition & l'injuſtice.

MÉMOIRE

# MÉMOIRES DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

*ANNÉE 1793.*

## LIVRE PREMIER.

### CHAPITRE PREMIER.

*État des affaires générales.*

ON a vu, dans le tableau précédent, les Français défendre avec courage, la liberté qu'ils avaient conquise par des moyens trop violens pour ne pas en abuser; ainsi que de leurs succès. Victorieux jusqu'alors, ils se croyaient désormais invincibles. Ils ne cherchaient plus à gagner l'esprit des peuples qui les avaient reçus à bras ouverts. Ils ne voyaient que des conquêtes, & en même-tems qu'ils tyrannisaient les esprits par leurs clubs incendiaires, ils pillaient les propriétés, & ne laissaient aucune liberté ni physique, ni morale à leurs nouveaux frères. Tous les hommes d'état étaient disparus, pour éviter la persécution de l'*ochlocratie*, qui gouvernait par la terrible société des Jacobins.

Le roi dans les fers, les honnêtes gens persécutés sous les noms de *Feuillans*, de *Moderés*, de *Politiques*; la constitution renversée; Paris entre les mains

des fédérés, appelés d'abord par le parti de la Gironde, mais qui, dès leur arrivée à Paris, avaient été séduits & entraînés par les Jacobins ; ces fédérés menaçaient alors de la guillotine Péthion, Brissot, les chefs du parti de la Gironde, & sur-tout le général Dumouriez, que Marat, Robespierre, & les autres chefs des Jacobins, annonçaient pour être l'instrument & le protecteur de ce parti, qu'on avait désigné sous le nom de *Politiques.* Cette prévention contre le général était fausse ; il n'était lié à aucun des deux partis, ne les estimant pas plus l'un que l'autre, & les regardant comme également nuisibles au bonheur de la France, dont il avait tout lieu de désespérer, & qu'il ne prévoyait devoir sauver que par une révolution qui les abattrait tous les deux. Il n'avait, pour y parvenir, d'autre ressource que son armée, mais on verra dans le chapitre suivant combien cette ressource était faible.

La France présentait alors une apparence de prospérité, qui enorgueillissait la nation, & sur-tout le parti dominant ; mais, s'étant rendu odieux au dehors, il s'était en même-tems rendu faible au dedans. Du côté de l'Italie les Alpes bornaient l'empire Français, agrandi de la Savoie & du comté de Nice, qui s'étaient donnés à la république. Mais la violence seule avait eu part à cette association. Des clubs, très-peu nombreux de citoyens tarés, & qui ne pouvaient avoir d'existence que par un changement de domination, étaient dans chaque ville appuyés par les Jacobins soldats répandus dans chaque armée. Leurs délibérations violentes acquéraient bien vîte, force de loi ; on ne se donnait pas même la peine de recueillir les voix ; on menaçait, on violentait, des adresses patriotiques arrivaient du pied des Alpes, des montagnes de l'évêché de Bâle, de Mayence, de Liége & de la Belgique ; la Convention nationale croyait, ou faisait semblant de croire que la douceur de notre liberté était prouvée par l'unanimité des peuples étrangers qui se rangeaient sous ses drapeaux.

Genève étant devenu un club au-lieu d'une république, Clavière exerçait ses ressentimens contre sa patrie : fait ministre des finances par le parti de la Gironde,

il avait perdu le général Montefquiou, qui, en rempliffant fes devoirs comme chef des armées, avait voulu fauver cette ville & la Suiffe de l'influence de nos furieux Jacobins.

La principauté de Porentruy, trompée par Gobet, évêque de Paris, & par fon neveu Ringler, deux intriguans méprifables, s'était auffi agrégées à la France, & partageait fes folies dangereufes.

Cuftine tenait Worms, Spire & Mayance, mais il avait manqué Coblentz, & il avait évacué Francfort, après y avoir fait détefter l'avarice & la turbulence d'un peuple entre les mains duquel le flambeau de la philofophie était devenu une torche incendiaire.

Entre fon armée & celle des Pays-Bas, commandée par le général Dumouriez, il en avait exifté une fous les ordres du général Beurnonville; mais ce général l'avait anéantie dans une expédition honteufe & trop tardive contre Trèves; il en avait perdu un tiers, & les deux autres tâchaient de fe remettre dans des cantonnemens en arrière dans la Lorraine. Les Pruffiens & les Autrichiens avaient rempli l'intervalle qu'avait laiffé cette armée, & leur pofition, confolidée à Coblentz, Trèves & Luxembourg, coupait toute communication entre Cuftine & Dumouriez : ainfi il n'y avait plus d'enfemble entre les plans de ces deux armées, dont la combinaifon avait été dérangée par le fol orgueil de Cuftine, par la fottife de la Convention, & par l'infigne trahifon de Pache, de Meunier & d'Haffenfratz, gouvernans le département de la guerre, qui, pour perdre Dumouriez, avaient déforganifé les armées, & leur avaient enlevé tous les moyens de fubfiftance. Les Pays-Bas étaient au pouvoir de l'armée dite de la Belgique, compofée de celle de Dumouriez & de celle des Ardennes, commandée par le général Valence. Cette dernière n'était forte que de quinze mille hommes. Ces deux armées tenaient Aix-la-Chapelle & les bords de la Meufe. Des clubs nombreux agitaient toutes les villes de la Belgique. La Convention y avait envoyé des commiffaires pour l'exécution de l'odieux décret du 15 décembre, qui mettait tous les biens en fequeftres, & qui éloignait, par fa tyrannie,

la possibilité de réunir à la république Française ces belles provinces, quoique ce projet fût le but de cette tyrannie. Mais on voulait se presser d'en tirer tout le numéraire avant d'opérer cette réunion : c'était le projet du financier Cambon, & il s'en ventait.

Les six commissaires de la Convention employés à cette opération étaient les plus propres à la faire manquer par leur caractère immoral & féroce. Danton, homme d'une grande énergie, sans éducation, aussi hideux au moral qu'au physique. La Croix, escroc, homme de plaisir, spadassin, sans aucun principe. Camus, le plus dur, le plus hautin, le plus mal-adroit, le plus pédant des Jansénistes. Treilhard, à-peu-près de même espece. Merlyn de Douay, assez bon homme, mais atrabilaire, & gâté par un républicanisme exagéré & mal entendu. Gossuin, une bête violente, avec les idées les plus basses.

A ces six commissaires on en avait joint trente deux autres, nommés par le pouvoir exécutif, ou le conseil, mais désignés par le club des Jacobins de Paris. Ceux-ci étaient pour la plupart des bêtes féroces & des scélérats, qui n'entraient dans ces riches provinces que pour piller & massacrer. Ils s'étaient divisés ce malheureux pays, & en même-tems qu'ils forçaient, à coups de sabre & de fusil, les habitans à demander leur agrégation à la république Française, ils dépouillaient les églises, les châteaux, pillaient les caisses, vendaient à bas prix le mobilier de tous les gens qui leur portaient ombrage, qu'ils désignaient sous le titre odieux d'aristocrates, & envoyaient comme ôtages dans des places fortes de France, des pères de famille, des vieillards, des femmes & des enfans.

Le nord & l'ouest de la France commençaient à développer les germes du mécontentement contre cette sanglante & terrible anarchie, mais les contre-révolutionnaires de la Vendée n'étaient pas encore dangereux, & ils auraient été écrasés très-facilement, si la Convention nationale ou le pouvoir exécutif, avaient été susceptibles de la moindre prévoyance. Mais que peut-on attendre d'un gouvernement où les sages délibérent & les fous décident.

La Convention était divisée en deux factions également attroces, la Montagne & les Girondistes. La premiere, composée des plus furieux Jacobins, ne palliait ni ses vices ni ses crimes : elle ne respirait que sang & carnage ; hors d'état de dominer elle-même, parce qu'elle n'a point de tête ni de plan, elle ne peut souffrir aucune domination. Aucun de ses chefs actuels ne peut se vanter de la gouverner, & elle fait consister la liberté dans l'anarchie. L'autre faction composée de métaphysiciens & de politiques, avait abusé long-tems de la supériorité que lui donnaient des talens & une meilleure éducation. Elle avait traité les Jacobins avec mepris. Maîtresse du ministère, elle croyait tenir les rênes du gouvernement. La Convention avait été révoltée de sa hauteur & de son orgueil ; on avait reconnu que cette faction n'étoit ennemi de la royauté que parce qu'elle avait espéré se mettre à sa place. Alors le parti mitoyen de l'assemblée, celui qui était même révolté des violences des Jacobins, avait été encore plus effrayé de l'ambition des Condorcet, Brissot, Pethion, Gensonné, Guadet, Vergniaux, &c. & tout le monde s'était réuni pour abattre cette faction trop hautaine.

Le procès du malheureux roi n'avait été entâmé que par la haine de ces deux factions ; il lui servait d'aliment, & les Girondistes ont reconnu trop tard combien il leur a été funeste. Louis, victime de leur ambition, & de leur lâcheté, a entraîné leur chûte & le triomphe des Jacobins.

Cette division de l'Assemblée partageait aussi les départemens, qui épousaient les diverses passions de leurs députés. Bordaux, Marseille, Lyon, détestaient l'horrible Montagne, & se préparaient d'avance à la scission, qui a éclaté depuis, & qui a dégénéré en guerre civile.

Les Pyrénées garantissaient encore par leurs neiges les provinces voisines de l'Espagne : cette puissance préparait lentement les moyens d'attaque qu'elle a développés depuis contre le Roussillon ; & la Convention, uniquement occupée de ses querelles & de Paris, ne pourvoyait aucunement au moyen de lui resister.

Paris, la ville la plus infortunée & la plus criminelle,

qui aît jamais existé, se croyait la rivale de Rome, parce qu'en peu de mois elle avait amassé dans son sein tous les crimes, les massacres, les catastrophes, accumules en plusieurs siècles sur la capitale de l'empire Romain. Quarante spectacles toujours plains, amusaient ses habitans frivoles, lâches & barbares, pendant qu'une cinquantaine de scélérats, aussi absurdes que cruels, soutenus par deux ou trois mille satellites, le rebut de toutes les provinces, & dont même la plupart n'étaient pas Français, faisaient tous les jours oublier les crimes, ou les massacres de la veille, par ceux du lendemain. La caverne affreuse des Jacobins engendrait tous les maux, & portait la terreur dans toutes les maisons. Tous les propriétaires tremblaient, & les citoyens qui dans un tems tranquille, auraieet été doux, vertueux, s'étourdissaient sur les crimes & sur les cruautés, & semblaient y applaudir de peur d'en devenir les victimes. Tous les hommes qui avaient un peu de vertu ou du pudeur, avaieut fui, ou avaient été chassés de l'administration de département, de la municipalité ou des sections. Un signe certain annonce & prépare la chûte des empires. Alors toutes les bonnes têtes se cachent, il ne reste pour gouverner que les foux & les méchans, & cela arrrve toujours à l'époque où des intelligences surnaturelles même ne retireraient pas le peuple de la crise où l'a conduit sa frénésie.

Voilà qu'elle était la situation terrible de la France au commencement de l'année 1793. Voilà où conduit la démocratie, lorsque la populace prend la place du peuple, & le tyrannise, par une oligarchie infâme, celle de quelques scélérats, tirés du rebut de la Nation. A Rome, un sénat balança pendant plusieurs siècles les fureurs populaires : & les diriga, non pas au bonheur, mais à la gloire de la Nation, puisqu'elle devint conquèrante, pour ne pas se déchirer elle-même. En France, il n'y a pas de contrepoids, & la bassesse de ceux qui gouvernent ne peut attirer que l'opprobre & le malheur sur un peuple conduit par des tyrans vils, sans esprit, sans prudence, sans honneur & sans vertu.

# CHAPITRE II.

*État des armées.*

QUAND même l'état politique de la France eût eu quelque solidité, quand même il eût été gouverné par un sénat raisonnable, quand même la France eût attiré le cœur des nations chez lesquelles elle portait ses armes, au lieu de les aliéner par une tyrannie plus grossière que celle du despotisme, il était impossible que cette nouvelle république se soutint contre l'intérêt de toute l'Europe, si elle n'avait pas un état militaire capable de faire face, à la fois, à une attaque environnante de terre & de mer. La Convention nationale, qui ne doute jamais de rien, parce qu'elle ne connaît & ne calcule rien, avait lancé un décret le 19 Novembre contre tous les despotes de l'Univers, avait invité tous les peuples à secouer leur joug, & avait promis sa protection & sa fraternité, à condition qu'ils imiteraient le Peuple Français. Mais il eût fallu avoir abattu la puissance de l'Empereur, du roi de Prusse, de l'Espagne, de la Russie, &c., avant de se permettre une levée de bouclier aussi orgueilleuse. Un sénat juste & appréciant les droits de l'homme réunis en société, (car l'homme sauvage n'a point de droits, & l'état de nature les confond tous,) aurait regardé comme injuste un pareil décret. Le *Compelle intrare* n'est pas plus philosophique en droit social qu'en théologie. La propagande jacobine n'est pas plus juste que celle de l'église romaine, & la liberté ne doit pas se prêcher à coup de sabre comme l'Alcoran. Mais en prenant ce parti violent, on suppose sans doute que la Convention nationale, voulant réunir tous les hommes sous l'étendard de la liberté, avait fait des efforts pour que son décret du 19 ne fut pas une vaine & dangereuse jactance, & qu'elle avait en conséquence établi son état militaire sur le pied le plus formidable.

Le général Dumouriez, en entrant au miniftère de la guerre, qu'il n'avait gardé que trois jours, l'ayant pris le 13, & quitté le 16 juin 1792, avait très-audacieufement lu, à l'Affemblée nationale, un mémoire, dans lequel il avait prouvé, très-aifément, qu'on ne s'occupait pas de l'armée, & que bien loin de fe mettre en état de foutenir la guerre, on prenait les moyens de perdre la liberté. Ce mémoire avoit été oublie. La campagne s'était faite. Les fuccès de ce général, qui auraient dû lui gagner la confiance de fes concitoyens, au moins fur la partie militaire, n'avaient fait qu'infpirer des foupçons contre tous les avis qu'il pouvait donner. Non-feulement on avait dénaturé fon plan de campagne; mais on avait voulu arrêter fa marche trop rapide. Le parti de la Gironde lui difait tout franchement qu'on ferait très-fâché qu'il forçât trop promptement les puiffances ennemies à demander la paix, parce qu'on craignait d'être embarraffé du retour de l'armée avant l'achèvement de la conftitution. Les Jacobins, qui croyaient le général lié avec le parti de la Gironde, affectaient d'acceufer fon ambition; leurs dégoûtantes feuilles, fur-tout celle de Marat, le faifaient tantôt dictateur, tantôt duc de Brabant, tantôt chef du parti d'Orléans, & voulant porter fur le trône le fils aîné de l'odieux Philippe. Rien n'était plus contradictoire que ces calomnies, car fi Dumouriez voulait être dictateur, il n'était sûrement pas l'agent du parti d'Orléans; s'il voulait être duc de Brabant, il avait encore un autre intérêt indépendant des intrigues de fa patrie. Mais les délations les plus abfurdes fuffifaient pour détruire un homme de bien. Cependant, comme on craignait que les moyens de la calomnie ne fuffent infuffifans pour arrêter les progrès d'un général victorieux, on y ajouta des manœuvres beaucoup plus efficaces, qui ont achevé de ruiner les reffources militaires.

Le miniftre Rolland, le plus intrigant & le plus mal-à-droit de tout le parti de la Gironde, avait un ami, homme d'efprit & grand fanatique, nommé Pache. Servan, qui voyait l'impoffibilité de conduire le département de la guerre, avait fait le malade & s'était

s'était dit hors d'état de continuer à occuper cette place ; en conséquence il s'était fait lui-même général de l'armée des Pyrenées. Cet homme était lieutenant-colonel au mois de Mai. Sa santé ; qui ne lui permettait pas le travail du cabinet, allait se trouver assez robuste pour supporter les fatigues d'un général d'armée. Et c'est pour réformer les abus des places mal distribuées qu'on a fait la révolution ! Pache avait été secrétaire du maréchal de Castries, & chargé de l'éducation de son fils. Cet homme était un des faiseurs du ministre Rolland ; qui crut devenir le maître du département de la guerre, en le faisant nommer à ce ministère. On verra par la suite ce qui en est résulté pour le ministre Rolland. Pache s'associa, ou on lui associa un académicien, homme de beaucoup d'esprit, mais une des ames les plus noires qui existe en France, nommé Meusnier ; un autre académicien nommé Vandermonde ; un Jacobin ridicule par sa rusticité, autant que dangereux par sa coquinerie, nommé Hassenfratz, sobriquet qu'il s'était donné pour déguiser le nom de le Lièvre, sous lequel il avait été ignominieusement connu ; & un nommé Audouin vicaire de St. Eustache, qui a épousé la fille de Pache. On chassa tout ce qui restait encore des anciens bureaux de la guerre, qu'on remplit non-seulement de Jacobins ; mais encore de ceux qui s'étaient distingués dans le massacres des six premiers jours de Septembre. Ce nouveau ministère attaqua toutes les parties de l'administration ; & les détruisit toutes au moment de la guerre la plus vive. L'administration des vivres, celle des hôpitaux, de l'habillement, de l'armement furent cassées. Les anciens commissaires-ordonnateurs furent chassés ou accusés, traînés à la barre, dans les prisons, flétris & point jugés. Comme les mesures les plus violentes, qui, dans l'intention, n'étaient dirigées que contre l'armée du général Dumouriez, étaient générales, toutes les armées s'en ressentirent également, tous les généraux crièrent à la fois : on envoya des commissaires, tirés du sein de la Convention, pour vérifier leur plainte ; ils rendirent des comptes effrayans ; mais le comité militaire, qui, en tout autre tems, n'au-

rait servi par son ignorance qu'à entraver les opérations du ministre, s'il eût été bon, servit alors à le justifier sur les etats justificatifs faux qu'il présentait, en opposition des plaintes des généraux & des commissaires. On s'en rapporta au ministre qui en fut quitte pour être mandé à la barre & injurié de tems en tems, & on passa à l'ordre du jour.

Voici le tableau de l'armée de la Belgique dans le mois de Décembre, tel que l'ont vu eux-mêmes, au camp de Liège les Commissaires de la Convention, Camus, Gossuin, Danton & la Croix, & dont ils ont rendu compte, mais sans rien faire pour y remédier. Cette armée était composée de quarante-huit bataillons, dont le plus fort étaitde trois cent cinquante à quatre cents hommes, & beaucoup environ à deux cents, ce qui faisait quatorze à quinze mille hommes d'infanterie. La cavalerie montait à environ trois mille deux cents hommes. Les soldats étaient sans souliers : la plupart, campés dans la boue, avaient leurs pieds entortillés dans du foin. Le reste de l'habillement était dans le même état. On avait distribué des capottes, ou redingottes ; mais ceux auxquels on les avait données, étaient désertés pour s'en retourner chez eux, au nombre de plus de mille cinq cents ; à-peu-près pareil nombre remplissait les hôpitaux, où tout manquait. Tel était l'état de l'armée victorieuse de Gemmape après la conquête de la Belgique.

Cette armée avait été arrêtée sur les bords de la Meuse, faute de subsistances ; & si le général Clairfayt avait connu sa détresse, il aurait pu l'attaquer avec avantage ; car l'équipage d'artillerie était presque détruit ; & dans ce même mois de décembre, il était mort six mille chevaux, d'artillerie à Tongres & à Liège, manquans de fourrages. Il n'y avait pas dix mille fusils en état de servir. La cavalerie était sans bottes, sans selles, sans manteaux, sans carabines, sans pistolets, sans sabres. L'argent manquait absolument, & souvent l'état-major se cotisait pour fournir la solde d'un jour.

Il eût été très-aise de se procurer tous les moyens

d'armemens & de subsistances qui manquaient à l'armée : le général Dumouriez pouvait tirer tout des Pays-Bas, du pays de Liège & de la Hollande ; il en avait indiqué les moyens ; il en avait fait les marchés; mais on avait tout rejeté, on avait tout rompu. Le commissaire-ordonnateur Ronsin, dont il a été parlé dans le volume précédent, avait ordre de barrer tout, de nuire à tout ; il ne s'en cachait pas : il bravait le général, sûr de l'appui ouvert du comité militaire, du fameux Cambon, du ministre de la guerre & de ses suppôts, & de la protection cachée des commissaires qui, aux yeux de l'armée, paraissaient blâmer ce désordre, mais qui n'y rémédiaient pas, & qui, dans le compte qu'ils rendirent au mois de janvier, excusaient Ronsin, qu'ils avouaient cependant être un homme incapable. On avoit établi à Paris une entreprise générale de toutes les fournitures ; on faisait venir des draps de Vervier, dans le pays de Liège, pour faire les habits à Paris. On achetait à Liège & à Dinant, & tout le long du cours de la Meuse les cuirs pour les souliers ; les entrepreneurs les envoyaient de Paris, au prix de 9 livres, pendant qu'ils coûtaient 4 liv. ou 4 liv. 10 s. à Liège. Les capottes qu'on fabriquoit à Anvers pour 19 ou 21 liv. coutaient à Paris 50 liv., & on les envoyait de Paris à l'armée. Les bleds du Pays-Bas allaient à Nantes, revenaient de Nantes à Paris ; on les faisait moudre à Montmartre, & on les renvoyait dans les Pays-Bas.

Le plus grand mal que causait ce désordre était l'influence sur la morale de cette armée. On a vu précédemment comment elle était composée, & combien le général Dumouriez avait eu de peine à en tirer parti. On pouvait dire même qu'il avait fait plus que le possible, & qu'en battant les Prussiens & les Autrichiens, il avait remporté une victoire encore bien plus longue & plus difficile sur sa nation désorganisée, en réussissant à introduire une espèce de discipline & d'amour de l'ordre dans une armée composée d'un quart de troupes de ligne déjà désorganisées, & des trois quarts de bataillons de volontaires, inégaux apportant chacun un esprit different, fiers de leurs victoires, & plus

fusceptibles par l'efprit d'égalité, du mal que du bien. Dès le commencement de la campagne de 1792, ces bataillons manquaient d'officiers. Les fupérieurs étaient mal choifis & fans autorité ; les foldats eux-mêmes faifaient la police des capitaines, lieutenans & fous-officiers, & cette police était fujette au caprice d'une troupe qui ne voulait point reconnaître des fupérieurs. Un feul jacobin perdait un bataillon par fes motions incendiaires ; ce n'était que par des complaifances coupables qu'un officier confervait fon grade, ou en acquérait un nouveau.

La ville de Liège était le tombeau des Français, qui y mourraient de faim & de mifère ; mais cette ville, où l'armée ne reffentait que la privation de tous les befoins, était plus dangereufe pour elle que Capoue & fes délices, pour les Carthaginois. Les Liégeois avaient porté à l'excès l'efprit de la révolution, parce que leurs maux avaient été exceffifs, lorqu'ils avaient été trahis & fubjugués par les Pruffiens. Ils avaient ôté leur confiance à leurs Chefs, qui avaient voulu fonder leur liberté fur des principes fages, Fabry, Cheftret (*a*), hommes très-honnêtes, & qui ne voulaient que le bien de leur patrie, avaient perdu tout leur crédit. La populace d'Outre-Meufe, peut-être la plus dangereufe de l'Europe, après celle de Londres & de Paris, s'était emparée, non pas du gouvernement, car il n'y en avait plus, mais de la force. Ces malheureux ne penfaient qu'à fe venger & à punir ; ils menaient les foldats français chez leurs ennemis particuliers, & on les traitait en ariftocrates, c'eft-à-dire qu'on les pillait & maffacrait. Cette guerre inteftine, dans laquelle chaque foldat français prenait parti pour ou contre fon hôte, achevait de ruiner le peu de difcipline & de fubordination qui régnait encore, au milieu de la misère, de la famine & du défordre ; il était impoffible de punir, car on ne pouvait pas difcerner les

---

(*a*) L'éditeur avoue à regret qu'il ne peut répondre de l'exactitude de l'orthographe de quelques noms propres qui n'ont pu être déchiffrés dans le manufcrit.

coupables. Les Liégeois rejettaient les crimes ſur les Français ; les Français, ſur les Liégeois. Le général avait voulu établir la peine de mort, ſon armée elle-même l'avait demandée dans un moment d'enthouſiaſme ; mais les commiſſaires, tout en ayant l'air d'approuver cette ſévérité, s'y etaient oppoſés. Depuis lors on a vu qu'une des cauſes du ſupplice de l'infortuné Cuſtine, eſt d'avoir établi la peine de mort.

Cette armée occupait des quartiers depuis Aix-la-Chapelle jusqu'à Liége, où ſe rendaient tous les officiers qu'on ne pouvait pas retenir à leurs bataillons. Ils ſe tenaient tous dans l'une de ces deux villes, & les ſoldats étaient dans leurs quartiers ſans commandans. Le beſoin avait porté la maraude à ſon comble. Les ſoldats allaient par bandes piller les villages, & les payſans ſe vengeaient en maſſacrant ceux qu'ils trouvaient écartés.

Le général Dumouriez n'ayant pas pu, pour tous ces motifs, pouſſer juſqu'à Cologne & forcer Clairfayt à repaſſer le Rhin, avait au moins voulu conſerver le Meuſe, & pour cela il avait réuni à ſon armée la prétendue armée des Ardennes, commandée par le général Valence, forte de quinze mille hommes, qu'il avait placée dans le pays de Stavelot, Malmedy, Spa, Vervier, Huy, joignant ſon armée par ſa droite. Le corps de dix mille hommes aux ordres du général d'Harville tenait la Meuſe depuis Givet juſqu'à Namur, avec des poſtes en-avant à Ciney, Marche & Rochefort. L'armée, dite du Nord, aux ordres du général Miranda, tenait la gauche depuis Tongres juſqu'à Ruremonde, elle était de dix-huit mille hommes. De nouveaux bataillons venus de France formaient les garniſons des Pays-Bas ; ainſi cette ligne ſur la Meuſe donnait de ſoixante-cinq à ſoixante-dix mille hommes, qui auraient ſuffi pour s'emparer du pays entre la Meuſe & le Rhin, & occuper les bords de ce fleuve depuis Burick juſqu'à Cologne, s'il avait été poſſible, 1°. de prendre Maëſtricht, ce qu'on n'avait pas permis au général Dumouriez, qui voulait & pouvait s'en emparer dans les premiers jours de Décembre ; 2°. de mettre garniſon dans Juliers, ce qu'on n'avoit pas permis, parce qu'il avait

fallu ménager l'électeur Palatin dans cette partie, de peur qu'il ne livrât aux impériaux le paſſage de Manheim, par où ils auraient coupé l'armée de Cuſtine d'avec l'Alſace ; 3°. ſi l'armée de la Belgique avait eu des vivres, des armes, des habits & de l'argent, pour pouvoir marcher au mois de Décembre, & forcer les Impériaux à paſſer le Rhin.

Le général Dumouriez ſentait combien la poſition de la Meuſe était intenable, n'occupant ni Gueldres, ni Venlo, ni Maëſtricht, ni Juliers. Il l'avait mandé au miniſtre & à la Convention. On peut retrouver ſon avis dans ſa correſpondance avec le miniſtre Pache, imprimée en Janvier 1793. C'eſt à l'époque de la fin de Novembre que commence ſa querelle avec ce miniſtre, avec les Jacobins qui le ſoutenaient, & avec la Convention nationale, qui n'avait pas aſſez de bon ſens pour juger les ſuites de cette criminelle conduite. C'eſt en Décembre qu'a commencé le procès du monarque infortuné, que ſa trop grande bonté a conduit à l'échafaud. Dès-lors le général prévit tous les crimes & les malheurs qui réſulteraient de ce cahos, il chercha à ſonder ſon armée ; mais l'état-major qu'il y employa perdit ſes peines, & c'eſt dès-lors qu'il fut enveloppé dans la proſcription. Pas un ſoldat, pas un officier ne voulut réfléchir ſur le ſort du roi, tous montrèrent une égale apathie, & cette diſpoſition inſouciante des eſprits de l'armée acheva de déterminer le général à ſe rendre à Paris.

## CHAPITRE III.

### *Le général Dumouriez part de Liège.*

LE général Dumouriez était auſſi accablé de chagrins dans le palais de l'évêque de Liège, & ſi c'eſt une conſolation pour les maux que ce prélat a ſouffert, il lira avec plaiſir qu'après la plus glorieuſe campagne, ce général était plus malheureux que lui.

Il avait été vexé par les calomnies des Jacobins, après avoir sauvé la France, en chassant de la Champagne une armée formidable. La conquête de la Belgique avait encore *grossi la colonne de ses ennemis*, comme il le mandait lui-même à la Convention nationale après la bataille de Gemmape. Il se reprochait presque de n'avoir pas profité de l'occasion que lui avait offerte l'ingratitude de ses concitoyens pour quitter le commandement de l'armée après son retour de la Champagne. Il voyait manquer le succès d'une guerre, que lui-même avait fait déclarer comme ministre des affaires étrangères, & qu'il avait conduite glorieusement comme général ; il n'avait à cet égard aucun reproche à se fare, mais il ne pouvait qu'être pénétré de douleur, parce que la part importante qu'il avait eue depuis neuf mois dans les affaires générales, l'avait identifié au sort de sa patrie.

Toutes ses lettres étaient, ou rejettées, ou mal interprétées ; ses conseils étaient mal reçus. Cambon assurait que rien n'était plus dangereux pour une république qu'un général victorieux. On posait pour axiôme dans la tribune de la Convention nationale, que l'ingratitude était une vertu nécessaire à des républicains. En conséquence, la Convention n'avait donné aucune récompense aux vainqueurs de la Champagne & de la Belgique, parce que le général les avait demandées. On avait autorisé le ministre de la guerre par un décret à casser toutes les nominations d'officiers faites par les généraux. Les corps restaient sans officiers ; on voyait arriver de France des hommes incapables, qui venaient cueillir le fruit de leurs travaux & de leur gloire. Le général s'était plaint sur tous ces articles à la Convention nationale, il avait même pressenti que si on ne faisait pas droit sur ses plaintes, tant sur les besoins que sur les injustices qui détruisaient & désorganisaient son armée, il se verrait forcé de donner sa démission. On appelait cela *mettre le marché à la main*, & on lui en savait mauvais gré.

Il demandait sur-tout la révocation du décret impolitique & injuste du 15 Décembre, qui réduisait

les Belges au désespoir. Ce décret, malgré toutes les représentations du général, devait commencer à avoir son exécution le premier Janvier. Cambon l'avait fait porter ; les quatre commissaires ; Camus ; Gossuin ; Danton & Lacroix le soutenaient ; ces deux derniers se vantaient d'en avoir donné le projet ; pour se venger de ce qu'en passant à Ath, on leur avait refusé un logemeet. L'honneur du général était engagé à ne pas laisser mettre à exécution ce décret tyrannique, parce qu'en entrant dans les Pays-Bas le 3 Novembre, il avait publié, avec la sanction de la Convention nationale, une proclamation, dans laquelle il annonçait aux Belges, que les Français entraient chez eux comme frères & comme amis, qu'ils leur apportaient une entière liberté, & qu'ils les laissaient les maîtres de se donner telle constitution & telle forme de gouvernement qu'ils voudraient, sans s'immiscer dans leurs affaires. Non-seulement le décret du 15 Décembre détruisait cette proclamation, mais il ôtait aux malheureux Belges toute leur liberté. Les commissaires mettaient leurs biens publics & ceux du clergé en séquestre, & il ne restait plus à cette nation, ni deniers publics, ni pouvoirs constitués pour faire aller le gouvernement.

Cambon avait espéré retrouver la dépense de cette guerre dans cette spoliation d'un pays ami qui s'était donné, & qu'on n'avait pas conquis. Cette criminelle & sordide avarice n'a produit à la France aucun bénéfice, l'a privé au contraire de quarante mille hommes & cinquante millions que les Belges voulaient nous donner, pour les aider à défendre leur liberté, & a fini par nous faire perdre ces belles provinces, où la Convention nationale & ses commissaires seront toujours en exécration. Par un article de ce décret, les généraux étaient chargés de son exécution, & c'était à eux à faire mettre les scellés. Le général Dumouriez avait refusé cet emploi déshonorant, & sur son refus les commissaires en avaient chargé le commissaire-ordonnateur Ronsin, qui faisait remplir les fonctions des huissiers par des soldats & des commis, tous Jacobins, qui volaient la moitié du mobilier sur lequel ils mettaient le scellé.

Le

Le général ne pouvant pas empêcher ces odieuses manœuvres, cherchait au moins à ne pas en être témoin; pour que les Belges sussent bien qu'il n'y trempait point. Il avoit expliqué sur tous ces articles ses intentions d'une manière si claire aux commissaires de la convention, le général Valence avait appuyé ses argumens avec tant de force, que dans un comité tenu à Liège entre ces commissaires, les généraux & les administrateurs des approvisionnemens de l'armée, après avoir prouvé à ces derniers qu'ils ne pouvaient pas lui livrer ce qui était nécessaire, non-seulement pour aller en-avant, mais pour subsister même à Liège; il avait été décidé que Camus, le président de la commission, se rendrait à Paris, & que le general Thowenot, chef de l'état-major de l'armée, l'accompagnerait, le premier, pour faire son rapport à la Convention nationale, le second, pour détailler au comité militaire les besoins de l'armée, & pour obtenir, tant les récompenses demandées, que des marchés solides, pour pouvoir se procurer des magasins sur la Meuse, & sur-tout la révocation du décret du 15 Décembre, qui nous donnait pour surcroît d'ennemis toute la nation Belge. Le général Thowenot portait aussi une discussion à deux colonnes sur le plan de campagne que le ministre de la guerre s'était avisé de donner, & devait apporter une decision à cet égard. Ce voyage fut infructueux malgré l'habileté du généal Thowenot, parce que ce Camus, toujours pédant & faux, quoique grossier, voulut avoir tout l'honneur de l'ambassade, se chargea de la parole, soutint le décret, se laissa vaincre sur l'article du comité des achats, & revint, ainsi que Thowenot, n'ayant rien fait, & ayant au contraire gâté les affaires.

Jusqu'à leur retour, le général se tenait renfermé dans le palais à Liège, occupé à gémir & à demander un congé pour Paris. Il avait annoncé qu'il était impossible qu'il continuât à commander l'armée, si on ne cassait pas le comité des achats qui n'était qu'un tripot d'accapareurs, qui avait fait annuller tous les marchés passés avec des Belges, pour les livraisons de toute espèce; si on ne changeait pas le ministère

de la guerre, qui avait ruiné les armées, & si on continuait à tyranniser comme pays de conquêtes, les provinces alliées, où entreraient les armées de la république.

Tels étaient les motifs ostensibles sur lesquels était formée sa demande de congé. Il en avait un bien plus essentiel, mais qu'il avait grand soin de cacher, c'était de tâcher de sauver l'infortuné Louis XVI, en présentant les dangers extérieurs & la nécessité de faire un plan solide pour la campagne, qui devait s'ouvrir de très-bonne heure; il espérait que la gravité de cette considération, aidée des mouvemens qu'il comptait se donner auprès des diverses factions de la Convention nationale, pourrait l'engager à suspendre ce hideux procès.

Telle était la triste situation du général Dumouriez à Liège, tels étaient les objets qui agitaient son ame. Pendant ce tems-là, les Jacobins voulaient lui faire son procès, & prétendaient qu'il passait son tems au milieu des courtisannes & des comédiennes. Les ministres lui avaient envoyé, à la vérité, un détachement de virtuoses de l'opéra, qui ne passèrent à Liège que vingt-quatre heures, & s'en retournèrent à Paris. Ce voyage, & celui d'une troupe de comédiens de la Montansier, a coûté plus de cent mille livres au gouvernement, qui prétendait inculquer aux Belges, l'esprit de la révolution française, en faisant jouer sur leurs théâtres des pièces révolutionnaires. Le général ne protegeait pas non plus cette sottise, & n'a vu qu'un jour à dîner chez lui ces virtuoses de l'opéra, lesquels au reste se sont conduits avec beaucoup de décence & de raison, & ont été beaucoup plus sages que les ministres qui les avaient envoyés. Le congé que demandait le général, était très-difficile à obtenir. Pache & les Jacobins craignaient sa présence à Paris. Il fut obligé, après avoir allégué sa santé, & le besoin qu'il avait de repos, d'engager les commissaires à demander eux-mêmes ce congé, en annonçant très-sérieusement, qu'en cas de refus, il enverrait sa démission.

Au travers de la déforganifation de l'armée, il reftait encore dans le foldat un fonds de juftice, qui lui donnait de l'attachement pour le général, fous lequel elle avait toujours été victorieufe, & auquel elle ne pouvait pas attribuer fa détreffe actuelle. Les commiffaires mandèrent fans détour que fi on refufait le congé au général, il dennerait fa démiffion, & que dans ce cas l'armée fe débanderait. Le congé arriva, & le général fe preffa de partir, quoique la Croix, pour l'amufer, lui propofât de faire une tournée à Aix-la-Chapelle. Mais dès-lors Dumouriez avait réfolu de ne pas revenir commander l'armée, & ne voulait pas en vifitant les quartiers, prendre un engagement tacite vis-à-vis de fes foldats.

Il arriva à Bruxelles, dont il avoit donné le commandement au général Moreton: Cet homme mort très-à-propos à Douay, a joué un rôle dans la révolution fur le pavé de Paris. C'était un ariftocrate *encrouté*, à prendre cette dénomination dans l'acception la plus odieufe. Il avait été caffé fous l'ancien régime, étant colonel du régiment de la Fère, pour des actes du defpotifme militaire le plns attroce. Le dépit l'avait jetté dans la révolution, & il en avait été un des premiers acteurs, par fon crédit dans les tripots du palais-royal. Il avait voulu faire révifer fon procès, étant fecrétaire des Jacobins, mais faute de juges, le procès était refté là. Il avait été nommé maréchal de camp, employé à l'armée du Nord. Comme il avait la connaiffance des détails de l'infanterie, & de l'efprit, le général Dumouriez l'avait fait chef de l'état-major de l'armée du Nord. Mais après le départ de ce général pour aller commander en Champagne, Moreton qui n'y voyoit goute, quoique très-brave, s'était mal conduit à la lévée du camp de Maulde, & avait penfé être lapidé par le peuple de Valenciennes. Le retour du général Dumouriez à l'armée du Nord, devenue l'armée de la Belgique, avait rétabli Moreton, chef de l'état-major. Mais comme Thowenot avait pour cette place toutes les qualités qui manquaient à Moreton, Dumouriez l'avait fait lieutenant-général par l'ancienneté,

car six mois donnaient l'ancienneté dans cetre armée révolutionnaire, & il l'avait placé commandant à Bruxelles & en Brabant, pour faire le général Thowenot chef de l'état-mojor. Moreton alors avait jetté le masque, & gagné par les Jacobins, auxquels il avait déjà tant d'obligations, il avait fait tout ce qui était opposé aux sentimens & aux opinions de son général. Il avait adopté le décret du 15 Décembre, & il était devenu odieux aux Brabançons. Le général Dumouriez le trouva entouré de toute la tourbe Jacobine, ayant créé un corps de scélérats sous le nom de Sans-Cullotes, qui vinrent haranguer le général en le tutoyant, ce qu'il s'avisa de trouver mauvais, ainsi que la dénomination de citoyen tout court. Il leur dit assez durement, qu'étant la plupart militaires Français ils ne devaient pas se permettre le tutoyement, qui exprimait une égalité, qui ne pouvait pas exister sous les armes, qu'ils devaient l'appeller général, ou citoyen général, mais non pas simplement citoyen, qui était une expression trop vague. Il leur demanda leurs statuts, & leur dit qu'à son retour de Paris, il verrait ce qu'il aurait à décider à leur égard; car cette canaille voulait être soldée; & elle l'a été effectivement à l'insu du général Dumouriez, mais de l'aveu des commissaires, pour récompense des services ou plutôt des vexations attroces, dont ces satellites ont été les agens.

Le général Dumouriez avait envoyé de Liège une proclamation, pour engager les Belges à tenir bien vîte leurs assemblées primaires, & à former sur le champ une assemblée constituante, parce que d'après un article du décret du 15, il était dit que le séquestre cesserait, dès que la nation Belgique aurait une représentation. Les commissaires avaient bien senti que cette nomination des assemblées primaires, en réintégrant les Belges dans leur liberté, ferait lever tous les séquestres, & les priverait du maniement des deniers, & sur-tout de la spoliation des églises; ils avaient retardé l'impression de la proclamation du général, & ensuite ils s'opposèrent à son exécution, & empêchèrent la tenue des assemblées pri-

maires & de la Convention nationale Belgique, que le général avait indiquée à Alost, pour éviter l'influence de Bruxelles; comme Louis XVI aurait évité l'influence de Paris, s'il avait indiqué la tenue des états-généraux à Tours, Orléans, Blois, ou Bourges, au lieu de Versailles qui était trop près de la capitale. Le général voyant que le seul moyen de sauver la Belgique de la tyrannie de la Convention nationale avait échoué, continua, sans s'arrêter, son voyage jusqu'à Paris.

## CHAPITRE IV.

### *Son séjour à Paris.*

ARRIVÉ dans la capitale le premier Janvier, le général réfléchit que lors de son passage à Paris, après l'expulsion des Prussiens de la Champagne, Marat & les autres folliculaires Jacobins lui avaient fait un crime de s'être montré aux spectacles, & d'avoir eu l'air de chercher du crédit & du pouvoir, en allant à l'assemblée. Il se détermina donc à garder le plus grand incognito possible, à se priver des spectacles, des promenades publiques & de tous les lieux où on aurait pu faire foule autour de lui, & à ne voir qu'un très-petit nombre d'amis, & les personnes auxquelles il pouvait avoir affaire pour réussir dans ses différens objets de son voyage.

Il passa cinq jours sans sortir de son appartement, occupé à composer quatre mémoires, le premier sur la nécessité d'annuller le décret du 15 Décembre, qui venait encore d'être confirmé & augmenté par deux nouveaux décrets du 28 & du 31; le second, sur les inconvéniens du comité des achats, & sur la nécessité de remettre toutes les fournitures de vivres, fourrages, remontes, habillemens, hôpitaux, &c., sur l'ancien pied, & entre les mains de fournisseurs intelligens; le troisième & le quatrième sur

la partie militaire & le plan de campagne à adopter. Il concluait chacun de ces mémoires par sa démission, si la Convention nationale ne prenait pas un parti décisif. Il les accompagna d'une lettre au président, par laquelle il le priait d'engager l'assemblée à former un nouveau comité pour traiter avec les généraux, tant sur les besoins de leurs armées que sur les opérations militaires. Le 7, il envoya ces cinq pièces au président, qui était un ancien avocat nommé Trailhard, lequel a été aussi-tôt après sa présidence adjoint avec Merlin de Douay, autre avocat, aux quatres premiers commissaires de la Belgique. Ce président ayant retardé d'en faire part à la Convention, le général lui écrivit une lettre très-courte & très-pressante.

Enfin le 11, on rendit compte sommairement de cet envoi, la lettre fut lue, & les mémoires furent supprimés, & renvoyés à la discussion d'un comité de vingt-un membres, qui fut établi sous le nom de comité de sûreté générale; on choisit pour ce comité les membres les plus forts des comités déjà établis. Il ouvrit sa première séance le 13, & le général fut invité de s'y trouver. On lut les quatre mémoires, sur lesquels on entâma des disputes très-frivoles & très-ignorentes. Tous parlaient à la fois, & on se sépara après une séance de trois heures, sans avoir rien éclairci; le résultat fut qu'on demanda au général un nouveau mémoire plus détaillé. Quant au plan de campagne, tous les membres furent d'accord de ne pas traiter cette matière, disant qu'elle n'était pas de leur ressort, mais de celui du pouvoir exécutif, ou du conseil. Le général apporta un mémoire détaillé à la seconde séance qui fut tenue le 15 au soir. A peine à cette séance se trouva-t-il la moitié des membres qui y vinrent les uns après les autres, on parcourut légèrement le mémoire qui était très-détaillé, & il n'en fut plus question.

Le général Valence, qui avait aussi demandé un congé & dont le général Dumouriez avait sollicité le retour, étant arrivé dans l'intervalle, fut admis à cette séance, & y lut un mémoire sur le recrutement & la nouvelle composition de l'armée, dont il

voulait en brigades toute l'infanterie, en attachant deux bataillons nationaux à chaque bataillon de troupes de ligne. Ce projet, que la Convention vient d'adopter au milieu de la campagne, a achevé de détruire la force de l'armée Française, qui n'existe plus, n'étant composée que des volontaires sans frein & sans discipline. Cette nouveauté qu'on n'aurait dû traiter qu'après la paix, ou au moins après la campagne qui allait s'ouvrir, attira toute l'attention du comité, dont la légéreté & la curiosité égalaient l'ignorance & la nonchalence, & on cessa tout-à-fait de s'occuper des objets importans présentés par le général Dumouriez.

Le général Biron qui quittoit le commandement de l'armée d'Alsace, pour aller se mettre à la tête de celle du comté de Nice, assista à une troisième séance, & y lut un mémoire très-fort contre les fournisseurs nouveaux, & le comité des achats. Le ministre de la guerre, qui y fut appellé, ne pouvant rien répondre aux imputations de trois généraux, fut très-mal traité par le comité, qui était enchanté de trouver l'occasion d'avilir un ministre. L'occasion était belle, car pour toute défense il présentait des états de situation qu'on taxait de faux. Tout ce procès fut renvoyé au comité militaire, le plus mal composé de tous ceux de la Convention. Le général se présenta à une quatrième séance, il ne s'y trouva que cinq membres, on n'y traita de rien, en se séparant, il leur dit, que quand on le jugerait à propos on le rappellerait, & dès-lors il se retira à une petite maison de campagne, à Clichy, d'où il vénait dans le jour à Paris, pour travailler à sauver le roi. Depuis lors il n'a plus été appellé, il n'a plus entendu parler du comité de sûreté générale. Toutes les affaires les plus importantes ont été suspendues pendant ce temps, le seul qui restait pour sauver la France. La Convention toute entière n'était occupée que du procès du roi, qui se suivait avec le plus grand acharnement & la plus indécente barbarie.

C'était du fort de fes mémoires que le général Dumouriez attendait le falut, ou la ruine de fa patrie. S'ils avaient été adoptés, il comptait fe préfenter à la Convention, paroître en public, & folliciter hautement pour le monarque infortuné, parce qu'il aurait pu fe promettre une grande influence, & qu'en y joignant d'autres moyens, & s'environnant de quantité d'officiers & de foldats de fon armée, qui étaient venus avec congé, paffer l'hiver à Paris, il aurait eu un parti affez fort pour balancer les Jacobins & les Fédérés qui les foutenaient. Cette reffource était perdue ; & bien loin de pouvoir fauver le roi, le général Dumouriez, fans crédit, fans confidération, & regardé comme un homme dont on devait fe méfier, parce qu'il défapprouvait les crimes ; aurait nui à Louis XVI, & n'aurait pu que précipiter l'horrible cataftrophe, qui dès-lors était inévitable, & qui lui a caufé bien des chagrins.

Un fcélérat imbécile, ignorant & fon ennemi perfonnel, le général la Bourdonnaye ; pour fe venger de ce qu'il avait perdu l'année précédente le commandement de l'armée du Nord, fur les plaintes du général Dumouriez, publiait dans tout Paris ; que ce général n'était venu que pour fauver le *plus honnête homme du royaume*, titre qu'effectivement Dumouriez avait donné très-juftement au roi dans une lettre qu'il lui avait écrite en 1791, & qui avait été imprimée avec les autres pièces prifes dans la boëte de fer, que Rolland avait livrée à la Convention. Les Jacobins en difaient autant, fur-tout Marat & fa trop active faction. On préfentait que le général avait toutes les nuits des rendez-vous avec Rolland & les Girondiftes. Ces derniers fâchés de ce qu'il ne voulait pas plus les voir particulièrement que les Jacobins, répandaient le bruit qu'il voyait fecrétement *Philippe Égalité*, bien indigne de porter le nom du duc d'Orléans.

Dumouriez venait alors dans le jour à Paris, allait au confeil, & s'en retournait tous les foirs

à

à Clichy. Il ne mangeait nulle part que chez les deux miniſtres Lebrun & Garat. Il avait même affecté de ne pas mettre le pied chez Monge, miniſtre de la marine, Rolland, miniſtre de l'intérieur, & Clavière, miniſtre des finances, encore moins chez Pache, miniſtre de la guerre. L'hôtel de la guerre était devenu une caverne indécente où quatre cents commis, parmi leſquels pluſieurs femmes, affectant la toilette la plus ſale, & le cinifme le plus impudent, n'expédiaient rien, & volaient ſur toutes les parties. Une vingtaine de ces coupe-jarets, ayant à leur tête Haſſenfratz & Meunier, travaillaient jour & nuit à recueillir de fauſſes dépoſitions, & à forger des pièces pour prouver l'accuſation qu'Haſſenfratz avait produite aux Jacobins contre le général, le taxant d'avoir volé douze cents mille livres ſur les marchés de la Belgique. On avait excité les Fédérés contre lui : ſouvent en paſſant auprès de leurs croupes, il les avait entendus faire très-haut la motion de porter ſa tête au bout d'une pique. Un jour même ayant rencontré un de ces groupes d'une vingtaine de Fédérés, dans la rue Montmartre, il ſe trouva trop heureux de pouvoir enfiler une petite rue appellée le paſſage du Saumon, ayant été averti par une marchande qui le reconnut, l'ayant vu demeurer pendant deux ans dans cette même rue Montmartre. Dans les aſſemblées des ſections, dans tous les cafés, on payait des aboyeurs qui déclamaient contre lui. Pluſieurs fois on avait fait le projet d'aller l'enlever.

L'affreux Santerre, commandant à Paris, montrait toujours un grand attachement au général, & l'avait invité pluſieurs fois à dîner chez ſon beau-frère. Son projet était de le faire dîner avec Marat ; le général avait toujours refuſé, mais avec les prétextes les plus honnêtes, étant obligé de ménager ce terrible commandant, pour éviter d'être aſſaſſiné. Une circonſtance rendait encore la poſition du général plus critique, ſans qu'il y eût aucune part. Le colonel Weſtermann avait donné, ſur le Pont-neuf, des coups de bâton à Marat, pour ſe venger de ce que dans ſes feuilles il l'avait accuſé d'être l'ame damnée du général, & le

F

principal agent de ſes vols. Marat voulait faire retomber ſa vengeance ſur le général, qui était tous les jours averti par des hommes fidèles & par des billets anonymes, & qui, pour la première fois de ſa vie, avait pris la précaution de ne jamais marcher ſans piſtolets. Dubois de Crancé, le plus lâche & le plus barbare des Jacobiens, s'étant trouvé un jour à dîner avec le général, avait voulu l'inſulter, imaginant que ſa grande taille & ſon air féroce lui en impoſeraient. Celui-ci le prenant par le milieu du corps, lui avait très-énergiquement impoſé ſilence. Dubois de Crancé, pour ſe venger, diſoit tous les jours dans la Convention, que le général Dumouriez en mépriſait tous les membres, les regardant comme quatre cents imbéciles, conduits par trois cents ſcélérats. Ainſi l'orage le plus violent ſe préparait contre lui, & on n'attendait que ſa démiſſion pour l'arrêter & lui faire ſon procès. Il était même proſcrit d'avance.

---

## CHAPITRE V.

### *Procès du roi.*

C'EST dans ces circonſtances que le procès du roi ſe ſuivait avec l'acharnement le plus furieux & la joie la plus effrayante, par cette hordre inſenſée de cannibales. Ce procès eſt entre les mains de tout le monde, toutes les pièces en ſont publiques, & reſteront à la poſtérité, pour le deshonneur de la nation françaiſe. Jamais crime n'a été commis avec plus de lâcheté, plus de ſuite, & plus de volonté décidée. Plus de cent cinquante membres, parmi ces prétendus juges, avaient fait imprimer leur opinion, avant même de connaître les pièces, & par-là même, ils auraient dû s'abtenir de donner leur voix, ou être récuſés; mais l'infortuné Louis XVI n'avait

pas cette faculté. Il eſt étonnant que les trois cents dix membres, qui ont eu le courage de voter pour lui ſauver la vie, malgré tous les poignards dirigés ſur leur poitrine, n'aient pas inſiſté avec force pour que tous ceux des juges qui avaient donné leur avis par écrit avant le jugement, ne puſſent pas donner leur voix, ou qu'elles ne fuſſent pas comptées. Ils voudront bien pardonner cette réflexion à un hiſtorien ſévère, qui, bien loin de vouloir leur faire des reproches, déſirerait pouvoir leur élever une colonne, où tous leurs noms fuſſent inſcrits comme ceux des vainqueurs de Marathon Il s'eſt trouvé dans l'aſſemblée la plus mal compoſée de l'Univers, trois cents dix hommes qui ont montré du courage, & auxquels la famille royale doit une éternelle reconnaiſſance. Recevez, braves citoyens, ames ſenſibles, l'hommage d'un guerrier, qui vous trouve plus de courage qu'il n'en a montré, & qu'il n'en a vu dans toutes les batailles, aux Français, qu'il a toujours commandés avec gloire!

Cet hommage eſt pur & ſans intérêt; car celui qui le rend n'attend rien des rois, eſt ami de la liberté, & a renoncé à ſa patrie, après l'avoir bien ſervie; ſoit qu'elle rentre ſous le terrible joug du deſpotiſme, ſoit qu'elle reſte en république ſous l'horrible régime des Jacobins, par les fautes, ou par la fauſſe politique des puiſſances belligérantes; car il n'eſpère plus voir la France gouvernée par un roi conſtitutionnel, ſoumis à la loi, l'appui de la loi, & ne pouvant rien faire arbitrairement ſans elle & contr'elle. Votre mérite reſſortira d'autant plus, qu'il va être mis en oppoſition avec la conduite des *Girondiſtes*, dont l'hiſtoire qui punit les crimes, va tranſmettre, pas-à-pas, tous les mouvemens, au moins ceux que le général Dumouriez a pu connaître.

La faction de la Gironde voulait-elle ou ne voulait-elle pas ſauver le roi? Ce problême eſt difficile à réſoudre, & il eſt probable qu'on n'en peut venir à bout, qu'en diſtingant deux époques très-différentes,

& par conséquent, deux volontés contraires dans ces politiques ambitieux. Il est certain que cette faction qui avait dominé très-long-temps l'assemblée, qui s'était rendue maîtresse du ministère, aspirait ouvertement à la république avant la décadence de son crédit. Elle avait détruit les *Feuillants*, *Modérés & Royalistes*. Elle avait accaparé presque tous les Journaux. Celui de Paris, la Chronique, le Moniteur, le Patriote, les feuilles de Gorsas & de Carra, le Thermomètre, tous ceux, en un mot, qui avaient beaucoup de publicité ou d'influence, étaient composés, rédigés & corrigés par des membres de cette faction. Les meilleurs orateurs de la Convention, Guadet, Vergniaux, Lasource, Brissot, Gensonné, Condorcet, faisaient passer ses opinions. Elle s'était emparée des principaux comités. Sieyes & Condorcet étaient à la tête de celui de la constitution. Brissot, Gensonné gouvernaient le comité diplomatique joint à celui de défense générale. Celui des finances était entièrement entre les mains de Cambon, qu'elle croyait avoir à elle. Ils avaient long-tems gouverné Paris pendant la mairie de Pétion.

Les Girondistes peuvent passer pour les Jésuites de la révolution. Ils ont suivi le même systême politique, ils ont eu d'abord la même puissance, aveuglés ensuite pareillement par l'orgueil, ils ont fait les mêmes fautes, & ils ont eu le même sort. Pendant leur règne ils n'avaient pas ménagé la famille royale. Pétition, voyageant avec le roi & la reine, dans la même voiture, au retour de Varennes, leur disait toute la journée qu'il ne désirait que la République; c'est cette princesse infortunée qui l'a dit au général Dumouriez; & Pétion, à qui il l'a ensuite demandé, en est convenu; mais dès le mois de novembre 1792, les circonstances avaient bien changé. Le *roi Pétion*, c'est ainsi qu'on le nommait à Paris, avait perdu sa popularité, par le féroce ascendant des Jacobins & des Marseillois, qu'ils avaient gagnés par des orgies patriotiques. Un homme nul, quoi-

qu'honnête, nommé Chambon, avait remplacé Pétion dans la mairie; il était méprisé, & sans pouvoir; les Jacobins étaient les tyrans des sections, & la commune de Paris formait une autorité indépendante de la Convention, & qui souvent lui était supérieure.

Barbaroux, député de Marseille, l'un des Girondistes, comptant sur le crédit qu'il avait dans sa patrie avait proposé de faire venir de nouveaux Marseillois, & la faction avait employé le ministre de l'intérieur, Rolland, à inviter les départemens à envoyer des fédérés pour les opposer aux prétendu Marseillois, qui tyrannisaient Paris & la Convention. Cette mesure irrégulière était excessivement imprudente. Elle ne pouvait tourner qu'à produire une guerre civile dans Paris, à moins que ces nouveaux venus, gagnés comme les premiers par les Jacobins, ne fortifiassent encore ce parti contre la Gironde, & c'est ce qui arriva.

L'intrigue des Girondistes fut vivement démasquée par Danton, Lacroix, Robespierre & Marat. Les impartiaux de la Convention eux-mêmes ne virent plus qu'une ambition dangereuse dans cette faction. C'est alors qu'elle eût dû déployer un grand courage, défendre l'innocence du roi, s'opposer à sa mort, & si elle eût succombé, au moins c'eût été avec gloire. Mais il est très-probable, qu'au contraire, elle eût réussi, que les départemens se fussent joints à elle pour sauver la patrie & le roi & qu'elle fût parvenue à écraser les Jacobins. Elle se conduisit faiblement, se contentant de faire une espèce d'appel au peuple, en proposant de faire décider le sort de Louis XVI par les assemblées primaires. Cette seconde mesure parut encore un signal de guerre civile.

Les Girondistes furent accablés, effrayés, & ils ne furent pas sauvés par la lâcheté qu'ils montrèrent, en donnant tous leurs voix contre l'infortunée victime de ces monstres & de ces faux politiques. Péthion eut la basse cruauté, dans un moment où la pitié

balançait encore fur le fort du roi, de rappeler la violence qu'on lui avait faite au château le 9 & le 10 août, & après avoir aggravé fon fort par cette indigne dénonciation, il donna fa voix pour le faire mourir. L'avis de Condorcet équivaut à une fentence de mort; ce métaphyficien plein d'efprit & fans ame, a joué le rôle le plus atroce, pendant toute la révolution. Briffot, Guadet, Genfonné, Vergniaux, s'empreffèrent de donner leurs voix contre leur confcience.

Le procès ne contenait aucune charge affez grave pour autorifer la condamnation. La cataftrophe du 10 août n'était pas un crime de Louis XVI. Carra avait eu l'impudeur d'imprimer, & de dire à la Convention, que cet événement avait été préparé par un comité de cinq perfonnes, dont étaient Péthion & Robefpierre & lui Carra, lequel comité fe tenait dans un cabaret du Faubourg Saint-Antoine; que le projet d'obliger le roi à s'armer & à combattre avait manqué deux fois, & avait encore été fur le point de manquer le 10 Août. Ainfi il était clair, fi on eût voulu ajouter cette pièce au procès, que la dépofition de Carra eût juftifié Louis, en fourniffant la preuve de la néceffité de prendre les armes le 10 Août pour fa propre défenfe. Mais ni la juftice, ni le bon fens, ni la faine politique n'ont été confultés dans cet affreux procès.

La providence avait marqué d'avance cette époque flétriffante & décifive pour la France. Tout fe réuniffait contre la malheureufe & innocente victime. Les émigrés eux-mêmes devaient, par un attachement mal-entendu, hafarder des démarches funeftes. Bertrand, ex-miniftre de la marine, réfugié en Angleterre, crut pouvoir fauver le roi, en envoyant à la Convention des pièces qui compromettaient les chefs de tous les partis, qui prouvaient que tous avaient négocié avec le roi, pour le tromper & lui foutirer de l'argent. Danton & Lacroix, fur tout, étaient impliqués d'une manière fi précife, qu'ils euffent été perdus, fi Danton, maître de la

*Montagne*, c'eſt-à-dire du parti Jacobin, & la Croix, qui influençait la *Plaine*, c'eſt-à-dire les impartiaux de l'aſſemblée, n'euſſent réuni tous leurs efforts, pour enſévelir les pièces avec le malheureux roi. Ainſi la démarche du miniſtre Bertrand, au-lieu de ſauver Louis, a précipité ſa mort. Tout s'eſt réuni pour le perdre. Le crime a été conſommé ; & le ſoir même de l'exécution tous les ſpectacles étaient pleins. O malheureux Français! quand vous lirez ce chapitre baigné des larmes de celui qui remet ſous vos yeux le tableau du plus grand de vos crimes, vous frémirés ſur vous mêmes, & vous trouverez trop juſte la terrible vengeance qui vous attend.

## CHAPITRE VI.

*Tentatives infructueuſes du général Dumouriez.*

Entre toutes les accuſations injuſtes, ou maladroites, que les émigrés ont avancé contre le général Dumouriez, celle qui a le plus frappé les ignorans ou les hommes irréfléchis, c'eſt de n'avoir pas profité de l'aſcendant que ſes victoires lui donnaient ſur ſon armée pour la mener à Paris & délivrer le roi. 1°. Cet aſcendant a toujours été très-précaire, & les derniers événemens prouvent qu'il ne pouvait pas y compter. 2°. Cette armée était à plus de cent lieues de Paris, manquant de tout, & ne pouvait pas quitter le pays de Liège, ſans s'expoſer à perdre ſon artilerie, qu'elle ne pouvait plus traîner faute de chevaux, & ſans abandonner ce pays aux Autrichiens, qui l'auraient ſuivie. Cette démarche, qui eût été une trahiſon contre la gloire & les intérêts de la nation, aurait coûté la tête au général & à ſon état-major avant d'arriver en France. 3°. Cette armée était même hors d'état de marcher en avant juſqu'au Rhin

qui n'était éloigné que de vingt lieues, & à plus forte raison, n'en aurait pas pu faire plus de cent pour arriver à Paris.

Le général Dumouriez avait eu cependant le projet de ramener, non pas toute l'armée sur Paris, mais un détachement choisi de troupes de ligne. Mais l'exemple de Lafayette lui avait appris à regarder cette démarche comme une extrêmité dangereuse; pour l'excuser, il lui fallait une forme légale, qui ne lui ôtat pas la confiance de ses soldats. Il avait dit, écrit, & fait répéter aux chefs de la Gironde & à ce Barrère qui a tant fait de mal par sa versatilité, que si la Convention était vexée, elle n'avait qu'à faire quatre lignes de décret : qu'aussi-tôt il marcherait avec vingt mille hommes à son secours. Soit crainte, soit confiance dans leurs propres moyens & dans leurs intrigues, les membres qu'on regardait encore comme les meilleurs de l'assemblée, n'ont pas voulu employer cette ressource : à la vérité, leurs vues ultérieures ne pouvaient pas leur inspirer une confiance entière dans le général qu'ils savaient très-attaché à la constitution & au rétablissement du bon ordre. Ne voyant point arriver ce décret, & d'après tous les motifs détaillés dans les chapitres précédens, il était parti seul pour Paris, mais il s'était fait précéder par plusieurs chefs de corps, & officiers & soldats, tant de troupes de ligne que de gardes nationales, même parisiennes, qui lui avaient promis leurs bons offices pour le roi. Il est vrai aussi, qu'à l'époque de son départ, quoique le procès de Louis XVI fût entâmé, on ne pouvait pas encore prévoir, sur-tout à cent lieues, qu'il aurait une issue aussi prompte & aussi funeste. Le général était bien persuadé que la criminelle férocité des Jacobins les porterait à presser autant qu'ils pourraient cette odieuse & sanglante catastrophe; mais il croyait que les Girondistes, non par vertu, mais par politique & pour leur propre intérêt, feraient durer cette affaire, qui pouvait se terminer par une vaine menace, & que ce rétard lui donnerait le temps de prendre des mesures pour sauver le malheureux

heureux roi. Ce ne fut qu'à son arrivée à Paris qu'il connut le véritable état des choses, & qu'il vit combien il restait peu de ressources, comparativement à la grandeur du danger.

Il avait toujours été lié avec Gensonné, député de la Gironde, il lui avait pardonné les démarches qu'il avait faites contre lui l'année précédente, lorsqu'il avait quitté le ministère. Il lui avait connu jusqu'alors de l'esprit, un jugement sain & un cœur sensible; il avait renoué ses liaisons avec lui. Il lui déclara toutes ses craintes sur le sort du roi, toute l'horreur qu'il ressentait du crime dont on allait souiller la nation; il lui fit sentir que cet affreux triomphe des Jacobins acheverait d'écraser le parti des honnêtes gens, & de rendre incurable l'anarchie dont la France était affectée; que celles des nations de l'Europe, qui avaient vu avec indifférence, peut être même avec plaisir, nos troubles intérieurs, notre guerre avec la maison d'Autriche & le roi de Prusse, & peut-être nos succès contre ces deux puissances, ne pourraient qu'être révoltées de la barbarie de l'assassinat de Louis XVI, & seraient engagées par honneur à se joindre aux ennemis de la France; que nous aurions tout l'univers contre nous, & pas un allié. Ces réflexions avaient l'air de faire impression sur Gensonné; mais soit par la timidité ou la nonchalance de son caractère, il ne fit point de démarches, & il s'éloigna même depuis du général, qui eut peu d'occasions de le revoir.

Il vit plusieurs autres députés, tant de ce parti que des indépendans, auxquels il représenta que la République existant, Louis ne devait plus être regardé que comme un particulier; qu'il était indécent, impolitique & hors de saison, de perdre un tems précieux qu'on devoit employer tout entier à se prémunir contre les dangers de la campagne prochaine, & à refaire les armées, & de le consommer à faire le procès d'un seul homme, qui n'avait rien d'aussi important pour la

nation ; qu'il convenait donc de suspendre ce procès inutile, & de le remttre après la guerre. Les plus raisonnables lui répondaient, que le parti était pris par les scélérats de la *Montagne*, & que si on n'achevait pas un procès, qu'ils convenaient tous qu'on avait eu tort de commencer, les Jacobins feraient une insurrection, attaqueraient le Temple, & en massacreraient tous les prisonniers. Alors il leur disait qu'il ne les trouvait pas suffisamment autorisés par leurs commettans pour juger le roi ; que puisqu'on en faisait une aussi grande affaire d'état, il lui semblait, que pour n'avoir pas un jour de reproches à recevoir de la nation, pour ne pas un jour devenir personnellement responsables de ce que cet acte pourrait avoir d'odieux par son irrégularité & sa violence, il leur convenait, pour leur propre sûreté, de demander un mandat *ad hoc*, chacun dans son département. Ils répondaient que la proposition imprudente de la faction de la Gironde, de l'appel au peuple, avait enlevé cette ressource, parce qu'on craignait que la convocation des assemblées primaires, indispensable pour cette mesure, ne fût le signal de la guerre civile.

Il se rebattait alors à leur suggérer une opinion qui les frappait tous, mais dont aucun ne se servit, parce que la crainte des poignards leur fit perdre la tête, & qu'ils aimèrent mieux être bourreaux que victimes. Cette opinion était qu'après une longue guerre entre le roi & la nation, le sort de l'un & de l'autre avait été décidé par une bataille le 10 août ; que le roi avait succombé ; qu'il ne pouvait être regardé & traité que comme prisonnier de guerre, mais non comme coupable, puisque les deux partis avaient également eu recours aux armes ; que la guerre extérieure existant dans toute sa force, on devait se trouver heureux d'avoir en ce prisonnier un ôtage précieux, qu'on devait conserver avec soin ; qu'en dernière analyse, si on persistait à le croire coupable, il fallait former un tribunal pour recueillir les pièces, prendre témoignages, confrontations,

recollement ; que cela satisferait les ennemis les plus acharnés de la royauté, refroidirait le peuple, & donnerait le tems d'achever la constitution, qui était le grand but de leur mission ; & que lorsque les assemblées primaires seraient convoquées pour l'acceptation de la nouvelle constitution, on leur présenterait le procès tout instruit, & on leur damanderait leur vœu sur la manière de juger Louis, & sur le sort qu'on devait lui faire.

Ayant répandu cette opinion, & même par écrit, le général vit Pétion, avec lequel il avait été lié jusqu'alors, & il lui représenta qu'il devait personnellement agir pour sauver Louis XVI, sans quoi on le taxerait d'un acharnement qui ne devait pas être dans son caractère. Pétion eut l'air pénétré de ses représentations, il répondit que personnellement il *aimait* le roi, & qu'il y ferait ce qu'il pourrait.

Le général fit parler à Robespierre par un de ses amis, qui lui dit que c'était à lui à sauver Louis XVI, que par-là il s'immortaliserait ; que s'il prenait ce parti, les généraux & les armées le regarderaient comme un grand homme ; que la dictature serait le prix de cette magnanimité ; que sinon il tomberait dans la même exécration que Marat, & serait toujours confondu avec lui, ce qu'il avouait lui déplaire beaucoup.

Le général fit dire sous main aux Jacobins, qui méprisaient la Convention & haïssaient la Gironde, que s'il voulaient devenir maîtres de la France & de l'Europe, & remplacer la Convention nationale, ils n'avaient qu'à prononcer qu'ils voulaient qu'on suspendît le procès, & qu'on s'occupât des affaires de la guerre, bien plus importantes.

Le général avait pour courrier affidé un honnête & bon-homme, nommé Drouet, frère du maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait arrêté le roi à Varennes, & qui était un des députés de la Convention & Jacobin ; il le fit d'abord préparer par son frère le courrier, & ensuite il le fit venir ; il lui peignit avec tant d'énergie

l'atrocité de ce crime, que Drouet, frappé d'horreur, promit de demander la ſuſpenſion du procès à la Convention & aux Jacobins. Il ne fallait qu'un membre qui eût le courage d'en faire la propoſition pour ſauver le roi : perſonne n'oſa. Drouet tomba malade, & n'opina pas au jugement.

Tous les jours le général allait dans différens quartiers de Paris, entrait dans les boutiques & chez les particuliers, entamait la converſation ſur le procès du roi, diſait qu'il était étonnant que la Convention fût devenue un tribunal ; que ſi Louis était encore roi, il fallait d'abord faire décider par la nation, par qui, & comment il ſerait jugé ; que s'il n'était plus roi, on ne devait pas perdre un tems précieux à faire le procès à un particulier ; alors il ajoutait des réflexions touchantes ſur les bonnes qualités & les infortunes de Louis XVI. Quelquefois il était écouté avec attendriſſement, ſouvent on le priait de ceſſer une converſation *dangereuſe*, quelquefois auſſi on trouvait très-mauvais qu'il entamât cette matière. Mais où il s'expoſait beaucoup, c'eſt lorſqu'il concluait par dire, qu'il était étonné que dans une grande ville comme Paris, il ne ſe trouvât pas cinq à ſix mille honnêtes gens, aſſez braves pour mettre à la raiſon & chaſſer deux ou trois mille coquins, répandus ſous le nom de Fédérés, qui tyranniſaient la capitale. Un marchand raiſonnable fit un jour au général cette réponſe, en baiſſant les yeux & rougiſſant de honte. *Citoyen, je vois ce que vous voudriez nous inſpirer. Nous ſommes des lâches, le roi ſera victime. Que pouvez-vous attendre d'une ville qui, ayant quatre-vingt mille hommes de gardes nationales, ſuperbes & bien exercées, s'eſt laiſſé déſarmer dans les premiers jours de ſeptembre, par moins de ſix mille Fédérés Marſeillois & Bretons ?* Le général ſortit, & alla gémir au fonds d'une promenade publique écartée.

Quelques-uns des ſoldats de ſon armée qu'il rencontra ne lui parurent occupés que de diſſipation, & partageant les orgies & la rage des Fédérés. D'autres ſe joignaient à ſes ennemis, & allaient faire dans les

différens clubs & à leurs ſections des accuſations abſurdes contre lui. De toutes les tentatives que le général renouvella tous les jours, & ſous toutes les formes poſſibles; il ne fit qu'acquérir, au milieu de beaucoup de dangers perſonnels, la certitude déſeſpérante du malheur du roi & de l'impoſſibilité de le ſauver. Partout il ne trouva que conſternation ou apathie. Il n'a pas apperçu, pendant les vingt jours qu'il a étudié Paris, pendant cette affaire, le plus petit mouvemant ni particulier, ni public, en faveur de l'infortuné Louis XVI, ni le moindre dérangement dans les habitudes, ou la diſſipation des frivoles & barbares Pariſiens.

## CHAPITRE VII.

### *Mort du roi.*

LE 18, la ſanté du général Dumouriez, quoique très-robuſte, fut vaincue par le chagrin; la fièvre le prit, & il fut contraint de reſter à la campagne, d'où il n'eſt ſorti que le 22, avec la ferme réſolution de ne reſter à Paris que le peu de jours néceſſaires pour tous les arragemens de ſon départ, & de n'y rentrer un jour, que pour diſſoudre l'indigne Convention, qui avait eu la lâcheté & la ſcélérateſſe de condamner, ſans l'entendre, & avec la légèreté & la précipitation la plus inouie, un roi innocent, qui avait toujours aimé ſon peuple, dont aucune faute n'était perſonnelle, qui avait aboli les corvées & la queſtion dans les procès criminels, qui faiſait le bien dès qu'on lui préſentait, qui enfin avait convoqué la nation, pour qu'elle pourvût elle-même à ſes beſoins, & qu'elle réformât les abus. Tous les rois ont la même condition malheureuſe qui a perdu Louis XVI; ils ſont mal entourés & trompés, & ils vivent & agiſſent dans les ténèbres. Il leur eſt impoſſible de percer le nuage épais de leur cour, pour aller chercher la lumière de l'homme vertueux, dont

la fierté modeste fuit la corruption & l'insolence des courtisans. Mais il n'y a que la désorganisation complète qui puisse amener une nation entière, à avoir avec indifférence, massacrer un roi, après l'avoir béni & adoré, après l'avoir comparé au meilleur de ses rois, Louis XII & Henri IV. C'est par le club des Jacobins que les Français ont été amenés à ce dégré de dépravation & de frénésie.

Le 21 janvier, jour de la mort de Louis XVI, est l'époque de la perte de la République, de la restauration de la monarchie, & peut-être du triomphe du despotisme. Les Français avaient débuté fièrement dans la carrière de la liberté ; on pouvait pardonner les premiers excès de la révolution, parce qu'ils étaient l'effet de la résistance des abus qu'il avait fallu détruire. Une constitution sublime, quoiqu'imparfaite, sembloit devoir fixer pour long-temps le sort de la France. Les voyages du général Dumouriez lui ont prouvé que l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse & l'Italie, approuvaient cette constitution. Le roi, entraîné par ses perfides entours, avait tenté de fuir, après avoir juré cette constitution ; il avait été repris. L'Assemblée nationale avait développé, dans cette occasion délicate, le caractère généreux d'une grande nation ; il avait été réintégré. Depuis lors il n'avait plus été dangereux ; il suivait fidélement la constitution qu'il savait par cœur, & si ses ministres ou ses courtisans cherchaient encore à se révolter contre la loi, la constitution y avait pourvu, elle avait attaché l'inviolabilité à la seule personne du roi, & la responsabilité la plus sévère pesait sur les têtes des ministres & de tous les agens du pouvoir exécutif. Mais la troisième législateure avait tendu visiblement au rèpublicanisme ; elle voulait renverser la constitution ; il fallait pour cela trouver de nouveaux torts au roi, pour pouvoir le supprimer, & c'est à quoi la faction de la Gironde avait d'abord travaillé avec la perfidie la plus rafinée, pendant que la faction des Jacobins y coopérait

avec toute l'impudence & la frénéſie la plus ſauvage. Carra & les journaux des Jacobins donnent l'explication la plus claire des manœuvres horribles qui ont amené la journée du 10 août, dont celle du 21 juin avait été le prélude.

Cette journée du 21 Juin n'avait produit qu'une inſulte dégoûtante faite dans la perſonne de ce malheureux roi à la nation entière & à la conſtitution. On avait entendu le farouche Santerre dire, *le coup eſt manqué*, *mais nous y reviendrons*. La Convention nationale, n'avait ni puni, ni vengé cet affront : au contraire même, les deux factions qui, malgré leur haine mutuelle, ſe réuniſſaient toujours pour faire le mal, avaient pris leurs précautions pour exécuter un plus grand coup. Elles avaient fait venir des deux extrêmités du Royaume des Marſeillois & des Brétons qui leur aſſuraient une entière ſupériorité.

C'eſt ainſi que s'était ourdie la trâme qui avait amené la ſanglante & déciſive journée du 10 Août. A la vérité, les miniſtres & les généraux avaient de leur côté travaillé contre l'Aſſemblée & contre les Jacobins. Mais en ſuppoſant qu'ils fuſſent coupables, la loi exiſtait, & la punition ne devait jamais tomber ſur le roi, qui ſeul était innocent & inviolable, & qu'on ne pouvait regarder que comme l'occaſion, & non pas comme l'auteur de tout ce qui ſe faiſait en ſon nom. Tout le monde était convaincu de cette vérité, & ſi Louis avait eu un caractère plus actif & plus fort, il n'aurait pas été victime. Les ſcélérats ont eu la lâcheté de punir de mort ſa faibleſſe, & c'eſt ſa faibleſſe qui aurait dû lui ſauver la vie.

Au reſte, ce monarque bon & faible, a trouvé dans ſes principes réligieux une énergie & une force qui l'ont ſoutenu héroïquement dans ſon martyre. On a recueilli tous les détails de ſa mort, ils ſont précieux pour le développement du cœur humain. Ils aggravent encore la férocité inouie des Pariſiens : une foule innombrable aſſiſtait à ſon ſupplice, une joie barbare, ou une curioſité ſtupide étaient les ſeules impreſſions qui paraiſſaient ſur les faces criminelles de tous les ſpectateurs. Pas un homme n'a eu le courage de verſer une larme. Le croira-t-on ? Les domeſtiques de ce bon roi étaient les plus près de l'échafaud, & paraiſſaient les plus acharnés.

Le 22, le général Dumouriez, en arrivant à Paris, alla

le matin chez Garat, miniſtre de la juſtice, qui lui parut très-affecté de la mort du roi, & ſur-tout de la commiſſion qu'il avait eue, d'aller avec les autres miniſtres lui lire ſa ſentence. L'infortuné Louis reſta debout avec une contenance ferme & majeſtueuſe, pendant cette lecture, ſans proférer aucune plainte. Il dit ſeulement qu'on avait tort de l'inculper de trahiſon, que ſes intentions avaient toujours été très-pures, & qu'il n'avait deſiré que le bien de ſes concitoyens. Il leur dit enſuite qu'il ſouhaitait qu'on lui donnât le temps de ſe préparer à la mort, & il les renvoya avec un air de dignité & de douceur, dont Garat était pénétré, en le racontant. Le général & Cabanis, médecin & ami de Mirabeau, gémiſſaient ainſi que le miniſtre. Ils lurent enſuite enſemble le teſtament de ce prince infortuné; il était écrit de ſa main, avec quelques ratures; l'écriture était poſée & ferme. Il contenait quatre pages de papier à lettres. La première était conſacrée à la religion, c'eſt un hommage bien juſte, puiſqu'il tirait d'elle ſon appui, ſa fermeté & ſa conſolation. Les trois autres ſont un chef-d'œuvre de magnanimité, de raiſon & de philoſophie morale. Ce teſtament connu de tout le monde, eſt une des pièces les plus honorables pour l'humanité ſouffrante. Les tigres de l'Aſſemblée ont dit que cette pièce juſtifiait ſa mort, parce que dans le moment où il n'avait plus rien de commun avec le monde, où il allait périr victime de l'ingratitude de ſes ci-devant ſujets, il employait dans deux ou trois endroits le langage des rois, & ne flattait plus leurs opinions.

Dans le cours d'une monarchie de quatorze cents ans, les Français avaient aſſaſſiné pluſieurs de leurs rois, mais cela avait été le crime de particuliers; la nation avait conſervé l'indignation la plus profonde contre les monſtres, qui avaient été punis par les ſupplices les plus cruels. Il était réſervé à un ſiècle de philoſophie de produire un pareil crime commis au nom d'une nation entière, regardé comme un acte héroïque, & approuvé par la pluralité de cette nation.

Peut-on croire qu'une république, fondée ſur un pareil attentat, puiſſe ſe ſoutenir & proſpérer? Non, ſans doute. Les monſtres ont tué Louis XVI, mais ils ont rétabli le roi. Ils en auront un, quelqu'il ſoit, & cette même

nation,

nation, légère, verfatile, & toujours exceffive dans toutes fes fenfations, livrera ou maffacrera elle-même tous les juges iniques, tous ces jacobins furieux; & paffant d'une extrêmité à l'autre, elle adorera de nouveaux rois. Tout ce qui a été fait de raifonnable pendant trois ans, en faveur de la liberté, fera perdu, & la France préfentera une monarchie couverte de honte & de crimes, ruinée & démembrée, dans laquelle le plus dur defpotifme combattra long-temps la deftructive anarchie, avant de pouvoir faire régner des loix, qui ne feront pas dictées par le peuple. Toute cette génération, même celle qui ne fait que de naître, fubira la punition des crimes atroces que préfentent ces quatre années de l'hiftoire de France, & que la poftérité aura peine à croire.

## CHAPITRE VIII.

### *Conférence avec Cambon.*

APRÈS avoir tracé fans interruption ce qui a le plus affecté le général Dumouriez dans la fanglante cataftrophe qu'il n'a pu ni prévoir, ni empêcher, il faut détailler les autres occupations qu'il a eues à Paris, pendant le terrible mois de Janvier qu'il y a paffé. Un motif très-effentiel de fon voyage, était de faire fupprimer le decret du 15 Décembre, ou au moins de convenir tacitement qu'il refterait fans exécution pour les Pays-Bas. Il avait démontré que ce pays était totalement aliéné; qu'on devait y craindre une rébellion, fi on exécutait ce décret, que dès que les Autrichiens reparaîtraient en force, on aurait encore à combattre les Belges, qui attaqueraient facilement nos faibles garnifons, nous couperaient les vivres, & rendraient notre retraite impoffible. La Convention nationale était trop ignorante & trop occupée de fes diffenfions intérieures & du procès du roi, pour être attentive à ces démonftrations.

Un feul membre de la Convention gouvernait les finances du royaume, avec l'autorité la plus abfolue. Cet homme, nommé Cambon, eft un fou furieux, fans éducation, fans

aucun principe d'humanité ni de probité, brouillon, ignorant & très-étourdi. D'Espagnac, qui, pour avoir suivi, très-utilement, une entreprise qu'il avait eu du ministre Servan, pour les charrois de l'armée, avait été arrêté le 22 Novembre avec Malus, commissaire-ordonnateur, était prisonnie à Paris, avec un garde ; c'est un homme plein d'esprit & de ressources ; il avait gagné sur la partie des finances la confiance de Cambon, il propota au général de lui procurer une conférence avec ce despote du trésor national, il le lui amena à déjeûner. Cambon se vanta d'avoir fait promulguer & de soutenir le décret du 15 Décembre. Il donna pour motif que le trésor national était vuide, qu'il payait pour les frais de la guerre deux cents millions d'extraordinaire par mois, que la France entretenait six cents mille hommes armés ; le général lui observa que même six cents mille hommes ne devaient pas coûter deux cents millions par mois, mais qu'on était bien loin de ce compte, puisque toutes les armées n'en comprenaient pas trois cents mille effectifs. Cambon lui expliqua que toutes les gardes nationales de toutes les villes frontières étaient payées comme l'armée, ainsi qu'une partie de celle de Paris. Il ajouta qu'il ne voyait plus de ressources pour finir la guerre, que le numéraire coûtait déjà 55 pour cent, & qu'on ne pourrait bientôt plus s'en procurer, pas même à cent pour cent ; qu'il ne lui restait qu'un seul moyen, c'était de s'emparer de tout le numéraire de la Belgique, de toute l'argenterie des églises & de toutes les caisses, qu'il savait bien que cela était injuste, mais qu'il le jugeait nécessaire ; que quand on aurait ruiné les Belges, quand on les aurait mis au même point de détresse que les Français, ils s'associeraient nécessairement à leur sort, comme faisaient les Liégeois, qui se jettaient dans nos bras, parce qu'ils étaient misérables & endettés ; qu'alors on les admettrait comme membres de la République, avec l'espoir de conquérir toujours devant soi, avec le même genre de politique ; que le décret du 15 était excellent pour arriver à ce but, parce qu'il tendait à tout désorganiser, & que c'était ce qui pouvait arriver de plus heureux à la France, que de désorganiser tous ses voisins, pour les mettre au même point d'anarchie.

Le général lui objecta, qu'outre que ce projet était

barbare, il était impraticable, que nous étions déjà au milieu du mois de janvier ; que nos armées étaient faibles, qu'on ne s'occupait, ni des moyens de remettre en état, ni du plan de la campagne prochaine, qui allait s'ouvrir de très-bonne heure ; que les peuples de la Belgique était entièrement opposés aux principes désorganisateurs de notre révolution ; qu'on n'avait ni le tems de détruire ce que lui Cambon appellait leurs préjugés, ni de les dompter ; que dès le mois de Mars, l'ennemi allait arriver sur les quartiers trop faibles & trop prolongés, des Français sur la Meuse, que maître du passage de Maëstricht, il pénétrerait dans le centre de ces quartiers, que dès que les Belges se sentiraient appuyés, ils prendraient les armes par-tout à-la-fois, qu'ils égorgeraient les garnisons de l'intérieur, composées de bataillons faibles & nouvellement levés ; qu'occupant les derniers, ils couperaient les vivres & la retraite ; que l'armée ne pourrait plus regagner la France, & seroit ruinée entièrement, & qu'ainsi tout serait perdu ; que d'ailleurs ce brigandage odieux ne pourrait pas autant valoir à la France, que si on ménageait le pays ; que c'était éventrer la poule aux œufs d'or, que de détruire les richesses du clergé des Pays-Bas ; qu'il valait beaucoup mieux leur tirer une partie de leurs trésort enfouis, par des emprunts, qui les intéresseraient nécessairement à nos succès ; que quant au numéraire, il n'était pas nécessaire d'en envoyer de France dans les Pays-Bas, où il y en avait en quantité, que la vraie manière de le mettre en circulation & de le remplacer par des assignats, était d'intéresser les gros capitalistes d'Anvers, Bruxelles, Gand, &c. dans les fournitures de toute espèce pour l'armée, qu'alors le service seroit assuré, la dépense serait de moitié moindre, que ces entrepreneurs recevraient les assignats en paiement, & seraient forcés, par leur propre intérêt, d'en propager la circulation ; qu'en révoquant le décret du 15 Décembre, les Belges seraient réellement libres, au-lieu qu'ils n'avaient fait que tomber dans un esclavage plus révoltant, qu'ils se donneraient une constitution, & leveraient des troupes, qu'ils joindraient à notre armée, que cette fraternité d'armes, & les services mutuels que nous leur rendrions & recevrions d'eux, les ameneraient bien plus sûrement à de-

mander l'adjonction à la République Françaiſe, ne fut-ce que comme celle des alliés des Suiſſes avec les différens cantons, ou des alliés de l'ancienne Rome, ou des République Grecques.

Cambon eut preſque l'air convaincu, ſur-tout quand le général lui promit que, ſi on prenait ces meſures de juſtice, de douceur & de ſageſſe, non ſeulement il ne demandait plus rien pour ſon armée, qu'il ſe faiſoit fort d'entretenir avec les ſeules reſſources de la Belgique, mais qu'il verſerait encore, à titre de prêt, quelques millions dans le tréſor de la France. Il avait lieu de ne pas douter que les Belges, pour ſe tirer d'un eſcravage ruineux, tiendraient les promeſſes qu'il avançait en leur nom.

Après cette première conférence, Cambon alla à la Convention, & dans la chaleur de la diſcuſſion, il dit à la tribune, que ſi le décret du 15 Décembre n'était pas exécuté, c'était parce que le général Dumouriez y avait appliqué ſon *veto*. Malgré cette noire méchanceté, par laquelle, pour le rendre odieux; Cambon l'aſſimilait au roi, auquel on faiſait le procès avec acharnement, le général conſentit à le revoir une ſeconde fois, & lui donna même à dîner, avec un autre député nommé Ducos. Cette conférence, qui dura plus de ſix heures, dégénéra en diſpute, & ſur ce que Dumouriez lui dit que s'il voulait opprimer les Belges, il n'avait qu'à chercher un autre général, parce qu'il ne conſentirait jamais à devenir l'Attila d'un peuple qui avait reçu les Français à bras ouvers. Cambon alla dire à la Convention que rien n'était plus indécent que d'entendre un général offrir ſa démiſſion à chaque décret qu'on rendait contre ſon opinion, que la république ne pouvait pas dépendre d'un homme, & qu'il fallait impoſer ſilence au général Dumouriez & le punir. Voilà comme ſe ſont terminées les conférences avec Cambon, auquel le général a prédit tout ce qui eſt arrivé depuis.

Au reſte, Cambon avait bien raiſon de dire qu'il était ſans reſſource. Il ne reſtait, en Janvier, dans la caiſſe nationale, que cent quatre-vingt-douze millons en aſſignats, & à-peu-près quinze à vingt millions en numéraire. Il n'y avoit pas de quoi entretenir les armées juſqu'au mois

d'Avril. La valeur préſumée des biens nationaux ( du clergé ) étaient entièrement conſommée par l'hypothèque des aſſignats mis en émiſſion.

Le général acquit cette certitude à la ſéance du comité de ſûreté générale. Comme on y décidait l'augmentation de l'armée à trois cents ſoixante-dix mille hommes, il leur repréſenta que lorſque la Convention décréterait cette déciſion, elle rendrait un décret inutile, comme on en avait eu ſouvent l'expériance l'année précédente, ſi le miniſtre de la guerre ne préſentait pas en même tems un état aproximatif des fonds néceſſaires pour chaque nature de dépenſe indiſpenſable pour cette augmentation, comme habillemens, armemens, remonte, &c. & ſi la Convention ne décrétait pas la remiſe prompte de ces fonds à la diſpoſition du miniſtre de la guerre. Cambon, qui aſſiſtait à ce comité, convient que le général avait raiſon, mais en même-tems il dévoila le miſtère de la pauvreté du tréſor national, & dit qu'il ne ſavait ſur quoi créer de nouvaux aſſignats, qu'il ne reſtait pour unique reſſource que les forêts nationales & les biens des émigrés. Tout-auſſi-tôt quelques eſprits violens du comité s'écrierent qu'il n'y avait qu'à décréter ſur-le-champ la vente de ces biens. On diſputa aſſez long-tems.

Le général demanda la permiſſion de dire ſon avis. Il fit obſerver au comité que les biens du clergé avaient été fort mal vendus, qu'il en reſtait encore une partie à vendre, mais que le diſcrédit était ſi grand qu'on ne trouvait point d'acheteurs; que ſi dans cete circonſtance on allait mettre en vente les biens de la nobleſſe, eſtimés plus de douze cents millions. Cette nouvelle augmentation de biens-fonds à vendre ferait encore diminuer leur valeur, ce qui acheverait de ruiner la nation; que le diſcrédit des aſſignats nouvellement émis, par cette opération funeſte, ferait encore plus grand, puiſque le public ne verrait pas leur hypothèque aſſurée; car en ſuppoſant qu'on haſardât l'émiſſion de douze cents millions, ſur ces biens-fonds, comme le propoſaient quelques membres, ou on ne trouverait pas d'acheteurs, ou la vente ne monterait pas au tiers de cette ſomme énorme, que la nation perdrait les deux autres tiers, & qu'elle ſerait menacée d'une banqueroute inévitable. Quant aux forêts nationales, il re-

préſenta que le bois était déjà très-rare en France, que ſi on aliénait ces forêts, les acquéreurs acheveraient de le détruire; qu'indépendamment de l'énorme conſommation néceſſaire pour les conſtructions de toute eſpèce en bois, la France n'avait pas aſſez de mines de charbons pour ſuppléer au chauffage de bois, qui y était uſité: qu'indépendamment de cet inconvénient, dont la France ſe reſſentirait plus d'un ſiècle, cette reſſource ne produirait tout au plus, malgré l'évaluation de huit cents millions, que deux ou trois cents millions, en taxant au plus fort.

Alors tout le monde convient qu'il ne fallait pas toucher à ces deux objets, & le général parvint à ſauver, encore pour cette fois, les biens des émigrés; ſervice qui, accompagné de beaucoup d'autres, ne lui a pas valu de leur part de meilleurs procédés, ni plus de juſtice. On décida qu'on propoſerait à la Convention de décréter l'émiſſion de ſix cents millions d'aſſignats ſur l'hypothèque de la totalité des biens nationaux, ſans aucune détermination particulière.

Cette émiſſion vague eſt une démarche bien dangereuſe. elle rentre dans l'abus de confiance qui a ruiné le ſyſtême de Law, en 1720; mais elle était encore ſupportable, & ne la faiſant pas trop diſproportionnée. On l'a portée depuis à douze cents millions, c'eſt une pente gliſſante qui mène à la banqueroute; au reſte, la banqueroute eſt la dernière reſſource de Cambon, il ne s'en cache pas, il dit lui même qu'elle eſt inévitable. Quant à la Convention nationale, elle n'a pas des vues ſi profondes, elle ne cherche qu'à exiſter au jour le jour, ſans calculer comment tout cela finira. Et voilà où en eſt le plus beau royaume de l'univers!

## CHAPITRE IX.

*Conférence du général Dumouriez avec quelques Jacobins.*

DUMOURIEZ avait été de la ſociété des Jacobins dans ſon principe; alors elle n'avait encore admis dans ſon ſein, ni les Marat ni les Camille Deſmoulins; alors on

ne connaiſſait ni les Bazire, ni les Merlin, ni les Chabot, ni les Bourdon, ni tous les ſcélérats que les aſſemblées primaires ont choiſis à l'envi de toutes les parties du royaume, pour former la plus effroyable aſſemblée de l'univers. Il n'avait jamais été fort aſſidu à leurs ſéances, qu'il avait toujours trouvées trop tumultueuſes ; il n'avoit jamais approché de leur ſecrétariat ; à la vérité, l'aventure du bonnet rouge, dont il avait été obligé de ſe coëffer, lorſqu'il avait été aux Jacobins, à ſon entrée au miniſtère, avait pu faire croire qu'il était zélé pour cette ſecte.

Voici le fait tel qu'il s'eſt paſſé. Dumouriez avait annoncé au roi qu'il croyait néceſſaire, même pour l'utilité de ſa perſonne, mais ſur-tout pour celle des affaires publiques, que les nouveaux miniſtres, nommés par lui ſur la déſignation du peuple, qui avaient fréquenté précédemment la ſociété des Jacobins, s'y préſentaſſent au moins une fois, pour qu'on ne les taxât pas d'ariſtocratie, & il avait, le matin même, dit au roi qu'il irait à la ſéance du ſoir ; le roi avait ſenti l'importance de cette démarche, & l'avait approuvée. Depuis quelques jours les factieux avaient arboré le bonnet rouge. Dumouriez & les Girondiſtes, qui alors paroiſſaient vouloir ramener la règle & combattre l'anarchie, & que, dans le fait, on ne peut pas accuſer d'avoir flatté les Jacobins, firent ſentir à Péthion, alors maire de Paris, alors aimé des Jacobins, alors tout-puiſſant, que cette marque extérieure allait avoir les plus grands inconvéniens, & rappellerait la roſe-blanche & la roſe-rouge des guerres civiles de l'Angleterre, & les chaperons du tems du roi Jean à Paris. A cette époque, Péthion gouvernait abſolument Robeſpierre & les Jacobins ; il promit qu'il leur écrirait une lettre, & que ſur-le-champ le bonnet rouge ſerait ſupprimé. Le jour convenu était celui que Dumouriez avait choiſi pour aller aux Jacobins. La lettre fut effectivement écrite, mais elle n'était pas encore arrivée lorſqu'il entra dans la ſéance. Tous les Jacobins étaient en bonnets rouges, on lui en offrit un lorſqu'il entra, & on le fit monter à la tribune, il fut obligé de s'en coëffer, ſans quoi il aurait couru, très-mal-à-propos, les plus grands riſques ; il dit peu de mots, il annonça que, dès que la guerre ſerait déclarée, il briſerait ſa plume pour reprendre

une épée, & il ſortit ſur-le champ. A peine était-il parti, à ſept heures & demie, que la lettre de Péthion arriva; & fit l'effet deſiré, les bonnets diſparurent; ainſi, il ne s'en fallut que d'une demi-heure que le miniſtre fut exempt de s'en affubler, & d'après les clabauderies des faux royaliſtes, c'eſt-à-dire du parti anti-conſtitutionnel, le public a mal jugé ce fait, qui n'eſt qu'un pur accident.

Depuis lors les Jacobins étaient devenus les ennemis les plus cruels de Dumouriez, lors de ſa ſortie du miniſtère. Les ſuccès de la Champagne les avaient raccommodés avec lui, malgré les imprécations de Marat; il avait paru au club un quart-d'heure à ſon paſſage à Paris, dans le mois d'Octobre 1792, mais il n'avait jamais entretenu aucune correſpondance, ni avec eux collectivement, ni particulièrement avec aucun d'eux.

Haſſenfratz, Audouin & tous les autres commis de la guerre y allaient tous les jours, ils y avaient dénoncé le général, & on y avait ſouvent ouvert l'avis de le faire comparoître à la barre du club, pour l'obliger à répondre ſur les faits qui lui étaient imputés. Au travers de toutes ces conjurations, les Jacobins avaient voulu avoir de leur côté le général; non-ſeulement ils le ménagaient, mais la multitude s'élévait ordinairement pour lui contre ſes délateurs, & lorſqu'Haſſenfratz avait porté ſur le bureau ſa grande dénonciation du vol de douze cents mille livres, avec les pièces à l'appui, on l'avait fait taire, & on avait paſſé à l'ordre, ou au déſordre du jour.

Les Jacobins avaient même détaché différens émiſſaires pour engager le général à paraître à leurs ſéances; Anacharſis Clootz était venu pluſieurs fois à la charge, & le général avait toujours éludé, en s'excuſant ſur ce qu'il ne pouvait pas paraître aux Jacobins avant d'avoir préſenté ſes hommages à la Convention. Le docteur Seypher, qui depuis eſt devenu un des généraux de l'anarchie, avait fait pareillement de vains efforts, ainſi que Proli, intrigant de Bruxelles, qui avait voulu, au moins, arranger une conférence avec un nommé Desfieux, fameux Jacobin, un des plus actifs voyageurs de la ſecte, qui arrivait de Bordeaux, où il avait trouvé moyen de décréditer les membres de la Gironde, en excitant la populace de cette grande ville contre les honnêtes gens. Un nommé Jean-Bon St.-André membre de

de la Convention, furieux Jacobin, quoiqu'avec la réputation d'honnête homme, pénétré d'estime pour le général, sans le connaître personnellement, insistait sur cette conférence, & voulait y assister. Le général ne voulait pas être conduit à ce rendez-vous par l'aventurier Proli, qu'il méprisait : cependant, toutes réflexions faites, il s'y décida; le jour pris, le général se trouva avoir la fièvre, & être obligé de rester au lit pour une sueur violente. Comme il ne voulait pas manquer de parole à Desfieux & à Saint-André, qu'il ne connaissait pas du tout, il arrangea un autre rendez-vous avec eux chez Bonne-Carrère, ci-devant directeur des affaires étrangères, qui était fort lié avec eux.

Là se passa l'entrevue. Desfieux parut au général une bête brute, un homme médiocre, Jean-Bon St. André lui parut un homme plus raisonnable; on ne pût convenir de rien, ni sur la manière dont le général se présenterait aux Jacobins, ni sur la conduite que ceux-ci tiendraient avec lui, restant gouvernés par l'affreux Marat; il ne leur promit pas d'y aller, il n'assura pas qu'il n'irait pas : au reste, il ne vit, dans ces deux hommes, sur l'affaire du roi, dont il n'osa traiter que légèrement, pour ne pas nuire par trop d'empressement, qu'une rage grossière, digne des sauvages, qui s'exhalait en des termes les plus injurieux & les plus déplacés. Il reconnut alors qu'il n'avait rien à attendre d'eux. Quant au ministre de la guerre, Pache, & aux bureaux de ce département, le général vit qu'ils étaient soutenus avec acharnement, que les Jacobins, dont Desfieux se disait & pouvait bien être l'organe, les voulaient conserver en place, & desiraient que le général Dumouriez, abandonnât ses accusations contr'eux, se joignît à leur faction, pour renverser Lebrun, Garat, Clavière, & sur tout Rolland, qu'ils regardaient comme les agens de la faction de la Gironde.

Dès ce moment, il prit le parti de rompre ces conférences, & il le dit à Bonne-Carrère. Mais il sentit en même temps tout le danger qui en résulterait pour lui-même, sur-tout s'il suivait le projet qu'il avait formé & annoncé à la Convention, de donner sa démission : dans ce cas, il eût fallu qu'il se fût livré aux Jacobins pour être complice de tous leurs crimes, ou une fois dépouillé

du commandement, qui était son égide, il eût été poursuivi sur les accusations calomnieuses d'Hassenfratz, mis en jugement & livré comme coupable à l'affreux tribunal révolutionnaire, qui depuis a assassiné Custine sur les griefs les plus legers.

Dès-lors il fit son plan d'après les circonstances politiques, dont on va voir le développement dans les chapitres suivans. Ne pouvant plus espérer de sauver le roi, il ne s'occupa que des moyens de le venger, de sauver son épouse infortunée & son fils, de rétablir la monarchie constitutionnelle, & d'anéantir l'hideuse anarchie qui comblait l'opprobre & les malheurs de la France.

## CHAPITRE X.

### *Conseil d'état.*

C'EST principalement avec le conseil d'état, où les six ministres exerçaient le pouvoir exécutif, que le général Dumouriez traita les affaires pendant les vingt-six jours qu'il a passés à Paris. Sur quoi il faut remarquer que dans un de ses manifestes postérieurs il s'est glissé une faute d'impression, on a mis vingt-six heures au lieu de vingt-six jours, il a paru dans les papiers Anglais une satyre contre cette pièce, dans laquelle on lui reproche gravement cette erreur, comme n'ayant pas pu faire en vingt-six heures tout ce qu'il annonce, & on lui en fait un grand crime.

Les ministres étaient, Rolland, qui aura son chapitre à part; il était détesté des cinq autres, qui lui cachaient tout ce qu'ils pouvaient, & qui se divisaient eux-mêmes en deux factions très-désunies; l'une était composée de Lebrun, ministre des affaires étrangères, que Dumouriez avait fait premier commis, qui, dans cette place, était très bon, étant travailleur & instruit, mais qui n'avait ni assez de dignité ni assez de force pour exister par lui même, & que son caractère indécis rendait faux, même avec son bienfaiteur, quoiqu'il le regardât comme son appui. Il avait éloigné de ses bureaux Maret & Noël, deux hom-

mes assez capables & honnêtes ; il n'avoit point pris de directeur général, pour détailler la besogne aux différens premier commis, & il avait pour secrétaire particulier un nommé Isabeau, dont on ne disait pas trop de bien ; d'ailleurs, occupé comme les anciens ministres, d'intrigues pour conserver sa place, il ménegeait les Jacobins beaucoup plus qu'il ne convenait à un homme, que Brissot, Condorcet, & les autres chefs du parti de la Gironde, conduisaient dans tout ce qui concernait la politique extérieure. De la faction de Lebrun étoit Garat, ministre de la justice, homme d'esprit, & ayant des idées droites, à qui on ne pouvait reprocher que d'avoir, par une basse adulation, cherché à justifier les meurtres fameux des premiers jours de Septembre. Grouvelle, qui n'était que secrétaire du conseil, mais qu'on pouvait presque regarder comme un ministre, parce qu'il prenait sur lui, décidait & donnait son avis, est un homme de lettres, tranchant, affichant des idées hardies & excessives sur la révolution.

Ces trois hommes avaient pour antagoniste, Pache, ministre de la guerre, homme d'esprit, peut-être honnête homme, mais ignorant & aveuglement livré au parti des Jacobins. Il avait une femme & une fille, aussi laides que méchantes, qui allaient dans tous les clubs & jusques dans les cavernes des Marseillois, pour demander la tête du roi. Les bureaux de la guerre étaient devenus un club, où on ne respirait que sang & carnage. On n'y travaillait qu'en bonnet rouge, on y tutoyait tout le monde, même le ministre, qui, affectant l'extérieur le plus négligé & le plus mal-propre, faisait sa cour à la canaille de Paris, en s'assimilant à elle. On voyait le même tableau dégoûtant dans les bureaux de la marine, d'où on avait chasséé tous les honnêtes gens & les commis instruits, pour les remplacer par des Jacobins ignorans & furieux, qui, au travers de cette grossiéreté iroquoise, ont fait de grandes fortunes. Les bureaux de la guerre & de la marine s'étaient réunis pour présenter à la Convention nationale une adresse, signée aussi, dit-on, par les deux ministres ; dans laquelle ils demandaient la mort du roi. Le ministre de la marine, nommé Monge, académicien, avait été un excellent instructeur d'hydrographie, il avait l'air d'un homme simple, un peu sournois, il était entièrement soumis à son confrère

Pache, & il ſoutenait avec lui, dans le conſeil, la faction des Jacobins.

Clavière, miniſtre des finances, quoique lié avec les Girondiſtes, ſoutenu par eux & parent de Briſſot, ſe joignait ſouvent à cette faction par eſprit de contradiction, & parce qu'elle etait la plus puiſſante & la plus active. Il ne penſait, comme les autres, qu'à conſerver ſa place, que Cambon & le comité de finances travaillaient à faire ſupprimer.

Tel etait le conſeil par lequel paſſaient les affaires publiques dans les tems les plus difficiles & les plus critiques pour la France. Une réflexion très-triſte & très commune, ſe préſente naturellement; c'eſt que la révolution françaiſe, ſous prétexte d'égaliser tout, a tout avili. Les Jacobins étant la plupart tirés de la partie la plus abjecte & la plus groſſière de la nation, ne pouvant pas fournir des ſujets aſſez elevés pour les places, ont abaiſſé les places pour ſe mettre de niveau. Dès lors il n'y a plus eu dans la partie gouvernante, ni dignité, ni honneur, & dans la partie gouvernée, ni conſidération, ni reſpect, ce qui, au moins, exiſtait dans la démocratie d'Athènes. Ce ſont plutôt des *Ilotes* ivres & barbares, qui ont uſurpé la place des Spartiates. On a détruit l'ancien gouvernement pour ôter l'abus des places entre les mains des ariſtocrates, que leur naiſſance y portait, ſans égard à leurs facultés morales, & on ne les a remplacés nulle part par des hommes à talens, mais par des plébéiens intrigans & audacieux.

Ce gouvernement, dégénéré en ſaturnales, ne peut qu'entraîner la ruine entière de la nation, ſi elle ne détruit pas les tyrans ſubalternes qui ont tout envahi. Malheureuſement elle ne le peut plus par elle-même, puiſqu'ils ont l'argent, les armes, toutes les places & tout le pouvoir; mais comme ils laiſſent tout perdre par leur ignorance & leurs fureurs, ce ſont les armées étrangères qui rétabliront, non pas l'equilibre entre les hommes & les places, ce qui ſerait la perfection du gouvernement, mais le deſpotiſme de l'ariſtocratie; ce qui ne pourra pas durer, parce que l'eſprit de liberté eſt trop enraciné en France pour s'éteindre entièrement, & le nouvel état des choſes ramenera encore une nouvelle révolution, dès que les troupes étrangères, qui ne peuvent pas toujours reſter en France,

en feront forties, & laifferont la nobleffe répandue en petit nombre fur la furface de ce vafte royaume, à la merci de la vengeance du peuple, qu'elle s'attirera, en abufant de fon triomphe, qui fera de courte durée.

Le confeil ne s'embarraffait point du tout du fort du roi. Lebrun & Garat paraiffaient craindre l'iffue du procès; mais ils n'ofaient s'occuper, ni des moyens, ni de l'idée même de le détourner, ou de le fufpendre, ils fe contentaient d'avouer que c'était un grand malheur qu'il eût été entâmé. Rolland en paraiffait le plus frappé, parce qu'en réfléchiffant fur l'imprudence & la méchanceté de fes délations contre le roi, il fentait fans doute, qu'il était la principale caufe de fon danger, il gémiffait & fe taifait. Il entrait dans la nature méchante de Clavière de s'en réjouir; d'ailleurs, cet homme avait toujours montré une haîne perfonnelle contre Louis XVI. Quant à Pache & à Monge, ils cabalaient hautement pour fa mort. Grouvelle prétendait qu'il convenait à la dignité républicaine de defirer qu'il fut *puni*.

Quant aux plaintes des armées & à la fourniture de tout ce qui leur manquoit, les querelles les plus vives entre le miniftre de la guerre & les généraux ne purent jamais déterminer le confeil à prendre un parti collectivement, & a donner aucun ordre. Ils s'étaient réfervés chacun l'autorité exclufive dans leur département; Pache produifait au confeil, comme au comité de la guerre, fes états de fituation, qui étaient tous faux, & qui étaient continuellement contredits par de nouvelles plaintes, & par des procès-verbaux des commiffaires de la Convention auprès des armées. On écoutait la lecture de ces pièces, on foutenait le comité des achats, derrière lequel était Clavière, l'affocié de Biderman, chef de ce comité, & tout reftait dans le même état. Il ne fut pourvu, ni à l'habillement, ni à la fubfiftance, ni à l'armement, ni aux hôpitaux, ni au ravitaillement des places frontières, ni aux travaux de fortification néceffaires pour les mettre en état de défenfe. Dès-lors les Jacobins voulaient avoir un homme à eux pour gouverner Paris, ils avaient promis la mairie à Pache, qui s'embarraffait fort peu de ce que deviendroit après lui le miniftère de la guerre, qu'Haffenfraftz & Meufnier devaient quitter en même-tems que lui.

Plus on réfléchit sur la conduite de la société des Jacobins, plus on s'égare dans les conjectures que font naître les événemens, sur l'esprit qui les faisait agir. Il est certain qu'ils ont continuellement travaillé à désorganiser, & rendre inutiles tous les moyens immenses que présentait la France pour défendre sa liberté. Ils ont anéanti & l'armée & la flotte : ils ont chassé, ou emprisonné, tous le généraux de terre & de mer ; ils ont épuisé en folles dépenses toutes les ressources pécuniaires ; ils ont rompu tous les liens politiques & commerciaux avec les autres nations qu'ils ont toutes bravées ; & on ne peut pas douter qu'ils ne fussent, & ne soient encore influencés par des Anglais, des Italiens, des Flamands & des Allemands, qui étaient devenus de furieux Jacobins, & qui étaient connus pour des espions payés par les gouvernemens étrangers. On peut ranger dans cette classe, les Clootz, Marat, Chabot, Pio, le Juif Ephraïm, de Buscher & beaucoup d'autres.

Le décret du 15 décembre, bien loin d'être désapprouvé dans le conseil, était appuyé par tous les membres. Lebrun avait été secrétaire de la révolution de Liége, qu'il avait soutenue par un ouvrage périodique, assez bien fait, nommé le *Journal de l'Europe* ; c'est d'après cette feuille que Dumouriez l'avait placé aux affaires étrangeres. Il croyait, comme tous les révolutionnaires de France, qu'une révolution ne pouvait pas marcher sans une désorganisation totale; ainsi il ne pouvait qu'être de l'avis d'un décret qui désorganisait tout chez les peuples qui avaient le malheur de nous appeller, ou de nous recevoir. Le principe du général Dumouriez, qui tendait à respecter la liberté, les propriétés & les opinions de nos voisins, ne pouvait pas s'accorder avec la maniere de voir de Lebrun. Il ne le lui disait pas, mais lui-même, ainsi que Marat, Chepy & ses autres émissaires auprès des Belges, avaient arrangé un pouvoir destructeur sous le nom de comité révolutionnaire. Le général s'était plaint au ministre de la conduite & des propos de Chepy, & l'avait prié instamment de le révoquer comme dangereux dans la Belgique, non-seulement, il le soutenait encore, mais il l'y renvoya avec de plus grands pouvoirs. Ainsi pendant que le général sollicitait la révocation du décret du 15 Décembre, le conseil nommait ou laissait nommer par les Jacobins, trente-deux commissaires du pouvoir exécutif,

auxquels il attribuait dix mille livres de traitement, indépendamment de leurs frais du voyage & de leurs voleries; il leur composait une instruction ridicule, avec laquelle il prétendait les contenir dans des bornes étroites, mais qu'ils n'ont point du tout suivies, ayant donné à leurs pouvoirs l'extention la plus tyrannique. Ces misérables ont été le fléau des Belges, & y ont fait abhorrer le nom Français.

Il restait à traiter le plan de campagne. Cambon avait assuré qu'on payait six cents mille hommes. Nous étions déjà au 15 du mois de janvier, & le conseil ignorait encore combien nous avions de troupes & combien nous aurions de nations ennemies à combattre pendant cette campagne. Le général annonçait que quand même on aurait toute l'Europe sur le bras, n'ayant pas de guerre civile, ( & elle n'était réellement pas encore commencée, ) on pourrait avec trois cents soixante & dix mille hommes, dont un sixième de cavalerie, independamment des garnisons & des vaisseaux de guerre, garder toutes les frontières en se tenant sur la défensive dans le Midi & sur les bords du Rhin, & ne hasardant l'offensive, que depuis la Moselle jusqu'à Dunkerque. Voici la distribution de ces troupes, telle qu'il la proposait. L'armée de la Belgique, quatre-vingt mille homme. Celle des Ardennes, quarante mille. Un corps sur la Moselle, en communication avec l'armée des Ardennes & celle du Rhin, vingt mille. L'armée du Rhin, cinquante mille. Une réserve à Châlons, ou Soissons, vingt mille. Un corps à Lyon, pour observer les Suisses & les Piémontais, quinze mille. L'armée de Savoye, comté de Nice & Provence, quarante mille. Larmée des Pyrénées, vingt-cinq mille. Le long des côtes de l'Ouest, depuis Bayonne jusqu'à Brest, quarante mille. Le long des côtes de la Manche, depuis Brest jusqu'à Dunkerque, quarante mille. Toutes ces armées pouvaient se porter secours de proche en proche, & comme toute la France était sous les armes, si l'ennemi pénétrait d'un côté, on devait espérer pouvoir l'accabler, & ne point perdre de terrein. Il entrait dans le plan, que l'armée de Custine, qui avait déjà évacué Francfort, se réployerait sur Landau, & ne laisserait à

Mayence qu'une garnifon fuffifante, pour forcer le roi de Pruffe à perdre deux ou trois mois devant cette place, temps précieux à employer pour travailler à mettre en état de défenfe les places d'Alface, de la Lorraine & des Ardennes, & pour faire perdre la campagne entière à l'ennemi dans cette partie.

On portait dans ce plan les plus grandes forces & l'offenfive dans la Belgique, parce que c'eft un pays de plaines, fans places fortes, & même fans aucune de ces pofitions topographiques qui en tiennent lieu ; ainfi le fort de la guerre dans ces provinces devait fe décider par des batailles ; fi on les gagnait, la plus forte partie de l'armée pouvait paffer le Rhin ; fi on les perdait, on avait la reffource de fe retirer derrière les places de la Flandre & de l'Artois ; & cependant toute la campagne pouvait fe paffer fans que la France fût entamée de ce côté.

Tel était le plan que dans toutes les hypothèfes imaginables le général Dumouriez propofait au comité de sûreté générale & au confeil d'état. Au lieu de cela, Laclos qui venait d'être nommé commandant dans l'Inde, propofait qu'on le fit partir avec 15,000 hommes & 15 vaiffeaux de guerre, ce qui fuppofait néceffairement la guerre avec les Anglais & les Hollandais, guerre qui n'était point déclaree, & qu'il eût été très facile & très-néceffaire d'éviter. Il s'agiffait dans cette expédition de Laclos, de s'emparer du Cap de Bonne-Efpérance & de Ceylan, pour enfuite fe joindre à Tipoo-Saïb, & tomber fur le Bengale. Kellermann, en prenant congé de la Convention pour aller commander l'armée du Dauphiné, forte d'à-peu-près 20,000 hommes, indépendamment de celle du comté de Nice, aux ordres du général Biron, qui était d'à-peu-près 10 à 12,000 hommes avait reçu ordre d'aller conquérir Rome, & avait répondu gravement qu'il allait à Rome. On avait encore affaibli cette armée, en en détachant 7 à 8 mille hommes avec la flotte de Toulon deftinés à conquérir la Sardaigne, dans la plus mauvaife faifon de l'année, dans cette mer étroite & parfemée d'ifles & de rochers. Auffi a-t-on perdu une partie de cette flotte, & l'expédition a échoué. L'armée des Pyrénées n'exiftait point, n'étant

compofée

compofée que d'un nombreux état-major ; fans troupes. Cependant on prétendait aller conquérir l'Efpagne ; & on y deftinait 40 mille hommes qu'on n'avait pas ; & le général Servan. Il n'y avait point de troupes fur les côtes de l'Oueft & du Nord, à peine des faibles garnifons à Belle Ifle & à deux ou trois autres points de ces côtes. Point de corps de réferve. Il s'en fallait plus de 50 mille hommes que l'armée de la Belgique, unie à celle des Ardennes, fût au complet. Celle d'Alface n'était pas de 20 mille hommes, non compris 22 mille hommes enfermés dans Mayence : & l'armée de la Mofelle était de 10 à 12 mille hommes.

Il manquait donc plus de cent cinquante mille hommes, pour que le plan du général pût être fuivi ; & tous les moyens pour nourrir, armer & habiller cette quantité de troupes, & fur-tout pour lui donner un fixième de cavalerie, manquaient à la fois. Il eût fallu vingt mille hommes de cette armée à l'armée de la Belgique, jointe à celle des Ardennes, & les deux n'en avaient pas fix mille. Il fallait pour ces deux armées quinze mille chevaux d'artillerie ; à la vérité on devait fuppofer, que fi le général était contraint par une force majeure à évacuer les Pays-Bas, & à fe retirer dans le département du Nord, il emmenerait le plus qu'il pourrait de chevaux de trait du pays pour les ôter à l'ennemi, dont on favait que les préparrtifs étaient immenfes, & le plan d'attaque dirigé contre l'Alface & les Pays-Bas.

Le plan du général fut adopté, les trois cents foixante & dix mille hommes furent décrétés, avec quelques changemens dans leur diftribution ; mais ce fut tout ce qui en réfulta. Cependant peu de jours avant fon départ, le général obtint, qu'en attendant l'exécution du décret de complétement ; on ferait avancer dans la Flandre maritime, & vers Mons & Gand, environ quinze mille hommes de nouveaux bataillons, qui fe trouvaient en troifième ligne dans la Picardie, la Flandre & l'Artois ; où ils étaient inutiles.

Indépendemment du confeil où Lebrun & Garat n'étaient point d'avis qu'on dévéloppât tous les projets, fur-tout pour la partie politique, il fe tint deux comités particuliers chez le général Dumouriez qui femblèrent

K

devoir décider du ſort de l'empire, & qui ne menèrent à rien. Ils étaient compoſés ſeulement des deux miniſtres Lebrun & Garat, & des Girondiſtes, Condorcet, Pethion, Genſonné & Briſſot. Peut-être leur unique but était-il que tout Paris ſût que ces comités avaient eu lieu, pour faire croire que le général était entièrement dans leur parti, & le fortifier d'autant de tous ſes partiſans. Lebrun pria même le général d'écarter tout ce qui concernait les négociations avec l'Angleterre & la Hollande; il n'en fut pas du tout queſtion. Briſſot y étala ſes projets de conquérir l'Eſpagne & l'Italie, que le général réfuta facilement.

Il y fut auſſi queſtion de la Suiſſe. Clavière venait de remporter une grande victoire, en forçant le général Monteſquiou de s'exiler, pour ne pas tomber entre les mains de ſon dénonciateur, l'horrible Dubois de Crancé, & en déſorganiſant Genève, ſa patrie.

Briſſot, & avec lui un parti nombreux, ſuggéré en partie par les agens des puiſſances étrangères, auxquelles il importait de faire entrer les Suiſſes en coalition; Briſſot prétendait qu'il fallait les faire déclarer, ou les attaquer. Le général prouva par des raiſonnemens militaires, qu'aucun de ces métaphyſiciens ne comprenait, qu'il fallait ménager le Corps Helvétique, & cependant, à tout événement tenir un corps de quinze mille hommes pour couvrir Lyon, & pour obſerver.

Le général tenait d'autant plus à cette neutralité, que c'était pendant ſon miniſtère qu'était arrivé l'aventure du régiment d'Erneſt, déſarmé à Aix, dans laquelle il avait fait tout ſon poſſible pour réparer l'injuſtice de ſes compatriotes, en envoyant deux cordons rouges aux deux chefs de cet eſtimable régiment, & en aſſurant ſa retraite juſqu'aux frontières.

Depuis lors, il avait toujours cherché tous les moyens d'entretenir cette neutralité ſi juſte & ſi convenable aux vrais intérêts des deux nations. Au reſte, ſes efforts à cet égard ont bien moins ſervi dans cette circonſtance épineuſe, que les démarches fermes & meſurées du colonnel de Weiſſ, du conſeil ſouverain de Berne, connu par des ouvrages qui peignent à la fois

l'énergie de ſon ame, la bonté de ſon cœur & l'étendue de ſes connaiſſances. Sans caractère diplomatique, du moins avoué, il avait eu l'art de ſe faire reſpecter des miniſtres, d'être écouté dans les comités, & de ſe former un parti dans la Convention. Tranquille, au milieu des dangers, & pur au ſein de la corruption, il n'avait pas craint de dire à un des principaux chefs : *Je ſais que vous pouvez me faire arrêter ou poignarder dans ce moment, mais les preuves qui vous accuſent ſont dépoſées chez un tiers, & vous feraient guillotiner dans huit jours ; je demande pour prix de ma diſcrétion la paix de ma patrie.*

Dans une autre occaſion importante, où il joignait adroitement les menaces à la flatterie, un officier ſupérieur l'interrompit bruſquement, & lui demanda, ſi, pour oſer parler ainſi, il avait cent mille hommes à ſes ordres dans les fauxbourgs de Paris ? *Non*, lui répondit-il fiérement, *je n'ai que moi ; mais j'ai cent mille ſentimens républicains dans le cœur, & vous n'en avez que mille.* On applaudit, & il continua en ſouriant. Son *Coup-d'œil ſur les relations politiques de la République Françaiſe & du Corps Helvétique*, lancé à propos au moment de l'éruption, acheva de déjouer les projets hoſtiles, & il eſt très-probale que, ſans lui, la guerre eût été déclarée avant la fin de Février, divers préparatifs ſecrets étant déjà en activité ; ils ſe dirigeaient d'après le plan aſſez mal combiné par Robert, Clavière & quelques émigrés Suiſſes, qui déterminait l'attaque ſur trois points à la fois. La diviſion de la gauche, compoſée d'une partie de l'armée du Haut Rhin renforcée, devait prendre Bâle d'aſſaut ou par ſurpriſe, & obſerver les Autrichiens, déjà fort occupés d'eux-mêmes : celle de la droite, compoſée en partie de l'armée des Alpes, devait bloquer Genève, où l'on avait un grand parti, & pénétrer par Verſoix dans le Pays-de-Vaud. La diviſion du centre, raſſemblée ſous Belfort, & compoſée de l'élite des troupes des départemens voiſins, devait (par le Porentru, déjà occupé par les Français,) ſe porter rapidement ſur Berne, où l'on convoitait un tréſor, des greniers, des caves & un arſenal conſidérable. La place avait été reconnue, & quoique preſqu'iſle d'une rivière profonde, on ſe flattait, au moyen des bombes, des boulets rou-

ges & des hauteurs qui la commandent, de l'emporter avant que les milices Suisses fussent rassemblées, & en état d'agir en masse. D'ailleurs, on comptait sur une puissante diversion, du nombre très-exagéré des mécontens du Bas-Valais, Neuchâtel, Pays-de-Vaud, Soleure, Lucerne & Fribourg. Cette dernière ville était désignée comme objet de vengeance particulière, relative à une affaire d'assignats. On prévenait les cantons démocratiques, que tout cela ne les concernait pas, & qu'on desirait conserver la paix avec eux. A l'égard des autres Etats, les commissaires & propagandistes devaient se hâter de bouleverser leurs constitutions, exciter les pauvres contre les riches, saisir les conseils & les principaux citoyens, guillotiner, incarcérer, déporter, s'emparer du numéraire, des vivres, des chevaux, des armes, provoquer l'émigration pour avoir les biens, baffouer la religion; & au nom de la liberté & du bien public, ruiner le peuple heureux, & les rendre esclave. L'expédition devait être brusquée, & tout au plus l'affaire d'un mois. Mais la mine éventée, la motion prévenue, & Clavière & Brissot tenus en échec par Weiss, firent échouer le projet, & & sauvèrent la Suisse d'une irruption, à laquelle, vu les circonstances du moment, elle pouvait tout perdre, & rien gagner.

Quant à la conquête de Rome & de l'Espagne, on la remit au tems où l'on aurait une armée pour opérer dans chacune de ces parties. Au reste, ces deux comités furent aussi inutiles que les séances des comités de sûreté générale & du conseil, & Dumouriez ne put, par aucun moyen, terminer aucune affaire.

## CHAPITRE XI.

*Retraite de Rolland.*

C'EST à l'époque de la mort du roi, que le ministre Rolland envoya enfin sa démission, après avoir lutté long-temps contre les Jacobins & même contre son

propre parti pour ſe ſoutenir dans le miniſtère. Jamais le conſeil ne parut plus joyeux que le jour où il reçut la lettre de ce miniſtre de l'intérieur, qui annonçait à ſes collègues le parti qu'il venait enfin de prendre. Le conſeil ſemblait une claſſe délivrée d'un pédant incommode. Cette démiſſion, qui était un préliminaire arrangé entre les deux factions pour aſſurer celle de Pache, a eu une iſſue très-différente pour les deux miniſtres; le dernier a acquis une très-grande place, celle de maire de Paris; le premier n'a pas ceſſé depuis d'être en butte à la perſécution des Jacobins, & ſon épouſe a même été empriſonnée.

C'eſt encore un trait de la lâche politique de la faction de la Gironde, qui aurait dû ne jamais abandonner un homme qu'elle avait mis en-avant ſans aucune réſerve. A la vérité, chaque démarche de Rolland, depuis ſon entrée dans le miniſtère, était une mal-adreſſe qui le compromettait, lui & ſon parti. Rolland a peu d'eſprit, il a beaucoup d'inſtruction ſur la partie du commerce & des manufactures; & ſi on avait pu ſéparer les parties du miniſtère de l'intérieur, qui était trop étendu & trop compliqué pour une tête auſſi faible, il aurait été excellent miniſtre du commerce. Il a de la probité, & même de la douceur & de la bonhommie; mais la vanité de paſſer pour un homme vertueux, lui avait fait adopter un air de roideur & un ton de rigoriſme, qui n'étaient pas dans ſon caractère. Il voulait reſſembler à Caton le cenſeur: il en avait pris la tournure sèche, frondeuſe & repouſſante; mais il n'en avait ni le génie ni l'énergie. Son coſtume était antique avec affectation; mais au moins il était propre dans ſon habillement, & il n'avait pas adopté le ciniſme ſale des Jacobins. Sa démarche était grave & décente, & il ne manquait point à la dignité de ſa place; il ſe faiſait même reſpecter. Il était grand travailleur ſur les parties qu'il connaiſſait; mais pliant toujours à la volonté du peuple, toujours perſuadé que les ſupérieurs avaient tort, & d'après cette opinion très-dangereuſe, lorſqu'elle eſt trop générale, ſe conduiſant habituellement avec imprudence & précipitation. il n'était point entêté dans ſes opinions ſur les parties

du gouvernement qu'il ne connaissait pas, comme la guerre, la marine & la politique ; il avait à cet égard le jugement très-sain, & il appuyait avec beaucoup de véracité ce qu'on présentait de juste & de raisonnable dans ce qui concernait les autres départemens. Depuis les changemens dans les ministres, se méfiant de leur ignorance & peut-être de leur mauvaise foi, il n'admettait plus la responsabilité solidaire ; c'était sur-tout ce qui le faisait haïr dans le conseil, & il ne voulait plus répondre que pour lui-même.

Le caractère & les principes de Rolland en auraient fait un assez bon ministre dans un tems moins orageux & si la république eût été bien arrangée ; car il était très-républicain : c'est même ce qui lui a fait tenir une conduite indécente, perfide & cruelle avec Louis XVI ; ce qui l'a engagé à l'accuser, & à livrer à la féroce & imprudente Convention la fatale boëte de fer, où était toute la correspondance *passive* de ce monarque, dans laquelle ces monstres ont trouvé le prétexte du martyre, aussi injuste qu'illégal, de ce prince infortuné.

Rolland avait le malheur de se laisser conduire par une femme bel-esprit, qu'il avouait avoir donné le *poli* à ses volumineux ouvrages, & de s'être entouré d'un certain nombre de folliculaires, frippons ou fanatiques, qui composaient sous ses yeux la *Bouche de fer*, le *Thermomètre* & presque toutes les longues affiches de toutes les couleurs, dont tous les matins on tapissait toutes les rues & les lieux publics de Paris. Les Jacobins ont fini par tourner contre lui & sa faction ce moyen de prêcher les sots, qui ne laissait pas de coûter beaucoup d'argent. Le pauvre Rolland espérait jouer le rôle de Numa Pompilius : il faut dire un mot de sa nymphe Egerie, qui était sa femme, madame Rolland, qui, interrogée à la barre de la Convention, dans une accusation injurieuse & calomnieuse d'un avanturier, nommé Viard, répondit qu'elle était la citoyenne Rolland, du nom d'un homme vertueux, qu'elle était glorieuse de porter. Elle se tira de cette espèce d'affront avec beaucoup d'honneur, & certainement il n'a pas fallu moins que l'acharnement des

Jacobins contre ſon mari, pour l'avoir depuis perſécutée & emprisonnée.

Parmi toutes les femmes dont les noms ſeront inſcrits dans l'hiſtoire de cette révolution, aucune n'a joué un rôle plus noble & plus intéreſſant que madame Rolland. C'eſt une femme de trente à quarante ans, très-fraîche, d'une figure très-intéreſſante, toujours miſe élégamment, parlant bien, & peut-être avec trop de recherche d'eſprit, vertueuſement coquette, & s'étant fait le coryphée d'une ſociété de methaphyſiciens, de gens de lettres, de membres de la Convention & de miniſtres, qui, tous les jours, allaient prendre ſes ordres, mais qui, particulièrement, s'aſſemblaient chez elle le vendredi. C'eſt à ce dîner que ſe deployait la politique de toute la ſemaine, & qu'on arrangeait le plan de conduite de toute la ſemaine ſuivante. Aucune des femmes des autres miniſtres n'étaient admiſes à ces myſtères politiques. Quoiqu'avec beaucoup d'eſprit, madame Rolland était imprudente & hautaine; elle était fort aiſe qu'on ſût qu'elle dominait ſon mari, & par-là elle lui avait nui plus qu'elle n'a jamais pu lui être utile par ſes conſeils. Elle avait donné pour coopérateurs à ſon mari, dans les détails de ſon miniſtère, Pache & Lanthenas. Le premier avait ſi bien gagné la confiance intime de Rolland, que c'eſt par lui qu'il eſt devenu miniſtre de la guerre. Une fois ſon collège, il n'a cherché qu'à le contrarier & le perdre; & pour mieux y réuſſir, il s'eſt jetté à outrance dans le parti des Jacobins. Leur lutte a été ſenſible, il ſe ſont accrochés ſans aucuns ménagemens, & ils ſont tombés tous les deux à la fois, mais Rolland eſt reſté à terre, & Pache s'eſt relevé.

Pluſieurs autres femmes ſe ſont montrées ſur les tréteaux de la révolution, mais d'une manière moins décente & moins noble que madame Rolland, excepté madame Necker, qui peut ſeule lui être comparée, mais qui, vu ſon âge & ſon expérience, était plus utile à ſon mari, & moins agréable à ſes entours. Toutes les autres, à commencer par mademoiſelle la Brouſſe, la prophèteſſe du chartreux Don Gerle, meſdames de Staël, Condorcet, Paſtoret, Coigny, Théroigne, &c. ont

joué le commun d'intriguantes comme les femmes de la cour, ou de forcenées comme les poissardes. La seule infortunée, Elisabeth Corday, a consigné son nom dans l'histoire, en purgeant la terre du monstre Marat, par un fanatisme, qui heureusement pour l'humanité, doit trouver peu d'imitatrices.

La retraite de Rolland n'apporta aucun changement dans le conseil. Déjà depuis long-tems il n'était occupé que de ses chagrins, de ses dangers & de sa propre défense. Dès qu'un Jacobin lançait une diatribe contre lui, il se croyait obligé d'envoyer à la Convention une lettre justificative; & la Convention, qui était peut être encore plus fatiguée de la sévère probité de Rolland que de son esprit factieux, ne voyait dans ses homélies qu'un orgueil insuportable. Sa faction elle-même; ne voyant plus en lui un homme accrédité, avait renoncé à le soutenir, & avait pris très-imprudement le parti de le sacrifier. Rolland se persuada que sa démission serait refusée, il ne quitta l'hôtel du ministère que lorsqu'il ne put douter son sort. Il y couchait rarement dans les derniers tems, car les Jacobins, pour l'effrayer, y envoyaient de tems en tems faire des excursions nocturnes par des fédérés. C'est ainsi qu'étaient traités les chefs du pouvoir exécutif. Lebrun & Clavière ont été depuis accusés & emprisonnés. Garat a été accusé & arrêté après avoir donné sa démission. Cette révolution porte un tel caractère de barbarie, qu'aucun de ceux qui y ont part, & qui y ont joué un rôle, n'a été à l'abri de la mort violente, ou de l'exil, ou de la fuite.

## CHAPITRE XII.

### *Négociation de Hollande.*

LA France n'avait alors d'ennemis déclarés que l'Autriche, la Prusse & le roi de Sardaigne, elle avait eu sur eux une supériorité décidée pendant toute la campagne précédente, qui eût été entièrement décisive, si, d'après

d'après le plan du général Dumouriez, Custine, aulieu de passer le Rhin pour faire la pointe sur Fracfort, qui n'a produit qu'une faible contribution, qu'on a payée bien cher, s'était emparée de Coblentz, où il n'y avait point de garnison, & si on avait pourvu aux besoins des armées, de manière à ce que celle de la Belgique eût peu prendre ses quartiers d'hyver le long du Rhin, depuis Clèves jusqu'à Cologne; celle des Ardennes, de Cologne à Andernach; celle de la Mozelle, d'Andernach à Mayence par Coblentz; & celle d'Alsace, de Mayence à Landau par Spyre. Cette position de quartier d'hyver eût affamé Luxembourg qui se serait trouvé sans communication & forcé de se rendre; on aurait eu derrière soi un pays neutre, ou ennemi, sur lequel on aurait pu vivre long-temps, & on aurait pu, en ouvrant la campagne de bonne heure, passer le Rh n, & pénétrer dans le centre de l'Allemagne, où on aurait été reçu à bras ouverts, si on ne s'était pas fait craindre par des décrets absurdes, & des commissaires spoliateurs, qui ordonnaient les violences, l'insulte & le pillage. On avait manqué ce grand plan, cependant on pouvait encore se soutenir très-bien contre les trois ennemis qu'on avait déjà vaincus, en ayant soin de ne pas se donner de nouveaux ennemis.

Il se présenta un moyen de rendre l'Espagne neutre, & ce moyen eût épargné un grand crime à la nation. Le roi d'Espagne fit remettre à la Convention nationale, par son consul, une adresse, par laquelle il s'engageait à rester neutre, si on voulait sauver la vie de l'infortuné Louis XVI. Cette démarche fait honneur au monarque. Pourquoi les princes du sang français n'en ont-ils pas fait autant? La féroce & stupide Convention rejetta cet adresse avec mépris. C'est un crime de plus envers la nation, à laquelle on donnait un ennemi de plus, sans la consulter.

Depuis long-temps la cour de Londres & celle de la Haye montraient une grande aversion pour la révolution française, & la mort de Louis XVI ne pouvait qu'augmenter cette aversion; mais en Angleterre, le roi seul désirait la guerre, & en faisait son ouvrage personnel; en Hollande, tout le monde la craignait. Il

était donc possible à la france déviter d'avoir ces deux ennemis de plus. On avait jusqu'alors ménagé la Hollande, d'où nous tirions du numéraire & des denrées; il n'y avait qu'à continuer.

A la fin de novembre, le général Dumouriez avait proposé au pouvait exécutif de l'autoriser à prendre Maëstrith, sans lequel il ne pouvoit pas défendre la Meuse & le pays de Liége. Il croyait possible, d'après beaucoup d'exemples pareils dans d'autres guerres, de prendre & garder cette place, en s'engageant par un manifeste authentique à la rendre à la fin de la guerre. Alors son armée était victorieuse & pleine d'ardeur, il avait rassemblé après la prise de la citadelle d'Anvers, toute sa grosse artillerie à Tongres & à Liège, non pas pour faire périr les chevaux faute de fourrage, comme les Jacobins l'en ont bêtement accusé, mais pour forcer Maëstrith à se rendre. Cette place n'avait alors ni garnison, ni palissades, ni approvisionnement d'aucune espèce suffisante pour soutenir un siège. Venlo était dans le même cas. Les griefs ne manquaient pas pour légitimer cette prise, & rejetter l'agression sur les Hollandais, s'ils s'en était offensés. Ils avaient déjà souvent faussé la neutralité, & tout récemment ils venaient de défendre la livraison d'aucune denrée aux Français, sous peine de la vie, pendant qu'on rassemblait sur le Bas-Rhin de grands approvisionnemens tirés de la Hollande pour les armées Impériales & Prussienne. Le conseil avait rejetté alors les proposition du général, & lui avait ordonné expressément de garder la plus exacte neutralité avec les Hollandais, ce qu'il avait exécuté ponctuellement. On lui avait donné alors un autre ordre, dont il avait facilement démontré l'absurdité, & qui était resté sans exécution. C'était d'aller pendant l'hyver faire le siège de Luxembourg.

Comme on avait laissé échapper la seule occasion de s'emparer de Maëstrith, qu'on peut regarder du côté de la Meuse comme la clef des Pays-Bas, le général n'était plus d'avis de l'aisser commettre de notre part aucun acte d'hostilité qui peut justifier la déclaration des Hollandais contre nous, sachant bien que cette déclaration entraînerait celle de l'Angleterre. Son avis était

qu'il faillait profiter de tous les moyens qui se présenteraient pour s'assurer la neutralité de deux nations. Celle de la Hollande sur-tout était indispensable, si on prétendait conserver les Pays-Bas. Si les Hollandais se déclaraient, & livraient le passage par Maëstricth & Venlo, la Meuse n'était plus tenable, il fallait abandonner le pays de Liège, la Gueldre, le Limbourg, le Brabant & le comité de Nameur, & se retirer derrière l'Escaut, en rétrécissant sa ligne de défense entre la citadelle d'Anvers & Valenciennes. Si les Anglais & les Hollandais assemblaient une armée dans la Flandre Hollandaise, il faillait encore abandonner l'Esceut, & se retirer derrère la Lys & sous nos places de Flandre & d'Artois.

Il se trauvait alors à Paris des réfugiés Hollandais, victimes de leur révolution, & de la fausse & puérile politique du ministre Brienne. Plusieurs d'entr'eux étaient des hommes considérables, & ils assuraient que leur parti était beaucoup plus puissant que celui du Stathouder, ce qui était vrai. On les avait rebutés jusqu'au mois de Janvier : alors le ministre Lebrun, après les avoir entendu, les avait adressés au général Dumouriez, pour avoir son avis sur leurs moyens, & sur-tout un projet d'expédition contre la Zélande, quils présentaient comme immanquable. Après un mûr examen, ce projet parut impraticable au général, mais il dit au ministre qu'il différait de donner définitivement son avis, jusqu'à ce qu'il fut rendu à Anvers, & qu'il eut pris des connaissances plus positives sur les détails de ce projet, qui lui paraissait d'une exécution très-difficile au premier aspect : il fut donc décidé que les réfugiés Hollandais se transporteraient à Anvers avec leur comité révolutionnaire ; & la légion Batave d'à-peu-près dix mille hommes, eut ordre d'y aller en garnison, pour faire l'avant-garde du corps d'armées française, en cas qu'on fut obligé d'entrer en guerre avec la Hollande. On plaça un agent auprès de ce comité Batave pour rendre compte au ministre Lebrun de la partie politique. On ne prit au reste aucun engagement positif avec les Hollandois & tout fut subordonné au succès d'une négociation, qui paraissait prête à s'entamer d'après les circonstances suivantes.

Pendant que Dumouriez gérait les affaires étrangères, il avoit envoyé comme miniſtre plénipotentiaire à la Haye, Emanuel de Maulde, maréchal de-camp, qui s'y était conduit avec beaucoup d'adreſſe & de prudence, qui avait procuré des armes & de chevaux, & qui avait concilié les intérêts des réfugiés avec ce qu'il devait d'égards au gouvernement du pays, de manière à conſerver l'eſtime & la confiance de deux faction qui diviſent la Hollande. Cette conduite, conforme à ſes inſtruction, était trop ſage pour convenir au tems préſent, de Maulde avait de plus la tache d'être noble & même titré ; Lebrun le prit en haine particulière, le comité militaire trouva mauvais qu'il envoya des fuſis à Dunkerque, on attaqua ſes marchés, on le calomnia, on le rappella, & on lui donna pour ſucceſſeur Noël, que le général avait fait premier commis des affaires étrangères; celui-ci, quoique foncièrement honnête homme, partant de Paris avec des préjugés contre Maulde, un grand deſir de le remplacer, & des projets de négociation beaucoup moins prudens, fut très-mal reçu, l'attribua à Maulde, écrivit contre lui, & devient ſon ennemi & ſon délateur.

De Maulde, en arrivant à Paris, pour ſe juſtifier, vient trouver le général, & lui dit, que ſi on voulait garder la neutralité avec la Hollande & l'Angleterre, rien n'était plus facile : qu'à la vérité, les miniſtres des deux cours ne voulaient, ni reconnaître la Convention nationale, ni traiter avec le miniſtre Lebrun ; mais que le grand penſionnaire de Hollande, Van Spiegel, & l'ambaſſadeur d'Angleterre, Mylord Auckland, l'avaient chargé d'annoncer qu'on traiterait volontiers avec le général Dumouriez

En même tems Benoit, agent du miniſtre Français, qui arrivait de Londres, dit à Lebrun de la part de l'ancien évêque d'Autun, de Talon & des autres émigrés conſtitutionnels, qui avaient des relations avec le miniſtère britannique, que le miniſtre Pitt & le conſeil de Saint-James ne demandaient pas mieux que d'aſſurer la neutralité, pourvu que le général Dumouriez fût chargé de la négociation, & paſſât en Angleterre pour la terminer, ce qu'il pouvoit faire très-aiſément, avant d'entrer en campagne.

Lebrun & Garat furent d'abord les ſeuls dans la confideance de cette ouverture. Garat dont les vués étaient droites, la ſaiſit avec vivacité, & ouvrir l'opinion de donner au général une commiſſion d'embarſſadeur extraordinaire, ſans déplacer Chauvelin, qui était miniſtre plénipotentaire, & de le charger de demander une déciſion cathégorique pour la guerre ou la neutralité. Le procès du roi n'était pas encore terminé, mais on n'en provoyaint que trop la cruelle cataſtrophe. Cette circonſtance fit faire de nouvelles réflexions à Garat, qui craignit que les Anglais n'euſſent la mauvaiſe foi de garder Dumouriez à Londres, dès qu'il y ſerait arrivé, pour ôter aux Français leur meilleur général. Dumouriez fut obligé de diſſimuler qu'il avait prévu le même inconvénient, & que c'était tout ce qu'il deſirait, pour ſe tirer de mains de ſcélérats qui tyranniſaient ſa patrie. Il eût l'air de ſouſcrire à la prudence de Garat, & voici ce qui fut arrêté :

Que l'affaire ſerait portée au conſeil, & la propoſition faite par le miniſtre Garat, d'envoyer le général Dumouriez en embaſſade extraordinair à Londres, d'après l'ouverture faite par les minſtres d'Angleterre & de Hollande ; d'ordonner au général de trancher cette négociation avec nobleſſe & promptitude, & quel qu'en fût le ſuccès, de revenir ſur-le-champ ſe mettre à la tête de ſon armée. On devait demander au miniſtère Anglais toutes les ſûretés pour la perſonne du général, & pour ſon libre retour. Clavière, Pache & Monge s'oppoſèrent de toute leur force à cette propoſition, certainement par principe d'inimitié & de jalouſie, car tous les trois connaiſſaient bien la détreſſe de leurs départemens, & leur impuiſſance de ſoutenir une guerre univerſelle, de terre & mer.

Le général fut très-fâché du mauvais ſuccès de ce projet, dans lequel il avait vu ſa délivrance, & un grand moyen de ſervir ſa patrie ; il ne ſe rebuta cependant pas. Il convint avec Lebrun & Garat, qu'il n'en ſerait plus queſtion au conſeil, qu'on ſuivrait l'affaire ſans bruit, & qu'on attendrait qu'elle fût bien préparée pour la faire réuſſir. Il fut décidé que de Maulde repartirait pour la Haye ſur-le-champ, ſous prétexte d'aller y

terminer ses affaires personnelles ; que Noël serait rappellé, & placé ailleurs ; que le général chargerait de Maulde d'une lettre pour mylord Auckland, dans laquelle il lui marquerait, qu'il devait se trouver le premier Février à Anvers, pour visiter les quartiers d'hyver de son armée ; qu'ayant appris par de Maulde, son ami, que mylord avait parlé de lui avec estime & confiance, il serait enchanté, si l'occasion se présentait, de le voir sur la frontière, que peut-être cette entrevue pourrait être util aux deux nations & à l'humanité. Il fut décidé que si mylord Auckland répondait à cette espèce d'invitation d'une manière affirmative, comme cela était à présumer, le général accepterait l'entrevue, & qu'il pourrait même, de-là, passer en Angleterre, si cette démarche devenait nécessaire.

Il fut décidé que Maret, qui avait déjà fait plusieurs voyages en Angleterre, y serait renvoyé pour savoir de M. Pitt, si réellement il souhaitait traiter personnellement avec le général Dumouriez. Chauvelin, qui s'était broullé avec l'ancien évêque d'Autun Talleyrand, qu'on lui avait donné pour mentor, n'avait point du tout réussi dans son ambassade, qu'il avait prétendu mener tout seul, ayant contre lui le préjugé de la nation, le roi d'Angleterre, le plus despotique & le plus en colère de tout les rois contre la révolution Française, les émigrés Français de toutes les couleurs & de toutes les dates, ses coopérateurs, la Convention nationale & sa propre inexpériance. Dans le cas où le voyage du général s'arrangerait, il fut décidé que Chauvelin serait sacrifié, c'est-à-dire qu'il serait placé ailleurs, car Dumouriez qui avait été intimement lié avec son père, & qui l'avait placé en Angleterre d'après ce sentiment, avait exigé de Lebrun qui lui donnât Venise ou Florence, pour lui faire suivre avec plus de succès la carrière des négociations. C'est ici l'occasion de dire vn mot sur le caractère personnel que le général Dumouriez a développé dans le cour de son existance publique, soit facilité, soit principe, il n'a jamais fait tort à personne, il a obligé beaucoup de monde, & dans le nombre plusieurs, qui certainement ne le méritaient pas, ce qu'il n'a reconnu qu'après ; il a fait par con-

ſéquent beaucoup d'ingrats. Chauvelin devait donc être rappellé, & Maret devait avoir ſa place au départ de Londres du général; ainſi il était très-intérſſé à faire réuſſir la négociation, & à préparer les voies au général, pour être bien reçu en Angleterre, & ſur-tout pour que ſa miſſion fût très-facile & très-courte.

## CHAPITRE XIII.

*Départ de Maulde, de Maret & du général Dumouriez.*

EMMANUEL de Maulde partit pour la Haye, quoique la mort du roi, qui arriva ſur ces entrefaites, dût en apperences rompre tous les projets; mais la certitude où l'on était que, ſur-tout la Hollande, avait le plus grand deſir de parvenir à conſerver la neutralité, fit juger à Garat à & Lebrun, que le reſſentiment de cette horrible cataſtrophe, céderait à ce grand intérêt, & ils ne ſe trompait pas. Le départ de Maret fut retardé aſſez mal-à-propos, & n'eût lieu que le jour même du départ du général, ſous prétexte de faire preſſentir ſur ce voyage M. Pitt, par un de ſes amis, qui avait déjà ſervi d'intermédiaire dans un voyage précédent de Maret en Angleterre. Mais dans le fait, le général a eu lieu de préſumer que Lebrun, piqué de ce que la cour de Saint-James ne voulait pas traiter avec lui, comme miniſtre des affaires étrangères de la république, ni avec la Convention, n'était pas fâché de faire manquer cette négociation, ſans y paraître, en laiſſant agir l'étourderie de Briſſot & la ſottiſe du comité diplomatique de la Convention, qui ſemblait trouver que la France n'avait pas aſſez d'ennemis, & chercher à en augmenter le nombre, en inſultant toutes les nations.

La miſſion de Maret n'eut aucun ſuccès, parce qu'en arrivant à Douvres, cet agent trouva l'ordre de ſe rembarquer ſur-le-champ. Chauvelin n'avait jamais été reconnu en Angleterre comme miniſtre de la république; dès que la Convention avait aboli la royauté, la miſſion de Chauvelin avait été regardée comme ceſſée par

la cour de Saint-James, & elle n'avait toléré ſon ſéjour à Londre, qu'en qualité de particulier. A la nouvelle de la mort cruelle de Louis XVI, le roi d'Angleterre ordonna à Chauvelin de ſortir de Londres ſous vingt-quatre heures, & du royaume ſous huit jours. C'eſt dans cette circonſtance que Maret arriva, & reçut ordre, ou conſeil, de ſe rembarquer ſur-le-champ.

Mais cette circonſtance ne changea rien aux négociations de la Hollande. Le général Dumouriez partit le 26 Janvier, le déſeſpoir dans l'ame. Il n'avait pas pu empêcher un crime inutile, honteux & funeſte; il n'avait réuſſi, ni à faire annuller le décret du 15 Décembre, ou au moins à en faire excepter les Pays-Bas pour ſauver l'armée Françaiſe en cas de retrait, ni à faire établir une bonne adminiſtation pour les fournitures de l'armée, ni à obtenir les réparations, les remontes pour la cavalerie, les recrues, & tout ce qui lui manquait pour ſe mettre en campagne, ni, ce qui l'affligeait le plus, ce qui le rendait honteux d'être Français, à ſauver un roi, dont il connaiſſait l'innocence & la bonté, l'ayant vu de très près pendant trois mois. Il allait ſe remettre à la tête d'une armée déſorganiſée, livrée à l'indiſcipline & à la maraude, & commettant tous les excès dans les quartiers d'hyver, mal armés, ſans habits, diſperſés dans des villages ruinés où elle manquait de tout, le long de la Meuſe & de la Roër. De nouvelles troupes arrivaient continuellement de l'Allemagne, pour augmenter l'armée du général Clairfayt, qui avait eu le très-grand mérite de ſe maintenir entre l'Herſſle & la Roër, avec des troupes peu nombreuſes, manquant de tout, & affrayées de la rapidité de la conquête de la Belgique. Il leur avait rendu le courage, l'enſemble & la diſcipline, qu'elles avaient perdus dans leur longue retraite.

Le prince de Cobourg, fameux par ſa glorieuſe campagne contre les Turcs, venait prendre le commandement de cette armée, qui groſſiſſait tous les jours. Si le général Dumouriez donnait au prince de Cobourg le tems de le prévenir & de l'attaquer, il était ſûr de ne pouvoir réſiſter à ce général de front, & en même-tems au prince de Hohenlohe, qui ſerait venu l'attaquer par ſon

ſon flanc droit ſur Nameur, dont les Français travaillaient très-lentement à réparer la citadelle. Si les Hollandais & les Anglais avaient le temps de raſſembler une armée ſur le flanc gauche, du côté d'Anvers & de la Flandre Hollandaiſe, le général n'avait plus aucune reſſource, pas même pour ſa retraite, ayant à traverſer cinquante lieues de plaines avec une armée déſordonnée, pourſuivi & environné par trois armées plus fortes que la ſienne, continuellement aſſailli par les payſans & les habitans des villes, que les excès commis, au nom & par ordre de la Convention, avait réduits au déſeſpoir. Il n'avait donc, pour diminuer ſes dangers, d'autre reſſource que la négociation entamée par de Maulde, & qu'il allait ſuivre lui même; à la vérité, il y avait quelque confiance, vu le grand intérêt de la Hollande, qui craignait la guerre, & qui n'y était pas du tout préparée.

On va rendre compte ſans interruption du ſuccès de cette négociation, qui fut rompue dès les premiers jours du mois de Février, par l'impétuoſité féroce & impolitique de la Convention. La bruſque déclaration de guerre qui s'en ſuivit, donna à la France dans cette négociation un air de perfidie, que les Anglais ont repoché avec quelque fondement. Au reſte ils ont eu de leur côté des torts pareils, & on pourrait croire que le miniſtre Pitt n'aurait voulu qu'amuſer le général Dumouriez, & ſe donner, ainſi qu'aux Hollandais, le temps de ſe préparer pour coopérer avec leurs alliés. Le traité de la Cour de Saint-James avec celle de Turin, qui eſt de la même époque, confirme cette opinion. Tant il eſt vrai que l'hiſtoire n'eſt qu'un tableau fidèle des crimes & des fautes des hommes qui gouvernent.

## CHAPITRE XIV.

*Négociations infructeuſes. Déclation de guerre.*

DÈS qu'Émanuel de Maulde fut arrivé à la Haye, dans les dernier jours de Janvier, il alla porter à mylord

Auckland la lettre du général Dumouriez. Ce miniſtre lui montra la plus grande joie, lui dit que les intérêts de l'Angleterre & de la Hollande étant communs & indiſpenſables, il allait communiquer cette ouverture à Van Spiegel, avec lequel il l'aboucherait; celui-ci adopta très-vîte le projet d'une conférence ſur la frontière entre l'ambaſſadeur, le grand-penſionnaire & le général Dumouriez.

Mylord Auckland dépêcha trois paquebots de ſuite à ſa cour, & de Maulde envoya ſon ſecrétaire à Anvers, où le général était arrivé le 2 Février, après avoir viſité les côtes depuis Dunkerque juſqu'à Anvers. Dans toute la Picardie, l'Artois & la Flandre maritime, il avait trouvé le peuple coſterné de la mort tragique de Louis XVI. Il avait apperçu autant d'horreur que de crainte au ſeul nom de Jacobins; cependant toutes les villes étaient remplies d'émiſſaires de cette ſecte, qui allaient exciter la canaille contre les citoyens honnêtes, & ramaſſer des délations, vraies ou fauſſes, contre les adminiſtrateurs.

A S. Omer & à Dunkerque, il n'y avait pas la moindre apparance de préparatif de guerre, & preſque point de troupes, parce que le miniſtre de la guerre, pour former l'augmentation d'à-peu-près 10,000 hommes d'infanterie & 1500 hommes de cavalerie, dans la Flandre Autrichienne, comme le général l'avait demandé, avait dégarni la Flandre maritime; il avait même enſuite tiré encore d'autres bataillons de cette partie, où était la guerre, pour former un corps de 10 à 12,000 hommes du côté de Cherbourg, d'où le général avait dit qu'on pourrait, par la ſuite, faire partir une diviſion contre l'Angleterre, en cas qu'on ne put pas réuſſir à éviter la guerre contre cette puiſſance. Nieuport & Oſtende étaient dans le même abandon; il n'y avaient pas une ſeule batterie diſpoſée non plus qu'à Dunkerque, pour empêcher les vaiſſeaux d'entrer de force dans ces ports; il n'y avait pas même de canon pour y placer, & il faillait les faire venir de Dunkerque, qui n'en avait pas ſuffiſamment pour garnir ses forts, ſes lignes & ſes batteries de mer.

Le général Dumouriez, frappé du déſordre qu'il voyait par-tout, & ſentant à tout moment augmenter ſes em-

barras, qui devenaient insurmontables, fut très-content du premier succès de la négociation de Maulde ; il dépêcha sur-le-champ un courrier à Lebrun, avec la réponse originale de mylord Auckland, qui lui mandait qu'il était convenu avec le grand-pensionnaire de Hollande, de se rendre ensemble à la frontière, pour conférer avec le général, qu'il avait dépêché plusieurs paquebot à sa cour pour en obtenir la permission & des instructions relatives à cette conférence, qu'il n'attendrait pas long-tems la réponse, que son intention n'était pas de l'amuser ni de retarder ses préparatifs & ses projets pour la campagne qui allait s'ouvrir.

La dépêche de Maulde, qui accompagnait celle de mylord. Auckland, donnait l'explication de ce qui s'était passé. On avait témoigné toute l'horreur à laquelle il s'attendait sur l'atroce barbarie qui avait été commise à Paris ; mais comme il avait bien assuré les deux ministres que le général partageait leur sentimens à cet égard, & qu'il était pénétré de la plus profond indignation, cette horrible circonstance n'avait pas nui à la négociation. On était donc convenu, sans aucune difficulté, que dès que mylord Auckland aurait reçu les réponses de sa cour, la conférence aurait lieu au Moerdick, sur les yachts du prince d'Orange, qu'on prépara à cet effet pour recevoir le général. Maulde ne doutait pas que cette conférence n'eût le plus grand succès.

Le général avait les mêmes espérances, & tel était dans ce cas le projet qu'il avait formé. Il ne voulait pas trahir les intérêts de sa malheureuse patrie, il voulait au contraire la servir en diminuant le nombre de ses ennemis ; ainsi il voulait réussir à assurer la neutralité entre la France, la Hollande & l'Angleterre. Mais en même tems il voulait, après avoir rendu ce dernier service à la France, se délivrer de l'apparence de partager le crime de ses compatriotes, & cesser de combattre pour des tyrans absurdes, qu'il aurait voulu voir punir, bien loin d'appuyer leur hideuse tyrannie. Il comptait donc de ne pas revenir à Anvers ; de se retirer à la Haye, & de-là, donner un manifeste pour justifier son émigration ; il expliqua une partie de ses sentimens dans une lettre particulière à de Maulde, cette lettre fut communiquée

aux deux miniſtres qui prièrent de Maulde de leur en laiſſer prendre copie, mais il ne voulut pas le leur permettre, n'y étant pas autoriſé par ſon ami, il remit ſeulement à mylord Auckland, une réponſe du général, qui lui mandait qu'il recevrait avec plaiſir la nouvelle du ſuccès de ſa démarche auprès de ſa cour.

Dans le tems où la négociation était avancée à ce point, & promettait une iſſue favorable, lorſque le général Dumouriez ſe flattait d'être délivré du jour inſupportable pour ſon ame, de commander & de combattre pour des tyrans, avec la ſûreté d'être un jour la victime de leur ingratitude, de leur injuſtice & de leur cruauté, quels que fuſſent ſes ſuccès, il reçut le 7, par les papiers publics, la nouvelle de la déclaration de guerre, contre l'Angleterre & la Hollande, décrétée à la ſéance du premier Février, ſur le rapport de Briſſot, au nom du comité diplomatique. Cette nouvelle lui ôta tout eſpoir : elle était inattendue. Il n'était parti de Paris que le 26 Janvier ; il n'était arrivé à Anvers que le 2 Février. Lebrun n'avait pas attendu de ſes nouvelles, ni de celles de la négociation de Maulde ; mais il ſemblait que ce miniſtre eût précipité le rapport du renvoi de Chauvelin par ordre du roi d'Angleterre, pour exciter la fureur de l'imprudente Convention, & mettre un obſtacle inſurmontable à ce qu'il avait concerté avec le général. Quant à Briſſot, il profitait de l'occaſion pour inſulter, comme à ſon ordinaire, les rois & les peuples, en quoi il était bien ſecondé par Barrère & par le parti des Jacobins. Les deux factions ſe réunirent pour prendre ſans réflexion, ſans délibération, ſans diſcuſſion, le parti le plus violent & le plus téméraire. La guerre fut déclarée ; mais Lebrun n'envoya point de courrier au général Dumouriez, qui devait en porter tout le fardeau, & on s'embarraſſa fort peu, de ſavoir ſi on était, ou n'était pas, en état de le ſoutenir contre ces nouveaux ennemis.

Le lendemain de cette nouvelle, de Maulde arriva de la Haye, apportant une ſeconde lettre de mylord Auckland, qui le félicitait d'avoir enfin reçu l'autoriſation pour la conférence, qui reſtait fixée pour le 10, au Moerdyck. Le général lui envoya un courrier pour lui

mander qu'il n'était plus queſtion de négocier ; qu'à la vérité la déclaration de guerre était un peu bruſque, mais que le miniſtère Anglais y avait donné lieu, 1°. en ne rendant pas deux vaiſſaux chargés de grains, arrêtés dans les ports d'Angleterre, & réclamés vainement par le miniſtère Français : 2°. en chaſſant ignominieuſement le miniſtre de France, de Londres & du royaume, dans le moment d'une négociation ; 3°. en faiſant publier par lui, mylord Auckland, le 2 Février, une adreſſe aux états-généraux, outrageante pour la nation Françaiſe, & équivalente à une déclaration de guerre.

Le général avait d'autres reproches auſſi graves à faire à Van Spiegel à qui il avait demande vivemnnt la liberté du colonel Micoud, Français ; qui ayant gagné un procès conſidérable contre un négociant, avait été mis enſuite en priſon. par le crédit de ce négociant, ſur l'accuſation vague d'avoir parlé trop librement ſur les matières du gouvernement. Van-Spiegel avait laiſſé chaſſer d'Amſterdam, la troupe de comédiens Français, ſans même leur laiſſer le tems d'être payés de ce qu'il leur était dû. Il avait laiſſé inſulter, par les émigrés, Noël, miniſtre de France, & Thainville, ſecrétaire d'ambaſſade, & les avait enſuite expulſés ignominieuſement. Les émigrés étaient en armes & en uniforme, à la Haye. Enfin, on y faiſait éclater impunément la plus grande haine contre la France.

Il eſt certain que la conduite des cours de Saint-James & de la Haye, eſt inexcuſable, puiſqu'au milieu d'une négociation entamée, d'après les ouvertures faites par elles-mêmes, avec le général Dumouriez, qu'elles avaient demandé pour négociateur, elles provoquaient l'iraſcibilité & l'impatience impolitique de la Convention nationale, qu'elles connaiſſaient incapale de ſe tenir dans les bornes du bons ſans & de l'équité ; on peut donc leur reprocher, autant qu'aux Français tous les maux qui réſultent de cette guerre, qui n'eſt pas prête à finir, & qui ſera la ſource d'autres guerres interminables

On peut dire que la providence à reuni tous les peuples de l'Europe, pour punir les crimes énormes commis par la Nation Françaiſe, & peut être pour les punir eux-mêmes par les calamités qu'ils auront à

s'ouffrir avant d'y réussir ; ce qui sera long, coûteux & sanglant. Les esprits forts de l'assemblée, & ce sont les plus ignorans & les plus scélérats, parce que ce n'est pas par philosophie qu'ils le sont devenus, mais pour s'étourdir sur leur crimes, en mettant leur esprit d'accord avec leur ame, ont regardé comme une capucinade ce que le général leur a dit sur la Providence dans sa fameuse lettre du 12 Mars ; il a à leur répondre, que la Providence nous laisse le libre arbitre de faire le bien ou le mal, de prendre un bon, ou un mauvais parti, mais que de ce premier choix, qui est la cause, résultent nécessairement les effets, bons ou mauvais ; que ce qui est juste est seul vrai, que ce qui est injuste est la preuve dégarement & de fausseté dans l'esprit ; qu'ainsi, sur-tout en fait de gouverment, le juste conduit les nations au bonheur, l'injuste au malheur ; que lorsqu'une nation est frappée de l'esprit de vertige, comme la nôtre en donne l'exemple, tous ses projets, toutes ses actions tendent à sa ruine ; que la même frénésie qui lui a fait commettre le crime inutile de tuer Louis XVI, & de traiter sa famille comme un troupeau de vils esclaves, lui a dicté le décret, aussi injuste que mal-adroit, du 15 Décembre, qui a aliéné contr'elle tous les peuples, qui lui étaient précédemment attachés, lui a inspiré ses divisions, ses délations, ses massacres, ses déprédations, sa démocratie outrée, son *sans-culotisme*, son *jacobinisme*, son insouciance sur le nombre de ses ennemis, & sur les moyens à prendre pour leur ressister, enfin son anarchie & de sa désorganisation totale, qui sont le commencement de son châtiment : car depuis que la France s'est déclarée république, elle est devenue la contrée la plus malheureuse, que présente les annales anciennes & modernes du monde entier.

On terminera ce livre par une réflection douloureuse sur l'état où la France s'est réduite par ses propres fureurs. Elle avait créé en très-peu de temps une constitution imparfaite, mais fort belle, que tous les peuples de l'Europe ont admirée, & que beaucop ont enviée. Toutes les factions, en se déchirant, ont été d'accord pour la détruire ; la cour, dans l'espoir de recouvrir son despo-

tisme & ses abus; les jacobins, dans l'espoir d'abattre entièrement la royauté, si nécessaire aux Français. Tout le monde loue cette constitution, les Français seuls la blâment & la rejettent. Ils ne la connaissent pas puisqu'elle n'a jamais été pratiquée en France; ils ne peuvent pas la juger, puisqu'ils ne la voient qu'au travers de leurs passions furieuses.

Français, de quelque faction que vous soyez, émigrés, jacobins, royalistes, républicains, quelque soit le parti qui triomphe, son bonheur ne sera pas de longue durée, s'il n'en revient pas à cette constitution qui modifie le pouvoir, qui le gouverne & lui trace ses devoirs. Les uns ont voulu déïfier la royauté, les autres ont commencé par l'avilir & l'ont ensuite abolie. Elle sera rétablie; mais puisque deux faction agiront toujours autour d'elle, l'une pour légarer, en exagérant son pouvoir, l'autre pour l'abattre en annullant son autorité, on ne peut attendre que les plus affreuses calamités de quelqus côté que penche la victoire, à moins que le roi lui même, éclairé par la catastrophe de son prédécesseur, n'appelle à son secours cette constitution salutaire pour en faire son appui & son égide, & pour s'imposer à lui-même une barrière. Un peuple libre ne peut reconnaître de puissance que dans la loi, & le roi d'un tel peuple, pour être heureux, doit être le premier sujet de cette divinité bienfaisante.

187



# TABLE
## DES CHAPITRES.
## DU LIVRE PREMIER.

| | | Page |
|---|---|---|
| | *Préface* | 3. |
| Chap. I. | *État des affaires générales.* | 15. |
| II. | *État des armées.* | 23. |
| III. | *Le général Dumouriez part de Liége.* | 30. |
| IV. | *Son séjour à Paris.* | 37. |
| V. | *Procès du Roi.* | 42. |
| VI. | *Tentatives infructueuses du général Dumouriez.* | 47. |
| VII. | *Mort du roi.* | 53. |
| VIII. | *Conférences avec Cambon.* | 57. |
| IX. | *Conférences avec quelque Jacobins* | 62. |
| X. | *Conseil d'état.* | 66. |
| XI. | *Retraite de Rolland.* | 76. |
| XII. | *Négociations de Hollande.* | 80. |
| XIII. | *Départ de Maulde, de Maret & du général Dumouriez.* | 87. |
| XIV. | *Négociation infructueuses. Déclaration de guerre.* | 89. |

# MÉMOIRES
## DU GÉNÉRAL
# DUMOURIEZ,

*Écrits par lui-même.*

*. . . . Vitam que impendere vero.*

## TOME SECOND.

*A LONDRES.*

1794.

FRC 2. 11942 b
v. 2

THE NEWBERRY LIBRARY

# MEMOIRES DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

## *Année 1793.*

## *LIVRE SECOND.*

### CHAPITRE PREMIER.

*Plan de campagne.*

Ce livre contient les détails de la campagne la plus courte, la plus variée, & peut-être la plus importante qui ait jamais été faite. Elle a été conçue avec la plus grande rapidité depuis le 7 Février, exécutée de même, puisqu'elle a été ouverte le 23 de ce mois, & qu'elle a fini le 5 Avril. Elle présente à la méditation des militaires, des prises de villes incroyables, au milieu des inondations, une grande bataille, plusieurs combats, & une retraite qui a étonné même les généraux ennemis, & qui a mérité leur approbation; elle offre dans ce court espace de tems les deux genres de guerre, l'offensive & la défensive; enfin, elle a décidé en partie le sort de la France, & peut-être par influence celui de toute l'Europe.

Elle n'eſt pas moins intéreſſante aux yeux du philoſophe, qu'elle confirmera dans l'opinion que la deſtinée des empires dépend ſouvent des plus petites circonſtances, & qu'un homme ſeul, de plus ou de moins, peut décider du ſort d'une nation entière. L'année précédente, le général Dumouriez, en prenant le commandement de l'armée de la Fayette, avait ſauvé la France dans les plaines de la Champagne, & l'avait illuſtrée dans celles de la Belgique, parce qu'alors la grandeur du danger avait réuni les eſprits autour de lui, & avait forcé la nation à l'écouter, à lui obéir & à le ſeconder. Cette année, les circonſtances étaient changées. La nation, ou plutôt ceux qui la gouvernaient & l'égaraient, enivrés de leurs ſuccès, aveuglés par leurs crimes, n'écoutaient plus le général, qui voulait encore les ſauver, & du jour de l'ennemi & de leur propre fureur : il fut mal ſecondé, mal obéi, contrarié, trahi, ſa campagne fut malheureuſe, malgré tous les efforts qu'il fit pour fixer en ſa faveur le ſort de la guerre ; après s'être vu arracher des mains la Hollande, qu'il allait conquérir ſous peu de jours, il fit un ſecond plan, la victoire lui fut arrachée par ſes propres troupes ; au milieu d'une retraite, auſſi ſavante qu'enſanglantée, il lui fit un troiſième projet qui ſauva ſon armée, & qui empêcha la ruine entière des Pays-Bas, ce projet, qui avait le ſalut de la France pour but, manqua encore par l'imprudence féroce & orgueilleuſe de la Convention nationale, & par la légéreté & l'inconſtance de ſon armée; il fut obligé de l'abandonner, & de ſe retirer chez des ennemis qui ne pouvaient s'empêcher de l'eſtimer.

Dès-lors les Français n'ont plus été les mêmes, une fureur ſauvage à ſuccédé dans les troupes à une valeur raiſonnée ; on n'a plus vu ni plan dans la conduite de la guerre, ni talent dans l'exécution ; on tue, on ſe fait tuer avec acharnement, mais on ne fait pas la guerre, & elle ſerait peut-être déjà terminée, ſi un ſeul peuple combattait contre la France, & ſi la combinaiſon des forces militaires de pluſieurs nations qui l'attaquent à la fois, n'était pas peut être

contrariée ſouvent par le choc des intérêts politiques, qui font mouvoir chacune d'elles.

Le général Dumouriez venait d'acquérir la funeſte certitude que les forces de l'Angleterre & de la Hollande allaient ſe joindre à celles des autres ennemis de la France. Si elle eût été gouvernée par des hommes raiſonnables, il aurait propoſé d'abandonner les Pays Bas qu'on ne pouvait plus défendre & de retirer l'armée derrière les places du département du Nord, en gardant quelque tems les bords de l'Eſcaut & la citadelle de Namur; mais une propoſition auſſi raiſonnable eût été regardée comme une lâcheté ou une trahiſon, & elle eût coûté la tête au général.

Si d'ailleurs elle eût été acceptée, elle l'eût mis ſous la puiſſance des tyrans féroces qu'il avait le projet d'opprimer un jour pour ſauver la France. S'il y rentrait avec ſon armée, ſuivi par l'ennemi, & ayant l'air de fuir, il perdait auprès d'elle toute ſa conſidération qu'il ne pouvait conſerver que par de grands ſuccès, elle eût été bien vîte influencée par les Jacobins de Paris, que cette retraite eût renforcé de ſoixante & dix mille hommes. Il ne pouvait donc ſe tirer de la poſition déſeſpérée dans laquelle il ſe trouvait, que par les projets les plus audacieux. Sa réputation & la célérité de ſon attaque pouvaient ſeules ſuppléer à tout ce qui manquait à ſon armée. Armes, habillemens, chevaux, vivres, argent, tout était en Hollande, il fallait aller l'y chercher. Il fit donc le projet de conquérir ſur-le-champ la Hollande. Voici ſon plan & ſes moyens.

Les réfugiés Hollandais avaient aſſemblé un petit comité révolutionnaire à Anvers, où était auſſi la légion Batave. Ils avaient plus de zèle que de lumières, & quoiqu'ils dépenſaſſent beaucoup d'argent pour entretenir des correſpondances avec les diverſes provinces de leur république, les renſeignemens que le général recevait par eux étaient très-médiocres, ſur-tout pour la partie militaire. Il jugea ſeulement, d'après tout ce qu'il put tirer d'eux, que leur parti était très-conſidérable, ſur-tout à Amſterdam, à Harlem, à Dordrecht ou Dort, & en Zélande. Il reprit la propoſition qu'ils lui avaient faite à Paris, de faire une irrup-

tion en Zélande, il l'examina avec eux, & il eut l'air de s'y attacher, pour mieux couvrir un dessein plus hardi, & qui était plus aisé, parce qu'il paraissait plus impraticable; il ne confia ce projet qu'à messieurs de Koch & de Niss, qu'il jugea dignes de toute sa confiance, & qui par leur zèle, leur probité, leur grandeur d'ame & leur civisme, auraient mérité d'être les libérateurs de leur patrie.

Voici d'abord le projet de la Zélande. Le comité Hollandais avait appris que le Statouder avait fait le projet de faire fortifier l'isle de Walcheren, pour s'y retirer avec les états & tous les membres du gouvernement, en cas que les Français fissent une incursion dans la Hollande, & que les peuples, dont il se méfiait, se joignissent à eux. Le comité Batave proposait qu'on fit partir d'Anvers quelques mille hommes, qui se seraient glissés dans le Zuid-Beveland d'isles en isles, & de là dans celle de Walcheren, où il y avait à prendre Middelbourg & Flessingue. C'était par Sandvliet qu'on devait, après avoir traversé les canaux de l'Escaut, passer sur les bas-fonds de l'isle de Zuid-Beveland. Il fallait ensuite traverser un bras de mer qui se trouve entre Zuid-Beveland & Walcheren; arrivé dans cette dernière isle, il n'y avait encore rien de fait, si les habitans ne se déclaraient pas, ne se joignaient pas à leurs libérateurs, & ne désarmaient pas sur-le-champ la garnison de ces deux places, qui à la vérité, ne composaient pas plus de douze à quinze cents hommes de troupes peu aguerries. Mais pour peu qu'il y eût du retard, l'isle pouvait recevoir un secours au double plus considérable que les assaillans; en ce cas, non-seulement l'entreprise était échoué, mais le détachement Français eût été perdu sans ressource, sa retraite eût été impossible, plusieurs frégates Anglaises stationnaient déjà à Flessingue, & les Hollandais avaient sous l'isle de Bath, dans l'Escaut à une lieue au-dessous de Lillo, une flotille qui aurait sur-le-champ coupé au détachement Français toute communication avec la terre-ferme de Flandre.

Il fallait pour cette expédition, une rapidité & une précision que le général ne pouvait attendre ni de ses

troupes, ni des Hollandais révolutionnaires ; il n'avait pas un ſeul officier général à qui il put confier l'exécution d'une entrepriſe auſſi dangereuſe ; il ne pouvait pas abandonner ſon commandement général pour s'en charger lui-même. S'il avait abondé dans le ſens des Hollandais, il eût certainement échoué ; ce mauvais début de la campagne avec des troupes peu nombreuſes & toutes neuves, eût achevé de ruiner ſon armée, qui, comme on le verra, ſouffrait déjà beaucoup de ſon abſence, & a été peu de tems après battue, conſternée & débandée ſur la Roër & la Meuſe.

Si, par le plus grand haſard du monde & contre toute probabilité, il eût réuſſi, cette expédition, quoique brillante, ne lui eût ſervi à rien, il eût perdu cinq à ſix mille hommes, qui ſe fuſſent trouvés ſéparés de lui par un bras de mer, ayant entre deux toutes les places de la Flandre Hollandaiſe, & il ne lui ſerait pas reſté aſſez de troupes pour exécuter aucune autre entrepriſe.

Cependant, pour mieux cacher ſon véritable projet, il fit ſemblant d'adopter ce plan d'attaque, & il fit quelques diſpoſitions qui pouvaient faire croire qu'il s'occupait de ſon exécution. Il avait à Anvers la petite flotille du capitaine Moultſon, officier Américain au ſervice de la France, qui avait aidé à la priſe de la citadelle d'Anvers, elle était compoſée de l'*Ariel*, de 24 canons, d'un bricq de 14, & de trois chalouppes cannonières portant du calibre de 24 livres, la quatrième ayant échoué, & étant hors d'état de ſervir. Il fit préparer ces bâtimens & leur donna ordre d'aller mouiller ſous le fort Lillo. Il ordonna qu'on conſtruiſit ſur chaque canonnière un fourneau pour faire rougir les boulets ; il ordonna le ravitaillement & l'armement des deux forts de Lillo & de Lief kenshoeck, & de la citadelle d'Anvers. Il fit raſſembler à Anvers tous les bâtimens Hollandais arrêtés lors de la déclaration de la guerre, dans les canaux de l'Eſcaut, pour les faire armer en brûlots. Il eut l'air de vouloir tenter de mettre le feu à la flotille Hollandaiſe, mouillée ſous le fort de Batz, & de vouloir emporter de vive force ce fort, armé de quarante ca-

nons. Cette flotille ſe retira d'abord à Ramekens ; enfin toutes ſes vues pendant pluſieurs jours, ſemblerent indiquer la Zélande, dont il laiſſa ſoupçonner que l'invaſion aurait lieu à l'ouverture de la campagne.

Cependant, il s'occupa tout entier de ſon projet, qui était très-ſimple, mais qui n'ayant jamais été tanté, dévait paraître impraticable ; c'était d'avancer avec le corps d'armée qu'il raſſemblait ſur le Meordyck, en maſquant les places de Bréda & Gertruydenberg ſur ſa droite, de Bergen-op-Zoom, Steenberg, Klundert & Williemſtadt ſur ſa gauche & de tanter le paſſage de ce bras de mer, qui eſt d'à-peu-près deux lieues, pour arriver à Dort, où une fois débarqué, il ſe trouverait dans le cœur de la Hollande, & ne pourroit plus rencontrer d'obſtacles en marchant par Rotterdam, Delft, la Haye, Leyde & Arlem, juſqu'à Amſterdam. Il prenait alors à revers toutes les défenſes de la Hollande, pendant que le général Miranda, avec une partie de la grande armée, aurait maſqué & bombardé Maeſtricht & Venlo, & dès qu'il aurait ſu le général Dumouriez abordé à Dort, il aurait laiſſé continuer le ſiège de Maeſtricht par le général Valence, & aurait marché avec vingt-cinq mille hommes ſur Nimègue, où le général Dumouriez l'aurait joint par Utrecht. Ce plan de campagne, exécuté avec rapidité, devait rencontrer très-peu d'obſtacles, parce que le ſtathouder n'avait ni une armée raſſemblées, ni un plan de défenſe arrêté, & parce que de tous les projets auxquels il pouvait avoir à s'oppoſer, celui-ci était le moins préſumable, car c'était, pour ainſi dire faire paſſer une armée par le trou d'une éguille.

En cas de réuſſite, Dumouriez avait le projet, dès qu'il ſerait maître de la Hollande, de renvoyer dans les Pays-Bas, tous les bataillons de volontaires nationaux ; de s'environner de troupe de ligne, & de ces généraux les plus affidés ; de faire donner par les états-généraux les ordres pour faire rendre toutes les places ; de ne laiſſer faire dans le gouvernement que les changemens les plus indiſpenſables ; de diſſoudre le comité révolutionnaire Hollandais, à qui il annonça d'avance, qu'en cas de

réussite, chacun d'eux en supposant qu'il eût la confiance de ses concitoyens, entreroit dans les places d'administration de la province dont il était ; de préserver la république Batave des commissaires de la Convention & du Jacobinisme, d'armer sur-le-champ à Rotterdam, en Zélande & dans le Texel une flotte, pour s'assurer des possessions de l'Inde & en renforcer les garnisons, d'annoncer aux Anglais une neutralité parfaite ; de placer dans les pays de Zutphen & dans la Gueldre Hollandaise une armée d'observation de trente mille homme ; de donner de l'argent & des armes pour mettre sur pied trente mille hommes du pays d'Anvers, des deux Flandres & de la Campine, sur lesquelles il pouvait compter ; de restreindre l'armée Française dans le pays de Liège ; d'annuller dans toute la Belgique le décret du 15 Décembre ; d'offrir aux peuples de s'assembler comme ils voudraient à Alost, ou Anvers, ou Gand, pour se donner une forme solide de gouvernement, telle qu'elle leur conviendrait ; alors de rassembler un certain nombre de bataillons Belges, à huit cents hommes chacun, qu'il comptait porter à quarante mille hommes, d'y joindre de la cavalerie, de proposer aux Impériaux une suspension d'armes ; s'ils la refusaient, il comptait avec plus de cent cinquante mille hommes les chasser au-delà du Rhin ; s'ils l'acceptaient, il avait plus de tems & de moyens pour exécuter le reste de son projet, qui était, ou de former une république des dix-sept provinces, si cela convenait aux deux peuples, ou d'établir une alliance offensive & défensive entre les deux républiques Belges & Bataves, si la réunion ne leur convenait pas ; de former entr'elles deux, une armée de quatre-vingt mille hommes jusqu'à la fin de la guerre ; de proposer à la France de s'allier avec elles, mais à condition qu'elle reprendrait la constitution de 1789, pour faire cesser son anarchie, & en cas de refus, de marcher sur Paris avec les troupes de ligne Françaises & quarante mille Belges & Bataves, pour dissoudre la Convention, & anéantir le Jacobinisme.

Tel est le projet, qui n'a été connu que de quatre personnes, qui paraîtra au lecteur une chimère, qui cependant a pensé réussir, & qui, d'après la dispo-

ſition des eſprits, & d'après tous les calculs de l'art était immanquable, ſi les événemens les plus funeſtes, entièrement étrangers aux diſpoſitions & à la conduite du général, n'avaient pas rompu toutes ſes meſures, & ne l'avaient pas forcé de renoncer à ſes eſpérances pour aller réparer les fautes de ſes lieutenans, & ſauver la grande armée, qui était ſur le point d'être entièrement perdue. Ce projet, s'il eût réuſſi, eût terminé la guerre & ſauvé la France.

## CHAPITRE II.

*Formation de l'armée. Ordres à la grande armée. Conſeils au miniſtre de la guerre. Thowenot & Petit-Jean à Anvers. Ordres pour la levée des bataillons Belges. Valence à Anvers. Emprunt. Manifeſte.*

LE plan une fois conçu, pour l'exécuter il fallait tout créer. Il n'y avait à Anvers que deux faibles bataillons de gendarmerie nationale, d'environ trois cents cinquante hommes chacun, la troupe la plus indiſciplinée, la plus déteſtable pour la guerre, la plus dangereuſe pour les généraux & pour les citoyens paiſibles, qui ait jamais exiſté. Ces féroces Janniſaires avaient chacun quarante ſols par jour, en argent, ſans retenue ; ils nommaient eux-mêmes leurs officiers, & commettaient tous les crimes. Le général, en les paſſant en revue, leur annonça très-ſévérement que s'ils continuaient à ſe permettre les déſordres dont on les accuſait, ou la moindre mutinerie, ils les renverrait ſur-le-champ en France. Cette gendarmerie était compoſée des anciennes gardes Françaiſes. Il y avait en outre cent cinquante homme du vingtième régiment de cavalerie, & trois bataillons de gardes nationales, avec la légion Batave d'environ deux mille hommes, dont deux cents à cheval. Une douzaine de bataillons de gardes nationales, nouvellement levés, la plupart ſans fuſils, ſans gibernes & ſans ſouliers, étaient cantonnés dans les villes & villages de la Weſt-Flandre,

& ne s'attendaient à entrer en campagne qu'au mois de Mai.

Il n'y avait pas une pièce de canon de siège, pas un obusier, point de magasins, point d'argent, point de commissaire des guerre, ni commis d'aucune espèce. Il n'y avait cependant pas de tems à perdre. La précipitation avec laquelle la Convention nationale avait déclaré la guerre le premier Février, avertissait les Hollandais, qui préparaient leur défensive; pour peu que le général ne les prévint pas par la plus étonnante célérité, l'attaque devenait impossible; s'ils avaient mis la même rapidité que lui dans leurs préparatifs, il eût certainement échoué.

Le général Miranda était resté pendant l'hyver à la tête de l'armée du Nord. Ce général était né au Pérou, homme d'esprit & très-instruit, sachant la guerre par théorie mieux qu'aucun des autres généraux de l'armée, mais ne l'ayant pas pratiquée; son amitié intime avec Péthion l'avait fait entrer au service l'année précédente comme maréchal-de-camp; il était venu joindre le général Dumouriez en Champagne, au camp de Grandpré, s'était attaché à lui, & lui avait été fort utile dans les différentes attaques des Prussiens, & nommément à la retraite du 15 Septembre, sur Sainte-Menehould. Ce général avait un caractère bizarre, hautain & dur, qui le faisoit universellement haïr; il ne savait pas mener les Français, qu'il faut toujours conduire avec gaieté & confiance.

Le général Dumouriez l'avait fait nommer lieutenant-général dès le mois de Novembre 1792, & lui avait conféré le commandement de l'armée du Nord, avec l'espoir du titre de général en chef à la première occasion. Miranda était jaloux de ce que Valence, plus ancien lieutenant-général que lui, ayant pendant la campagne de 1792, commandé d'une manière brillante l'avant-garde du général Kellermann & des corps détachés, avait été fait général en chef sur la demande du général Dumouriez, à qui il ne pardonnait pas cette préférence. Ces passions fougueuses n'avaient point encore éclaté, & il ne les a développées, pour le malheur de

la France, qu'à la bataille de Nerwinde. Il paraiſſait alors plein de zèle & d'attachement pour ſon général, qui lui avait mandé de Paris de préparer ſon artillerie de ſiège, pour ouvrir la campagne de très-bonne heure par celui de Maëſtricht, en cas que les affaires ne s'arrangeaſſent pas avec l'Angleterre à la Hollande.

Le général la Noue commandait l'armée du général Dumouriez, c'eſt un très-brave & honnête homme. Cinquante ans de ſervice le rendait reſpectable, mais avait diminué ſa vigueur. Il avait auprès de lui le général Thowenot, chef de l'état-major de l'armée, officier du plus rare mérite.

L'armée du général Valence était commandée; en ſon abſence, par le lieutenant-général le Veneur, homme très-brave, mais ſans tête & ſans capacité.

Le général Dumouriez ordonna uu général Miranda de ſe préſentet devant Maëſtricht avec une partie de ſon armée, ſans dégarnir la baſſe-Meuſe, de ſe renforcer juſqu'à vingt-cinq ou trente mille hommes aux dépens des deux autres armées, de communiquer ſes ordres aux autres généraux, pour qu'ils reſſerraſſent leurs quartiers, & tinſſent les troupes allertes & toujours prêtes, afin de pouvoir les raſſembler ſur un ſeul point, ſi les Impériaux, qui ſe renforçaient ſur l'Erffle, & les Pruſſiens, qui en faiſaient autant à Weſel, paraiſſaient vouloir faire une jonction pour ſecourir Maëſtricht, comme on devait s'y attendre. Le général Dumouriez crut bien faire, en n'indiquant point le quartier de raſſemblement de cette armée d'obſervation, & c'eſt en quoi il avoue qu'il a eu très-grand tort.

Dans la ſuite de ſon inſtitution, il lui développait avec confiance ſon plan d'attaque. Il lui mandait de ne point s'attacher à faire un ſiège en règle dans une ſaiſon qui ne le permettait pas, de bruſquer la place, de l'écraſer de bombes & de doulets rouges, comme le duc de Saxe-Teſchen avait fait devant Lille, de ne pas s'y arrêter, mais dès qu'il apprendrait par un courrier que le général Dumouriez aurait paſſé le Mordyck, de laiſſer continuer le ſiège par le général Valence, qui devait arriver inceſſamment de Paris, & de marcher avec la plus grande promptitude ſur Nimègue, en

paſſant par la frontière du duché de Clèves, pour couper les Pruſſiens, s'ils voulaient arriver en Hollande avant lui ; il devait pour cela faire attaquer Venlo par le général Champmorin, excellent ingénieur, pendant que lui-même aſſiégerait Maeſtricht, afin d'être maître du bas de la Meuſe juſqu'à Genep : il lui fixait vingt-cinq à trente mille hommes au plus, pour ne pas trop dégarnir les Pays-Bas & la haute-Meuſe ; il lui recommandait la plus grande célérité dans ſes préparatifs, pour que Maeſtricht fût entiérement bloqué du 12 au 15 ; il lui donnait pour la conduite du ſiège le lieutenant-général Bouchet, excellent ingénieur.

Il mandait à-peu près la même choſe aux généraux la Noue & Thowenot, en leur enjoignant d'annoncer à l'armée qu'il allait bientôt y arriver, après avoir viſité les quartiers d'hiver le long de la baſſe-Meuſe. Il mandait au lieutenant-général Moreton, commandant à Bruxelles, qu'il allait inceſſamment ſe rendre dans cette ville. Il mandait au général d'Harville de raſſembler ſes quartiers d'hyver ſous Namur le 20 Février, parce qu'il devait aller le 22 inſpecter ſa diviſion. En trompant ainſi ceux de ſes généraux qui ne devaient pas coopérer avec lui, il trompait également les ennemis, qui ne pouvaient plus prévoir par où il commencerait ſa campagne.

Quelques jours après le départ de Paris du général Dumouriez, Pache était enfin ſorti du miniſtère de la guerre, pour prendre la mairie de Paris. On avait nommé à ſa place le général Beurnonville, que Dumouriez avait fait lieutenant-général, & général en chef en très-peu de tems, qu'il avait appellé ſon *Ajax* & *ſon fils*, & qui débuta franchement par exécuter autant qu'il le pouvait, tout ce que lui repréſentait ou recommandait ſon père, & ce qu'il croyait pouvoir lui être utile. Le général lui annonça ſeulement qu'il allait attaquer la Hollande, ſans lui détailler ſon plan, de peur d'être trahi par l'indiſcrétion ou la mauvaiſe volonté des commis de la guerre.

Pache, peu de jours avant ſon départ du miniſtère, avait ordonné la démolition du peu de fortifications qui reſtaient à Mons & à Tournay. Cet ordre mal-

adroit avait indigné les habitans de ces deux villes ; le général l'avait fait ſuſpendre ; non-ſeulement il priait le nouveau miniſtre de le révoquer, mais il lui conſeillait très fortement d'ordonner qu'au contraire, on reparât très-promptement le fortifications de ces deux places ; qu'on fortifiât avec la même promptitude la hauteur du château de Huy ; qu'on fît une enceinte en terre autour de Malines, qui, au moyen de ſes eaux, pouvait facilement être miſe en état de défenſe ; qu'on établit de bonnes batteries à Oſtende, Nieuport & Dunkerque, pour lier la défenſive de nos frontières, de manière à ce qu'elles ne puſſent pas être facilement pénétrées, dans le cas très-probable de l'évacuation des pays-Bas ; il lui conſeillait de rétablir complétement les lignes entre Dunkerque & Bergues ; de faire tracer un camp retranché ſur le mont Caſſel, de faire fortifier, comme poſtes de campagne, Orchies, entre Lille, Douay & Condé, Bavay, en avant du Queſnoy, entre Condé & Maubeuge ; & Beaumont, entre Maubeuge & Philippeville.

Tels étaient les conſeils que donnait le général Dumouriez, qu'on accuſe d'avoir trahi ſa patrie, qu'il a bien ſervi juſqu'au dernier moment, & qu'il ſervira encore avec le même zèle, ſi jamais elle a un roi & une conſtitution. Si ſes conſeils euſſent été ponctuellement ſuivis, l'armée combinée aurait été arrêtée plus long-temps ſur l'extrême frontière, & n'aurait pas pénétré ſi facilement en France.

Il demandait auſſi au miniſtre de lui faire paſſer des renforts, & de lui envoyer ſur-le-champ le général d'Arçon, avec quelques ingénieurs, ayant à faire une guerre de ſièges. Beurnonville exécuta ſur-le-champ tout ce qui était en ſon pouvoir, & d'Arçon arriva à tems. Ce maréchal de camp eſt un des meilleurs ingénieurs, & un des plus honnêtes hommes de France ; il avait été accuſé d'ariſtocratie par le fameux prince de Heſſe, un Jacobin des plus mépriſables, & il avait été deſtitué. Le général Dumouriez, qui connaiſſait depuis long-tems ſon mérite, le fit rétablir au ſervice de ſa patrie, & s'en eſt bien trouvé.

Le général de Flers commandait à Bruges. Il était

très-brave, mais entêté & ſans capacité. Comme il avait reçu un coup de fuſil au camp de Maulde, le général l'avait fait maréchal de camp, & l'avait envoyé à Bruges, commandant dans la Weſt-Flandre, & chargé d'y recevoir les dix mille hommes de renfort que le miniſtre Pache y avait fait paſſer ſur ſa demande. A ſon paſſage à Bruges, de Flers lui avait expliqué un projet qu'il avait de ſurprendre la ville de l'Ecluſe, le général avait fait ſemblant de l'adopter : il envoya de Flers à Beurnonville, en le priant de lui compoſer un corps de cinq à ſix mille hommes, avec un petit train d'artillerie, dans la partie de Bruges, pour menacer la Flandre Hollandaiſe, ce qui fut exécuté complétement & avec promptitude.

Le projet du général n'était point de charger de Flers d'attaquer les places de la Flandre Hollandaiſe, qu'il n'aurait pas pu prendre, mais d'avoir ce petit corps à ſa diſpoſition pour remplacer dans la partie d'Anvers & de Bréda le corps d'armée qu'il allait conduire en Hollande. Ce petit raſſemblement devait encore aider à tromper les Hollandais ſur le véritable point d'attaque, ſur-tout le général de Flers étant trompé le premier, & faiſant des préparatifs très-oſtenſibles pour ſon expédition.

Le général n'avait pas encore un ſeul officier d'état-major, il les avait tous laiſſés à Liège, ainſi que les aides-de-camp ; il n'était accompagné que de ſon fidèle Baptiſte. Il crut devoir laiſſer ſes équipages & ſes aides-de-camp à la grande armée, pour faire croire qu'il y retournait ; il ne fit venir que quelques chevaux à Anvers, ſous le prétexte de vouloir parcourir à cheval les cantonnemens de la Meuſe. Pour ſon état-major il fit venir quatre aides, & il choiſit, pour en être chef, le colonel Thowenot, frère cadet du général du même nom. Cet officier qui a toujours été l'ami de ſon général, eſt rempli d'honnêteté, de connaiſſances, de courage & de reſſources. Il a été de la plus grande utilité au général pendant la campagne de Hollande, & qu'ils ont l'un & l'autre abandonné l'armée.

Le général Thowenot était bien néceſſaire à la grande armée. Lui ſeul connaiſſait bien les quartiers d'hyver, & les détails de l'état-major ; lui ſeul pouvait con-

cilier les généraux, qui s'entendaient mal entr'eux. On favait qu'il avait la confiance entière de Dumouriez, on favait qu'il la méritait, on ne l'en aimait pas davantage, mais il était refpecté, & on jugeait que fes avis, étant d'accord avec les intentions de fon général, devaient être régardés comme fes propres ordres.

Le commiffaire ordonnateur Petit-Jean était feul à l'armée, pour pourvair à tous les détails du fiège de Maëftricht, des cantonnemens entre la Meufe & la Roër, des quartiers d'hyver de toute la Belgique, des magafins de toute efpèce à former. Il était fâcheux de le diftraire de ces foins multipliés avant l'arrivée du commiffaire ordonnateur Malus, qu'on retenait toujours à Paris, quoiqu'on eût promis au général de le lui rendre. Il fe détermina à faire venir à Anvers le général Thowenot & le commiffaire Petit-Jean, & en deux jours il arrangea avec eux un corps d'armée & tous les ordres néceffaires pour fon raffemblement, fon armement, fon équipement, enfin, pour la mettre tout de fuite en campagne.

Il fit venir de Liège le général la Fayette, & le lieutenant-colonel la Martinière, pour former fon train d'artillerie, qui, à la vérité, était très-peu confidérable. Ces deux officiers ont fervi avec un zèle & une intelligence qui paffent tout éloge.

Il remit au général Thowenot & au commiffaire Petit-Jean, à leur départ, une inftruction pour une levée uniforme de vingt-cinq bataillons Belges, à 800 hommes chacun; il en changea les officiers-généraux, commandans dans les différentes provinces, & il en nomma infpecteur-général le général Thowenot; il chargea Petit-Jean de leur habillement, de leur armement, de leurs revues, de leur folde, en conféquence d'un décret rendu par la Convention, qui mettait toutes ces troupes à la folde de la France. Jufqu'alors les provinces avaient projetté ou éxécuté arbitrairement des levées de légions, de régimens, de corps inégaux, furchargés d'officiers, qu'on payait fur la bonne foi d'uu comité militaire Belgique, très-ignorant, très-fripon, gouverné par un général Rozière, ancien officier français, fans mérite, ni talens.

Le général Valence, en arrivant de Paris, paſſa par Anvers, pour venir prendre ſes inſtructions. Dumouriez lui communiqua tout ſon plan. Les ordres qu'il avait donnés à Miranda, & ceux qui regardaient l'armée qu'il allait commander, pour protéger d'abord le ſiège de Maëſtricht, & pour le continuer enſuite, s'il n'était pas pris lorſque Miranda ſerait obligé de partir pour Nimègues. Il lui recommanda de viſiter ſes quartiers d'hyver & ceux de l'armée entière, d'indiquer un point de raſſemblement, de veiller ſur les mouvemens des ennemis, & de ſe diſpoſer à les obſerver, & même à les combattre, s'ils tentaient de marcher au ſecours de Maëſtricht, comme on devait s'y attendre. Il lui recommanda ſur-tout de faire diligence, & de ſe bien concerter avec Miranda. Il envoya en même-tems ordre au général la Noue d'obéir au général Valence, à qui il recommanda de bien s'entendre avec le général Thowenot, qui ne pouvait que lui être infiniment utile.

Le comité des finances de la Convention nationale, ſe méfiant des généraux, ou voulant les contrarier, avait ordonné que les tréſoriers ne fourniraient aux troupes que la ſolde, ſans aſſigner de fonds pour les autres dépenſes, quoique les troupes fuſſent ſans armes, ſans habits, ſans ſouliers. Le tréſorier de l'armée n'avait donc fait les fonds pour le corps de troupes deſtiné à l'expédition de la Hollande que pour la ſolde de quinze jours, & ces fonds ne montaient qu'à deux cents quarante mille livres. C'eſt tout ce qui a été mis en caiſſe pour l'expédition de Hollande, qui n'a pas même coûté cette ſomme, parce que l'armée a vécu aux dépens du pays. Il y avait cependant une quantité prodigieuſe de dépenſes acceſſoires à faire.

Malgré toutes les vexations des Français, toute la nation Belgique rendant juſtice au général Dumouriez. Aucune ville en Europe ne raſſemble autant de riches capitaliſtes qu'Anvers. Depuis la deſtruction de ſon commerce, les habitans ont ſuppléé à cette ſource de richeſſes par la plus ſtricte économie. Ils ne dépenſent qu'une petite partie de leurs revenus; du ſurplus ils en font de nouveaux capitaux, qu'ils accumulent &

augmentent tous les ans. Le général aſſembla les magiſtrats & les notables, & il ouvrit un emprunt de douze cents mille florins. Un négociant, nommé Verbrouck, fut chargé de la recette, & le commiſſaire-ordonnateur Petit-Jean fut chargé de donner tous les ordres pour l'emploi de ces fonds. Cet emprunt a produit deux cents mille florins, qui ont été une reſſource très-précieuſe. Ils ont ſervi à habiller & armer la légion du Nord, les huſſards de la République & pluſieurs autres corps Français ou Belges. Le général Dumouriez, qui n'a pas même eu le temps de voir le détail de l'emploi de cet emprunt, & qui était en Hollande pendant qu'on le percevait & qu'on l'employait, a encore été calomnié à cet égard. On a dit aux Jacobins, & depuis à la Convention, qu'il avait mis cet emprunt dans ſa poche. Un homme occupé d'auſſi grands intérêts que ceux qui l'agitaient, ne penſe guère à l'argent.

Il publia, avant d'entrer en Hollande, un manifeſte qui, avec beaucoup de raiſon, a choqué la miſſion d'Orange. Cette pièce, dans une guerre ordinaire, eût été très-déplacée, quoique l'hiſtoire nous accoutume à voir ordinairement précéder les hoſtilités entre les peuples les plus civiliſés, par les injures & des accuſations mutuelles. Mais on aurait tort d'attribuer au caractère moral du général Dumouriez, ce que lui impoſait ſon caractère public. Il s'agiſſait d'encourager un parti très-conſidérable, que ſes malheurs précédens avaient rendu timide; il s'agiſſait d'abattre le courage & l'eſprit des partiſans du Stathouder; il était néceſſaire de ſéparer la nation de ſa cauſe, & de la lui rendre perſonnelle; cela était même ſtrictement juſte, car la nation Hollandaiſe ne déſirait pas la guerre, elle la craignait même, comme très-contraire à ſes intérêts, C'eſt donc une pièce de circonſtance, qui, d'ailleurs, le mettait à l'abri d'être cenſuré & pourſuivi par la Convention nationale, dont il avait tout à craindre juſqu'à ce qu'il fût parvenu à pénétrer en Hollande,

Non-ſeulement tous ces préparatifs furent faits, mais l'armée fut prête en dix jours, & les premières colonnes

entrèrent le 17 sur le territoire Hollandais ce qui était le plus important, c'était de cacher à tout le monde la faiblesse de ce corps de troupes ; le général s'y appliqua & réussit si bien, que les troupes elle mêmes ne se croyaient pas moins fortes que de trente mille hommes. Quant aux Hollandais, ils ont cru avoir à faire à une armée très-considérable, & ceux des habitans d'Anvers qui l'eur donnaient des nouvelles, les confirmaient dans cette fausse opinion, en exagérant le nombre de ces troupes, qui passaient au travers de la ville.

## CHAPITRE III.

*Rassemblement de l'armée. Sa Force. Premiers mouvemens. Rencontre de l'ambassadeur de Suède. Prise de Bréda, Klundert, Gertruydenberg. Siège de Williemstadt. Blocus de Bergen-op-Zoom, Steenberg. Sommation d'Heusden. Le général au Mœrdyck. Préparatifs pour le passage par le Mœrdick & Roovært. Second projet par Gertruydenberg. Le général reçoit ordre de partir, quite son armée. Instruction qu'il laisse au général de Flers.*

L'ARMÉE fut rassemblée le 17 en-avant d'Anvers sur le territoire Hollandais, depuis Bergen-op-Zoom jusqu'à une lieue de Bréda, dans les cantonnemens serrés, où elle eut ordre de se maintenir ; elle attendit là son artillerie, & le général qui avait beaucoup de chose à régler, tant pour son expédition, que pour ce qui regardait la grande armée de la Meuse & les affaires dés Pays-Bas, fut obligé de rester à Anvers jusqu'au 22, & n'en put partir que ce jour-là avec l'artillerie & les dernières colonnes.

Cette armée était composée de vingt-un bataillons, dont deux seulement de troupes de ligne, le quatre-vingt-dixième régiment, ci-devant Conti, qui n'avait pas fait la guerre, & la gend'armerie nationale. Ces vingt-un bataillons au complet auraient fait de douze

à quatorze mille hommes ; mais il n'y en avait pas dix mille sous les armes. Trois bataillons de volontaires avaient fait la campagne précédente en Flandre ; tous les autres étaient de nouvelles levées, la plupart des enfans de treize à seize ans. Il n'y avait que huit bataillons qui eussent du canon. La cavalerie consistait en cent hommes excellens du vingtième régiment de cavalerie, cinquante dragons du sixième régiment, le huitième régiment de hussards, formant à-peu près trois cents hommes, mal armés, mal montés & de nouvelle levée, cent hussards Belges assez bons, quatre-vingt dragons Bataves, & trois cents hommes à cheval de la légion du Nord, commandée par le colonnel Westermann, de nouvelle levée & très-indiciplinée ; cela formait environ mille chevaux. Les troupes légéres consistaient en trois bataillons Bataves, qui ont fort bien servi, faisant à peu près mille ccinq cents hommes, environ mille Belges levés à Brugues & à Gand, dont deux cents dragons à pieds, & l'infanterie de la légion du Nord, d'a-peu-près mille deux cents hommes très-paillards & médiocres soldats. Enfin, cette armée qui, au complet, aurait pu monter à dix-huit mille hommes, formait en totalité un corps de treize mille sept cens combattans. Son artillerie consistait en quatre pièces de douze, huit de huit, quatre mortiers de dix pouces, vingt petits mortiers pour des grenades, & quatre obusiers.

Le général divisa cette petite armée en quatre parties. Une avant-garde, composée de deux bataillons de gardes nationales, deux bataillons Bataves, le corps des Belges, une partie de la légion du Nord, les cinquante dragons du sixième régiment, & les quatre-vingts dragons Bataves, enfin la cavalerie de la légion du Nord ; elle était commandée par le général Berneron. La division de droite commandée par le général d'Arçon, ayant sous lui le colonnel Westermann, était composée de neuf bataillons de garde nationales & de deux bataillons de gendarmerie, qui ne comptaient que pour un, avec la moitié des hussards de la république. La division de gauche, commandée par le colonel le Clerc, chef du régiment de Bouillon, que le général avait

fait venir de la grande armée, était pareillement composée de neuf bataillons, dont un des troupes réglées & de 150 hussards de la république ; il est à noter que ce régiment de hussards, faute de chevaux & d'armes, était resté en arrière, qu'il n'a rejoint qu'à Bréda en très-mauvais ordre, & que le général a été obligé de casser le colonel nommé Dumont, qui était un tailleur de Lille, imbécile, ivrogne & fripon, mais grand jacobin : il donna ce régiment au lieutenant-colonel Morgan, un de ses aides-de-camp. L'arrière garde, commandée par le colonnel Tilly, un des aides-de-camp du général, était composée d'un bataillon de gardes nationales, d'un bataillon Batave, de deux cents Belges, de cent hommes du vingtième régiment de cavalerie & des cent hussards Belges. Le général attacha à chacun de ces quatre corps une petite division d'artillerie.

C'est avec cette armée que le général entreprit la conquête de la Hollande, parce qu'il savait qu'il y avait un parti puissant qui l'attendait avec impatience, & qui devait se déclarer à mesure qu'il entrerait dans le pays. Il n'eut ni le temps par la rapidité de ses mouvemens, ni les moyen, faute d'officiers à la tête des corps, d'organiser cette armée, & de lui donner de la discipline & de l'ensemble. Mais elle était pleine d'ardeur & de confiance ; l'expédition à laquelle il la menait était un coup de main très-convenable au génie de la nation. Le général prévint ses troupes de la rigueur du climat, de la quantité de places fortes à prendre, entourées d'innondations, de canaux, de bras de mer à traverser ; mais en leur peignant tous ces obstacles, il leur annonçait qu'une fois arrivés en Hollande, ils trouveraient en abondance des amis, des vivres, des armes, des habits & de l'argent.

Le soldat français est très-spirituel, il faut raisonner avec lui ; & dès que son général a le bon esprit de le prévenir sur les obstacles qu'il rencontrera, il ne pense plus qu'à les vaincre, & il s'en fait un jeu. Si au contraire on lui cache ses dangers, il s'étonne en les appercevant, & une fois que le découragement le presse, ou plutôt le dégoût de ce qu'on veut lui faire faire, la

méfience s'en mêle, il devient presqu'impossible de la rallier, & d'en tirer aucun parti.

Le général avait fait partir le 16 le général Berneron avec l'avant-garde ; il lui avait annoncé qu'il serait soutenu par échelons par le corps d'armée. L'instruction qu'il lui avait donnée par écrit lui prescrivait, 1°. d'envoyer sur-le-champ un corps détaché de huit cents hommes d'infanterie & cent de cavalerie, commandé par le lieutenant-colonel Dændels, Hollandais, au Moerdyck, pour y arrêter tous les bateaux, ainsi qu'à Swaluwe & à Roowært, & les garder ; 2°. d'établir son avant-garde sur la petite rivière de Merck, depuis Oudenbosch, & Sevenbergen jusqu'à Bréda ; 3°. d'établir un pont sur la Merck, pour se donner une communication assurée avec le lieutenant-colonel Dændels, & pouvoir le soutenir contre les sorties des garnisons voisines.

Il y avait dans Bergen-op-Zoom, Gertruidenberg & Bréda trois régimens de dragons, qui étaient plus forts que toute la cavalerie du général, & assez d'infanterie pour les soutenir. Il est certain que s'ils se fussent réunis, & qu'ils eussent été joints par la cavalerie de Bois-le-Duc & Heusden, ils auraient suffi pour replier l'avant-garde & faire échouer l'expédition ; mais le général Dumouriez savait qu'il n'y avait pas un seul général Hollandais, chargé de la défense du pays, qui pût rassembler cette cavalerie, & il était sûr, que n'y ayant pas un plan de défense générale, chaque commandant de place, ne pensant qu'à lui, ne voudrait compromettre extérieurement aucune partie de sa garnison contre une armée que chacun d'eux croyait très-forte, & qui paraissait, par l'étendue de son cantonnement, menacer plusieurs villes à la fois. Chaque commandant ne s'étant pas attendu à une attaque aussi prompte, & dans cette saison, était assez embarrassé à travailler à mettre sa place en état de défense.

Le général, en arrivant le 22 à son premier cantonnement, fut étonné & affligé de voir que ses ordres n'avaient point été exécutés, qu'aucune partie de l'avant-garde n'avait encore passé la Merck, ce qui avait donné le temps aux Hollandais de retirer tous les ba-

teaux du Moerdyck vers l'autre bord, du côté de Dort, ſous la protection de trois bâtimens gardes-côtes, qu'ils faiſaient ſtationner dans ce paſſage. Cette première faute lui rendait le paſſage plus difficile, & preſqu'impoſſible, s'il ne trouvait pas d'autres bateaux pour remplacer ceux ſur leſquels il avait compté.

Il pouſſa ſur le champ en avant Berneron & Dændels. Il ordonna au général d'Arçon, avec la diviſion de droite, de bloquer Bréda, & au colonel le Clerc, avec la diviſion de gauche, de bloquer, par un cantonnement ſerré, Bergen-op Zoom & Steenberg. Les commandans de ces deux dernières places abandonnèrent tous les dehors. Le colonel le Clerc s'empara du petit fort de Blaw-Sloys, en avant de Steenberg, & fit ſommer le commandant. Celui de Bergen-op-Zoom haſarda deux ou trois petites ſorties, qui ne produiſirent que quelques déſerteurs, qui vinrent s'engager dans les Bataves.

Le général, avec ſon arrière-garde, s'avança entre les deux diviſions de ſon armée à Sevenbergen, & il porta devant lui l'avant-garde dans la partie du Princeland, où ſont les deux places de Klundert & Williemſtadt, qu'il lui ordonna d'aſſiéger, & il ordonna que le lieutenant-colonel Dændels ſe portât au Nordschantz, pour couper la communication entre Williemſtadt & Klundert. Cet officier y trouva trois petits bâtimens pontés qu'il garda, pour exécuter, quand il en ſerait tems, la partie de l'entrepriſe dont il était perſonnellement chargé. Le général avait nommé colonels meſſieurs Roch & Nyſſ; le premier, plein d'audace & d'éloquence, devait accompagner Dændels; le ſecond, plein de ſageſſe & de courage, devait reſter auprès de lui.

Il ne ſe diſſimulait pas la difficulté du paſſage du Moerdyck; & voici, dans le premier projet, comment il comptait l'exécuteur. D'après l'inſtruction donné au général Berneron, Koch & Dændels devaient, dès le 17, ſe trouver au Moerdick avec neuf cens hommes, ſoutenus par toute l'avant-garde, placée ſur la Merck. Ils devaient y ramaſſer tous les bateaux qu'ils auraient trouvé ſur la côte. Dès le 21 ou les 22 au plus tard, ils devaient, en s'entaſſant dans ces bateaux pour un paſ-

ſage d'à peu-près deux lieues, aborder à l'iſle de Dort, entrer dans la ville, ſur laquelle ils comptaient, déſarmer, ou joindre à eux à peu près deux cens cinquante hommes qui étaient en garniſon, avec l'aide des habitans, qu'ils eſpéraient faire déclarer, & amener de Dort au Moerdick plus de cent bâtimens pontés qui s'y trouvaient tous gréés, en mettant du canon ſur trois ou quatre des plus forts, qui feraient l'avant-garde, pour chaſſer les trois petits bâtimens gardes-côtes, qu'ils prétendaient même tenter d'enlever à l'abordage, ces bâtimens étant très-mal armés & très-faibles d'équipage. L'armée alors devait arriver à Sevenbergen, Oudenboſch, Moerdyck & Swaluwe, & devait paſſer en une ou deux diviſions, protégée par ſon arrière-garde, qui aurait coupé le pont de la Merck, pour en défendre le paſſage contre les garniſons qui auraient pu ſortir pour l'inquiéter. Une fois trois ou quatre mille hommes paſſés, le pont était fait; une fois l'armée à Dort, il n'y avait plus d'obſtacle à craindre.

Le jour que le général quitta Anvers, il eut à ſouper, dans un village, le baron de Staël, ci-devant ambaſſadeur de Suède en France, qui allait à Paris, & qui lui apprit que toute la partie de l'Allemagne & de la Hollande qu'il venait de traverſer, lui ſouhaitait les plus grands ſuccès, & qu'on l'attendait à Utrecht, où ſon logement était préparé. Il lui confirma ce que le général ſavait déjà, que la plus grande conſternation regnait dans le parti ſtathoudérien. Sans vouloir pénétrer le ſecret de ſon voyage, le général lui conſeilla d'attendre le ſuccès de ſon expédition, avant de s'ouvrir avec le miniſtre de France, pour ne pas compromettre ſa cour, & ſe faire déſavouer, & dans tous les cas, de ne dire à Paris que ce qu'il voudrait bien qu'il fût imprimé & ſu de tout le monde. Ce miniſtre l'aſſura qu'il n'allait que pour ſes affaires particulières. Le général, avant ſon départ d'Anvers, avait donné le même conſeil à un perſonnage très-important de la Pologne, qui était pareillement venu le voir. Sa maxime était de compromettre le moins qu'il pouvait les nations étrangères avec un miniſtère eſclave d'une aſſemblée de ſept

cents

cents factieux, qui n'avaient ni expérience, ni justice, ni discrétion.

Le premier plan du général avait été totalement dérangé par la négligence que les commandans de l'avant-garde avaient apportée dans l'exécution de sa première instruction. Il ne perdit cependant pas l'espoir de réussir, mais il fit de nouvelles dispositions. Il avait trouvé dans les canaux, entre Oudenbosch & Sevenbergen, vingt-trois bateaux pontés, depuis vingt jusqu'à soixante-dix tonneaux. Il chargea un commissaire des guerres, nommé Boursier, homme zélé & intelligent, de les faire arrranger pour porter mille deux cents hommes. Quatre devaient faire porter du canon & faire l'avant-garde de cette flotille. Il ordonna la levée de tous les charpentiers & de tous les matelots des pétits ports des environs ; il assigna à ces hommes une forte paie sur les fonds que le comité Hollandais prélevait sur les biens appartenans en propre au prince d'Orange & à ses partisans connus.

Depuis son entrée en Hollande, l'armée ne coûtait plus que sa solde. Le pays fournissait gratuitement les vivres & les fourrages, les habitans offraient & donnaient de l'argent pour favoriser le succès de l'expédition. Jamais armée n'a été reçue avec plus de cordialité, & jamais soldats n'ont moins mérité une réception aussi amicale, car les gendarmes & les troupes légères se permettaient tous les crimes. Il n'en était pas de même des troupes de ligne & des Gardes nationales, qui se sont toujours conduits avec honneur & humanité.

Comme la préparation de la flotille demandait du tems, le général fit encore un autre changement dans sa première disposition. D'apres son premier projet, il ne devait que masquer les places fortes, & se glisser, pour ainsi dire, entr'elles, pour aller s'embarquer sur-le-champ au Moerdyck. Alors il avait le tems d'insulter ces places, & il comptait assez sur la faiblesse & l'inexpérience des commandans & des garnisons, pour espérer d'en enlever au moins une, & qui devait donner un grand relief à ses armes, & lui procurer de l'artillerie & des munitions, dont il était assez mal pourvu.

Il ne voulait point faire de siège en règle ; 1°. parce qu'il aurait fallu, pour le pousser, rassembler en un seul point sa petite armée, dont l'ennemi aurait bientôt connu la faiblesse. 2°. Parce qu'il n'aurait plus été le maître de la campagne, & qu'il eut été alors très-facile aux garnisons des places qui auraient été libres, de revenir de leur étonnement, de se mettre en campagne, de lui couper sa communication avec Anvers, & d'aller chasser ses travailleurs & détruire sa petite marine, sa seule espérance. Ainsi, sans rien déranger à la première disposition des cantonnemens, en continuant de faire bloquer par le colonel le Clerc, Bergen-op-Zoom & Steenberg, il ordonna au général d'Arçon d'attaquer Bréda, & il fit en même temps attaquer Klundert par son avant-garde.

Bréda est une place rénommée par sa force ; elle était garnie de deux cents pièces de canon, bien palissadée, & couverte par une inondation. Deux mille deux cents hommes d'infanterie & un régiment de dragons défendaient la place ; mais le gouverneur, le comte de Byland, était homme de cour, & n'avait pas fait la guerre. Les troupes prenaient leur pain chez le boulanger, leur viande chez le boucher, & n'avaient point de magasins. Les place hollandaises, pour la plupart, sont couvertes d'inondations, & hérissées d'ouvrages extérieurs, mais beaucoup manquent de casemates. Les habitans, quoique sujets particuliers du prince, étaient fort attachés à la faction contraire. Le général d'Arçon, sans ouvrir de tranchée, dressa deux batteries de 4 mortiers & 4 obusiers, très-près de la place, du côté du village de Hage. Les ennemis répondirent par un feu très-vif pendant trois jours. Le quatrième, il ne restait plus que soixante bombes au général d'Arçon ; il allait être forcé de lever le siège, après les avoir tirées, lorsque le colonel Philippe de Vaux, aide-de-camp du général Dumouriez, qui entrait pour la seconde fois dans la place, pour réitérer la sommation, ayant annoncé au comte de Byland, que le général Dumouriez allait arriver avec toute son armée, & qu'alors il n'y aurait aucun quartier à espérer, détermina le gouverneur, de l'aveu de tous les officiers

de sa garnison, à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre, & tout ce qu'il voulut. Les Français entrèrent dans la place, qui n'était point du tout endommagée, n'y ayant eu que quelques maisons offensées par nos bombes. On y prit deux cents cinquante bouches à feu, près de trois cents miliers de poudre, & cinq mille fusils de munition, dont nous avions grand besoin. Ce siége n'avait pas coûté vingt hommes des deux côtés. Les Français poussaient la témérité jusqu'à aller danser la *carmagnole* sur les glacis, du côté qui n'était pas inondé. Trente dragons de Byland firent une sortie sur les danseurs, en sabrèrent quelques-uns, & rentrèrent dans la place avec six prisonniers, ayant perdu quelques hommes & quelques chevaux. L'armée assiégeante était de cinq mille hommes, dont encore à-peu-près douze cents détachés, s'emparèrent de plusieurr forts, postés sur les écluses du côté d'Heusden.

Klunder fut pris deux jours après. C'est un petit fort très-régulier, au milieu d'un terrain inondé. Il fut défendu très-vigoureusement, mais sans beaucoup d'intelligence par un brave lieutenant-colonel Westphalien, qui n'avait que cent cinquante hommes de garnison. Berneron avait établi une batterie de quatre canons, & quantité de petits mortiers derrière la digue même d'innondation, à cent cinquante toises de la place, de sorte que toutes les maisons de Klundert étaient percées à jour. Le commandant n'ayant plus aucun abri, après avoir répondu pendant plusisturs jours à ce feu par un feu aussi violent, mais sans effet, prit le parti d'enclouer ses canons, & de tâcher de se sauver dans Williemstadt avec sa garnison. Il fut coupé en chemin par un détachement Batave, commandé par le lieutenant-colonel Hartmann, à qui il brûla la cervelle; mais il eut aussi tôt le même sort. On le rapporta mort à Klundert, & on trouva les clefs de la place dans sa poche, on fit la garnison prisonnière. On trouva dans la place cinquante-trois pièces de canon, quelques mortiers, beaucoup de bombes & de boulets, & à-peu-près quatre-vingts miliers de poudre. Le général donna ordre à Berneron d'aller sur-le-champ assieger Williemstadt; on remit

dix pièces de l'artillerie de Klundert en état de servir, & c'est avec les munitions de cette petite place que le général Berneron a entrepris le nouveau siège.

Le général ordonna pareillement au général d'Arçon d'aller assièger Gertruydenberg. Cette place est petite & assez mauvaise du côté du Ramsdonek, n'ayant par-là qu'une simple anceinte derrière la rivière, & étant dominée. Mais sur la rive gauche de la donge, elle est couverte d'une bonne innondation & de deux rangs d'ouvrages extérieurs très-forts, & qu'on n'aurait pas pris en trois semaines, s'ils avaient été défendus avec vigueur & intelligence. La garnison était composée du régiment de Hirtzel, de huit à neuf cens hommes, & du superbe régiment de dragons, gardes du stathouder. Le gouverneur était un vieux général-major octogénaire, nommé Bedault. Le général d'Arçon amena devant cette place quelques pièces de canon & quelques mortiers de Bréda. Tous les ouvrages extérieurs furent emportés ou abandonnés dès le premier jour. D'Arçon en mit deux ou trois pour monter des batteries; dès quelles furent prêtes, après quelques coups de canon échangés, le colonel de Vaux entra dans la place la capitulation fut bientôt arrangée, les honneurs de la guerre accordés, le général Dumouriez arriva sur ces entrefaites, alla dîner avec le vieux général Bedault, qui lui avoua qu'il s'était rendu, parce qu'il avait en vain attendu qu'on lui envoyât de Dort ou de Gorcum, des bâtimens pour évacuer la place par eau. Il était tombé quelques bombes dans la ville, dont une dans sa maison.

Pendant le dîner on vint avertir le gouverneur que la capitulation était violée par l'insolence d'un lieutenant-colonel des gardes nationales, ivre, qui voulait entrer dans la ville malgré les gardes, & qui avait voulu tirer un coup de pistolet au lieutenant-colonel du régiment d'Hirtzel. Le général Dumouriez se fit amener cet ivrogne lui arracha son épaulette & le fit soldat, au grand étonnement de tous les officiers de la garnison qui intercédaient pour qu'il lui fit grace.

Le général causa beaucoup avec cette garnison, qui était très-belle, & il se souviendra toujours de ce que

le lieutenant-colonel du régiment d'Hirtzel, ſe promenant avec lui ſur la place, lui dit : *Hodie mihi, cras tibi.* Le bon Suiſſe était prophête. Cette nouvelle conquête nous donna encore plus de cent cinquante bouches à feu, deux cents milliers de poudre, beaucoup de bombes & de boulets, deux mille cinq cents fuſils neufs, & ce qui était bien plus eſſentiel, un bon port, & plus de trente bâtimens de tranſport de toutes grandeurs ; on en avait encore pris cinq à Bréda.

Nous n'étions encore que dans les premiers jours de Mars. Pendant ces ſièges le général ſe tenait au Moerdyck, pour être au centre de ſes opérations : de-là il veillait ſur le ſiège qui ſe faiſaient à ſa droite & à ſa gauche, & ſur ſa marine. Le commiſſaire Bourſier, avec des peines incoyables, avait trouvé moyen d'armer vingt-trois bâtimens, qui avaient des vivres à bord pour douze cents hommes. Il les avait fait deſcendre par le canal de Sevenberg à Roowært, qui eſt une petite anſe à un quart de lieue à l'oueſt du Moerdyck.

Le jour que le général avait établi ſon quartier dans ce village avec cent chaſſeurs Bataves & cinquante dragons, il avait été canonné toute la journée par les trois bâtimens gardes-côtes. Ayant placé des chaſſeurs le long de la digue, il avait tué à un de ces bâtimens un gabier, dans les hunes, & un patron de chaloupe, ce qui les avait forcé de s'éloigner. Peu de jours après il avait fait venir de Bréda douze pièces de vingt-quatre & des munitions, & il avait établi pluſieurs batteries, dont une à Roowært, pour protéger la ſortie de ſa flotille, les autres au Moerdyck, pour protéger l'embarquement. Il s'était aſſuré que ſon canon portait à plus de mi-canal ; effectivement les bâtimens armés ne s'approchaient plus de la côte occupée par les Français.

Il fit pratiquer des huttes, couvertes en paille, le long des Dunes, depuis Roowært juſqu'à Swaluwe ; le ſoldat y était gai, mais impatient de paſſer à l'autre bord. Le général leur diſait en plaiſantant qu'ils reſſemblaient à des caſtors, & ils appelaient ce cantonnement aquatique, le camp de caſtors. Les vivres ne manquaient pas, les eaux même n'étaient pas

mauvaiſes, & on leur diſtribuait de l'eau-de-vie tous les matins. A la vérité, le général leur donnait l'exemple de la conſtance, & n'était pas beaucoup mieux logé qu'eux.

C'eſt dans cette expédition qu'il s'eſt fait à lui-même un ſyſtême de guerre pour les pays inondé. On peut, au moyen des digues, cheminer dans toute la Hollande, au travers des inondations, conduire l'artillerie, établir les batteries très-près des places, ou des ouvrages qu'on veut attaquer, à moins que l'ennemi n'ait des bateaux armés, auquel cas il faut lui en oppoſer.

Il avait parmi ſes bataillons de volontaires des Gaſcons, des Bretons, des Normands, des Dunkerquois, qui avaient navigué; il ſe procura ainſi quatre à cinq cents matelots, en leur donnant vingt ſols par jour au delà de leur paie. La flotille de Roowært devait porter ſon avant-garde. Un marin Anglais & un lieutenant de marine Hollandaiſe, avec des pilotes-côtiers, devaient diriger ſes manœuvres. Cependant tous ces retards avaient donné le tems aux Hollandais d'augmenter conſidérablement leur marine dans le Bisbos, qui eſt la petite mer du Moerdyck; elle était déjà de douze bâtimens armés, dont un de vingt canons. Ces bâtimens étaient très-bien diſpoſés pour ſe correſpondre & ſe ſecourir. Mais le général, ſoit qu'il paſſât avec le flot, ou avec le juſant, ayant un vent fait, avait calculé qu'il n'aurait à combattre que la moitié au plus de cette flotille, celle qui ſerait au vent, & que celle ſous le vent ne pourrait rien faire.

Les Hollandais avaient auſſi établi quelques batteries au *Stry* & le long de l'iſle de Dort, où on diſait qu'on avait fait paſſer douze cents hommes des gardes Anglaiſes, qui débarquèrent dans cet intervalle à Helvoet-Sluys. Mais ce qui prouvait au général qu'on n'avait pas encore de certitude de ſon projet, c'eſt que tous les apprêts de la grande défenſe du prince d'Orange étaient à Goroum, où ſe réuniſſait l'armée pour s'oppoſer à ſa marche. Cette armée était encore peu conſidérable, & le renfort des Anglais & des émigrés ne l'augmentait pas de quatre mille hommes.

Cependant, pour continuer à dérouter l'ennemi ſur

ſon projet, il faiſoit continuer le blocus de Bergen-op-Zoom & de Steemberg. Le général de Flers était revenu de Paris & avait obtenu un renfort, qui était arrivé avec promptitude. Le général lui ordonna de venir occuper avec ſix mille hommes les cantonnemens du colonel le Clerc, à Roſendael & au tour de Bergen-op-Zoom, ce qui fut très-rapidement exécuté. Il rapprocha la diviſion de gauche à Oudenboſch & Sevenbergen. Il envoya par ſa droite la gendarmerie nationale avec quelque cavalerie, montrer une tête du côté d'Heuſden. Un lieutenant-colonel de cette gendarmerie ſomma cette place, en traitant aſſez ridiculement le gouverneur de *citoyen commandant*, au lieu de *Monſieur*.

Le ſiège de Williemſtadt continuait toujours, & allait fort mal. Le général Berneron avait commencé ſon at-attaque trop loin, conſumait beaucoup de munitions, & ne faiſait aucun progrès. Cette place n'eſt attaquable que par un front fort étroit; les Hallandais la rafraîchiſſaient par mer. Le général y envoya Dubois de Grancé, ingénieur d'un grand mérite, bien différent de ſon indigne frère, membre de la Convention nationale; il lui joignit un capitaine d'un même corps, nommé Mareſcot. Ces deux bons officiers voulurent rapprocher les batteries; ils en tracèrent une à deux cents toiſes de la place; & comme ils étaient occupés à la conſtruire; ils furent abandonnés par leurs ſoldats, & maſſacrés par les ennemis, qui firent une ſortie ſur les travailleurs. Cependant Berneront s'y entêta encore, & ne leva le ſiège qu'après le départ du général.

Dumouriez avait trouvé à Gertruydenberg une marine très-conſidérable; il voulait en tirer parti, & augmenter ſes moyens de paſſage. Il avait à Roowært aſſez de bâtimens pour ſon avant-garde : maître de Bréda, Klundert & Gertruydenberg, il n'avait plus à craindre d'être inquiété ſur ſes derrières, puiſqu'il laiſſait derrière lui le corps d'armée du général de Flers pour continuer le blocus de Steemberg & Bergen-op Zoop; il avait donc rapproché ſon arrière-garde,

& l'avait cantonnée à Swluwe, où il y avait quelques barques qui devaient ſervir à la paſſer. Il fit le projet de ſe ſervir des bâtimens de Gertruydenberg pour embarquer ſa diviſion de droite.

Le paſſage de Gertruydenberg à l'iſle de Dort eſt un peu plus long que celui du Moerdyck. A la droite, & même en avant de ce port, le *Cisbos* eſt rempli de bas-fonds & d'un Archipel, de petites iſles détachées du continent de Gorcum, dont la plupart ſont couvertes d'arbres & de taillis. On y aborde par des canaux ſerpentans dans ces iſles. La marine Hollandaiſe ne pouvait pas en approcher, n'y ayant pas aſſez d'eau. Ils avaient cependant placé dans différens points trois barques, armées chacune de quatre canons & de trente hommes d'équipage. En dehors de ces iſles, dont pluſieurs ſont couvertes d'eau à la haute mer, il y en avait une plus élevée, ſur laquelle était une petite ferme avec une canardière, appartenante à un habitant de Gertruydenberg. Cette petite iſle, que les gros bâtimens armés des Hollandais ne pouvaient approcher que de ſept à huit cents toiſes, n'était ſéparée de l'iſle de Dort que par un canal d'environ ſix cents toiſes. Sur le rivage oppoſé de l'iſle de Dort, était une batterie de ſix pièces de canons, dans un terrein bas & fangeux ; ſous cette batterie mouillait un bâtiment de quatorze canons.

Le général fit le projet de faire paſſer dans cette iſle ſix pièces de canon de 24 & deux bataillons ; d'y établir une batterie pour déloger la frégate, qui ne pouvait avoir que du petit calibre ; de faire ſuivre les bâtimens les plus légers de Gertruydenberg, remplis de troupes, & de paſſer par là avec ſa diviſion de droite. Comme on pouvait être forcé de combattre, pour arriver dans l'iſle, un des bateaux de quatre canons, ſtationés dans les canaux, on deſtina pluſieurs grandes chaloupes, remplies de ſoldats choiſis, pour l'abordage, & on fit placer deux canons ſur le pont de deux bâtimens qui devaient faire l'avant-garde de la flotille, & qui devaint être commandés, l'un par un officier de marine, Anglais, nommé Whire, & l'autre par le lieutenant-colonel la Rue, aide-de-camp du

du général, qui avait servi sur mer. Tout fut préparé avec tant de célérité, que le passage devait se tenter dans la nuit du 9 au 10. Mais la destinée avait arrangé loin de-là des événemens qui ont anéanti tous ces projets, & qui ont remplacé ces premiers succès par un enchaînement de malheurs, qui se sont suivis avec la même rapidité, & qui ont décidé le sort de la guerre.

Le général, au milieu de ses projets & de ses succès rapides, était livré aux plus vives inquiétudes depuis les premiers jours de Mars. Le général Miranda avait commencé le siège de Maestricht le 20 Février; mais quoiqu'il eût réussi à mettre le feu dans plusieurs quartiers de cette ville, elle se défendait par le secours des émigrés, qui s'y trouvaient rassemblés en grand nombre, conduits par M. d'Autichamp, excellent lieutenant-général de l'armée de Condé, auquel les Hollandais doivent, à ce qu'on dit, le salut de cette place.

Le général Champmorin s'était emparé, sans opposition, du fort de Stewenswert, sur la Meuse, & du fort Saint-Michel, qui forme sur la gauche de cette rivière la tête du pont de Venlo; le général n'avait pas pu occuper cette ville, ayant été prévenu par les Prussiens, qui s'y étaient établis.

Le général Valence, quoiqu'avec des talens n'avait pas encore acquis assez d'autorité sur les troupes pour suppléer entièrement à l'absence de Dumouriez. Il restait à Liège, & les quartiers d'hyver n'avaient été ni levés, ni rapprochés. Les généraux étaient en mauvaise intelligence.

Le général Stengel occupait les quertiers autour d'Aix-la-Chapelle. C'était un excellent officier de troupes légères, & très-en état de commander une avant-garde. Le général Dampierre commandait dans Aix-la-Chapelle, où il s'occupait de plaisirs & de rapines. C'était un fou sans talens, audacieux jusqu'à la témérité, & en même-tems timide par ignorance; d'ailleurs ennemi de tous ses supérieurs, & machinant avec les Jacobins de Paris pour les calomnier, dans l'espoir d'être fait général en chef.

Le prince de Cobourg, qui était arrivé à Cologne,

connaissant les désordres & la désunion des chefs, & la mauvaise disposition des troupes françaises, rassembla son armée & marcha sur Aldenhoven, par où il pénétra sans obstacle. Tous les quartiers se replièrent sur Liège dans la plus grande confusion, & sans combat. Le général le Veneur, qui commandait l'attaque de Maestricht du côté de Wick, eut le tems & le bonheur de retirer son canon & de repasser la Meuse. Les Impériaux entrèrent sans difficulté dans Maestricht. Miranda pouvait encore continuer à la bombarder par la rive gauche de la Meuse, réunir son armée dans une position respectable, entre Tongres & Maestricht, & arrêter-là le prince de Cobourg.

C'est ce que lui ordonna le général Dumouriez, sur la première nouvelle qu'il reçut de ce désastre. Ce fut aussi l'avis du général Valence, qui, peu de jours après sauva une colonne de vingt-sept bataillons, qui se retirait de Liège, en exécutant lui-même une charge vigoureuse de cavalerie, dans la plaine de Tongres. Le lieutenant-général la Noue avait montré la plus grande bravoure dans la retraite d'Aix-la-Chapelle.

Miranda perdit la tête. Il prit sur lui d'ordonner d'abandonner la Meuse. Les Impériaux suivirent leur victoire, passèrent la Meuse, entrèrent dans Liège, où ils prirent les magasins que les Fraçais commençaient à rassemble, sur-tout pour leur habillement. La consternation était si grande dans cette armée, qu'excepté la grosse artillerie qui fut emmenée à Louvain, &, de-là à Tournay, rien ne fut sauvé, pas même les bagages des troupes. Les deux généraux réunirent leurs forces dans le camp de Louvain.

Champmorin, qui ne pouvait plus se soutenir sur la rive gauche de la Meuse, évacua Stewenswer & le fort Saint Michel, où il aurait dû laisser des garnisons, & se retira sur Diest, ainsi que le général la Marliére qui était à Ruremonde. Cette retraite laissait les Prussiens maîtres de la Basse-Meuse. Ils pouvaient traverser la Campine, & venir tomber par Anvers, ou par Bois-le-Duc, sur les derrières de l'armée qui opérait en Hollande. Le prince Frédéric de Bruns,

wick perdit un tems précieux, dont le général Dumouriez profita ensuite pour mettre cette partie à couvert.

L'armée était entièrement découragée ; elles s'en prenait à ses officiers généraux, sur-tout à Miranda, qui courut même des risques. Cependant le général Valence, aidé du général Thowenot, parvint à remettre un peu d'ordre ; mais la désertion fut énorme. Plus de dix mille hommes se retirèrent jusqu'en France. L'armée demandait à grands cris le général Dumouriez. Les commissaires de la Convention lui envoyaient courrier sur courrier pour le faire revenir. Il mandoit toujours qu'on pouvait tenir dans la position de Louvain, où on avait rassemblé l'armée, & qu'il n'y avait encore rien de perdu, si on lui laissait le tems d'exécuter son expédition. Cela était vrai. Les généraux Valence & Thowenot en convenait eux-mêmes, Quant à Miranda, autant il avait montré de confiance jusques-là, autant il était abattu par les dernières circonstances, qui justifiaient les dépêches du général Valence, qui avait toujours prédit des événemens funestes, pendant que toutes les lettres de Miranda annonçaient toujours qu'il n'y avait rien à craindre du rassemblement des Impériaux. Il aurait eu raison, si les Français leur eussent opposé un rassemblement pareil, ce qu'ils pouvaient & devaient faire. Il est à présumer que le principe de Cobourg n'aurait pas tenté le sort d'une bataille, & les Français ne devaient pas craindre de la donner,

Les commissaires de la Convention s'en allèrent précipitamment à Paris, y firent un rapport si alarmant, peignirent si vivement la consternation des soldats, qu'il fut décidé que le général Dumouriez pouvait seul remédier à des dangers aussi éminens & sauver l'armée ; qu'on lui envoya l'ordre le plus absolu d'abandonner l'expédition de Hollande, & d'aller se mettre sur le champ à la tête de la grande armée. Il reçut cet ordre le 8 au soir, & il partit le 9 au matin, le désespoir dans l'ame.

Il laissait l'armée aux ordres du général de Flers, qu'il savait être incapable ; mais il n'avait pas un autre officier-général à mettre à sa place. Le général d'Arçon était perclus de rhumatismes, ne pouvait pas con-

tinuer la campagne, & refusait même le grade de lieutenant-général, que Dumouriez venait d'obtenir pour lui, en recompense de la prise de Bréda. Il se retira à Anvers. Le lieutenant-général Marassé, ancien militaire, plein d'expérience, d'honneur & de courage, commandant à Anvers, ne pouvait pas, vu son grand âge, être chargé d'un commandement actif. Le projet du général était, aussi-tôt à son arrivée à l'armée, d'y renvoyer le général Miranda.

Il laissait à cette armée son chef d'état-major, le colonel Thowenot, qui en était l'ame. Il lui laissa copie des instructions du général de Flers, à qui il recommanda de ne rien faire que de concert avec le colonel Thowenot. Il ordonna qu'on entreprit tout de suite le passage de Gertruydenberg; que si ce passage réussissait, le général de Flers se tint à Dort, & lui envoyât un courrier pour recevoir ses ordres subséquens.

Mais le départ de Dumouriez glaça tous les cœurs de cette armée; ceux qui avaient montré le plus d'audace & d'impatience, trouvaient alors l'entreprise impossible. Elle le devint effectivement quelques jours après; la marine hollandaise se renforça, les Prussiens s'avancèrent par Bois-le-Duc. Alors de Flers, d'après la partie de son instruction, en cas que le passage n'eût pas lieu, se jetta dans Bréda avec six bataillons & deux cents chevaux; le colonel Tilly dans Gertruydenberg avec trois bataillons & cinquante chevaux. Le reste de l'armée se retira à Anvers, grace au colonel de Vaux, & au colonel Thowenot, qui évacua avec la plus grande constance les batteries du Moerdyck, sans rien perdre, & qui sauva l'armée, qui était entièrement découragée & en désordre. Thowenot fit sauter les fortifications de Klundert, n'ayant pas le temps d'armer cette petite place.

Ainsi se termina l'entreprise de la Hollande, conçue & préparée en dix jours, & qui eut probablement réussi, sans la retraite d'Aix-la-Chapelle. Elle ne coûtait pas un sol à la France. Il lui restait deux bonnes places, qui devaient arrêter l'ennemi, & qui pouvaient servir de places d'armes, en cas qu'on reprit le projet de la Hollande. Il n'y avait de ce côté que des avan-

tages, & point de honte. Mais toutes les espérences de Dumouriez étaient perdues ; & il fallai, tant pour le dehors que pour le dedans de la France, qu'il fît de nouveaux plans.

---

## CHAPITRE IV.

*Le général arrive à Anvers. Fait partir les commissaires. Arrive à Bruxelles. Parle aux représentans du peuple. Ecrit à la Convention. Fait arrêter Chepy & Etienne. Diverses ordonnances. Arrive le 13 à Louvain. Les commissaires de la Convention viennent l'y trouver.*

Tous les momens du général, depuis son départ de Paris, avaient été employés à son expedition de la Hollande & aux dispositions militaires de la grande armée ; il gémissait autant que les Belges eux-mêmes de l'odieuse tyrannie qu'exerçait contr'eux la Convention nationale, & sur-tout par les commissaires du pouvoir exécutif. L'insolence de ces satellites de l'avarice & de l'oppression, égalait leur scélératesse ; elle était même ridicule. La plupart se faisait rendre les honneurs militaires, & ne marchaient qu'accompagnés des gardes & d'ordonnances. Ne se trouvant pas encore assez nombreux pour étendre leurs extorsions, ils se multiplièrent eux mêmes, en donnant à d'autres misérables des commissions.

En passant à Bruges, on avait donné un bal, où le général avait assisté : un petit monsieur, qui dansait, vint l'aborder, en lui annonçant qu'il était commissaire du pouvoir exécutif, & qu'il se rendait à Ostende & Nieuport, pour faire monter des batteries & mettre ces deux places en état de défense. Le général lui dit très-sévèrement de se renfermer dans ses fonctions civiles, de les exécuter très-modérément, & de ne pas du tout se mêler de la partie militaire.

Un autre, nommé, je crois, Lieutaud, qui résidait à Ruremonde, auprès du général Lamarlière, écrivait

une longue lettre à Dumeuriez, dans laquelle il le tutoyait, & lui ordonnait d'abandonner toute autre entreprise pour marcher au secours de Ruremonde. Le général avait envoyé cette lettre au ministre Lebrun, se contentant seulement d'ajouter de sa main par apostille : *cette lettre devrait être datée de Charenton.*

Un troisième, nommé Cochelet, qui résidait à Liège, ayant reçu la déclatation de guerre, décrétée le premier février, avait pris un détachement, s'était transporté sur le territoire hollandais devant Maëstricht, y avait proclamé la guerre, avait fait arrager les poteaux sur lesquels étaient les armes des États-Généraux, & avait pris possession de la Hollande au nom de la république française. Cette parade absurde avait donné le tems au gouverneur de Maëstricht de faire rentrer ses fourrages & sa cavalerie, cantonnée dans le territoire hors de la ville, que le général Miaczynsky allait enlever. Le général Miranda, que cette démarche contrariait, ayant voulu le trouver mauvais, parce qu'il n'était pas prêt à opérer, Cochelet lui avait écrit une lettre insolente, dans laquelle il lui ordonnait de *prendre* Maëstricht, avant la 20 février, sans quoi il le dénoncerait comme traître, & il avait envoyé copie de cette lettre à la Convention, qui avait applaudi à cette fermeté romaine. Cependant ce Cochelet s'était fait ensuite invoquer, parce qu'enivré de son pro-consulat, il avait méconnu l'autorité de députés de la Convention.

A son arrivée à Anvers, le 2 Février, le général avait trouvé la ville consternée de la résidence d'un de ces petits tyrans, dont il a oublié le nom, qu'il avait fait révoquer. Toutes les villes de la Belgique étaient gouvernées par un ou plusieurs de ces affreux pro-consuls. Ils commençaient par mettre sous le séquestre l'argenterie des églises & les revenus du clergé & des nobles, dont ils pillaient, ou vendaient à bas prix le mobilier ; ils supprimaient les impôts pour flatter la populace, cassaient les magistrats élus par le peuple, créaient des clubs, & exerçaient une autorité purement arbitraire, soutenus par la force militaire, qui leur obéissait aveuglément.

La Belgique entière trouvait cette tyannie anarchique insupportable. Dumouriez en avait porté les plaintes à la Convention, & ensuite aux commissaires Camus, Treilhard, Merlin & Goffuin qu'il avait rencontré à Gand ; ceux-ci ne pouvaient ou ne voulaient pas y rémédier. Il leur avait prédit que, dès que le prince de Cobourg se présenterait en force sur la frontière, il fallait s'attendre à un soulèvement général ; que nos faibles garnisons seraient égorgées, & nos crimes punis par les Belges ; qu'il trouvait ce genre de guerre beaucoup plus dangereux que celle qu'il aurait à soutenir contre les Impériaux.

La dêroute d'Aix-la-Chapelle, la retraite honteuse de nos troupes jusqu'à Louvain, leur désertion, leur désordre, leur consternation, précipitaient alors le danger du soulèvement prédit par le général.

Une circonstance aggravait encore ce danger. Les commissaires avaient projetté de faire exprimer à chaque province son vœu pour la réunion à la France. Ils assemblaient le peuple dans les églises, sans aucune forme régulière. Le commissaire Français, soutenu par le commandant militaire, par des soldats, par des clubistes Français & Belges, lisait l'acte d'accession, que souvent personne ne comprenait, non plus que sa harangue. Les assistans signaient cet acte, la plupart en tremblant ; on imprimait ces pièces, & on les envoyait à la Convention, qui sur-le-champ créait un département de plus.

Dans plusieurs provinces, ces opérations *fraternelles* s'étaient faites avec violence, notamment à Bruxelles & à Mons ; on avait tiré des coups de fusil, & donné des coups de sabre. Il paraissait des protestations imprimées, on voyait éclater des soulèvemens partiels à Wawres, à Hall, à Braines, à Soignies. Les plus dangereux était celui de Gramont. Dix mille paysans s'y étaient réunis ; ils avaient des canons. Ils avaient emprisonné les commissaires, & battu des détachemens de la garnison du Gand. Ces soulèvemens allaient incessamment augmenter & se multiplier. L'armée Française, suffisante à peine pour ré-

ſiſter à l'armée Impériale, ne pouvait pas ſe diviſer pour aller faire cette guerre partielle, auſſi cruelle qu'injuſte, ſur toute la ſurface de la Belgique. Quelques officiers Flamans pouvaient ſe détacher de l'armée impériale, pénétrer, à la faveur de la langue, au travers de l'armée françaiſe, avec quelques ſoldats choiſis, & donner une forme régulière à cette guerre inteſtine.

Le général qui déteſtait l'injuſtice de la Convention n'avait jamais voulu conſentir à devenir l'inſtrument de la tyrannie & le fléau des Belges. Un double intérêt dirigeait alors ſa conduite ; celui de délivrer ce malheureux pays, & celui de ſauver ſon armée. Il y réuſſit & il invoque à cet égard le témoignage de ce bon peuple, de qui il a reçu les marques les plus honorables d'eſtime & de reconnaiſſance, en traverſant les Pays-Bas depuis ſes diſgraces.

En arrivant à Anvers, le 11, il trouva la ville dans la plus grande conſternation. Un commiſſaire exécutif, nommé Chauſſart, qui s'était *modeſtement* appliqué le ſurnom de *Publicola*, venait de caſſer tous les magiſtrats & avait donné ſes ordres pour les faire arrêter ainſi que les notables, au nombre de ſoixante-ſept. Le général Maraſſé avait éludé juſqu'alors l'exécution de l'ordre qu'il avait reçu de *Publicola* ; mais l'évêque & tous les autres étaient en fuite ou cachés. Le général envoya ordre par écrit à Chauſſart & aux autres commiſſaires ſes collègues, de ſortir ſur-le-champ d'Anvers, & de ſe rendre à Bruxelles ; il leur annonçait qu'en cas de refus d'obéir, le général Maraſſé les y ferait conduire par force. Chauſſart vint avec beaucoup de dignité ou d'inſolence ſe plaindre de cet ordre, & dit qu'il lui ſemblait dicté par un viſir. Le général lui répondit gaiement : *Allez, monſieur Chauſſard, je ne ſuis pas plus viſir que vous n'êtes Publicola.* Il le fit partir ſur-le-champ. Il rétablit enſuite le bon ordre & les magiſtrats dans cette ville importante. Il fit défenſe au club de ſe mêler en aucune manière des affaires publiques, & il laiſſa l'ordre au général Maraſſé de faire murer la porte du club

club, & devait faire emprisonner ceux des clubistes qui contreviendraient à cette ordonnance, qui fut imprimée dans les deux langues, publiée & affichée.

Il partit ensuite pour Bruxelles. Depuis quelques jours, sur les plaintes en tout genre qu'il avait reçues de cette ville, il en avait ôté le commandement au général Moreton, qui y avait commis des excès de toute espèce, & il l'avait remplacé par le lieutenant-général Duval. Celui-ci était un excellent officier, que sa santé seule empêchait d'être à l'armée, où il avait servi l'année précédente avec beaucoup de gloire & d'utilité. Il était rempli de vertus civiles, citoyen éclairé & parfaitement choisi pour faire oublier le gouvernement tyrannique de Moreton, qui, après avoir refusé d'obéir, était enfin parti sur un ordre du ministre, pour aller commander à Douay, où il a fait encore bien du mal avant de mourir.

Duval rendit compte au général du désordre & de la consternation qui regnaient à l'armée rassemblée à Louvain, d'où il arrivait. On avait perdu presque toutes les tentes & les bagages dans la retraite; il n'y avait pas de quoi camper la moitié de l'armée, & cependant on ne pouvait y rétablir l'ordre & la confiance, ni la faire mouvoir, qu'en la faisant camper. On avait aussi perdu beaucoup de canons de bataillons.

Les officiers-généraux commandant l'artillerie, ne recevant point d'ordre dans la confusion de cette retraite, & n'en demandant pas, avaient tenu entr'eux un conseil de guerre, d'après la décision duquel ils emmenaient tout le parc d'artillerie en France. Les canons de 24, ceux de 16, les mortiers, les pontons étaient déjà sur la route de Tournay. Heureusement les pièces de 12 & de 8, & les obusiers étaient encore à Anderlecht; ainsi l'armée n'avait plus que quelques canons de bataillons, & il ne lui restait pas une pièce de bataille ou de position. Le général ordonna que les pièces de 24 & de 16 s'arrêteraient à Tournay, & que tout le parc qui était à Anderlecht irait rejoindre l'armée à Louvain.

Bruxelles était rempli d'officiers & soldats de toute arme, qui allaient en France. Le général les fit re-

tourner au camp, & il envoya ordre à Tournay, à Mons & dans toutes les places du département du Nord, de faire arrêter ceux qui voudraient paſſer, & les faire rétrograder pour rejoindre l'armée.

Le général Stengel s'était retiré à Namur avec un ou deux eſcadrons de huſſards ; le général lui envoya ordre de rejoindre l'armée. Le général Neuilly, qui avait tenu ſon quartier d'hyver dans le pays de Stavelo, avec la moitié de l'avant-garde de l'armée des Ardennes, s'était pareillement retiré à Namur ; le général lui ordonna de venir prendre la poſition de Judoigne, pour aſſurer la communication entre l'armée & le corps commandé par le lieutenant-général d'Harville, à qui il réitéra l'ordre de raſſembler ſes cantonnemens, ou au moins de les reſſerrer, s'il n'avait pas aſſez de tentes pour camper, afin d'empêcher que le prince de Holenlohe & le général Beaulieu ne puſſent forcer le paſſage de la Meuſe, ou tourner la droite de l'armée, pour venir tomber ſur Bruxelles & Mons. La garniſon de Bruxelles était très-faible, & le général fut encore obligé d'en prendre les meilleurs bataillons pour renforcer l'armée.

On avait fait partir de France un ſecours de dix mille hommes, levés à la hâte dans le département du Nord. On avait beaucoup vanté au général ce renfort. On appellait cette troupe les *centeniers* ; c'étaient des compagnies qui devaient être de cent hommes, mais qui étaient fort au-deſſous de ce nombre & très-inégales, compoſées de vieillards & d'enfans, armés de piques, de couteaux de chaſſe, de fuſils de chaſſe, de piſtolets, à qui on avait promis vingt ſols par jour ; ils devaient être chargés de garder les places de la Belgique ; mais non pas, diſaient-ils, de les défendre, ni de faire la guerre. Cette milice, qui était de l'imagination des commiſſaires Goſſuin & Merlin, ne pouvait qu'augmenter le déſordre, la conſternation & l'indiſcipline ; le général ſe hâta de la renvoyer en France.

Au milieu de ces détails militaires, ce qui occupait le plus Dumouriez, était de ramener l'eſprit des Belges, en faiſant ceſſer la tyrannie qui les accablait ; il ſavait

bien que tout ce qu'il ferait à cet égard exciterait contre lui les Jacobins & la Convention; mais les maux étaient ſi graves, les injures ſi cruelles, le danger de vengeance ſi preſſant, qu'il jugea qu'il n'y avait plus de ménagement à garder. Chepy, peu de jours avant ſon arrivée, avait preſſé le général Duval de faire couper des têtes; il menaçait de mettre Bruxelles à feu & à ſang, il avait fait arrêter pluſieurs perſonnes riches, & les avait envoyés dans les citadelles des départemens du Nord. Le général le fit arrêter & l'envoya à Paris, conduit par la maréchauſſée.

La légion des Sans-Culottes, crée par le général Moreton, compoſée de la plus vile canaille, faiſait trembler cette ville, où elle commettait continuellement des cruautés & des extorſions. Un Français, très-mauvais ſujet, la commandait avec le titre de général, il ſe nommait Eſtienne; le général le fit mettre au cachot, & fit publier & afficher une ordonnance, pour que cette troupe fut abolie, & que qui que ce ſoit n'oſât ſe préſenter ſous cette dénomination.

Il fit aſſembler les magiſtrats de la ville, il les pria devant tout le peuple, de ne pas attribuer à la Nation Françaiſe, les crimes de quelques particuliers; il promit la punition des coupables, il aſſura qu'il venait de donner des ordres pour rendre à leurs familles les citoyens paiſibles qu'on en avait arrachés, ſous prétexte de ſervir d'ôtages. Les repréſentans laiſsèrent couler des larmes de reconnaiſſance, & firent imprimer les détails de cette ſcène intéreſſante.

Il publia une ordonnance pour autoriſer les citoyens à porter leurs plaintes aux magiſtrats, & ceux-ci à les vérifier & leur donner une forme légale, contre ceux des commiſſaires ou autres français qui auraient abuſé de leur pouvoir. Il en donna une autre pour défendre aux clubs de s'immiſcer dans les affaires publiques. Par une autre, il demanda que les vaſes ſacrés fuſſent rendus à toutes les égliſes, & il autoriſa les magiſtrats & les commandans militaires à y tenir la main. Toutes ces ordonnances furent imprimées dans les deux langues & envoyées dans toute la Belgique. L'effet en fut très-

prompt. Les habitans de Grammont écrivirent au général qu'ils déposaient les armes. La paix fut rétablie entre les Français & les Belges ; cette nation estimable oublia tous les maux qu'on lui avait fait supporter, & ne vit plus dans nos soldats que des défenseurs & des frères. A la vérité les garnisons se conduisaient assez bien, sur-tout dans les grandes villes ; & sans l'odieux décret du 15 Décembre, & l'envoi des commissaires, les français auraient eté fort aimés dans les Pays-Bas.

Il écrivit le 12 Mars, une lettre à la Convention, qui parut si terriblement vraie, que le président & le comité auquel elle fut renvoyee, n'osèrent pas la faire lire à la tribune. Une copie de cette lettre se glissa dans le public ; elle fut imprimée à Anvers. Dans cette lettre, le géneral annonçait tout ce qu'il avait éte forcé de faire pour sauver la Belgique & l'armée, & il renvoyait pour les détails, au compte qu'en rendrait le ministre, à qui il envoya toutes les pièces, en lui prescrivant de les produire hardiment & sans ménagement à la Convention.

Il assembla le commissaire-ordonnateur Petit-Jean & tous les chefs de toutes les administrations ; il leur annonça qu'il allait faire un grand mouvement en avant, & il s'assura de toutes les parties de leur service, de manière à avoir d'abord des vivres pour quinze jours ; il fit sur-tout arranger son hôpital ambulant, annonçant que sous peu il donnerait une bataille.

Le trésorier de l'armée était parti & s'était déjà retiré à Lille avec deux millions de numéraire ; le général envoya ordre au commandant de Lille de le faire sur-le-champ repartir, avec son trésor bien escorté, pour rejoindre l'armée. Il harangua la garnison de Bruxelles avec tant de succès, que tous les corps demandèrent à le suivre ; enfin il partir le 12 au soir pour se rendre à Louvain.

Avant d'entrer dans les détails militaires, & pour ne pas les interrompre, il faut parler ici de la visite qu'il reçut à Louvain des commissaires de la Convention. Le premier mouvement de Camus, Treilhard,

Merlin & Goffuin, avait été de fe retirer à la frontière pendant que Lacroix & Danton étaient allés à Paris. Dès qu'ils furent l'arrivée du général, ils vinrent le joindre à Louvain, l'ayant manqué à Bruxelles.

Camus & Treilhard lui reprochèrent fes ordonnances, fur-tout celle qui forçait à rendre l'argenterie des églifes ; ils lui dirent qu'il aurait dû les attendre & ne pas agir avec cette précipitation, & ne pas fe mêler du civil. Le général leur répondit que le premier de tous les décrets était le falut public ; que la Convention pouvait de loin être trompée, comme elle l'était certainement, fur les affaires de la Belgique, par fes émiffaires ; que lui était fur les lieux, avait tout le poids de la guerre, de l'honneur de la nation & du falut de l'armée à foutenir, & qu'il en était refponfable, non-feulement à fes fupérieurs, mais à la poftérité : qu'il n'avait rien fait avec précipitation, mais après y avoir long-tems réfléchi ; que s'ils euffent été préfens, il ne les aurait pas confultés, mais qu'il aurait tâché de les engager à coopérer avec lui pour parvenir à mettre fin aux crimes & à la tyrannie, qui depuis trop long-tems, opprimaient les Belges & déshonoraient la France ; que s'ils avaient voulu s'y oppofer, il aurait rendu ces ordonnances malgré eux.

Il interpella nommément Camus, qui eft un dévot, & il lui dit qu'il était étonné qu'un homme qui affichait autant de religion, voulût foutenir le vol des vafes facrés & des objets du culte d'un peuple ami. *Allez*, lui dit-il; *voir à Ste. Gudule les hofties foulées aux pieds, difperfées fur le pavé de l'églife, les tabernacles, les confeffionaux brifés, les tableaux en lambeaux ; trouvez un moyen de juftifier ces profanations, & voyez s'il y a un autre moyen à prendre, que de reftituer l'argenterie, & de punir exemplairement les fatellites qui ont auffi criminellement exécuté vos ordres. Si la Convention applaudit à de tels crimes, fi elle ne s'en offenfe pas, fi elle ne les punit pas, tant pis pour elle & pour ma malheureufe patrie. Sachez que s'il fallait commettre un crime pour la fauver, je ne le commettrais pas. Mais dans ce cas-ci, les crimes atroces qu'on s'eft permis, tournent contre la France, & je la fers en cherchant à les effacer.*

Camus avoua que la grande difficulté était de restituer l'argenterie des églises, parce qu'on l'avait brisée pour l'entasser dans des coffres. *Eh bien*, dit le général, *puisqu'on a la matière, il n'y a rien de si aisé que de les faire refaire; il en coûtera la façon.* Camus & Treilhard soutinrent toujours que le général avait manqué de respect & d'obéissance envers la Convention. Merlin & Gossuin, plus honnêtes & de meilleure foi, convinrent qu'il avait raison, & il s'éleva entr'eux une dispute violente.

Camus dit qu'il ne pouvait pas se dispenser de rendre compte, & de porter ses plaintes contre le général, qui l'y exhorta, en lui disant que lui-même avait rendu compte, & lui montrant sa lettre du 12, qui fut un nouveau motif de contestation.

C'est dans cette conférence que Camus le plus irascible des hommes, dit, moitié riant, moitié furieux: *Général, on vous accuse d'être César, si j'en étais sûr, je deviendrais Brutus, & vous poignarderais. Mon cher Camus*, lui répondit-il, *je ne suis point César, vous n'êtes point Brutus, & la menace de mourir de votre main, est pour moi un brevet d'immortalité.* Les commissaires, après trois ou quatre heures de conférence, partirent la même nuit pour Bruxulles; Camus fut fidèle à sa promesse, il rendit compte axec tout le fiel d'un homme faux & méchant, & dès-lors il devint l'ennemi juré du général, qui ne s'occupa plus que des moyens de se tirer du mauvais pas où l'avaient engagé les fautes de ses lieutenans & le désordre d'une armée désorganisée, qui n'avait plus le même esprit que la campagne précédente.

## CHAPITRE V.

*Etat de l'armé. Sa pofition. Ordres du général aux différentes divifions. Il prend le parti de donner bataille.*

L'ARMÉE parut reprendre tout fon courage à la vue de fon général. La joie, la confiance brillaient dans les yeux des foldats, qui le careffaient, l'appelaient leur père, & montrant beaucoup de honte & de répentir, demandaient à grands cris qu'il les menat à l'ennemi. Il leur reprocha leurs défordres, & fur-tout leur manque de confiance dans des généraux, qui les avaient jufqu'alors guidés dans le chemin de la victoire, qui étaient fes compagnons & fes élèves. Il leur dit que leur impatiance, leur indicipline, la précipitation & le défordre de leur retraite, lui avait arraché des mains la conquête de la Hollande, de laquellle dépendait peut-être le fort de la campagne. ils lui parurent très-honteux, très-difpofés à réparer leurs torts, à condition qu'il ne les abandonnerait plus, & qu'il les menerait au plutôt reconquerir le pays perdu. Cette difpofition aida le généal à réorganifer très-vîte cette armée avec le fecours du général Thowenot, chef de fon état-major, qui, avec tous les autres talens pour la guerre, a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée, & la partie des campemens & des reconnaiffances. Le généal rend, avec un grand plaifir cette juftice à cet excellent officicier, fon ami, qui peut devenir un des meilleurs généraux de la France, s'il rentre un jour au fervice de fa patrie, & fi les préjugés de toute efpèce ne l'empêchent pas d'arriver au commandement.

L'armée, indépendamment des garnifons de la Belgique, indépendamment du corps d'armée employée à l'expédition de la Hollande, d'environ vingt mille hommes, dont deux mille de cavalerie, depuis la jonction du général de Flers; indépendammet d'une divifion de cinq mille hom-

mes, dont huit cents de cavalerie aux ordres du général la Marlière, & de la division de Namur, aux ordres du lieutenant-général d'Harville, de mille deux cents hommes d'infanterie & mille cinq cents de cavalerie, était encore forte de trente huit à quarante mille hommes d'infanterie & de quatre mille cinq cents chevaux, que le chef de l'état major organisa de la manière suivante.

L'infanterie composée de soixante deux bataillons, fut partagée en quatre corps. La droite de dix-huit bataillonss aux ordres du général Valence ; le centre de même force, aux ordres du duc de Chartres, qu'on nommait alor, *Égalité* ; la gauche aux ordres du général Miranda. Chacune de ses divisions égales formait sept mille hommes d'infanterie. La réserve de huit bataillons de grenadiers, commandée par le général Chancel, recevait les ordres du duc de Chartres. Miranda donnait les siens au général Miaczinsky, commandant les flanqueurs de gauche, qui formaient un corps de deux mille hommes d'infanterie & mille de cavalerie, & au général Champmorin, qui commandait une division d'environ six mille hommes, dont mille de cavalerie. Le général Valence avait sous ses ordres le corps des flanqueurs de droite, du général Dampierre, égal à celui du général Miaczinsky, & la division du général Neuilly de quatre mille hommes, dont mille de cavalerie. L'avant garde était composée de six mille hommes dont mille cinq cents de cavalerie, aux ordres du général la Marche. Celui-ci était un vieillard usé, qui avait été un excellent colonel de hussards. Il était plein de feu, mais facile à décourager. Il avait avec lui deux excellens officiers, quoique fort jeunes, qui le conduisaient bien, quand il se laissait guider ; le colonel Montjoie, adjudant-général, & le lieutenant-colonel Barrois, commandant de l'artillerie à cheval. Mais sa mauvaise santé & encore plus sa mauvaise tête le rendaient très-dongereux.

La rapidité avec laquelle, dans cette guerre, on arrivait aux grades supérieurs, déplaçait tout le monde. Les corps perdaient des bons chefs, & l'armée acquérait des généraux inexpérimentés, & cependant il n'y en avait pas assez. L'armée n'avait alors que cinq lieutenans-généraux & douze maréchaux-de-camp, dont six étaient détachés

détachés ; il n'en reftait que fix pour commander la ligne. Il n'y avait de tente que pour camper à-peu-près la moitié de l'armée, le refte cantonnait, ce qui augmantait l'indifcipline & la maraude.

En arrivant à Louvain le 13 au matin, le général trouva que les trois divifions de fon infanterie étaient campées ou cantonnées fur la hauteur en arrière de Louvain, ayant devant elle le canal de Malines. La réferve, avec un petit corps de cavalerie, était à deux grandes lieues en avant de Banterfem, & l'avant-garde était encore a plus de deux lieues en avant à Cumptich, ayant un petit pofte de quatre cents hommes dans Tirlemont. L'ennemi s'avançait & occupait tous les villages entre Tirlemont & Tongres. Son projet était de tourner notre droite le 16, & s'il l'avait exécuté le 13 ou le 14, l'avant-garde fe ferait culbutée fur la réferve, celle-ci fur le corps d'armée, & c'en était fait de l'armée entière, qui n'avait ni champ de bataille reconnu, ni ordre de raffemblement.

Le général fe porta le 14 à fon avant garde, & fit fur-le-champ une difpofition plus folide. Il plaça le général Dampierre avec fes flanqueurs à Hougaerde, à la droite de Cumptich, & il ordonna au général Neuilly de venir de Judoigne à Lumen, pour appuyer encore cette droite & déborder l'ennemi. Il ordonna au général Miaczinsky de prendre à gauche une pofition entre Dietz & Tirlemont du côté de Halen, en mettant la Gette devant lui. Il ordonna au général Champmorin d'occuper Dieft avec fa divifion. Ce général lui avait mandé que Dieft était une petite ville fermée, dont on pouvait faire un bon pofte ; il lui ordonna d'y travailler, & d'y laiffer deux bataillons & cinquante chevaux, lorfqu'il recevrait ordre de marcher en avant.

Il ordonna au général la Marlière de laiffer à Aerfchett un petit pofte de communication avec Dieft, & de fe porter à Lier pour éclairer la Campine, arrêter la colonne pruffienne qui pourrait fe porter dans cette partie & couvrir la retraite de l'armée d'expédition de Hollande qu'il jugea avoir renoncé au projet du paffage du Mœrdick comme cela n'était que trop vrai. il envoya ordre au

général de Flers de se presser d'entrer dans Bréda, d'envoyer le colonel Tilly dans Gertruidenberg avec les garnisons indiquées, & de renvoyer l'armée dans les lignes d'Anvers, aux ordres du général Marrassé, à qui il comptait envoyer bientôt un successeur en état de faire la campagne, & il fit placer à Turnhout le corps de la gendarmerie, avec la légion du Nord, aux ordres du général Westermann, pour protéger cette retraite, eloigner l'ennemi, & communiquer avec le général la Marlière, & par lui avec la grande armée.

Le 15 Mars au matin, l'avant-garde ennemie attaqua Tirlemont, d'où les quatre cents hommes se retirerent sans combat, mais avec perte, s'étant laissés surprendre. Le général Dampierre, accoutumé aux retraites prit sur lui dès le premier coup de fusil qu'il entendit de loin, d'abandonner son poste de Hougærde, où il gardait un des passages de la Gette de se retirer sur Louvain, & de mander au général Neuilly de se retirer de son côté sur Judoigne. Le général n'a pas eu le temps d'approfondir si ce fut peur ou trahison, qui fit faire ce faux mouvement à sa droite. Si l'ennemi l'avait connu, l'armée français pouvait être culbutée. Le général ne s'occupa qu'à réparer cette faute, qui était d'autant plus grave, qu'elle accoutumait le soldat aux terreurs paniques & aux retraites précipitées ; il fit replacer dans la nuit même ces deux divisions dans leurs postes. Ce qu'il y eut de singulier, c'est que le général Miaczinsky en fit autant à la gauche, & se retira dans le bois près de Louvain où on le perdit pendant deux jours ; mais il fut remplacé par la division du général Champmorin, à qui le général envoya, le 15, ordre de venir avec vivacité occuper les hauteurs d'Oplinter, à la gauche de Tirlemont, ou Champmorin arriva le 16 au soir. Heureusement que les ennemis, qui avaient fixé leur marche en avant pour le 16 ne s'apperçurent pas de ces mouvemens retrogrades du 15, & ne furent pas à portée d'en profiter. Le même jour, le général avança avec toute son armée, & bivacqua très-peu de Cumptich en avant de Bauterfem, pour

prendre sa revanche le lendemain, & ne pas laisser aux ennemis l'avantage de débuter contre lui par un succès ; cela était d'autant plus important, que s'il les laissait maîtres de Tirlemont, il fallait nécessairement qu'il reculât, & alors le découragement aurait bien vîte repris ses troupes.

Les Impériaux tenaient avec une forte avant-garde Tirlemont & l'espace entre les deux Gettes, depuis la chaussée de Saint-Trond, jusques vis-à-vis d'Aougaerde. Le 16 au matin, le général les attaqua vigoureusement ; & comme la hauteur d'Oplinter prend un flanc sur le grand chemin de Saint-Trond, quand il se fut rendu maître de Tirlemont, après quelques résistances, les Impériaux, dont la droite se trouvait débordée par la position du général Miranda sur les hauteurs d'Oplinter, se hâterent de passer le petit bras de la Gette pour se retirer sur les hauteurs de Neerlanden, Nerwinde, Middlewinde & Oberwinde.

Entre les deux Gettes, à une lieue & demie sur la droite en avant de Tirlemont, est un village nommé Gotzenboven, qui domine toute la plaine, c'est un mamelon ayant en avant de lui des haies & des fossés pleins d'eau sur sa droite & en arrière.

Les Impériaux n'eurent l'air de connaître l'importance de ce poste, que lorsque les Français s'en furent emparés, & que Dumouriez y eut placé le général la Marche, avec son avant-garde & du canon. Ils tenaient encore alors les deux villages de Meer & de Hattendovet, que le général faisait attaquer par ses colonnes à mesure qu'elles débouchaient de Tirlemont ; ils avaient fait une grande faute, en n'occupant pas en force Gotzenhoven, dont la position pouvait, ou défendre, ou foudroyer ces deux villages. Ils réunirent alors un gros corps d'infanterie & de cavalerie, pour tâcher de déloger les Français de Gotzenhoven. Ils y firent, mais inutilement, des prodiges de valeur. Les cuirassiers vinrent charger avec la plus grande intrépidité l'infanterie française jusques dans les haies du village ; leur perte fut très-considérable. Cette attaque se réitéra plusieurs fois. Ils ne purent pas

tourner Gotzenhoven par la droite, ce qu'ils essayèrent en vain, parce que le général Neuilly, qui avait passé la grande Gette à Lummen, arriva fort à propos avec sa division sur cette droite pour venir prendre la position de Neerbelyssen. Le combat ne finit, & les Impériaux ne furent pas en pleine retraite que vers les quatre heures après-midi. Il avait duré au moins huit heures entre deux avant-gardes, à-peu-près d'égale force, également soutenues par leurs armées. Les Impériaux avaient beaucoup plus perdu que les Français, à qui l'avantage était resté, mais qui pensèrent perdre leur général à l'attaque de Cotzenhoven.

Ce combat de Trilemont, qui a coûté plus de douze cents hommes aux Autrichiens, rendit à l'armée toute sa confiance. Le général la plaça en deux parties, la droite & le centre depuis Gotzenhoven jusqu'au grand chemin sur la ligne des villages qui avaient servi de champ de bataille. Le général Neuilly appuyait la droite à Neerhelyssen. Le général Dampierre, qui arriva le soir du combat, fut posté à Esemaël, en avant du centre. Le général Miaczinsky, qui arriva en personne avec sa cavalerie, ayant laissé près de Louvain son infanterie consistante en huit bataillons, fut placé au pont de la petite Gette, vis-à-vis d'Orsmaël. Une partie de la division de Miranda, resta derrière la grande Gette, campée ou bivacquée, à la gauche de Tirlemont, s'avançant en potence jusqu'à Oplinter, où arriva dans la nuit la division du général Champmorin.

Il fallait, après ce premier succès, prendre un grand parti. L'armée impériale allait continuellement recevoir des renforts, l'armée française en avait très-peu à espérer. La cavalerie autrichienne était déjà du double plus nombreuse que la française, & d'une espèce bien supérieure. Il ne fallait pas penser à défendre pied à pied les Pays-Bas, avec une armée indisciplinée n'ayant point assez de généraux, incapables d'exécuter des marches promptes & des manœuvres habiles, devant une cavalerie nombreuse & aguerrie, n'ayant derrière elle aucune place, aucun poste fortifié.

Il fallait cependant arrêter l'ennemi, & cela ne

pouvait se faire que par une bataille. Dans la position présente, la vraie prudence était de tout hasarder, avant que le prince de Cobourg eût reçu toutes les troupes qu'il attendait pour commencer la campagne. Les deux armées étaient d'égale force ; celle qui attaquerait avait l'avantage de l'offensive. Cet avantage avait été pendant quinze jours entre les mains du prince de Cobourg. Le général Dumouriez, venait de le reprendre, par le combat de Tirlemont.

S'il avait le bonheur de gagner une bataille décisive, telle qu'il voulait la donner ; 1°. il faisait reprendre entièrement à son armée l'opinion de sa supériorité, & il intimidait les ennemis ; 2°. il assurait la fidélité des Belges, & la levée de vingt cinq bataillons de cette nation aurait été beaucoup plus prompte ; ainsi il se ferait donné au moins vingt mille hommes d'infanterie de plus, 3°. il regagnait le terrein perdu du côté de Liège, car les Autrichiens n'auraient pas pu tenir cette ville, ni même Aix-la-Chapelle, & se feraient retranchés sous Maëstricht ; 4°. il faisait reculer le prince de Cobourg, lui faisait nécessairement repasser la Meuse, & l'affaiblissait au point de ne pas pouvoir rentrer en campagne avant le mois de mai, au plutôt.

Il comptait alors donner une bonne position défensive dans un camp retranché entre les deux Gettes, au général Valence, qui y aurait observé l'ennemi, & reçu tous les renforts de France & des Pays-Bas, pendant que le général d'Harville se ferait également renforcé du côté de Namur. Le général Valence aurait été maître de la campagne, & aurait tenu en échec le prince de Cobourg, tandis que le général Dumouriez aurait envoyé le général Miranda prendre le commandement de l'armée d'Anvers. & se portant lui-même avec trente mille hommes contre Bois-le-Duc, aurait repris son projet d'attaque de la Hollande, & aurait forcé à-la-fois, les passages par le Moerdyck & Gorcum. S'il n'avait pas pu pénétrer en Hollande, il se ferait au moins emparé des places de la *Généralité* & de la Flandre hollandaise, par-là il aurait couvert sa gauche, & se ferait procuré des vivres, des habits, des armes & de l'argent.

Dès lors il ſe ſerait vu indépendant de la Convention, & pouvant, peut-être, lui faire la loi pour l'avantage de ſa malheureuſe patrie ; pour la vengeance de Louis XVI, & pour le rétabliſſement de la monarchie conſtitutionnelle.

Si au contraire le général Dumouriez était vaincu, il comptait, 1°. prendre la poſition derrière le canal de Louvain, pour couvrir quelque tems Bruxelles & renforcer ſon armée ; 2°. garder la poſition de Namur, en portant par la ſuite le corps du général d'Harville à vingt-cinq mille hommes, & replaçant la diviſion du général Neuilly, en communication par Judoigne, avec ſa retraite ſur la forêt de Soignies, pour couvrir Bruxelles ; 3°. former un pareil corps d'armée ſous Anvers, tenant toujours Brédá & Gertruydenberg, avec une communication par Lier & Dieſt ; 4°. faire aſſembler ſur les derrières un corps de quatorze à quinze mille hommes du côté de Bruges, pour couvrir la Frandre maritime ; 5°. négocier avec les Impériaux, pour obtenir une ſuſpenſion d'armes, pendant que dans les différens camps on aurait travaillé à perſuader aux troupes, ce qui n'était que trop vrai, que leur déſorganiſation, & les déſaſtres qui en réſultaient, venaient de l'abſurde gouvernement de la Convention ; qu'il était tems de faire ceſſer l'anarchie qui entraînait la ruine entière de la France ; que de l'armée ſeule dépendait le ſort de la patrie. Alors quand les eſprits euſſent été bien préparés, ſon projet était de renforcer l'armée, des bataillons Belges, qui déteſtaient la Convention & les Jacobins ; de ſe déclarer ouvertement contr'elle, en faveur de la royauté conſtitutionnelle ; de prendre des ôtages pour garantir les priſonniers du Temple, & marcher ſur Paris.

Tels étaient les projets du général Dumouriez ; tels étaient ſes motifs pour donner une bataille déciſive, & pour faire tous ſes efforts pour la gagner. Car jamais il n'a eu la lâcheté de penſer à ſe faire battre. Il voulait tâcher d'être le maître des événemens. Quoiqu'il déteſtât les tyrans de la France ; qu'oiqu'il eût horreur des cruautés & des crimes qui la déshonoraient, il ne s'en croyait pas moins obligé de ſoutenir l'honneur de ſa nation, & de répondre à la confiance qu'elle lui avait montrée juſ-

qu'alors. Jufqu'au dernier moment il a fait ce qu'il a pu pour que les étrangers ne fuffent pas les maîtres de diriger les évenemens de la France, & pour que fa patrie ne fut offenfée, ni dans fa dignite, ni dans fes poffeffions. C'eft ce qui lui a attiré le reproche très mal fondé de la part du public mal inftruit, & nommément de la part de l'électeur de Cologne, de n'avoir changé de parti qu'après avoir été battu.

N'avait-il pas auparavant déclaré la guerre aux Jacobins par les ordonnances qu'il avait faites à Anvers & à Bruxelles ? n'avait-il pas chaffé & emprifonné les commiffaires fpoliateurs, qui n'agiffaient que par ordre de la convention ? n'avait-il pas écrit à cette même convention la lettre du 12 Mars ? n'avait-il pas fait rendre l'argenterie des églifes ? Sa correfpondance avec Pache qui eft imprimée, celle avec Beurnonville & Lebrun, qui l'eft auffi dans les Moniteurs de Mars & Avril, ne contiennent-elles pas les vérités les plus dures & l'opinion la plus franche du général contre les auteurs des maux de la patrie ? Que s'il n'y parle pas de la famille royale, c'eft qu'il avait à craindre que ce qu'il eût dit en leur faveur ne devint leur arrrêt de mort.

En lifant ces mémoires, en rappelant les faits, & les écrits de ce temps, on y verra que le général Dumouriez n'a jamais varié dans fon opinion ; qu'ennemi des tyrans de fa patrie, il a toujours été fon défenfeur zélé ; que fes ennemis ont été les fiens propres, qu'il leur a fait une guerre franche, en même-temps que généreufe, parce que fon civifme n'a jamais été ni fanatique, ni injufte, ni fauvage ; que ces mêmes émigrés, qui le déteftent autant que les Jacobins mêmes, ont éprouvé en toute occafion fon humanité & fa générofitité ; & que dans une guerre qui ne reffemble à aucune autre, dans une guerre d'opinion, ou l'inftabilité des principes & de conduite trouverait même des excufes, il n'a ni cruauté, ni abus de fes fuccès, ni perfidie ni changement de parti, ni faibleffes dans fes difgraces à fe reprocher que par principe de philantropie il a fauvé à l'empereur fes Pays-Bas, de l'aveu de l'archiduc Charles, des miniftres, des généraux, de l'armée & des peuples, & cela fans arrière penfée de trouver dans fes états un afyle, puifqu'alors il ne faifait

un traité avec le prince de Cobourg que pour marcher sur Paris, dans l'espoir de délivrer sa patrie.

Horriblement calomnié auprès de l'empereur, ne pouvant pas se retirer dans ses états, qu'il espérait trouver ouverts pour lui, quand même toutes les autres puissances lui fermeraient les leurs, il attend tout du tems, il ne perd ni l'espoir, ni le courage; fort de son caractère & de sa conduite, il se console avec cette sentence de Valère-Maxime : *Perfecta ars fortunæ lenocino defecta, fiducia justa non exuitur, quam scit se laudem mereri, eam esti ab aliis non impetrat, domestico tamen acceptam judicio refert.*

---

## CHAPITRE VI.

*Bataille de Nervvinde.*

Le prince de Cobourg s'était avancé entre Tongres, St. Taond & Landen. Le combat de Tirlemont, du 6, l'avait engagé à se tenir ensemble. Les deux armées bivacquaient & se trouvaient en présence. Le général Dumouriez passa la journée du 17 à reconnaître la position de l'ennemi, à placer ses troupes dans l'ordre où il voulait qu'elles combattissent, & à préparer son plan d'attaque. Il avait devant lui la petite Gette, qui prenant sa source dans la mairie de Jaudrain, court presque parallèlement avec la grande Gette, qu'elle va rejoindre au dessous de Leaw. Cette rivière le séparait de l'ennemi; elle est encaissée & bordée des deux côtés de colines, qui dans la partie occupée par les Impériaux, s'élevaient en amphithéâtre jusqu'au terrain plus élevé de Landen & de St. Trond.

Il avait calculé que le prince de Cobourg devait avoir toute la force de son armée sur Tongres & St Trond; à cause de la nécessité de tirer ses services de Maëstricht & de Liège, & que par conséquent sa gauche qui s'étendait du côté de Landen, devait être plus faible, & susceptible d'être tournée & dépostée. Il savait aussi qu'il

avait

avait négligé d'occuper la petite ville de Leaw, qui est un poste de campagne très-régulier, & qui, dans le projet d'attaque d'une des armées contre l'autre, pouvait servir ou de pivot au mouvement de l'agresseur, ou de point de résistance pour l'attaque.

En avant de la ligne ennemie, qui s'étendait de Landen vers Leaw, sont les trois villages d'Oberwinde, Middlewinde & Nerwinde; au-dessous de celui du centre, est une monticule, nommé la Tombe de Middlewinde, qui domine les trois villages & un vallon qui les sépare de la ville de Landen. En cas d'attaque, celui qui occupe cette place est maître de toute cette plaine, & doit nécessairement faire reculer son ennemi.

C'est sur ces données que Dumouriez avait arrangé le plan de la bataille, dont voici la disposition. La première colonne formant la droite de l'armée, composée de l'avant-garde aux ordres du général la Marche, débouchant par le pont de Neerhelyssen, devait se porter dans la plaine entre Landen & Oberwinde, pour déborder la gauche de l'ennemi & inquiéter son flanc. La deuxième colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant-général le Veneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la Tombe de Middlewinde, & attaquer le village d'Oberwinde, qui ne pouvait résister au canon de 12 placé sur la Tombe. La troisième colonne, aux ordres du général Neuilly, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même-tems le village de Nerwinde par sa droite.

Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite, commandée par le général en chef Valence, qui devait ensuite, en cas de succès, par un quart de conversion par sa gauche, poussant la gauche de l'ennemi devant lui, continuer à marcher en bataille, laissant Landen derrière lui, & faisant face à Saint-Trond.

L'attaque du centre, commandée par la duc de Chartres, était composée de deux colonnes. La quatrième colonne, commandée par le lieutenant-général Dietmann, passant la rivière au pont de Laër, devait tra-

verser rapidement le village, qui n'était occupé que par quelques tirailleurs impériaux, & se porter directement sur le front du village de Nerwinde. La cinquième colonne, commandée par le général Dampierre, devait, après avoir passé au pont d'Esemaël, se porter sur la gauche de Nerwinde. Ces deux colonnes devaient ensuite suivre le mouvement de la droite en formant une ligne diagonale avec leur point de départ.

L'attaque de gauche, aux ordres du général Miranda, était composée de trois colonnes. La sixième, aux ordres du général Miaczinsky, passant la rivière à Over-Helpen, devait attaquer devant elle, en se dirigeant sur Neerlanden, observant de ne jamais dépasser la tête de la cinquieme colonne. La septième colonne, aux ordres du général Ruault, devait passer la rivière au pont d'Orsmaël, & attaquer par le grand chemin de Saint-Trond. La huitième colonne, aux ordres du général Champmorin, devait passer la rivière au-dessous de Neerlinter, au pont de Bingen, & se jetter dans Leaw, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

En cas d'une pleine réussité, l'armée française devait, à la fin de l'action, se trouver rangée en bataille, sa gauche à Leaw, & sa droite à Saint-Trond, faisant face à Tongres, qui était le point obligé de retraite de l'armée impériale. Les bords de la Gette, à portée des ponts, étaient garnis de batteries pour protéger la retraite des colonnes, en cas de défaite.

Le 18 mars, entre sept à huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlerent à la fois avec beaucoup d'ordre, & passerent la riviere sans obstacle. Le général la Marche se porta d'abord dans la plaine de Landen, mais il fit la premiere faute, n'y trouvant pas d'ennemis, de se rabattre par sa gauche sur le village d'Oberwinde, & de se confondre avec la seconde colonne; celle-ci fut retardée par la lenteur de la marche de l'artillerie & de l'infanterie; cependant elle attaqua sur les dix heures le village d'Oberwinde & la Tombe de Middlewinde avec tant de vigueur, qu'elle les emporta; mais elle n'eut pas la sagesse de garder la position de la Tombe, que les autrichiens reprirent, & qui fut disputée toute la journée. La troisième colonne entra avec

tant de vivacité dans Nerwinde, qu'elle en chaſſa les impériaux ; mais le général Neuilly abandonna preſqu'auſſi-tôt ce village pour s'étendre dans la plaine, en ſe rapprochant de la deuxième colonne. Le général Neuilly prétend qu'il a reçu l'ordre du général Valence, qui dit, de ſon côté, que ce fut un mal-entendu du général Neuilly.

Les impériaux rentrèrent auſſi-tôt dans Nerwinde, d'où ils furent chaſſés une ſeconde fois par la quatrième & la cinquième colonne aux ordres du duc de Chartres. Le général Desforêts, excellent officier, y fut bleſſé d'un coup de fuſil à la tête. La confuſion ſe mit dans cet attaque, le village ſe trouva encombré d'infanterie, qui ſe mêla, ſe mit en déſordre, & l'abandonna encore à l'apparence d'une ſeconde attaque de l'ennemi.

Le général Dumouriez, qui arriva ſur ces entrefaites, fit attaquer encore une fois le village, qui fut encore emporté, mais les troupes en ſortirent auſſi-tôt, & tout ce qu'il put faire, fut de les rallier à cent pas de Nerwinde, qui reſta rempli de morts & de bleſſés des deux partis, & que les impériaux n'occupèrent que le ſoir. Ce fut dans ce moment de déſordre que la cavalerie impériale débouchant dans la plaine entre Nerwinde & Middlewinde, chargea la cavalerie françaiſe, à la tête de laquelle combattait avec beaucoup de valeur le général Valence, qui fut bleſſé & obligé de ſe retirer à Tirlemont. Cette cavalerie impériale fut très-maltraitée & repouſſée. Pendant cette charge, un autre corps de cavalerie déboucha avec la même fureur par la gauche de Nerwinde pour ſe jetter ſur l'infanterie de la quatrième colonne. Le général Thowenot, qui s'y était poſté, fit ouvrir les rangs pour la laiſſer paſſer, enſuite il lui fit faire une décharge ſi à propos de canon à mitraille & de mouſqueterie par le régiment de Deux-ponts, que preſqoe toute cette cavalerie fut détruite.

Dès-lors le ſort de la bataille ſe trouva fixé à la droite & au centre en faveur des Français, qui s'étant remis en bon ordre, pleins de confiance & de courage, paſsèrent la nuit ſur le champ de bataille, ſe

préparant à recommencer le lendemain à la pointe du jour pour compléter leur victoire. Les Impériaux ont avoué qu'ils étaient prêts à faire leur retraite & que leurs équipages avaient déjà eu ordre de se retirer sur Tongres.

Mais les événemens se passaient bien différemment à la gauche. La sixième & la septième colonne avaient attaqué devant elles avec beaucoup de vigueur; mais étant déjà maîtresses d'Orsmaël, la terreur se mit dans les bataillons de volontaires, qui abandonnèrent les troupes de ligne. Les Impériaux, voyant le désordre, l'augmentèrent par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute. Guiscard, maréchal-de-camp de l'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp & officiers d'état major, les généraux Ruault en Ihler furent légérement blessés.

Il y avait encore bien de la ressource, il n'était pas plus de 2 heures après-midi, les impériaux ne poursuivaient pas ces deux colonnes qui avaient repassé le pont d'Orsmaël, le général Miranda venait de recevoir l'avis qu'il venait d'arriver à Tirlemont les huit bataillons du corps des flanqueurs de Miaczinski, tous frais, & dont il pouvait se renforcer, en leur faisant occuper la hauteur de Wommersem en-deçà de la Gette. Mais soit que le général eût perdu la tête, soit plutôt qu'il se livrât à son ressentiment, & que voyant le succès de la droite, commandée par son rival, le général Valence, il donna l'ordre de la retraite & l'exécuta jusques derrière Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille; ce qu'il y eut de plus perfide dans sa conduite, c'est qu'il n'envoya au général aucun avis de ce mouvement, qui livrait le centre & la droite de l'armée à tout le poids de l'attaque de l'ennemi, qui au reste ne profita pas de cette lâche retraite, ni pour se débarrasser de cette gauche, qu'il pouvait détruire entièrement, en la poursuivant jusqu'à Tirlemont, ni pour recommencer l'attaque contre le centre & la droite, qu'il pouvait prendre en flanc.

Le général Champmorin s'était emparé de Leaw, où il se maintint jusqu'à ce que voyant la retraite du général Miranda, il abandonna très-tard ce poste,

repassa par son pont de Bingen, qu'il coupa après lui, & remonta à sa position d'Oplinter. Peut-être l'inaction des Impériaux contre la gauche de l'armée Française, après la retraite du général Miranda, est-elle due à la position de Champmorin à Leaw, d'où il débordait leur droite.

Le général Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite & à son centre & à s'assurer du succès dans cette partie, qui était la plus essentielle, étant chargée de tout le mouvement dont la gauche était le pivot. Dès deux heures après-midi il avait entendu cesser le feu de sa gauche, qui avait été jusqu'alors très-vif; mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès, il avait pu juger par la progression du feu, que les sixième & septième colonnes que la difficulté du terrain l'empêchait de voir, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe, pour ne pas dépasser la tête des colonnes de leur droite; mais rien ne pouvait faire conjecturer l'inconcevable retraite du général Miranda, & il est peut-être heureux de l'avoir ignorée dans le moment où il était occupé à réparer les désordres de la droite & du centre.

Sur la fin de la journée, il remarqua des colonnes impériales qui se portaient de leur droite à leur gauche pour la renforcer, ce qui lui fut d'un mauvais augure; mais il n'avait pas encore que des soupçons, n'ayant aucun message du général Miranda. Il passa ainsi la soirée devant le village de Nerwinde. A la fin ses soupçons, qu'il n'avait communiqué qu'au général Thowenot devinrent des inquiétudes réelles. Il partit avec le chef de l'état-major, deux aides-de camp & deux domestiques pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laër à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre, qui, après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé, sans avoir reçu ordre, la Gette, à la nuit tombante, avec sa division & s'était retiré à sa première position du village d'Esemaël. Continuant sa route, il arriva près du pont d'Orsmaël qu'il croyait occupé par les colonne de Miranda &

qui l'était par les hullans autrichiens par lesquels il pensa être pris. Il se replia par le grand chemin de Tongres sur Tirlemont, etonné du silence & de la solitude qu'il trouva jusqu'à une demi lieue de cette ville, où il trouva trois ou quatre bataillons, bordant le grand chemin, sans cavalerie & sans ordre, qui lui apprirent la honteuse retraite de sa gauche.

Il trouva dans Tirlemont le général Miranda, qui froidement écrivait à ses amis. Le général Valence avait fait tous ses efforts inutilement, pour l'engager à se reporter en avant, en l'assurant que la bataille était gagnée par la droite & le centre, & que ce mouvement acheverait de décider le succès. Le général Dumouriez lui ordonna très-sévérement de rassembler, dans la nuit même son corps d'armée, & d'aller occuper la hauteur de Wommersem, le grand chemin & le pont d'Orsmaël, ainsi que celui de Neerhelpen, pour au moins assuret le passage de la Gette, & la retraite de la droite & du centre qui se trouvaient engagés au milieu de l'armée ennemie, avec une rivière derrière eux.

Telle est cette bataille de Nerwinde, qui a décidé le sort de la campagne, & qui eût été entièrement gagnée si le général Miranda, après le premier désordre de ses deux colonnes, au lieu d'ordonner la retraite, avait bordé la Gette, & avait conservé la position des ponts d'Orsmaël & de Neerhelpen, qui le tenait toujours en ligne avec la droite & sa gauche. Cette retraite a été d'autant plus fâcheuse, que ces deux colonnes ont perdu plus de deux mille hommes, pendant que le reste de l'armée n'en a perdu que six cents, après de sanglants combats. Les Impériaux ont avoué quatorze cents hommes de perte, c'est-à dire, le double. Les Français ont perdu environ trois mille hommes tués ou pris, & plus de mille blessés, outre beaucoup de canons.

Les deux partis ont fait également des fautes. Les Français n'ont pas pressé assez l'attaque de la Tombe de Middlewinde qui était le point décisif, ils l'ont ensuite abandonné sans savoir pourquoi. Le général Neuilly a pensé tout perdre en abandonnant le village de Nerwinde sur un ordre verbal; Miranda après s'être emparé du

village d'Orſmaël, a eu tort de céder à la terreur de ſes troupes, & a tout perdu en ordonnant la retraite, qui eſt devenue une déroute. Les impériaux ont fait la premiere faute de ne pas défendre les bords de la Gette, la ſeconde, de ne pas attaquer en tête & en flanc les trois colonnes de droite, pendant qu'elles montaient pour les attaquer, expoſées aux feux des villages de Leër, Nerwinde, Middlewinde & Oberwinden; troiſièmement, d'avoir abandonné le poſte élevé & avantageux de la Tombe de Middlewinde, & de n'y avoir pas placé une batterie; quatrièmement, de n'avoir pas occupé Leaw à leur droite; cinquièmement, de n'avoir pas pourſuivi Miranda dans ſa déroute; ſixièmement, de n'avoir pas au moins attaqué avec leur droite, qui n'avait plus d'ennemis en tête, le flanc gauche des colonnes du centre de l'armée Françaiſe, qui étaient en bataille devant Nerwinde.

## CHAPITRE VII.

*Retraite du 19. Combat de Gotzenhoven.*

Il ne reſtait au général Dumouriez d'autre parti à prendre que d'aſſurer la retraite de la droite & du centre de ſon armée. Leaw, le point déterminant du ſuccès était abandonné; tout ce qu'il pouvait eſpérer dans la confuſion des troupes aux ordres de Miranda, était de ramener cette gauche, non pas ſur le terrein de la bataille au-delà de la petite Gette, mais ſur ſes bords en-deça. Il manquait beaucoup de canons à ces deux colonnes, qui avaient ſouffert dans leur déroute. Tous les généraux, officiers ſupérieurs ou d'état-major, étaient hors de combat. Indépendamment de la perte réelle par le fer de l'ennemi, plus de ſix mille hommes étrient déjà déſertés ſur le chemin de Bruxelles & de la France.

Le général paſſa le reſte de la nuit à donner les ordres de retraite à ſa droite, que commandait alors en chef le duc de Chartres par l'abſence du général Valence, & qui ſe conduiſit avec ſang-froid, courage & prudence. Les

Impériaux venaient de gagner une grande victoire, mais ils n'en étaient pas sûrs, ils avaient été si frappés des grands avantages remportés par la droite & le centre des Français, que malgré le succès de leur droite contre notre gauche, ils n'étaient pas tentés de les poursuivre. Ils voyaient les Français en bataille, prêts à recommencer, ils soupçonnaient vraisemblablement que leur gauche allait reprendre sa position, ainsi ils n'interrompirent pas plus la retraite, qu'ils n'avaient mis d'obstacle à l'attaque.

Cette retraite se fit en plein jour, par les mêmes ponts, par le même procédé, avec la même fierté, sans précipitation. Dumouriez envoya le général Thowenot à la droite pour recevoir les colonnes, & les placer à mesure dans le champ de bataille, depuis Gotzenhoven jusqu'à Hackendower, pendant que lui-même se chargea de rassembler la gauche & de la ramener aux points de Wommersem & du pont d'Orsmaël. Les ennemis étaient déjà maîtres de ce dernier, & le général pour les empêcher d'avancer trop par la chaussée, prit la précaution d'envoyer ordre au général Dampierre, posté à Esemaël, de faire faire un mouvement à gauche à la moitié de sa division pour flanquer le grand chemin, & de tenir dans cette position en potence, jusqu'à ce que le centre eût repassé la riviere, alors de rétablir lentement sa ligne avec lui, & de reculer en front de bandiere jusqu'au champ de bataille, dont Gotzenhoven fait la droite, & Hackendower la gauche, faisant face à la petite Gette.

Cet ordre parfaitement exécuté par le général Dampierre, sauva l'armée, car les colonnes de Miranda avaient acquis un tel dégré de désordre & d'apathie sur leur honte du jour précédent, qu'il était dix heures du matin avant que le général Dumouriez pût les faire marcher en bonne contenance, en avant d'Hackendower, en bataille à la droite & à la gauche du grand-chemin.

La tête de l'armée impériale avait déjà passé le pont d'Orsmaël, & s'était formée avec son artillerie sur la hauteur de Wommersen, que le général ne put jamais engager ses troupes à attaquer, quoiqu'elles fussent écrasées par cette artillerie dominante, & qu'elles souffrissent cette perte continuelle avec une constance héroïque.

roïque. Dumouriez pensa être tué dans cette occasion ; un boulet fit abattre son cheval & le couvrit de terre ; la vivacité avec laquelle il se releva empêcha un grand désordre, & peut-être une déroute que sa chûte fut sur le point d'occasionner. Cette gauche, qui avait fui la veille avec tant de lâcheté, soutint alors avec intrépidité tout l'effort de l'attaque des impériaux ; mais le général n'y distingua qu'un courage de résistance, dénué de l'audace qu'il voulait inspirer, pour aller à la baïonette, culbuter les troupes établies sur le plateau de Wommersem, ayant la Gette à dos. Il se mit plusieurs fois à la tête de la colonne, sans pouvoir la faire avancer, trop heureux de la voir tenir ferme dans sa position, qui était plus dangereuse que ne l'aurait été une attaque vigoureuse, sur cette partie de l'armée impériale, qui, séparée du reste, avec un pont pour retraite, aurait pu être battue, s'il avait eu plus d'officiers pour conduire ses colonnes.

Pendant que la gauche de l'armée Française éprouvait encore ce reste d'impression de la terreur de la veille, la gauche des Impériaux montrait la même stupéfaction par la même cause, & laissait passer tranquillement la rivière à la droite & au centre des Français ; elle leur laissa même prendre la position de Gotzenhoven, où elles se rangèrent en bataille, avant de se décider à passer elle-même la rivière pour venir les attaquer. Ainsi toute la journée se passa en manœuvres & en déploiement, formant un superbe coup-d'œil d'exerçice, avec quelques canonnades & fusillades, entre les têtes des deux armées ; & le soir on bivacqua très-près l'un de l'autre en bataille.

Cette retraite fière, & faite avec le plus grand ordre, a été d'autant plus admiré des Impériaux, qu'elle ne parcourait qu'environ trois-quarts de lieue de terrein, & que l'armée Française paraissait reprendre tranquillement sa position de la veille de la bataille. Mais dans la soirée, le général Dumouriez eut lieu d'être convaincu par l'esprit de dégoût & d'apathie qui regnait dans son armée, que s'il restait en position de recevoir bataille le lendemain, il serait infailliblement battu, & qu'alors la déroute serait complète.

Dans tous les temps, pour bien conduire le soldat Français, il a fallu consulter ses impressions, mais plus encore depuis la révolution, qui ayant entièrement anénti la subordination militaire, a donné encore plus d'essor à cet esprit volontaire & capricieux, qui tient au caractère national. Il est dans la nature active & impétueuse du Français de marcher toujours devant soi, & de conquérir ; mais il n'est pas propre à conserver ses conquêtes. Sans que sa bravoure diminue, la guerre défensive & méthodique l'ennuie & le contrarie ; & dans ce cas, lorsqu'il ne peut pas être retenu par la sévérité des loix militaires, qui n'existent plus, il abandonne ses chefs & ses drapeaux, & il déserte par légéréreté, & sans s'embarrasser des conséquences. Les troupes de ligne, contenues par un reste d'attachement à leurs drapeaux, & de pudeur, faisaient encore bonne contenance : mais les gardes nationales, qui faisaient les trois-quarts de l'armée, disaient tout haut qu'il était inutile de se faire tuer dans la Belgique, qu'il fallait aller défendre ses foyers, & partaient par compagnies & par bataillons entiers. Il eût été dangereux & impossible de vouloir les retenir par force.

Il ne fallait plus penser qu'à se retirer en bon ordre, pour couvrir leur défection, & les empêcher d'être massacrés par les Impériaux & par les paysans. Le général sentit douloureusement cette nécessité, & se vit contraint à passer la grande Gette dans la nuit, & à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Tous ces mouvemens arrangés avec méthode, & exécutés avec une précision, qu'on aurait à peine espéré d'une armée plus exercée, & point battue, se firent avec succès. Les Impériaux, trompés par les feux entretenus avec soin, & par la vigueur & la bonne contenance de l'arrière-garde, ne se mirent en mouvement que le 20, pour venir tâter Tirlemont, d'où les Français avaient eu le temps d'évacuer leurs magasins. Cependant le général Miaczinsky, qui était chargé de la garde de cette ville, y perdit un canon de douze, par la précipitation de sa retraite.

## CHAPITRE VIII.

*Retraite du 20 & 21. Combat sur la Velbe. La Croix & Danton à Louvain. Combat du 22.*

LA position de Cumptich a l'avantage d'être très-élévée au dessus de la Gette. Ce camp, faisant face à Tirlemont, à sa gauche appuyée à la Welpe, qui court ensuite derrière lui par Bautersem & Wertryk; la droite, en-arrière de Hougaerde, est moins bien défendue. Ce n'est cependant qu'une position de passage; elle ne protège pas Louvain, si l'ennemi passe par Diest, ni Bruxelles, s'il tourne par Judoigne. Le général ne pouvant pas y tenir long-tems, profita de la journée du 20 pour passer la Welpe & prendre le camp de Bautersem, sa droite appuyée à Op & Neerwelpe, sa gauche sur les hauteurs & dans les bois en avant du Zellenberg.

Il renvoya le général Neuilly avec sa division, renforcée jusqu'à six mille hommes, vers Judoigne, avec ordre d'empêcher les partis Impériaux de pénétrer, de les observer, & de se retirer sur Bruxelles par la forêt de Soignies, en cas qu'il fût poussé par une force très-supérieure; il lui donna une instruction pour la défense de cette forêt, & il écrivit au général Duval de renforcer le général Neuilly de tout ce qu'il pourroit tirer de sa garnison & des troupes qui lui arriveraient. Il lui donna en même-temps ses ordres pour faire arrêter les déserteurs, & les renvoyer au camp.

Il écrivit au lieutenant-général d'Harville, de mettre une garnison de deux mille cinq cents hommes dans le château de Namur, & de se tenir prêt à marcher avec le reste, soit en-avant, soit en-arrière, soit sur Bruxelles, selon le mouvement que faisait le général Beaulieu, qui, avec huit à dix mille hommes, s'avançait par Huy.

Il avait placé à Dieſt une garniſon ſuffiſante, croyant cette place à l'abri d'un coup de main, d'après le rapport du général Champmorin, qui n'était pas exact. Il mit en communication avec ce poſte le général Miaczinsky à l'abbaye de Gemps. Il renforça la garniſon de Malines. Il envoya le général Ruault à Anvers, pour ſoulager le vieux lieutenant-général Maraſſé, & prendre le commandement de ce corps d'armée, qui renforcé de la diviſion de la Marlière, montait à plus de vingt-mille hommes ; il recommanda au général Ruault de tenir Lier tant qu'il pourrait, & de ſe retirer enſuite dans les lignes d'Anvers, ſi les Pruſſiens & les Hollandais venaient ſur lui en trop grand nombre. Le même jour, 20, un détachement des ennemis, ſans canon, moins fort que la garniſon de Dieſt, vint l'inſulter, elle ſe ſauva lâchement juſqu'à Malines, L'avant-garde impériale fit auſſi, ſans ſuccès, une attaque ſur les villages de Op & Neerwelpe.

Pendant que le général Dumouriez était occupé à cette attaque, il vit arriver les commiſſaires la Croix & Danton, qu'il renvoya à Louvain, où il arriva le ſoir. Il paraiſſaient très-affectés de la perte de la bataille, & ſur-tout du débandement de l'armée, ayant rencontré à Bruxelles, & tout le long de la route, des corps entiers de déſerteurs. Mais ils l'étaient bien plus de la commiſſion qu'ils avaient, diſaient-ils, d'engager le général à ſe rétracter de ſa lettre du 12, qui avait occaſionné un grand déchaînement contre lui dans la Convention, à cauſe de ſa trop franche véracité. Il leur déclara, qu'il n'avait mandé que ce qu'il penſait, que les déſaſtres dont ils étaient témoins, étaient une conſéquence des maux qu'il avait prévus, & auxquels il avait voulu remédier autant qu'il le pouvait, ſur-tout en faiſant ceſſer la tyrannie & l'injuſtice dans la Belgique ; que la néceſſité où il allait ſe trouver de ſe retirer d'un pays où il n'avait aucun moyen de ſe défendre, devait leur faire ſentir combien étaient ſages les ordonnances qu'il avait rendues, & contre leſquelles la Convention n'était prévenue que parce qu'elle était mal inſtruite & trompée, que ces ordonnances avaient déſarmé les payſans, & nous avaient ramené la bonne volonté du peuple,

qu'ainſi elles allaient être le ſalut de l'armée, qui, déſorganiſée, battue, plus rebutée encore qu'effrayée, était hors d'état de ſe défendre, à la fois, contre les Impériaux, plus nombreux qu'elle & vainqueurs, & contre les gens du pays révoltés de nos excès en tout genre. Ils furent obligés d'en convenir; mais comme ils inſiſtaient cependant ſur la rétractation, le général après leur avoir retracé tous ces griefs, leur avoir peint très-fortement tous les malheurs en tout genre qui allaient réſulter de la conduite folle & criminelle de la Convention, leur déclara poſitivement qu'il ne ſe rétracterait pas, parce que la perte ou le gain d'une bataille ne changerait jamais rien, ni à ſes principes, ni à ſon opinion, ni à ſon caractère. Ces commiſſaires mirent dans toute cette négociation beaucoup d'eſprit, d'intérêt & de cajolerie. Enfin, après une très-longue diſcuſſion, le général conſentit à écrire, en ſix lignes au préſident: *Qu'il priait la Convention de ne rien préjuger ſur ſa lettre du 12 Mars, avant qu'il eût le tems de lui en envoyer l'explication.* Les deux députés partirent avec cette lettre inſignifiante.

Le 21, le général ayant appris la perte de Dieſt, jugea qu'il était néceſſaire de ſe rapprocher de Louvain, de peur que l'ennemi ne paſſât le canal pour couper ſa communication avec Malines, ou n'attaquât Louvain même. Il fit occuper les hauteurs de Pellemberg par la diviſion du général Champmorin, flanqué à ſa gauche par celle de Miaczinski à St.-Petersroede. Il plaça le général la Marche avec l'avant-garde ſur les hauteurs de Coorbeck, bordant le grand chemin. Il plaça les dix-huit bataillons de l'armée des Ardennes, commandés par le général le Veneur, ſur les hauteurs & dans les bois de Mezendael; la diviſion du général Dampierre vers Florival, en communication avec celle du général Neuilly qui ſe retira vers Tombeeke à la tête de la forêt de Soignies.

Le mouvement de l'armée fut inquiété par les Impériaux; on ſe canonna toute la journée.

Le 22 au matin; les ennemis firent une attaque générale contre Pellenberg, Coorbeck & le bois de Mezendael.

Blierbeck était en avant de la position du général le Veneur, qui avait jugé nécessaire de l'occuper. Une colonne de grenadiers Hongrais s'empara de ce village, mais elle en fut chassée avec un grand carnage par le régiment d'Auvergne, commandé par le colonel Dumas, qui lui prit 2 pièces de canon. L'attaque contre l'avant-garde fut beaucoup moins vive. Celle contre le Pellenberg fut très-acharnée, le général Champmorin la soutint avec autant de courage que d'intelligence. Il fut renforcé de quelques bataillons, & ne put être forcé. Cette violente attaque avait durée toute la journée sur le front de l'armée ; les colonnes des Autrichiens, très-mal traitées, se retirèrent.

Telle est la brillante journée du 22 de Louvain. La veille, le général Dumouriez avait été dans le cas, pour des prisonniers & des blessés, d'envoyer le colonel Monjoye au quartier-général du prince de Cobourg. Il y vit le colonel Mack, chef de l'état-major de l'armée impériale, officier d'un rare mérite, qui lui dit, qu'il croyait qu'il serait avantageux aux deux partis de convenir d'une suspension d'armes.

Le 22, le général qui avait beaucoup réfléchi sur la position & les dangers de son armée, renvoya le colonel Montjoye demander au colonel Mack, s'il voulait venir à Louvain reporter au général la proposition qu'il avait faite. Le colonel Mack vint le soir. On convint verbalement, en peu de mots des articles suivans : 1°. que les Impériaux ne feraient plus de grandes attaques, & que le général, de son côté, ne chercherait pas à livrer bataille ; 2°. que, d'après cette armistice tacite, les Français se retireraient sur Bruxelles, l'entement, en bon ordre, sans être inquiétés ; 3°. qu'on se reverrait, après l'évacution de Bruxelles, pour convenir des faits ultérieurs.

Telle fut la première convention, non écrite, entre les deux généraux. Elle devenait de plus en plus nécessaire au général Dumouriez, dont l'armée diminuait à tous momens, sur-tout en officiers, auquel il restait peu de munitions en cas d'affaires, & qui était malheureusement très-convaincu qu'en cas d'attaque sérieuse, il serait certainement abandonné.

Il en eut la preuve le lendemain. Les Impériaux se

croyaient ſi peu liés par cette convention du colonel Mack, que le général Clairfayt, à qui on l'avait laiſſé ignorer, attaqua le Pellenberg & l'avant-garde du général la Marche. Le combat ſe rétablit ſur-tout le front de l'armée. Champmorin défendit ſa poſition avec la même vigueur, mais vers la fin de la journée, dans le tems où l'infanterie impériale ſe retirait, où il ne reſtait plus devant nous que des troupes légères & des tirailleurs, le vieux la Marche perdit la tête, &, malgré les prières de Montjoye, de Barrois & des chefs de corps, il ſe replia, ſans ordre, d'abord ſur l'abbaye du Parc, enſuite de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain. Les impériaux, qui avouent ſept cents hommes de perte, c'eſt-à-dire deux mille dans les combats de Louvain, étaient ſi rebutés qu'ils ne profitèrent point de cette lâche retraite, qui laiſſait un vuide très-dangereux entre les généraux le Veneur & Champmorin. Le premier avait parfaitement combattu toute la journée; mais dès qu'il ſe vit abandonné par le général la Marche, il n'attendit aucun ordre, paſſa auſſi la Dyle, & alla ſe placer entre Coorbeck & Heverle. Après cette défection, Dumouriez n'eut d'autre parti à prendre que d'ordonner au général Champmorin d'abandonner le Pellenberg, & de ſe retirer auſſi derriere la ville, paſſant par l'abbaye Vlierbecke & par la ville; Miaczinski ſe retira par un pont un peu plus éloigné, donnant ſur le chemin de Dieſt, protégé par une batterie de canon placée ſur la hauteur.

Le général avait profité de ces deux journées pour faire évacuer ſes bleſſés & ſes farines ſur des bateaux, qu'il dirigea ſur Malines. Une partie des autres approviſionnemens fut jettée dans les canaux; mais l'avarice & la confuſion en firent parvenir une grande quantité entre les mains de l'ennemi, qui entra dans Louvain le ſoir même, après que le général en fut ſorti avec la garniſon de cinq bataillons, que fit l'arriere-garde. Les impériaux prirent auſſi ſur le canal de Louvain les bateaux chargés de bleſſés, que l'eſcorte abandonna à la vue de quelques huſſards. Ils les traiterent avec beaucoup d'humanité, malgré les atroces calomnies des Jacobins, répandues pour irriter les ſoldats Fran-

çais, & les engager à faire la guerre ſans quartier & avec barbarie.

Cette honteuſe retraite de Louvain prouve combien était difficile & dangereux l'état des généraux en chef des armées Françaiſes. Continuellement trahis par des généraux déſobéiſſans, qui donnaient l'exemple de l'inſubordination & quelquefois de la lâcheté ; abandonnés par les ſoldats, & ſur-tout par les officiers ; obligés, quand, en conſéquence d'un plan d'attaque ou de défenſe, ils avaient donné un ordre, d'en avoir un autre tout prêt pour réparer, ou la mauvaiſe exécution, ou le défaut d'exécution du premier ; ne connaiſſant jamais ni la force des différens corps de leur armée, ni leur véritable poſition, parce qu'ils ne reſtaient jamais dans celle qui leur était ordonnée ; dépendant du caprice, des paſſions, de la mauvaiſe foi, ou de l'ignorance des chefs qui devaient les ſeconder ; n'ayant aucun moyen de punir, ni de s'aſſurer l'obéiſſance ; certain de ſe faire des ennemis très-dangereux de ceux auxquels ils reprochaient ſeulement leurs fautes ; toujours incertains ſur l'article des ſubſiſtances, parce qu'on avait ſubſtitué à l'ancien régime des ignorans & des fripons ; n'oſant jamais haſarder une grande manœuvre avec des ſoldats braves juſqu'à la témérité, mais ſans officiers, ſans expérience, mal armés, faciles à décourager, mutins, raiſonneurs de différentes factions, toujours débandés & pillards, plus prompts à rebuter qu'à ſe ranimer, & n'ayant aucun moyen de ralliement, aucune loi, aucun frein.

Avec de tels moyens, quands les généraux avaient des heureux ſuccès, ils étaient ſûrs d'être calomniés dans les journaux & dans les clubs, & d'être dénoncés à la Convention, la plus aveugle, la plus imprudente & la plus ſoupçonneuſe. S'ils étaient malheureux, on jettait ſur eux la reſponſabilité de tous les événemens, on les accuſait de trahiſon ou de lâcheté.

Tel était, & tel eſt encore le ſort des généraux de la république Françaiſe, dans une guerre d'où dépend non-ſeulement la deſtruction de l'empire Français, mais la liberté individuelle de chaque citoyen. Dumouriez a été remplacé par Dampierre, qui a eu le bonheur

d'être

d'être tué : Dampierre par Custine, qui a péri sur un échafaud : celui-ci par Houchard qui a été destitué, après avoir batru le duc d'York, & fait lever le siége de Dunkerque. C'est à présent l'affreux (1) Jourdan qui commande l'armée qui est entre Paris & la vengeance des rois. En Alsace, dans le midi, dans l'intérieur, on voit la même instabilité dans les généraux. Tous les anciens militaires, tous les gens instruits ont été chassés de l'armée. Ce sont des médecins, des peintres, des charretiers qui commandent les Français. Calligula fit, dit-on, son cheval consul. Peuple, devenu aussi sauvage que cruel, vous courez à votre perte, & vous donnez vous-même à vos ennemis les moyens de consommer votre ruine.

## CHAPITRE IX.

*Retraite sur Bruxelles. Son évacuation. Camp d'Enggien. D'Ath. Conférence à Ath avec le colonel Mack. Arrestation du général Miranda.*

Le désordre de la retraite de Louvain avait détruit toute l'énergie que l'armée avait montré dans les combats précédens. Heureusement, la nuit avait caché aux ennemis ce débandement universel, dont malgré la convention verbale du colonel Mack, il aurait probablement profité pour achever de la dissiper & de la détruire.

Le général réussit difficilement à lui faire faire halte sur les hauteurs de Cotzenbergue, à motié chemin de Bruxelles. Cette nouvelle circonstance lui fit changer toute

(1) Des émigrés venant de l'armée, assurent que ce Jourdan n'est point celui d'Avignon. (*note de l'éditeur*)

ſa diſpoſition. Il commença par envoyer ordre au général Duval de commencer l'évacuation de Bruxelles.

Il ôta le commandement de l'avant-garde au vieux général la Marche, qu'il envoya en France ſous prétexte de ſoigner ſa ſanté, qui, à la vérité était très-mauvaiſe. Il le remplaça par le général Vouillé. Il forma cette avant-garde devenue arrière-garde, d'une forte diviſion d'artillerie, de toute la cavalerie & de vingt cinq bataillons, preſque tous de troupe de ligne. Il prit lui-même ſon poſte à cette arrière garde, forte de douze à quinze mille hommes, qu'on pouvait dire être l'armée. Le reſte marchait en avant & ſous la protection de cette troupe d'élite, qui conſerva une contenance digne de l'importance de ſa fonction.

Il établit ſon camp ſous Bruxelles, le long de la petite riviere de Woluwe, ſa droite à Sanpeterswoluwe, & ſa gauche à Vilvorde. Il n'avait gardé que la quantité de pièces de poſition néceſſaires pour ſon arrière garde, & comme il avait pris la précaution de faire paſſer ſon parc d'artillerie à Anderlecht au-delà de Bruxelles, il le fit partir le 23 par le chemin d'Enghien & d'Ath pour ſe porter à Tournay.

Le prince de Cobourg qui ignorait le déplorable état de l'armée Françaiſe ne pouvait que ſe féliciter de la ſuſpenſion d'armes, qui opérait ſans combat l'évacuation des Pays-Bas.

Au reſte la réſiſtence, en cas que le général eût cru être obligé de l'employer, n'eût produit que la ruine du pays, ſans remplir le but de s'y maintenir. Depuis que l'empereur Joſeph en a démoli les places fortes, ces provinces n'offrent plus qu'une campagne raſe, ſans point de défenſe. Une bataille gagnée vous rend maître de cinquante lieues de terrein, une bataille perdue vous rejette à l'extrême frontière.

Le prince de Cobourg fut très-fidèle à la promeſſe du colonnel Mack, & reſta trois jours à Louvain n'entrevoyant à notre ſuite que de faibles avant-gardes.

Le général Dumouriez put donc s'occuper tout entier du sort de Bruxelles & des grandes villes par lesquelles son armée devoit passer, en exécutant la retraite. Il était essentiel pour l'humanité & pour la justice d'empêcher le pillage des Belges qui nous avaient reçus à bras ouverts : il était très-imposant aussi de ne pas les irriter. Ils nous rendaient encore les plus grands services : ils avaient pardonné nos excès, il ne fallait pas r'ouvrir les plaies récentes : leur désespoir leur aurait fait reprendre les armes que les dernières ordonnances du général Dumouriez leur avaient fait tomber des mains, & l'armée française envelopée entre les Autrichiens & les Belges eût été entièrement détruite en peu de jours.

Le 25, l'armée traversa Bruxelles dans le plus grand ordre, & se retira sur Hall, d'où elle devait marcher sur deux colonnes, pour regagner la frontière de France. Il n'y eut ni pillage ni insulte, ni propos de part & d'autre. Les habitans de cette capitale n'ont pas oublié ce service, & en ont témoigné leur reconnaissance au général Dumouriez, par toutes les marques d'estime publiques : il leur sait gré d'avoir été justes envers lui ; & il ne serait ni proscrit ni errant s'il avoit trouvé par tout la même équité.

Ayant pris le parti nécessaire de se retirer lentement & avec décence jusqu'à la frontière, il s'occupa de divisions séparées de son armée, pour que leur marche rétrogade fût en mesure avec la sienne.

Par sa droite, pendant que le général Beaulieu, avec sept à huit mille hommes, pénétrait par Huy, le prince de Hohenlohe arrivait de la province de Luxembourg sur Namur, occupé par le général d'Harville, avec environ quinze mille hommes. Mais cette division avoit été formée aux dépens des garnisons de Givet & de Maubeuge. Le prince de Hohenlohe pouvait tourner vers une de ces deux places, l'enlever & pénétrer sur le territoire français. Dumouriez avait mandé au général d'Harville de laisser dans la citadelle de Namur, des vivres, des munitions & deux mille mille cinq cents hommes de garnison, & de se retirer avec le reste en deux colonnes, l'une sur Givet, où il devait envoyer le lieutenant-général Bouchet, l'autre sur Maubeuge, qu'il

devait conduire lui-même, en s'arrêtant d'abord à Charleroi, ensuite sur la hauteur de Nimy, au-dessus de Mons. Cette position de Mons couvrait Maubeuge, le Quesnoy, Condé & Valenciennes : il devait trouver à Mons la division du général Neuilly, forte de six mille hommes ; ainsi son camp de Nimy aurait été de dix à douze mille hommes, en attendant les renforts de France.

Pendant son séjour à Bruxelles, le général reçut la réponse du général d'Harville, qui lui mandait qu'il n'y avait pas assez de vivres, de munitions & d'argent pour approvisionner le château de Namur pour seulement quinze jours, qu'il fallait défendre ce poste avec toute son armée, ou l'abandonner. Il concluait par demander des ordres précis. Cette dépêche était accompagnée de l'avis par écrit du général Bouchet, & de pièces justificatives du commissaire des guerres Barneville. Il n'y avait pas à balancer sur la réponse. Laisser cette division à Namur, c'était risquer de voir attaquer Givet ou Maubeuge, dénués de troupes, risquer de perdre au moins une de ces deux places, & ensuite le corps d'armée posté à Namur, qui eût été facilement enveloppé. Laisser deux mille cinq cents hommes dans la citadelle sans vivres & sans munitions, c'était livrer cette garnison aux Autrichiens & s'affaiblir d'autant. Il ordonna donc au général d'Harville d'évacuer entièrement Namur, & de se retirer par gradations & en bonne contenance sur Givet & Maubeuge.

A sa gauche, il avait six bataillons dans Breda, & trois dans Gertruydenberg, qu'il pouvait bien regarder comme perdus, mais qui, ayant pour quatre ou cinq mois de vivres, & beaucoup de munition, pouvaient arrêter très-long-tems les Prussiens & les Hollandais. Il voulait conserver avec eux un échelon de communication, en gardant la citadelle d'Anvers, dans laquelle il ordonna de jetter le général Berperon avec deux mille hommes & pour six mois de vivres.

Il envoya le lieutenant-général Omoran commander à Dunkerque & dans la partie maritime du département du Nord ; il lui donna pour instruction, 1°, de faire relever les lignes & les forts du camp retranché entre

Dunkerque & Bergues ; 2°. De tracer & faire arranger un camp retranché fur la hauteur du Mont-Caffel ; 3°. de fe rendre en perfonne à Courtray, pour y recevoir l'armée de l'expédition de Hollande, & la placer dans le camp de Haerlebecke, ayant l'Efcaut devant elle. Il envoya en même-tems ordre aux généraux Maraffé & Ruault de faire leur retraite, en paffant l'Efcaut par la tête de Flandres, pendant que la garnifon de Malines fe retirait par Dendermonde, de longer l'Efcaut, en traverfant Gand & de s'arrêter dans le camp de Courtray ou Haerlebecke, en ayant foin de ne point précipiter leur retraite, & de couper tous les ponts derrière eux.

Le projet du général Dumouriez était, s'il eût gardé les citadelles de Namur & d'Anvers, de former en-dehors du territoire Français une ligne impofante, paffant de la droite à la gauche par Namur, Mons, Tournay, Courtray, Anvers, Bréda & Gertruydenberg. Dans cette pofition, fi la fufpenfion d'armes pouvait fe continuer, il efpérait influer de plus près fur le rétabliffement de l'ordre dans l'intérieur, & fe donner tout entier à ce foin. Si la fufpenfion ne tenait pas, les Impériaux fe trouvaient au centre d'un demi-cercle dont il fallait néceffairement qu'ils attaquaffent les deux extrêmités pour opérer avec fuccès, ce qui les forçait à une guerre de fièges, aux dépens de leur propre territoire, & ce qui donnait le tems de réorganifer & de renforcer l'armée, qui aurait repris confiance, ayant à fon dos & derrière elle les places fortes.

Dans ce projet, le général Dumouriez devait occuper la ville de Tournay & le camp d'Antoing, d'où en cas d'une trop grande fupériorité de l'ennemi, il avait une très-bonne pofition à prendre dans fon ancien camp de Maulde.

En conféquence de ce plan, qui n'avait encore éprouvé de changement que par l'évacuation forcée du château de Namur, il marcha le 26 à Enghien, & le 27 à Ath, pendant que la divifion du général Neuilly marchait à Mons par Hall & Braine. En arrivant à Ath, il reçut ordre de la Convention de faire arrêter le colonel du foixante-treizième régiment d'infanterie, qui avait abandonné l'armée fans ordre avec fes deux bataillons, &

était entré en France & le général Miranda. Dumouriez fit exécuter à regret l'ordre contre ce général, parce qu'il était bien sûr que cette rigueur était moins un acte d'injustice qu'une manœuvre d'acharnement des Jacobins contre Pétion & la faction de la Gironde, qui étaient les amis & les protecteurs de Miranda, qui s'est tiré d'affaire, en accusant le général Dumouriez, après sa défection de l'armée, événement qui a été très-favorable à Miranda.

Le même jour le colonel Mack arriva à Ath, & sans rien écrire, il fut rédigé entre lui & le général, une convention beaucoup plus formelle que la première. Le colonel commença par exprimer au général la reconnaissance des Impériaux, de ce que, par la sagesse de ses ordres, la retraite s'exécutait d'une manière qui sauvait des désastres affreux au pays, désastres dont ne pouvait profiter aucune des deux nations. Il fit valoir de son côté la modération avec laquelle se conduisaient les troupes Impériales, pour ne pas trop inquiéter la retraite des Français, de manière cependant à cacher aux deux armées la connivence entre les généraux.

On convint que l'armée Française resterait encore quelque temps sur la frontière dans la position de Mons, Tournay, Courtray, sans être inquiétée par l'armée Impériale; que le général Dumouriez, qui ne cacha plus au colonel Mack le projet qu'il avait de marcher sur Paris, réglerait, quand il serait tems, les mouvemens des Impériaux, qui n'agiraient que comme auxiliaires; que s'il n'avait pas besoin de secours, ce qui était à souhaiter pour les deux partis, ils resteraient sur leur frontière sans s'avancer, & que l'évacuation totale de la Belgique serait le prix de cette condescendance; que si au contraire il ne pouvait pas opérer tout seul, non pas la contre-révolution, mais la réformation, c'est-à-dire, le rétablissement d'une monarchie constitutionnelle, il indiquerait lui-même le nombre & l'espèce de troupes dont il aurait besoin pour réussir dans ce projet; & qu'on ne les ferait marcher que sur sa direction. Le général lui annonça sa marche du lendemain sur Tournay, celle du général Neuilly sur Mons, & de l'armée de la Hollande sur Courtray.

Il fut enfin décidé que, pour lier les opérations entre les deux parties d'armées Impériales, du prince de Cobourg & du prince de Hohenlohe, lors du mouvement du général Dumouriez sur Paris, Condé serait remis aux Autrichiens, comme place de garantie, qu'ils y tiendraient garnison, mais sans aucune prétention à la souveraineté, & avec la condition qu'elle serait rendue à la France après la guerre & après le réglement des indemnités; mais que toutes les autres places, si le parti constitutionnel était dans le cas d'avoir besoin du secours des Impériaux, recevrait garnison mi-partie, sous les ordres des Français. Les généraux, Valence, Thowenot & Chartres, avec le colonel Montjoye, assistèrent à cette conférence. Telle est la première époque telles sont les premières conditions traitées entre le prince de Cobourg & le Général Dumouriez, qui suivait son plan & que les circonstances pressaient de plus en plus.

## CHAPITRE X.

*Camp de Tournay.*

LE 28, le général marcha à Tournay, où il prit la position d'Antoing, ayant son avant-garde dans Tournay, & ses flanqueurs de gauche commandés par le général Miaczinsky sur le mont de la Trinité. Il envoya le général le Veneur avec l'armée des Ardennes occuper le camp de Maulde,

Il trouva dans cette ville madame de Sillery avec mademoiselle d'Orléans, qu'il n'avait jamais vues & qui y étaient restées sur la recommandation que le général avait faite précédemment au lieutenant-général Omoran, commandant dans le Tournaisis, de les y garder, puisque mademoiselle d'Orléans, agée seulement de quinze ans, se trouvait proscrite de France par un décret rendu contre les émigrés. Cette jeune princesse, qui, ainsi que ces deux frères Chartres & Montpensier, est parfaitement élevée, est un modèle de vertu, de résignation & de constance.

Le duc de Chartres, qui avait servi avec une valeur distinguée & un patriotisme pur & désintéressé, pendant la campagne précédente, & qui venait encre de déployer si utilement pour la cause publique du non Français un courage & un civisme à toute épreuve, était lui-même sous le décret du bannissement de la maison de Bourbon, & devenait susceptible des chicanes les plus injustes, le jour qu'il rentrerait en France.

Le général, pendant les deux jours qu'il passa à Tournay, donna à cette princesse, intéressante par ses malheurs & ses vertus, les témoignages & l'intérêt respectueux qu'elle méritait; & comme elle craignait fort, ainsi que madame de Sillery, de tomber entre les mains des Impériaux, à cause des émigrés, auxquels les dames croyaient une influence plus forte que celle dont ils jouissaient, le général, à son départ de Tournay les fit passer à St. Amand, d'où elles consentirent ensuite d'après les assurances des officiers généraux Autrichiens à se rendre à Mons pour chercher un asyle, au moment où la protection du général Dumouriez, bien loin de leur être utille, ne pouvait que leur devenir funeste. Puisse la vertueuse innocence de mademoiselle d'Orléans trouver sa récompense, ou au moins sa sûreté dans les soins de la bienfaisante Providence!

C'est dans le camp de Tournay que Dumouriez apprit que le général Neuilly en arrivant à Mons, n'avait pas pu retenir sa division qui, au-lieu de prendre la position des hauteus de Nimy, avait pillé les magasins, & s'étant débandée, s'était enfuie, sans être ni suivie, ni attaquée, jusqu'à Condé & Valenciennes. Il ne restait plus au général Neuilly que sa cavalerie. Le général lui ordonna de se retirer avec elle dans Condé, & de la répandre en-avant embrassant le plus de terrain qu'il pourrait entre Binche, Roeux, Soignies & Leuse, coupant les ponts, enlevant les fourrages, chevaux & chariots.

Cet abandon de Mons rendait la position de Dumouriez à Tournay fort précaire, sa droite se trouvant entièrement découverte; mais indépendamment de la suspension d'armes, il connaissait assez le pays pour être sûr de sa retraite, & il ne voulait pas la faire qu'il ne

connût

connût le mouvement de sa gauche, parce que dans le cas où le camp d'Haerlebecke eût été occupé, il se fût toujours trouvé en mesure. Il prit seulement la précaution de mander le général d'Hrville de ne plus s'occuper que du camp de Maubeuge & de Givet, pour empêcher les ennemis de pénétrer de ce côté sur notre territoire.

Le 29, arrivèrent à Tournay trois députés des Jacobins, qui s'annoncèrent de la part du ministre Lebrun, dont ils apportèrent au général une lettre vague, qui disoit qu'ils avaient des communications à lui faire, concernant les affaires de la Belgique. Ces trois hommes, dont les dépositions exagérées forment un corps de délit contre le général Dumouriez, se nommaient Proly, petit intrigant, né à Bruxelles, Desjardins, homme de lettres obscur, ayant été chassé de Bruxelles, & Péreïra, Juif Portugais. Le premier était fort connu précédemment du général, comme on l'a vu dans le premier livre de ces mémoires. Le second affectait un air d'homme-de-lettres, & le troisième était un Jacobin très-emporté. Ils se formalisèrent de ce que le général ne voulut point traiter d'affaires avec eux ni devant Mademoiselle d'Orléans, ni dans son appartement, où ils étaient venus le relancer. Il leur fixa un rendez-vous chez lui.

La conversation qu'ils ont dénoncée entr'eux & le général, est à-peu-près exacte. Ils furent d'accord avec lui sur la nullité, l'incapacité & le désordre de la Convention, & sur la nécessité de l'anéantir, & d'établir une autre législature. Voici la seule réticence importante qu'ils se sont permise, & qui était la clef de leur mission. Après être convenus de la nécessité d'anéantir le corps législatif, & de le remplacer, ils eurent l'air de chercher avec le général, comment se ferait le remplacement. Alors l'un des trois hasarda de dire que les Jacobins avaient président, régistres, tribune, correspondance, orateurs, habitude de traiter les grandes affaires, qu'ainsi le remplacement était tout trouvé. Le général, avec sa véracité tranchante, rejetta très-loin cette idée, motivant son refus d'adhesion sur l'immoralité; la grossièreté, l'imprudence, la cruauté & la mauvaise composition de cette

société, ajoutant que c'étoit à elle qu'il attribuoit tous les malheurs de la France.

Alors Proly lui demanda : *Qui donc seriez-vous représentans, au lieu de ceux actuels, sans passer par les lenteurs & les vices du mode d'élection des assemblées primaires ? - - Rien n'est plus simple, dit le général, les administrateurs des département & des districts sont actuellement très-épurés, leur patriotisme est éprouvé, il n'y a qu'à prendre tous les procureurs-généraux des départemens & des districts, pour cette première & unique fois, & pour completter le nombre, y joindre des membres des départemens & des districts, ils formeront une législature très-régulière ; on rétablira la constitution de 1789, 90 & 91, toute la France sera d'accord, les armes tomberont des mains des prétendus royalistes, les puissances étrangères n'ayant plus de prétexte de guerre, & trouvant un gouvernement solide avec qui traiter, seront plus faciles pour la négociation de la paix soit ensemble, soit séparément car ne croyez pas*, ajouta-t-il, *que la République puisse subsister, vos crimes & vos folies en ont détruit la possibilité.* Ces trois hommes disputèrent un peu, mais au total, ils écoutèrent très-tranquillement ces blasphêmes du général, dont ils ont rendu un compte si effrayant. Desjardins, qui le cajola d'avantage, lui dit qu'il allait rendre compte, & qu'il espérait de revenir bientôt. Ils prirent congé de lui tranquillement, sans que certainement il pensât à faire arrêter trois émissaires aussi peu conséquens.

Le général ne doute pas que s'il eût abondé dans leur idée de faire remplacer la Convention nationale par la société des Jacobins, il n'eût gagné toute leur confiance ; mais il avoue que son caractère, peut être trop franc dans cette circonstance, ne lui laissa pas même la possibilité d'employer la flexibilité nécessaire pour se prêter à cette feinte. Il prévit sur-le-champ que cela ne pouvait s'exécuter que par une suite de crimes sanglans, qui lui faisaient horreur, & les événemens postérieurs lui ont prouvé qu'il ne s'était pas trompé.

Le même jour il reçut une lettre de sept commissaires de la Convention réunis à Lille, qui lui mandaient

de se rendre en cette ville pour répondre à des accusations intentées contre lui. Il répondit, qu'en présence de l'ennemi, nécessaire à son armée, occupé à la réorganiser & à la raffermir, ce qui était vrai, il ne pouvait pas la quitter un instant pour aller suivre un procès : que si les commissaires voulaient se transporter à l'armée, il leur répondrait avec sa franchise ordinaire, sur tous les points ; que si cela n'était pas très-pressé, dans quelques jours, dès qu'il aurait achevé sa retraite sur le territoire français, il aurait plus de tems pour suivre ses affaires personnelles ; qu'au reste, il n'entrerait dans Lille qu'avec des troupes, pour punir les lâches, qui après avoir abandonné leurs drapeaux, calomniaient les braves défenseurs de la patrie.

## CHAPITRE XI.

*Retraite du camp de Maulde.*

DEPUIS plusieurs jours le général était très-inquiet du corps d'armée d'Anvers, n'ayant point de ses nouvelles, ignorant même si le général Ruault, qui y portait ses instructions, n'avait pas été pris en passant. La retraite d'Anvers, en traversant l'Escaut par la tête de Flandres, devait nécessairement être longue & difficile ; mais il savait que les ennemis étaient bien moins nombreux dans cette partie, que le corps d'armée qui avait à se retirer. Les Prussiens & les Hollandais étaient allés attaquer Gertruydenberg, & masquaient Breda. Le colonel Mylius, avec tout au plus deux mille hommes de troupes irrégulières Impériales, s'était présenté devant Anvers.

Cetre partie d'armée Française était tombée dans un désordre encore plus grand que le reste. La terreur s'en était emparée, les généraux n'en étaient plus les maîtres. Le 26, le colonel Mylius eut l'audace de sommer la ville. Une partie de l'armée était déjà passée, mais au-lieu d'attendre le reste, excepté un corps que le colonel Thowenot arrêta à Gand, les autres se retiraient

précipitamment par Bruges fur Dunkerque. Le général Maraffé, d'après l'inftruction de Dumouriez, avait fait couler la fregate l'Ariel, dont les mâtures, agrêts & artillerie avaient été embarqués fur le bricq & fur les chaloupes canonnières, pour être tranfportés par les canaux à Dunkerque. Il avait fait embarquer fur d'autres bateaux tout ce qu'il avait pu d'approvifionnemens; mais il en reftait encore beaucoup dans la ville avec plus de huit mille hommes. Comme la terreur & la confufion redoublaient à l'approche des Impériaux, il tint un confeil de guerre, dans lequel il fut décidé tout d'une voix, qu'il valait mieux fauver cette partie de l'armée, en capitulant, pour emmener tous les effets & magafins appartenants à la nation Françaife, que de rifquer d'être forcés, de tout perdre en s'opiniâtrant.

Il faudrait, pour bien juger cette capitulation, connoître parfaitement les circonftances, dont le général Dumouriez n'a jamais fu les détails, à caufe de la rapidité des événemens qui ont fuivi. Les Impériaux ont un talent particulier pour faire mouvoir leurs avant-gardes, les multiplier à l'œil, & tromper l'ennemi fur leur force réelle. Il eft à préfumer que les généraux français, déconcertés d'ailleurs par la terreur de leurs troupes, ont cru avoir devant eux toute l'armée Pruffienne & Hollandaife. Ce qui a été très-facheux, & ce qu'on ne peut pas approuver, c'eft qu'ils aient capitulé, pour la citadelle, qui pouvait être regardée comme indépendante de la ville, & qui, dans aucun cas, ne devait entrer dans cetre capitulation.

Quoi qu'il en foit, le 27 ou le 28, l'armée Françaife fortit d'Anvers, pour fe rendre fur la frontière de France. Mais aucune de ces troupes ne prit la direction de Courtray, elles n'étaient plus libres de prendre le camp d'Haerlebecke qui n'eut pas lieu, elles rentrèrent les unes plutôt, les autres plus tard, fur le territoire Français, où elles furent difpofées par le géneral Omoran dans le camp de Caffel & dans les lignes de Dunkerque, ou fervirent en partie à former le camp de la Madelaine fous Lille.

Ce fut dans la nuit du 29 au 30 que Dumouriez re-

çut ſans détail les premières nouvelles de cette diſperſion de plus de vingt mille hommes de ſon armée. La débandade du corps de Neuilly, qui avait produit l'abandon de Mons, avait dégarni ſa droite ; celui de Courtray expoſait encore plus ſa gauche : on pouvait venir la tourner par la gauche de l'Eſcaut, & s'il était obligé de ſe retirer devant l'ennemi, il était ſûr, d'après la mauvaiſe diſpoſition des troupes, d'éprouver une déroute complete. Il prit donc le parti d'abandonner, le 30 au matin, le camp de Tournay. Il avait précédemment envoyé le général le Veneur occuper celui de Maulde. Il fit paſſer l'armée du Nord au pont de Mortagne, & lui fit prendre l'excellent camp de Bruillé, qu'il joignit par trois ponts au camp de Maulde. Il envoya le général Miaczinsky avec quatre mille hommes occuper Orchies, pour aſſurer la communication avec Lille, & il mit ſon quartier-général à Saint-Amand avec ſon parc d'artillerie.

Les deux garniſons de Bréda & de Gertruydenberg ſe trouvaient totalement coupées d'avec l'armée, par la capitulation inattendue du château d'Anvers. C'était un corps de cinq à ſix mille hommes ſacrifiés, perdus ſans utilité, ſans eſpoir de ſecours, qui pouvaient être fort utiles pour défendre la Flandre maritime françaiſe. Le général fit paſſer par le colonel Mack au général de Flers & au colonel Tilly, qui commandaient dans ces deux places, l'ordre de capituler honorablement, à condition de venir en France avec armes & bagages, ce qui a été exécuté, & ce qui était un grand ſervice rendu dans cette circonſtauce, où plus de la moitié de l'armée avait déſerté, & rempliſſait les villes frontières ou ſe rendait à Paris.

C'eſt à la ſuſpenſion d'armes qu'on doit à cette époque le ſalut des frontières ; car ſi les Impériaux euſſent fait irruption, le déſordre était ſi grand qu'ils auraient pénétré.

Au travers de ce cahos du déſordre & du dégoût de l'armée, elle n'avait pas ceſſé de montrer de l'attachement à ſon général ; elle lui rendait juſtice ſur tout ce qu'il faiſait pour la ſauver & la remettre en ordre. L'arrière-garde, ſur-tout, & les troupes de ligne, qui

l'avaient toujours vu le dernier dans leurs retraites, à toutes les heures, de jour & de nuit, & toujours exposé, le plaignaient, & avaient pris beaucoup d'humeur contre ses ennemis, contre les jacobins & contre la Convention nationale. Le vœu était presque général pour le rétablissement de la monarchie & de la constitution. Très-peu de bataillons volontaires osaient s'élever pour la république. La cavalerie & les troupes de ligne étaient très-décidées. L'artillerie même disait qu'elle défendrait son général contre tous les malveillans. On parlait même hautement de marcher sur Paris pour renverser les anarchistes, auxquels l'armée attribuait, très-justement, tous les revers qu'elle venait d'essuyer. Ayant appris qu'on voulait appeller le général à Paris, leur propos ordinaire était de dire qu'ils l'y conduiraient eux-mêmes, & qu'ils suivraient sa fortune.

Le général étudiait ces dispositions qui étaient soutenues par les plaintes des généraux & de la plupart des officiers, qui voyaient outrager dans les feuilles des Jacobins, accuser de trahison, arrêter, maltraiter sans aucuns égards, les chefs, sous lesquels ils avaient précédemment vaincu les ennemis; ils jugeaient, par un retour sur eux-mêmes, que leur élévation rapide aux grades supérieurs les exposait au même sort. Plusieurs cependant, entr'autres Dampierre, entretenaient des correspondances perfides avec les chefs de l'anarchie, envisageaient dans le désordre actuel l'espoir de supplanter leurs supérieurs, & tenant publiquement le même langage que leurs collègues, entretenaient & suscitaient sous main la frénésie jacobine, par leurs insinuations calomnieuses.

Les esprits étaient dans la plus grande fermentation, & les choses tendaient à un dénouement qui ne pouvait qu'être prompt & violent. La Convention avait dans Valenciennes trois commissaires, Lequinio, Cochon & Bellegarde, qui traitaient déjà l'armée & ses chefs en rebelles, & refusaient, tantôt de laisser passer les convois & l'argent, tantôt de laisser communiquer l'armée avec la garnison; ils avaient déjà hasardé un manifeste contre le général Dumouriez, & ils l'avaient envoyé à l'armée & à la garnison de Condé. Dans cette place

était le général Neuilly avec une garnison de quatre bataillons & un régiment de cavalerie. Cette garnison était très-divisée d'opinions : il semblait cependant qu'elle penchait pour Dumouriez, auquel le général Neuilly était très-attaché.

A Lille, la division d'opinions était encore plus marquée. Les commissaires de la Convention, qui s'y trouvaient réunis, excitaient à l'aide du club le petit peuple, qui était très-nombreux, contre les bourgeois. Les soldats, surtout les troupes de ligne, se livraient à des mouvemens pétulens, & tenaient beaucoup des propos en faveur de leur général & contre la faction anarchique ; mais tout cela n'avait ni ensemble, ni chef, ni tenue. Dailleurs cette garnison était travaillée avec des assignats. Le même moyen était employé dans l'armée du général, & tout autour de lui, avec la plus grande activité. Les commissaires tentèrent aussi la voie de l'assassinat.

Le 31 Mars, six volontaires du troisième bataillon de la Marne demandèrent à parler au général, qui les fit introduire. Ils avaient le derrière de leur chapeau sur le devant de la tête, & dessus était écrit avec de la craye blanche, *République*. Ils lui firent une longue harangue fanatique, dont le résultat était, qu'il devait aller se présenter à la barre de la Convention, en obeissant à un ordre qu'il devait recevoir, sans quoi ils avaient juré, ainsi que plusieurs autres de leurs camarades, d'imiter Brutus, & de le poignarder. Il leur répondi, avec beaucoup de tranquillité & de douceur, qu'ils étaient aveuglés par un faux zèle, qu'ils devaient voir que tout allait mal : que toutes les fureurs qu'on employait, bien loin d'affermir la république, prouvaient l'impossibilité de la soutenir, parce qu'un gouvernement anerchique, sans frein, sans justice & sans loix, ne pouvait pas subsister. Tout en argumentant avec le général, ils s'approchaient pour l'envelopper, ce qui ferait peut être arrivé sans l'intrépide vigilence du fidèle Baptiste, qui, saisissant le plus avancé, appela la garde ; ils voulurent alors se servir de leurs armes, mais on les prévint : le général leur sauva la vie, & les empêcha d'être maltraités ; il prit seulement la précaution de s'assurer d'eux. L'indi-

gnation fut générale dans l'armée & ce fut ce même jour que tous les corps firent des adresses signées d'individus de tous les grades, dans lesquels ils protestaient d'un attachement inviolable à leur général ; la plupart de ces adresses contenaient le vœu de marcher sur Paris, pour rétablir le roi & la constitution de 1789.

D'après ces pièces & les hostilités commencées par les commissaires qui le provoquaient, & qui annimaient contre lui les peuples & les garnisons, le général muni de ce vœu universel, travailla à s'emparer de trois villes, qui lui étaient les plus nécessaires, & sans lesquelles il ne pouvait faire aucune démarche d'éclat avec utilité.

Il commence par avouer & même sans honte, que sans perdre un seul moment son projet de vue, il l'a manqué, faute d'employer des moyens nécessaires, sans doute alors, mais que son caractère, ennemi de la perfidie & de la cruauté, lui a fait rejetter. Il a trop compté sur la force, la bonne foi & la conviction : il n'a ni répandu d'argent, ni détruit ses plus mortels ennemis, lorsqu'il le pouvait. On lui proposa une mésure qui eût été très-utile, c'était de réunir en un seul camp toutes les troupes de ligne, de désarmer les gardes nationales, & de les renvoyer, cela ne pouvait pas s'exécuter sans une grande effusion de sang, parce qu'il y avait déjà une forte animosité entre les deux corps ; s'il effectuait cette mesure sans distinction, il offensait beaucoup de bataillons de volontaires, qui avaient fait la guerre trés-valeureusement, qui venaient de lui témoigner leur vœu dans des adresses très-franches & très-ardentes, & pour les recompenser, il allait les exposer ou au deshonneur, ou au massacre. S'il faisait des exceptions, il pouvait se tromper, en les faisant tomber sur des anarchistes déguisés, & il ne pouvait plus compter sur ces troupes.

L'histoire ne présente chez aucun peuple aucune circonstance où l'opinion ait autant agité, en sens contraire, les passions des hommes, ait autant défiguré leur caractère, les ait transportés aussi loin au-delà de la nature & des affections sociales que dans la révolution Française. Le fanatisme de liberté était une noble exaltation en 1789 ; il est devenu passion licentieuse en 1790 & 1791. Il semblait que la constitution devait fixer son caractère,

&

& le rendre ſage ; mais les ſuccès de 1791, au lieu de le rendre noble, héroïque & généreux, l'ont fait dégénérer en frénéſie aveugle, inſolente & barbare ; & l'époque qu'on retrace dans ces mémoires lui a donné encore un degré de férocité de plus.

La lutte n'était pas égale entre Dumouriez & les Jacobins. Ses moyens étaient trop faibles & trop régulier. On ne pouvait ſurmonter les crimes des Jacobins que par des crimes encore plus étonnans ; il falloit oppoſer la corruption à la corruption, la perfidie & la cruauté à la ſcélérateſſe & à la barbarie. La ſecte des Jacobins ne peut être anéantie que par un plus grand ſcélérat qu'eux, ou par le fer étranger. Ainſi la ſuite de ce récit n'eſt que le détail de mal-adreſſes du général Dumouriez, qui a voulu conſerver ſa propre eſtime, & purger les crimes de ſa nation ; ce qui était incompatible.

Il lui était arrivé dans la conférence qu'il avait eue à Louvain avec Danton & Lacroix, ſur une propoſition peu délicate de ces commiſſaires, relative à la manière de ſe conduire avec les Belges, de leur dire, ce qu'il avait répété depuis à Camus, que même pour le ſalut de ſa patrie, il ne conſentirait jamais à commettre une action qu'il regarderait comme un crime. Il a ſu depuis que Danton avait dit : *Le général Dumouriez eſt une ame faible, il n'eſt pas à la hauteur de la révolution.* La révolution s'était encore *élevée* depuis cette époque, & ce général, qui volontairement eſt reſté au même point, parce que dans tout ce qu'il a fait, il a agi par principe & ſans intérêt perſonnel, ne pouvait que manquer de ſuccès, lorſque, pour réuſſir, il fallait déployer ces vices ſupérieurs à ceux qu'il avait à combattre.

Il envoya ordre au général Miaczinski, qui était à Orchies, de ſe préſenter avec ſa diviſion devant Lille, d'y entrer, de faire arrêter les commiſſaires de la convention, & les principaux clubiſtes ; & dès que cela ſerait fait, de ſe rendre à Douay, d'en chaſſer le général Moreton, d'y faire reconnaître, ainſi qu'à Lille, le vœu unanime de l'armée pour la conſtitution, & de ſe rendre, enſuite par Cambray à Peronne, où il devait

prendre poste. Ce malheureux officier général ne connut pas assez l'importance de sa mission, la confia à tout le monde, entr'autre au fameux mulâtre Saint-Georges, colonel d'un régiment de hussards, qui le trahit, l'attira dans Lille avec une très-petite escorte : dès qu'il fut entré, on ferma la porte sur lui, on l'arrêta, & il fut conduit à Paris, où il a été décapité. Cet infortuné Polonais avait, en 1770, été un des chefs de la confédération de Pologne, à l'époque où Dumouriez était chargé par la cour de France, de la diriger. Il avait été pris par les Russes dans un combat ; il était ensuite venu réclamer des indemnités en France, & le général n'ayant pas pu réussir à les lui faire obtenir, lui avoir fait avoir le grade de maréchal-de-camp, & la permission de lever un corps franc, & il l'avait employé très-utilement à l'armée. Miaczinsky, fort brave à la guerre, ne montra pas le même courage dans sa défense personnelle & dans sa mort ; il chargea beaucoup le général Dumouriez, même avec des impostures grossieres, qui lui furent sans doute suggérées par des scélérats, qui l'égaraient : il ne fut pas sauvé ; il accusa aussi le député la Croix, ce qui le perdit.

La division que commandait Miaczinsky, & qu'il avait eu si grand tort de quitter, resta errante sur les glacis de Lille, où on ne voulait pas la recevoir. Le général Dumouriez l'ayant appris, envoya son aide-de-camp, le colonel Philippe de Vaux, pour en prendre le commandement & la ramener sur Orchies & Douai. Le colonel de Vaux fut arrêté par la trahison d'un de ses confrères, mené à Paris & décapité. Il est mort avec une grandeur d'ame héroïque. Philippe de Vaux, né à Bruxelles, avait d'abord servi en Autriche, il avait ensuite pris parti contre l'empereur dans les révolutions de son pays : le général Dumouriez, qui l'avait connu à Paris, l'avait pris pour un de ses aides-de-camp. Il avait de l'esprit, un grand courage : une ame fière & sensible, & toutes les qualités nécessaires pour devenir un très bon officier-général.

Le commandement de Valenciennes était entre les mains du maréchal-de-camp Ferrand, que Dumouriez avait fait successivement colonel, & officier-général,

qu'il croyoit honnête & attaché. Cet homme était d'âge à ne pas se laisser fanatiser, & avait paru jusqu'à cette époque un homme sage & raisonnable; mais les caractères se brisent devant les opinions, & Ferrand était devenu un des plus ardens déclamateurs contre son général, & un des plus forts soutiens du parti des anarchistes. Le grand prévôt de l'armée, nommé l'Ecuyer, avait demandé comme une grace, d'être chargé de la commission d'aller arrêter les députés qui étaient dans Valenciennes; dès qu'il y fut entré, il devint bientôt leur confident & leur bras droit : mais par un événement bizarre, il a péri depuis sur l'échafaud, parce qu'il avoit écrit une lettre très circonstanciée à Dumouriez, sur les moyens qu'il avait arrangés pour arrêter les députés, & que cette lettre fut trouvée dans la redingotte du général, lors de l'assassinat du 4 Avril.

Ces deux hommes déjouèrent tous les moyens qu'employa le général pour se rendre maître de Valenciennes, qui leur furent communiqués pendant les premiers jours, & ils changèrent l'esprit des troupes qu'on y avait fait entrer.

Ainsi les projets sur Lille & Valenciennes étant échoués aussi rapidement, il ne restait que la ressource de prendre Condé; la position de l'armée sur l'extrême frontière & presqu'en-dehors, devenait très embarrassante, parce que dépendant des places fortes pour les subsistances, il fallait ou la dissoudre, ou se joindre aux Impériaux, ou prendre une place.

Le premier ôtait toute ressource, & assurait tous les avantages aux anarchistes; le second répugnait au général & aux troupes, par le principe très-louable de fierté nationale; d'ailleurs, ce consentement ne pouvait être universel, vu le peu d'accord des opinions, & le travail très-actif des Jacobins sur l'esprit des soldats; le troisième était impossible, n'ayant pas l'artillerie de siège, qui avait été renvoyée dans Lille lors de la retraite des Pays-Bas. D'ailleurs, ce troisième moyen amenait indubitablement la guerre civile; un siège entraînait des longueurs, pendant lesquelles les soldats Français pouvaient faire les mêmes réflexions qui frappaient Dumouriez, & qui l'arrêtaient dans tous ses

mouvemens : c'est qu'il était affreux de voir battre entr'eux les Français, ayant pour spectateurs les étrangers, qui n'auraient pas manqué ensuite de s'en mêler lorsque les deux partis se seraient mutuellement affaiblis.

Dumouriez voulait aller à Paris, mais ce n'était que par la majorité de l'opinion qu'il pouvait y réussir. Tout autre moyen lui paraissait aussi incertin qu'odieux, & chaque jour, chaque heure diminuait son espoir. Il voyait sa position, sans se flatter & sans s'abattre : il la combinait sous toutes les faces, & il ne se rappelle pas ces cinq jours d'Avril sans frémir.

## CHAPITRE XII.

*Arrestation des commissaires de la Convention & du ministre de la guerre.*

Le premier Avril, le général Dumouriez, pour être plus près de son armée, & pour favoriser un projet de surprendre Valenciennes, qui lui fut proposé, & qui manqua par la faiblesse de l'officier-général qui en fut chargé, transfera son quartier-général, de la ville, aux Boues de Saint-Amand, où sa cavalerie de confiance était cantonnée, & d'où il était aussi plus près de Condé. Differentes circonstances l'empêchèrent d'aller d'abord dans cette ville : ce qui est une grande faute, & ce qui peut-être a achevé de ruiner ses affaires ; il eût peut-être mieux fait d'y établir tout de suite son quartier-général : mais tout ce qui s'est passé a été si brusque & si imprévu, les communications lui étaient si parfaitement fermées, il ignorait si complettement ce qui se passait au-delà de Valenciennes & de Lille, il était si occupé à observer & maintenir l'esprit de son armée, qu'il faudrait avoir éprouvé sa position pour le blâmer, ou le justifier, sur les fautes que lui à fait faire l'enchaînement forcé des circonstances.

Peut-être même est-il avantageux pour lui de ne pas s'être emparé de Condé, où il se serait établi : car si l'inconstance du caractère français avait amené une

défection, se trouvant enfermé dans une place, il aurait pu être ou livré, ou assassiné par ses propres troupes. Les commissaires de Valenciennes profitèrent de sa lenteur à cet égard pour s'y rendre, y répandre des manifestes, des assignats & des Jacobins. Le sixème régiment d'infanterie, le seul des troupes de ligne qui eut toujours un esprit d'insubordination & de jacobinisme décidé, & un bataillon de gardes nationales de Versailles, firent peur au général Neuilly, qui dès lors ne fut plus maître de la place, quoiqu'il se le persuadât encore, & qu'il le fit assurer au général Dumouriez, qui le crut trop long-temps.

Dans ce bataillon de Seine & Oise, ou de Versailles, était un capitaine de la compagnie d'artillerie, nommé le Cointre, fils du fameux député de Versailles : ce jeune homme déclamait fort contre les constitutionnels : ayant été maltraité, à ce sujet, par des officiers de dragons, il quitta sa garnison pour venir porter ses plaintes au général, qui le fit arrêter, pour se donner un ôtage dans la personne du fils d'un des plus enragés de la *Montagne* ; il fit arrêter pareillement un lieutenant-colonel, officier d'état-major de l'armée, qui déclamait avec violence contre lui ; & n'ayant aucun lieu sûr où retenir ses prisonniers, il les envoya, ainsi que le six assassins, à Tournay, priant le général Clairfayt de les faire garder en dépôt dans la citadelle.

Le lieutenant-général le Veneur, qui, lors de l'insurrection & de la fuite de la Fayette, l'avait suivi, & qui devait le pardon de cette défection, & son rétablissement dans son grade, au général Dumouriez, vint alors lui demander la permission de se retirer de l'armée, sous prétexte de santé. Son projet & son espoir étaient de commander l'armée des anarchistes. Le général lui accorda la permission de se retirer, ainsi qu'à un général Stetenhoffen, étranger, qu'il avait fait maréchal-de-camp. Dampierre était au Quesnoy avec sa division, & traitait de-là avec les commissaires, ainsi que le général Chancel, qui était cantonné à Fresnes, & les généraux Rosières & Kermovan, qui avaient le commandement des Belges au camp de Bruille.

Toutes ces défections ont été d'autant plus affligeantes

pour lui, que tous lui devaient leur état; qu'ils avaient, pendant toute la campagne, plus fortement crié que les autres contre l'anarchie, & qu'ils pressaient avec le plus de chaleur, en apparence, l'exécution de son projet. Au reste, excepté Dampierre qui est mort général d'armée, & Chancel, qui, ayant remplacé Neuilly dans le commandement de Condé, a été obligé de se rendre après un long blocus, tous les autres ont été punis de leur ingratitude & de leur lâche inconséquence, par le soupçon, le mépris, & la perte de leurs emplois. Ce mauvais exemple de l'abandon des généraux, qui avaient été, en apparence, les plus attachés à la cause de leur général en chef, ne pouvait que produire un terrible effet sur les soldats, & ajouter une grande force au parti des Jacobins.

Le général voyait avec douleur que les opinions se divisant suivant les divers intérêts, il ne pouvait plus marcher sur Paris tranquillement, comme la première disposition de l'armée le lui avait fait espérer précédemment : il ne pouvait plus réussir par la masse d'opinion de son armée entière. Il fallait alors, pour pénétrer, commencer la guerre civile, à laquelle il avait toujours répugné ; faire battre une partie de ses troupes contre l'autre, extrémité terrible pour un général qui avait toujours regardé ses soldats comme ses enfans, & qui ne les avait jamais conduit que par la sensibilité & l'affection mutuelle.

Une autre circonstance le rendait forcément timide, & paralysait tous ses mouvemens ; c'était le danger des prisonniers du Temple. Il avait à craindre que, dans leur première rage, les Jacobins ne sacrifiassent ces victimes infortunées, qu'ils traitaient trop indignement, pour espérer qu'ils les ménageassent dans leur premier mouvement. S'ils eussent été massacrés à la suite de l'insurrection & de la marche sur Paris de Dumouriez, toute l'Europe lui en eût fait le reproche, & l'histoire l'eut consigné pour l'éternité ; lui-même se serait préparé des regrets pour toute la durée de sa vie.

Dès Tournay, il avait médité sur cette circonstance terrible. Outre les généraux Valence, Chartres & Thowenot, messieurs Montjoye, colonel-adjudant-général,

& Nordmann, colonel du régiment de hussards de Berchiny, ont été dans la confidence à cet égard. Il ne craint pas de compromettre ces deux officiers, en donnant une publicité qui les honore, au projet dont il voulait leur confier l'exécution pour sauver la famille royale. Il avait voulu les faire partir avec trois cents hussards, sous le prétexte d'aller arrêter la fuite des déserteurs de l'armée, & de les y ramener. Ils devaient être porteurs d'une dépêche au ministre, qui aurait justifié leur mission, & lui aurait donné un air naturel, en cas qu'ils fussent contraints de se justifier. Ils devaient pousser jusqu'à la forêt de Bondy, s'y cacher, arriver ensuite par le boulevard du Temple, enfoncer la garde, en donnant plusieurs fausses allertes dans différens points, enlever en croupe les quatre illustres prisonniers, avoir dans la forêt une voiture, & les mener à toutes jambes jusqu'à Pont Saint-Mazence, où se serait trouvé un autre corps de cavaletie pour les recevoir.

Mais pour cela il falloit avoir ou Valenciennes, ou Lille; les circonstances avaient empêché l'exécution de ce projet, auquel était tout dévoués les deux estimables officiers qu'on vient de nommer. Il n'y avait donc plus aucun moyen de les sauver de la rage des Jacobins. Il eût fallu avoir le tems d'arranger une conjuration à Paris, & les émigrés avaient si mal réussi en ce genre de tentative qu'il eût été fou d'y compter. N'ayant plus aucun espoir de délivrance pour eux, le général n'avait d'autre ressource que les ôtages; c'est ce qui l'avait rendu si avide de s'emparer des commissaires de la Convention, tant à Lille qu'à Valenciennes, & ce qui le détermina à se saisir de ceux qui vinrent d'eux-mêmes se jetter dans ses mains.

Le 2 Avril au matin, le général reçut avis par un capitaine de chasseurs à cheval qu'il avait posé à Pont-à-Marque, sur la route entre Lille & Douay, avec quinze hommes déterminés, pour arrêter tous les courriers qui entreraient dans Lille, ou en sortiraient, & sur-tout les commissaires, s'ils reprenaient le chemin de Paris; que le ministre de la guerre avait passé, se rendant à Lille, & lui avait dit qu'il se rendait de là auprès du général Dumouriez son ami. Les liaisons de

ce miniſtre avec le général étaient connues. L'eſtime mutuelle & les ſervices eſſenciels rendus par le général au miniſtre, ne pouvaient laiſſer aucun doute. Dumouriez fut étonné de n'avoir reçu de Beurnonville ni courriers, ni avis préliminaire, dans un tems où il ne pouvait plus douter de ſa proſcription, & où le Rubicon était paſſé. Ce fut le premier & le ſeul avis qui le prépara en quelque ſorte à la ſcène qui ſe paſſa le même jour.

Sur les quatre heures du ſoir, deux courriers arrivèrent, qui lui annoncèrent l'arrivée du miniſtre de la guerre, avec quatre commiſſaires de la Convention nationale. Ils avaient l'effroi & le déſeſpoir peints ſur la figure : interrogés par des officiers de l'état-major, ils ne balancèrent point à dire que le général Dumouriez était perdu ſans reſſource ; qu'on venait le chercher pour le conduire à la barre de la Convention, en vertu d'un décret : mais qu'il n'arriverait pas juſqu'à Paris, parce qu'on avait diſpoſé des aſſaſſins ſur la route, par bandes de vingt & trente, à Gournay, à Roye, à Senlis, pour s'en défaire. Ils déſignèrent même des huſſards & des dragons, dits de la République : c'étaient deux régimens de nouvelle levée. Le général avait caſſé un eſcadron de huſſards, qui avaient refuſé d'obéir à leur colonel, & les avait renvoyés à pied ſans armes : les Jacobins leur avaient donné l'un & l'autre pour aſſaſſiner le général dans ſa route. Les dragons étaient une troupe de coupe - jarrets, très - lâches, qui commettaient beaucoup de crimes à Paris, d'où on avait eu beaucoup de peine à les faire partir pour l'armée, où ils avaient voulu avoir la même conduite : le général les avaient traités très-ſévèrement, lors de la retraite des Pays-Bas : ils s'étaient enfuis juſqu'à Paris, d'où on les avait renvoyés pour aider les huſſards.

Les courriers précédaient le miniſtre à ſi peu de diſtance, qu'il arriva pendant qu'ils donnaient les détails. Il entra ſuivi de quatre commiſſaires, le Camus, la Marque, Bancal & Quinette. Le miniſtre embraſſa d'abord le général avec cette effuſion qui avait toujours caractériſé leur attachement mutuel ; enſuite il lui annonça que ces Meſſieurs venaient lui notifier

notifier un décret de la Convention nationale. Tous les officiers de l'état-major remplissaient l'appartement, où se trouvait aussi le général en chef Valence. Partageant les opinions de leur général, comme ils avaient partagé ses travaux, ses dangers, ses victoires & ses disgraces, son sort devenait le leurs. Leurs physionomies peignaient plus d'indignation que d'inquiétude. Cette impression, qui pouvait avoir des suites violentes, nécessitait le général à augmenter l'apparence du calme qu'il s'était résolu de montrer dans cette circonstance critique.

Ames nobles & sensibles ! qui avez conservé, dans la disgrace de votre général, l'attachement à vos principes, & la constance à l'amitié ; qui avez sacrifié vos places & votre avancement, qui l'avez courageusement accompagné dans sa retraite, recevez ici l'hommage de son estime & de sa reconnaissance ! & vous, général Valence, à qui on s'etait adressé pour l'arrêter, en vous assurant sa dangereuse place, votre ame noble & généreuse n'a pas balancé un moment. Vous vous êtes sacrifié à la fois à vos principes & à l'amitié ; vous avez un plus grand mérite encore, c'est de lui avoir toujours caché les démarches que les commissaires avaient faites auprès de vous, qu'il n'a su que très-long-temps après. Votre ami Dumouriez consigne dans ces mémoires toute sa sensibilité : il vous doit sûrement la vie, car on n'eût mené à Paris que son cadavre inanimé ; il donnerait la sienne pour vous !

Le Camus fut le porteur de parole de la députation. Il dit alors d'une voix peu assurée au général, qu'il le priait de passer dans une autre chambre avec les députés & le ministre pour entendre la lecture d'un décret de la Convention. Le général lui répondit, que comme toutes ses actions avaient toujours été publiques, comme un décret donné par sept cents personnes ne pouvait pas être un mystère, ses camarades devaient être les témoins de tout ce qui se passerait dans cette entrevue. Cependant Beurnonville & les autres députés insistèrent avec tant d'honnêteté, qu'il passa avec eux dans un cabinet, dont

les officiers de l'état-major ne voulurent pas permettre que la porte fût fermée ; le général Valence entra avec lui dans le cabinet.

Là, Camus lui présenta le décret. Le général, après l'avoir lu lui-même froidement, le lui rendit, & lui dit, que sans vouloir blâmer jusqu'à un certain point une décision de la Convention nationale, il ne pouvait pas s'empêcher de juger que ce décret était déplacé, que l'armée était désorganisée & mécontente, que s'il la quittait en cet état, il annonçait d'avance sa dissolution totale. Qu'il était sage de suspendre l'exécution de cet ordre, que lorsque le travail dont il était occupé pour rétablir l'armée serait terminé, il rendrait compte de sa conduite; qu'alors on jugerait si les circonstances exigeaient ou permettaient qu'il se rendît à Paris ; qu'il lisait au reste dans ce décret, qu'en cas de refus ou de désobéissance, les commissaires devaient le suspendre de ses fonctions, & nommer un autre général ; que lorsque la Convention les avait choisi pour une mission aussi délicate & aussi sévère, elle avait autant compté sur leur prudence que sur leur fermeté, qu'il ne refusait pas précisement l'obéissance, qu'il demandait seulement le retard ; qu'étant sur les lieux, ils pouvaient juger ce qu'ils avaient à faire, & qu'ils étaient les maîtres de décider la suspension, que même pour la faciliter, il leur présentait sa démission, qu'il avait offerte tant de fois depuis trois mois.

Alors Camus, après avoir commencé par assurer qu'ils n'étaient pas compétens pour accepter sa démission, lui demanda : *Mais, après avoir donné votre démission, que ferez-vous ?* ---- *Ce qui me conviendra*, répondit le général : *mais je vous déclare sans detour, que je ne me rendrai pas à Paris, pour me voir avili par la frénésie, & condamné par un tribunal révolutionnaire.* ---- *Vous ne reconnaissez donc point ce tribunal*, dit Camus ? ---- *Je le reconnais*, dit le général, *pour un tribunal de sang & des crimes ; & tant que j'aurai un pouce de fer dans ma main, je ne m'y soumettrai pas ; je vous déclare même, que si j'en avais le pou-*

*voir , il ſerait aboli, étant l'opprobre d'une nation libre.*

Les trois autres députés avaient plus de douceur & d'honnêteté que Camus ; comme ils virent que le dialogue devenait trop vif, ils s'interposèrent, & cherchèrent à perſuader au général qu'il n'était point queſtion dans la Convention d'aucune réſolution funeſte contre lui, que tout le monde l'eſtimait & l'aimait, que ſa préſence ferait tomber toutes les calomnies, que ce voyage ne ſerait pas long, que les commiſſaires & le miniſtre reſteraient à l'armée pendant ſon abſence. Le député Quinette s'offrit à l'accompagner, à le couvrir de ſon corps & à le ramener, faiſant les plus grands ſermens de s'expoſer à tous les dangers pour le ſauver ; la diſcuſſion devint alors froide & paiſible.

Le député Bancal, homme d'eſprit, prit le général par ſon amour pour la gloire, & lui cita les exemples d'obéiſſance & de réſignation des plus fameux Grecs & Romains. Le général lui répondit : *Monſieur Bancal, nous nous meprenons toujours ſur nos citations, & nous défigurons l'hiſtoire Romain, en donnant pour excuſe à nos crimes, l'exemple de leurs vertus, que nous dénaturons. Les Romains n'ont pas tué Tarquin. Les Romains avaient une République bien réglée & de bonnes loix. Ils n'avaient ni club des Jacobins, ni tribunal révolutionnaire. Nous ſommes dans un temps d'anarchie. Des tigres veulent ma tête, & je ne veux pas la donner. Je peux vous faire cet aveu, ſans craindre que vous me ſoupçonniez de faibleſſe. Puiſque vous puiſez vos exemples chez les Romains, je vous déclare que j'ai joué ſouvent le rôle de Decius, mais que je ne ſerai jamais Curtius, & je ne me jetterai jamais dans le gouffre.*

Les députés lui proteſtèrent qu'il était trompé ſur l'état de Paris, que d'ailleurs il n'avait à faire ni aux Jacobins, ni au tribunal révolutionnaire, qu'il n'était appelé que pour paraître à la barre de la Convention, & pour revenir ſur-le-champ à ſon poſte. --- *J'ai paſſé le mois de Janvier à Paris*, leur dit le général, *& ſûre-*

*ment il ne s'eſt point calmé depuis, ſur-tout après des revers. Je ſais, par vos papiers les plus authentiques, que la Convention eſt dominée par le monſtre Marat, par les Jacobins & par les indécentes tribunes, toujours remplies de leurs émiſſaires. La Convention ne pourrait pas me ſauver de leur fureur ; & ſi je pouvais prendre ſur ma fierté de comparaître devant de pareils juges, ſi je faiſais cette démarche, ma contenance elle-même m'attirerait la mort.* Camus alors reprit ſa queſtion cathégorique : *Vous ne voulez donc pas obéir au décret de la Convention* ? A laquelle le général répondit qu'il lui avait dit qu'il lui avait déjà dit ſes motifs. Il preſſa alors les députés de prendre un parti modéré, pour ne pas en venir aux extrêmités ; il les exhorta à retourner à Valenciennes & à rendre compte des motifs, en appuyant ſur l'impoſſibilité de ſéparer en ce moment le général de ſon armée, ſans riſquer de la voir ſe débander entièrement.

Il avoue que s'ils avaient pris ce parti, il aurait commis l'imprudence de les laiſſer aller : les trois collègues de Camus avaient l'air aſſez raiſonnables, mais ils ſe jetaient toujours au travers des voies d'accommodement. -- *Penſez*, dit un d'eux, *que votre déſobéiſſance perd la république* --- *Cambon a dit à votre tribune*, *au milieu des plus grands applaudiſſemens*, répondit le général, *que le ſort de la république ne dépend pas d'un homme. Je vous déclare d'ailleurs, que la république eſt un titre que nous ne pouvons pas nous attribuer. Elle n'exiſte pas. Nous ſommes dans une parfaite anarchie. Je vous jure que je ne cherche pas à éluder un jugement. Je vous promets ſur ma parole d'honneur, & les militaires y ſont fidèles, que dès que la nation aura un gouvernement & des loix, je rendrai un compte exacte de ma conduite & de mes motifs ; je demanderai moi-même un tribunal, & je me ſoumettrai à un jugement ; quant à préſent, ce ſerait un acte de démence.*

Tel eſt le précis & le ſens exact d'une conférence qui a duré près de deux heures. On ſe ſépara, &

les commiſſaires paſſèrent dans une autre chambre pour délibérer. C'eſt ici le lieu de placer la juſtification du général Beurnonville, ſur lequel Dumouriez a été longtems dans l'erreur, & a porté des plaintes injuſtes, dont il s'empreſſe de publier le déſaveu. Il a appris depuis par un homme ſage, impartial & très inſtruit, que ce miniſtre avait toujours été fidèle à l'amitié & à la reconnaiſſance. La violence des accuſations de Marat contre le miniſtre, ajoute une preuve convaincante à ce qu'il a appris avec certitude à cet égard.

Il eſt certain qu'interpellé pluſieurs fois par Dumouriez, pour ſavoir ce qu'il ferait à ſa place, il lui répondit toujours : *Je n'ai point de conſeils à vous donner ; vous ſavez ce qui vous avez à faire* Dès que les députés furent ſortis, le général reprocha à Beurnonville, de ce qu'il ne l'avait pas averti, & lui offrit de reſter avec lui à l'armée, & d'y reprendre le commandement de l'avant-garde ; alors le miniſtre répondit : --- *Je ſais que je dois ſuccomber à mes ennemis, je mourrai à mon poſte. ma ſituation eſt horrible ; je vois que vous êtes décidé, & que vous allez prendre un parti déſeſpéré, je vous demande en grace de me faire ſubir le même ſort qu'aux députés.* --- *N'en doutez pas*, lui répondit le général, *& je crois par-là vous rendre ſervice.* Il était bien éloigné alors de rendre juſtice à la magnanimité de Beurnonville, qu'il regardait comme un ingrat ou un homme faible, entraîné par les circonſtances. Puiſſiez-vous, brave Beurnonville, recevoir par cette juſtification de votre conduite quelque conſolation, & puiſſe votre cœur juſtement ulcéré, ſe r'ouvrir à l'amitié.

Le miniſtre, Valence & Dumouriez paſſèrent alors dans la chambre commune, où tous les officiers attendaient avec impatience le réſultat de cette longue conférence ; ils lui ont dit depuis, que s'il avait conſenti à ſe laiſſer mener à Paris, ils auraient employé la violence pour l'en empêcher. Mais leur inquiétude n'était pas encore entièrement diſſipée, parce qu'il ne leur avit pas fait part de ce qu'il avait décidé. Les députés, en

arrivant au logement du général, avaient trouvé le régiment des hussards de Berchiny en bataille dans sa cour & le général, avait ordonné au brave colonel Nordmann de tenir à pied un officier sûr avec trente hommes, prêts à exécuter ce qu'il ordonnerait. Toutes les passions qui agitaient les spectateurs se peignaient avec beaucoup d'énergie, & le général s'attachait à les modérer.

En se promenant, il s'approcha du docteur Menuret, médecin de l'armée, & lui dit gaiement : *Hé bien ! docteur, quel topique conseilleriez-vous de mettre sur cette plaie ?* --- *Le même que l'année passée au camp de Maulde*, répondit vivement Menuret, *un grain de désobéissance.*

Au bout de plus d'une heure, les députés rentrèrent dans la salle. Le Camus, d'un ton très-troublé, mais brusque, dit à Dumouriez : *Citoyen général, voulez-vous obéir au décret de la Convention nationale, & vous rendre à Paris ?* --- *Pas dans ce moment-ci*, répondit le général. --- *Hé bien, je vous déclare que je vous suspens de toutes vos fonctions. Vous n'êtes plus général : j'ordonne qu'on ne vous obéisse plus, & qu'on s'empare de vous. Je vais mettre le scellé sur vos papiers.* Un murmure d'indignation se fit entendre. *Dites-moi les noms de ces gens-là ?* dit brutalement Camus, en désignant les officiers qui l'entouraient. ----- *Ils les diront eux-mêmes*, répondit le général. *Cela serait trop long*, répondit Camus, qui ne savait plus ce qu'il disait. *Donnez-moi tous vos portefeuilles.*

Le général vit alors, par des mouvemens, que l'indignation des officiers était à son comble, & allait éclater. Il dit alors d'un ton ferme : *Ceci est trop fort, il est tems de mettre fin à tant d'impudence*, & il commanda en Allemand aux hussards d'entrer. ----- *Arrêtez ces quatre hommes*, dit-il à l'officier, *& qu'on ne leur fasse pas de mal.* ---- *Arrêtez aussi le ministre de la guerre, & qu'on lui laisse ses armes.* Camus s'écria alors : ---- *Général Dumouriez, vous perdez la république.* ---- *C'est bien plutôt vous, vieillard insensé*, lui dit le général. On les emmena dans

une autre chambre, & après leur avoir donné à boire & à manger, on les mena dans leur voiture à Tournay, avec une lettre pour le général Clairfayt, à qui Dumouriez manda qu'il lui envoyait des ôtages, qui répondraient des excès auxquels on pourrait se porter à Paris. Il le pria de distinguer dans le traitement le général Beurnonville, ministre de la guerre. Ils furent escortés jusqu'à Tournay, par un escadron de Berchiny.

Telle a été la démarche forcée de l'arrestation des commissaires de la Convention. Quant à leur remise entre les mains des Impériaux, il faut se souvenir que le général Dumouriez n'avait aucune place assurée, où il pût les garder lui-même, & qu'étant aussi intéressés que lui au sort des prisonniers du Temple, il ne pouvait pas les remettre entre des mains plus sûres. Ils ne pouvaient être détenus que comme ôtages, & leur sort n'était pas inquiétant, puisque leur détention était un simple acte de précaution. D'ailleurs, il faut considérer que le prince de Cobourg consentait à n'agir que comme auxiliaire, pour aider le général Dumouriez à renverser les Jacobins & rétablir la constitution; ainsi ces ôtages n'étaient réellement pas les prisonniers des Impériaux, qui ne les avaient qu'en dépôt; mais ceux du général Dumouriez. Ils les envoyèrent à Maëstrich, où ils furent gardés jusqu'au changement des circonstances.

Cet événement est encore une preuve de l'aveugle précipitation de toutes les démarches de la Convention nationale, qui dans aucune circonstance, n'a pu avoir une conduite réfléchie & prudente. Il est à remarquer que ce même Camus, qui avait quitté Liège en poste, pour aller donner sa voix contre Louis XVI, avait encore quitté précipitamment la frontière pour aller solliciter l'arrestation du général Dumouriez, avait lui-même dicté le décret, & avait sollicité la mission de venir l'exécuter. C'est ce qui le rendait si âcre dans la discussion, de peur que ses collègues ne se laissassent persuader, & ne retournassent à Valenciennes, comme le leur conseillait le général.

# CHAPITRE XIII.

*Assassinat du 4. Journée du 5. Départ du Général Dumouriez.*

Aussi-tôt après cet événement remarquable, le général envoya Montjoye pour en prévenir le colonel Mack, & convenir d'un rendez-vous pour achever le traité, qui devenait plus nécessaire que jamais, & convenir des mesures réciproques à prendre, d'après la conduite que tiendrait l'armée après un aussi grand éclat. Ayant appris qu'il devait y avoir à Anvers un congrès des ministres des puissances coalisées, il fit partir le général Valence pour Bruxelles, afin d'en être à portée. Il composa dans la nuit un court manifeste, qui fut mis à l'ordre le lendemain, il y rendait compte des faits de la veille, & des motifs qu'il avait eu pour arrêter les commissaires de la Convention. Il insista sur-tout la nécessité d'avoir des ôtages pour arrêter les crimes que les Jacobins pourraient se permettre à Paris, en apprenant cette nouvelle.

Il monta à cheval le 3 au matin, se rendit au camp, & parla aux troupes, qui parurent approuver avec enthousiasme le parti qu'il avait pris. Il se rendit ensuite à St. Amand, où était le corps d'artillerie, qui lui donna les mêmes marques d'approbation & de dévouement, quoique ce corps fut travaillé avec beaucoup d'activité par des émissaires de Valenciennes, & sur-tout par deux de ses officiers supérieurs, dont un lieutenant-colonel, nommé Boubers, qui avait eu précédemment des obligations très-particulières au général. Il crut, pour marquer plus de confiance, devoir coucher à St. Amand, où Montjoye lui rapporta la réponse du colonel Mack. On était convenu que le 4 au matin, le prince de Cobourg, l'archiduc Charles & le baron de Mack, se trouveraient entre Boussu & Condé, où le général se rendrait de son côté, & que là on conviendrait de mouvemens des deux armées, &

& de la direction des secours des troupes Impériales, si le général Dumouriez jugeait en avoir besoin.

Cette journée du 3 se passa très-bien à quelques murmures près, dans quelques bataillons de volontaires, l'armée paraissait d'accord, & un mouvement que préparait le général pour le 5 devait écarter tous les moyens secrets de cabale, en éloignant les troupes de Valenciennes, dont le voisinage était si dangereux, & en faisant cesser l'oisiveté d'un camp stable, où les cabales ont toujours plus d'activité. Il voulait aller prendre avec la plus grande partie de son armée, la position d'Orchies, d'où il aurait menacé Lille, Douay & Bouchain. Il avoue que s'il eût pris ce parti aussitôt à sa rentrée sur le territoire Français, il eût eu plus d'avantages; mais alors il comptait sur Valenciennes & Condé, & c'est peut-être à cette erreur qu'il faut attribuer tout ce qui est arrivé.

Il est difficile, au reste, de juger à present ce qui serait arrivé dans cette hypothèse. Il est une chaîne d'événemens que toute la prudence humaine ne peut ni calculer, ni prévoir, parce que ce sont des élans subits de la volonté d'un peuple, qui ne peuvent être ni concertés, ni arrangés, qui arrivent avec une rapidité, à laquelle ni le talent, ni la sagesse ne peuvent mettre obstacle. Le principe qui a détaché si brusquement les soldats Français d'un général qu'ils adoraient a un côté louable en lui-même. Ils combattaient pour la liberté de leur patrie, ils ont vu ce général traiter avec l'ennemi, ils se sont cru trahis; ils ont passé de l'amour à la haine. Ils ne pouvaient pas être instruits des détails de sa négociation, ni des ménagemens qu'il avait eu pour l'intérêt & l'honneur de sa patrie. Il n'avait pu que leur représenter en gros la nécessité de changer le gouvernement, & de détruire l'anarchie; ils avaient applaudi à ce projet: mais comme le général n'avait appuyé son plan ni de châtimens, la première impression s'affaiblissait facilement, & l'activité des jacobins bien plus à portée d'eux, les travaillaient continuellement.

La calomnie la plus grossière fructifie très-vîte dans

l'esprit des hommes sur-tout agités par un démon révolutionnaire, qui enfante le soupçon. Une fois le mot *traître* prononcé, la multitude, excepté quelques individus supérieurs, qui partageaient le prétendu crime & la disgrace de leur général, cherchait à trouver dans la définition de ce mot le portrait exact de l'homme, que des proclamations, encore plus des assignats, vouaient à son exécration. Sa prudence était finesse, son amour pour le bien devenait ambition personnelle, sa réticence était fourberie. Un quart-d'heure de travail ténébreux du mensonge, soutenu du grand véhicule pécuniaire, effaçait un mois de réflexion dans des hommes, qui par état réfléchissent peu, qui aiment les scennes barbares & sanglantes. si on veut examiner avec sang-froid la progression de cette révolution, on verra que la *guillotine* en activité est le mobile d'exaltation du patriotisme Français. Le spectacle des têtes coupées, des corps en lambaux, promenés dans Paris & dans d'autres villes, a rempli les uns de terreur, & les autres d'une audace barbare; mais il a toujours conduit à un but décisif, c'est d'amener au même point, les uns par la terreur, les autres par la nécessité d'assurer leur impunité en multipliantles meurtres. Mais enfin, cette guillotine en a agloméré. La Nation en masse, & la met en état d'exécuter des choses étonnantes.

Français ne craignés pas que l'indulgence philosophique, avec laquelle Dumouriez vous juge, soit un éloge de vos inconséquences & de vos forfaits. Il déteste vos crimes il regarde votre genre de liberté comme insensé & anti-social, & il aimerait mieux périr sous votre injuste & permanente guiglotine, que d'excuser ou partager votre frenésie; il ne compose point avec ses principes, ni vis-à-vis de vous ni vis-à-vis de ceux qui ne cherchent à vous déprimer, que parce que votre licence est le fléau de leur despotisme.

Cette digression peint l'état de l'ame de Dumouriez à l'époque terrible qui a peut-être décidé du sort de la France. Agité par tous les mouvemens de sa position, mais soutenu par ses principes, il a résisté aux élans

de l'ambition. Sa philoſophie ne lui permettait pas d'être ni Cromwell, ni Monk, ni Coriolan. Sa poſition était extrême, ſon caractère était modéré; il voyait tout ce qu'il pouvait faire, il ne le voulait pas, il a échoué : mais il félicite d'avoir été malheureux, plutôt que criminel.

Pour agir méthodiquement, il lui reſtait à s'aſſurer de Condé. Les rapports qui lui arrivaient de cette place variaient à chaque inſtant. L'ame du peuple en révolution reſſemble à une mer agitée, l'inconſtance eſt ſon caractère diſtinctif. Il voulait, avant de faire ſon mouvement ſur Orchiès, purger la garniſon de Condé, & s'aſſurer parfaitement cette place, pour arranger les mouvemens des Impériaux, dont il ne pouvait avouer la coalition, que lorſqu'il aurait déclaré ſes vues ultérieure, & qu'il aurait commencé ſa marche ſur Paris.

Le 4 au matin, il partit de St.-Amand pour ſe rendre à Condé. Il avait laiſſé à St.-Amand le général Thowenot, pour beaucoup de détails relatifs au mouvement qu'il avait projetté, & pour maintenir l'eſprit public. Une eſcorte de cinquante huſſards, qu'il avait commandé ſe fit long-tems attendre, & le général, qui voyait écouler l'heure du rendez vous du prince de Cobourg, ne prévoyant d'ailleurs aucun évènement funeſte, laiſſa un de ſes aides-de-camp pour indiquer à cette eſcorte la route qu'elle devait prendre, & partit avec le duc de Chartres, les colonels Thowenot & Montjoye, & quelques aides-de-camp, n'ayant pour eſcorte que huit huſſards d'ordonnance, ce qui formait a-peu-près un groupe de trente chevaux. Il prit ainſi tranquillement la route de Condé, penſant profondément à toute autre choſe qu'à ce qui allait arriver, qu'il ne pouvait pas avoir prévu.

Arrivé à une demi-lieue de cette place, entre Freſnes & Doumet, il vit arriver de Condé un adjudant-général de la part du général Neuilly, qui lui dit, que la garniſon était en grande fermentation, qu'il ne ferait peut-être pas prudent d'y entrer, & qu'il fallait attendre que ce mouvement ſe décidât pour ou contre. Se trouvant trop près pour reculer, il renvoya cet officier, avec ordre au général Neuilly de faire ſortir le

dix - huitième régiment de cavalerie, pour venir à ſa rencontre, & il dit à l'adjudant qu'il l'attendrait à Doumet.

Il venait de rencontrer ſur le grand chemin une colonne de trois bataillons de volontaires qui marchaient ſur Condé, avec leur bagage & leur artillerie. Etonné de cette marche, qu'il n'avoit point ordonnée, il avoit demandé à des officiers de ces bataillons où ils allaient, ils lui avaient répondu qu'ils allaient à Valenciennes; il leur avait dit, qu'ils lui tournaient le dos, & qu'ils allaient arriver à Condé. Il était alors au milieu d'eux, & s'était arrêté au bord d'un foſſé pour les laiſſer paſſer, & il ne conçoit pas comment il ne fut pas arrêté alors.

C'était en ce moment qu'était arrivé le meſſage du général Neuilly. Alors combinant enſemble le rapport qu'il venait de recevoir ſur la garniſon de Condé, & la marche irregulière de ces trois bataillons, il s'écarta à cent pas du grand chemin, pour entrer dans la première maiſon de Doumet, & donner un ordre par écrit à ces trois bataillons de retourner au camp de Bruille, d'où il étaient partis. Dans le moment la tête de cette colonne rebrouſſa chemin, & ſe porta ſur lui, à toutes jambes & avec des cris tumultueux. Alors il remonta à cheval, & s'éloigna au petit trot juſqu'à un petit canal, qui bordait un terrein marécageux. Des cris, des injures, & ſur tout le mot *arrête*, *arrête*, le forcèrent à paſſer ce foſſé. Son cheval ayant refuſé de le franchir, il fut obligé de le paſſer à pied. Quand il fut de l'autre côté, les coups de fuſils avaient ſuccédé aux cris la tête, & toute la colonne était ébranlée, la tête & le centre cherchant à toute courſe à le joindre, la queue rebrouſſant chemin avec la même rapidité, pour lui couper la communication avec le camp de Bruille, qu'il voulait régagner.

En ce moment il courut le plus grand danger. Il était à pied. Le baron de Schonberg, ſon neveu, qui l'avait joint la veille à travers mille dangers, avait mis pied à terre, & voulait abſolument, en ſe ſacrifiant, lui donner ſon cheval. Il ne voulut jamais y conſentir. Il monta enfin ſur le cheval d'un domeſtique du duc

de Chartres, qui étant très-leste, se sauva à pied. Son cheval fut pris, & mené en triomphe à Valenciennes. Deux hussards furent tués, ainsi que deux domestiques du général dont un portait sa rédingotte. Le colonel Thowenot eut deux chevaux tués sous lui, & sauva en croupe le fidèle Baptiste, qui perdit aussi deux chevaux. L'infortuné Cantin, son secrétaire, fut pris, & a péri sur un échafaud; ce jeune homme était plein d'esprit, de courage, de patriotisme & d'attachement. Les trois bataillons ont tiré plus de dix mille coups de fusil.

Le général ne pouvant plus réjoindre son camp, longea l'Escaut, & arriva, toujours poursuivi d'assez près, à un bacq, en avant du village de Wihers en pays Impérial; il passa lui, sixième. Les autres gagnèrent à toute course le camp de Maulde, au travers des coups de fusils. Dès qu'il fut passé, il gagna à pied, au travers des marais, un petit château, dont on lui ferma d'abord la porte, mais dès qu'il se fût nommé, il fut reçu avec la plus grande cordialité par ces bons Belges. Il continua sa route à pied vers Bury, où était une division du régiment de dragons Impériaux de la Tour, commandée par un major très-honnête; il écrivit sur-le-champ au colonel Mack, & il prit quelque nourriture, dont il avait grand besoin. Il avait déjà été rejoint par le fidele Baptiste, qui traversant tout le camp, était revenu par Mortagne, & avait mis l'alarme par-tout.

Il apprit par lui, & par les nouvelles qu'il reçut dans la journée, que le projet des trois bataillons avait été ignoré, qu'à la nouvelle de leur désertion & de l'assassinat du général, l'indignation la plus vive avait éclaté, que l'escorte des hussards à laquelle s'était jointe d'autre cavalerie, avait poursuivi des trois bataillons, qui rebroussant chemin, s'étaient enfuis dans Valenciennes. On lui dit que tout le camp était inquiet & le demandait.

Il était déjà trop tard lorsqu'il reçut ces nouvelles pour aller rejoindre son armée; d'ailleurs, il avait nécessairement à raisonner avec le colonel Mack qu'il attendait, ayant manqué le rendez-vous du matin. Ce

colonel arriva le soir ; le général après lui avoir raconté l'assassinat auquel il venait d'échapper, lui dit, que ce n'était qu'un crime particulier, qui bien loin d'influer sur l'esprit de son armée, ne devait nécessairement servir qu'à fortifier ses sentimens pour son chef, & à rompre tout ce qui pouvait encore lui donner quelque communication avec les anarchistes ; qu'en conséquence, bien loin d'être découragé, son projet était de se rendre à la pointe du jour dans son camp, de se remettre à la tête de ses soldats qui le redemandaient à grand cris, & de suivre son plan avec vigueur, & sans ménagement. Le colonel Mack, très-connaisseur en vertus militaires, a avoué depuis, que ce genre de courage lui avait paru plus étonnant que celui qu'on montre dans une bataille. S'il avait pu lire alors dans l'ame du général, il aurait vu que cette sécurité apparente était mêlée d'une grande inquiétude, fondée sur l'exemple de la Fayette. Mais son parti était pris, il voulait se sacrifier jusqu'à la fin, pour que son armée ne pût pas dire un jour, que la défection venait de lui, qu'il avait été rappellé, & qu'il s'était réfusé aux vœux de ses soldats.

Il passa une partie de la nuit à rédiger, avec le colonel Mack la proclamation du prince de Cobourg, qui parut en date du 5 Avril, imprimée à la suite de celle du général Dumouriez. Dans cette proclamation le général Impérial disait, qu'il n'était qu'auxiliaire, que l'intention de son souverain était de ne faire aucune conquête, mais de ramener la paix & l'ordre en France & d'y coopérer avec le général Dumouriez, dont il adoptait les principes exprimés dans sa proclamation.

On convint encore, avant de se séparer, que le général, dès qu'il serait maître de Condé, y introduirait garnison Autrichienne pour pouvoir en faire un dépôt de subsistances pour l'armée Impériale, dans le cas où elle serait forcée d'opérer pour soutenir Dumouriez ; qu'on lui donnerait sur-le-champ tel secours qu'il demanderait, qu'il spécifierait le nombre d'infanterie & de cavalerie, la partie où il devrait opérer, soit par jonction de troupes, soit par une ou plusieurs diversions séparées ; que cependant Dumouriez n'y

aurait recours que dans un cas abſolu, paraiſſant plus convenable qu'il tâchât d'opérer avec ſes ſeules troupes; que, dans ce cas, les Impériaux reſteraient neutres, & ne dépaſſeraient pas leurs frontières.

On a blâmé la proclamation du prince de Cobourg, faite en conſéquence de cette négociation, & on a tort. Quel avantage n'eût-ce pas été pour eux, & en même-temps qu'elle gloire, ſi dans le cas où le général Dumouriez eût pu être maître de ſon armée & marcher ſur Paris; ils euſſent, par une ſage & noble modération, épargné bien de l'argent & du ſang, dont quelques places acquiſes avec bien de la peine, ne leur paient pas le dédommagement!

Il eſt à craindre que l'avidité de conquêtes des puiſſances belligérantes ne ſoit un des principaux obſtacles à la terminaiſon de cette guerre ſanglante & ruineuſe. Elle a empêché de chercher à bruſquer les événemens; dans le départ du général Dumouriez a produit l'entière diſſipation de ſon armée, on pouvait alors marcher rapidement ſur Paris, on a perdu du temps à faire une guerre méthodique. Les Français ont eu celui de ſe remettre; ils ſont plus nombreux, & plus forts qu'ils n'étaient alors, & ils s'aguerriſſent.

Le 5 Avril, à la pointe du jour, le général, avec une eſcorte de cinquante dragons impériaux, paſſa aux avant-gardes de ſon camp de Maulde; il y fut reçu avec beaucoup de tendreſſe; il parla à tous les corps, qui lui répondirent avec affection; cependant il remarqua quelques viſages ſombres, & quelques groupes factieux. Il voulut de-là aller à Saint-Amand, pour faire des changemens à ſon camp, & préparer les mouvemens ſur Orchies, que l'aventure de la veille avait retardés.

Comme il était prêt à entrer dans la ville, un de ſes aides-de-camp arriva au galop, & lui dit, que dans la nuit le corps de l'artillerie, excité par les émiſſaires de Valenciennes, qui avaient fait courir le bruit que le général s'était noyé la veille dans l'Eſcaut, en fuyant à l'ennemi, avait envoyé des commiſſaires à Valenciennes, qu'au retour de ces commiſſaires, il

s'était mis rapidement en insurrection, avait chassé ses généraux, avait attelé, & se disposait à partir pour Valenciennes.

Le général avait, en ce moment, à sa suite les deux escadrons de Berchiny, un des hussards de Saxe, cinquante cuirassiers, & un escadron de dragons de Bourbon; dans son premier mouvement, il voulut se porter avec cette cavalerie sur Saint-Amand, mais on lui en représenta les dangers & l'inutilité, n'ayant pas d'infanterie à portée, & pouvant être foudroyé par l'artillerie. Il se rendit à ce raisonnement. Il apprit, peu de temps après, que toute l'artillerie était partie pour Valenciennes. Le quartier-général, le trésor de l'armée & tous les équipages restaient sans garde dans cette ville; il envoya ordre de les faire retirer à Rumegies, sur la route d'Orchies, à une lieu de son camp; ce village se trouvait couvert par une partie de son avant-garde, qui y était cantonné.

Le corps de l'artillerie est la force de l'armée Française; ce corps, sentant son importance, & pouvant passer pour la garde prétorienne de la révolution, avait aussi un plus grand nombre de clubistes & d'orateurs que les autres. Sa désertion, qui fut sur-tout de suite dans les deux camps, entraîna celle d'une partie des troupes, & répandit la confusion & le désordre dans tout le reste. Une partie des officiers-généraux, n'attendant qu'une occasion, s'empressa d'emmener à Valenciennes des divisions entières. Ceux qui étaient restés fidèles, soit à la personne, soit aux principes du général, au lieu de se montrer à leurs troupes, étaient frappés de terreur, se cachaient, ou pensaient à leur propre salut. Le général la Marlière avait toujours paru un des plus ardens ennemis de l'anarchie; il était chef de l'état-major de l'armée des Ardennes, & dans la confidence intime du général Valence, qui, en partant pour Bruxelles, lui avait confié ses équipages, le priant de les lui faire passer à Tournay; la Marlière, ajoutant la fripponnerie à la scélératesse, s'appropria l'argent, les chevaux & les effets de son général en chef, & se rendit à Valenciennes.

Le

Le général était à Rumégies, occupé à dicter les ordres pour l'armée, lorsqu'on vint lui apprendre ces détails. Il n'y avait plus de ressources, & l'on ne pouvait plus s'occuper que de sa propre conservation. Il monta à cheval avec les deux frères Thowenot, le duc de Chartres, le colonel Montjoye, le lieutenant-colonel Barrois, deux ou trois officiers d'état-major & quelques aides-de-camp, sans nulle escorte, & il se retira à Tournay, où il descendit chez le général Clairfayt. Une heure après, on vit arriver cinquante cuirassiers, un demi escadron de hussards de Saxe, & le régiment entier de Berchiny. Ces Braves gens avaient emmené & escorté jusqu'à Tournay les équipages du quartier-général de l'état-major. Cependant les chevaux de monture du général furent emmenés par un de palefreniers qui déserta. Ces troupes & quelques autres qui arrivèrent peu-à-peu, montant à environ 700 chevaux & 800 hommes d'infantérie, sont venus de leur plein gré & sans être sollicités ; & c'est ce qui rend le général d'autant plus sensible au sort de ces braves compagnons de sa gloire précédente, de ces revers & de sa dernière infortune. Au moment de se retirer de France, le général n'invita personne à le suivre. Son plan était totalement manqué, quelques hommes de plus ou de moins de l'autre côté, ne faisaient rien aux suites. Chacun de ces individus avait une famille & des intérets chers ; il ne cherchait point à multiplier inutilemeet les malheureux ; ainsi ceux qui ont suivi son sort, ont le mérite réel de l'avoir fait d'eux-mêmes & sans séduction.

Dans la confusion universelle, tous les ordres furent mal rendus ou mal entendus. Le lieutenant-général Vouillé, commandant l'avant-garde, ne reçut que le 6 celui de resserrer ce corps sur le champ de Maulde ; c'était l'élite de l'armée. Il n'était plus possible que le général Vouillé exécutat cet ordre ; il prit le parti de se retirer à Tournay, ainsi que les maréchaux de-camp, Neuilly, qui avait abandonné Condé, de Bannes, Second & Dumas & quelques chefs de bataillons de volontaires. Ils ont ensuite été rejoints par le lieutenant-général Marassé, les maréchaux de-camp, Ruault & Berneron, & le colonel Arnaudin de la division d'Anvers, qui, apprenant sur la

frontière la retraite des généraux de la grande armée, prirent le parti de rester aussi sur le territoire Impérial.

Le trésor de l'armée contenait deux millons en numéraire. On l'avait mené de Saint-Amand à Furnes, entre Condé & Valenciennes. Un bataillon de chasseurs, qui le gardait, délibérant pour se le partager, décida pour éviter le carnage, de s'en faire un mérite, & de le conduire à Valenciennes. Soliva, commissaire-ordonnateur de l'armée des Ardennes, courut après eux avec un escadron du régiment de dragons de Bourbon, le reprit presque sur les glacis de Valenciennes, & le ramena à Furnes; mais de nouveaux bataillons arrivant, il fallut encore l'abandonner. Soliva & les dragons se retirèrent par Mons. Il était possible de les sauver par Bruille & Mortagne; mais la confusion empêchait de prendre de bons partis dans un moment aussi exrrême, aussi critique & aussi rapide. S'il eût été sauvé, la position du général & de ceux qui l'ont suivi, eût été bien différente, & ce corps se fût bien vîte grossi, parce qu'il eût été en état de payer plus de monde, au-lieu qu'il était sans argent. Cette circonstance fâcheuse prouve au moins que le trésor n'avait pas été entamé, & qu'il l'avait négliglige comme moyen de corruption. Le général y avait attaché très-peu d'importance, en quoi, comme chef de parti, il a eu très-grand tort.

Dans le fait, Dumouriez n'avoit point les qualités réquises pour un chef de parti. Il eût peut-être été bon général, bon ambassadeur dans un gouvernement tout formé, soit monarchique, soit républicain; mais cet état violent, destructif de toutes les idées que son éducation lui avait données sur le juste & l'injuste, le mettait hors de sa sphère. Son activité, si vantée par ses ennemis même, était arrêtée par la crainte de se jetter dans des crimes, & il aimait mieux s'estimer que de réussir. Aussi ses premières réflexions, après sa retraite chez les Impériaux, portèrent toutes sur lui-même; il s'avoua toutes ses fautes, & bien loin de se les reprocher, il s'en félicita. Faire le destin de la France, eût été sans contredit un beau rôle

dans l'hiſtoire ; mais ne pouvoir y parvenir que par la perfidie, la corruption, l'aſſaſſinat, la cruauté, était une condition trop forte, & il jouiſſait d'en être débarraſſé ; il allait rentrer dans un ordre ſécondaire, ou même dans le néant hiſtorique, ſa philoſophie ne pouvait qu'y gagner. Cependant il n'était ni ſans chagrin, ni ſans inquiétude ; mais ils portaient, ou ſur des objets chers qu'il laiſſait en France, ou ſur le ſort des perſonnes, qui l'avaient ſuivi ; car s'il eût pu ſe cuiraſſer d'inſenſibilité, cette tranſition d'état l'eût rendu heureux.

Il invite les hommes en place à s'examiner & ſe juger eux-mêmes avec le même ſcrupule ; il invite les moraliſtes à étudier l'influence du caractère ſur les ſuccès, ou non ſuccès des événemens de l'hiſtoire. Céſar & Pompée ont vuidé noblement une querelle fort noble. Il y avait de la grandeur, des vertus & des talens dans les deux partis. Entourons ces héros de la férocité & des crimes du *Sanſculotiſme*, ils auraient fui, ou auraient été victimes. Il faut des *Mazanielles* pour conduire la populace. Mais quand toute une grande nation devient populace, elle met les nations voiſines dans un grand embarras, parce que le mal ſe répand, le bien ſe reſſerre ; & parce que le feu électrique eſt bien plus rapide entre les peuples qu'entre les ariſtocrates. Il faut arriver à une pareille nation comme médecin & non comme bourreau, ſinon, au lieu de guérir ſa maladie violente, on la gagne.

## CHAPITRE XIV.

*Le général à Mons. Établiſſement des Français à Leuſe. Congrès d'Anvers. Seconde proclamation du prince de Cobourg. Départ du général pour Bruxelles.*

Après avoir raiſonné ſur la bizarrerie du funeſte événement, avec le général Clairfayt, qui donna les

ordres pour recevoir tous les Français qui arriveraient, & les loger dans les villages autour de la petite ville de Leuze, qui fut fixée pour la résidence des officiers-généraux & de l'état-major Français, le général partit pour Mons avec le duc de Chartres, Thowenot le cadet, Montjoye & Barrois, & il passa par Bury, pour convenir avec le commendant des avant-postes Impériaux des moyens de protéger la retraite de ceux qui viendraient le rejoindre.

Les Impériaux, dans cette circonstance, ont été très-fidèles à la trève; il est certain que s'ils eusent voulu la rompre, & s'ils eussent marché sur les deux camps Français, dans la journée du 5, au milieu de ce désordre, ils eussent détruit entièrement l'armée. Ils sont très-louables à cet égard; cependant, sans se souiller de la perfidie de rompre la trève, ils auraient, peut être, dû faire un mouvement, & prendre le même jour la position du camp de Maulde, en poussant des têtes à St. Amand; non-seulement ils n'auraient trouvé aucune résistance, mais ils auraient ramené plusieurs bataillons, qui restèrent errans pendant plus de vingt-quatre heures, & ils auraient trouvé le camp de Maulde tendu & abandonné, ce qui aurait été très-utile aux Français réfugiés chez eux. Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'applaudir de cette fidélité à leurs engagemens; leurs motifs & leur conduite sont très-respectables, ainsi que la cordialité avec laquelle ils reçurent les Français réfugiés, qui certainement avaient été les plus braves de leurs ennemis.

Le colonel Mack se trouva à Bury, & après avoir concerté toutes leurs mesures, il partirent ensemble pour Mons dans la voiture du général. Il fut convenu que les Impériaux feraient sur-le-champ le blocus de Condé; cette place devait être sommée au nom du général Dumouriez, qui écrivit cette sommation, & la remit le lendemain à l'état-major Impérial. Il fut ensuite convenu que, vu la malheureuse circonstance qui avait empêché d'amener le trésor de l'armée, il serait dressé un état effectifs de tous les officiers & soldats qui avaient accompagné le général, ou qui viendraient le joindre; qu'on leur paierait les appointemens de leurs grades,

ſur le même tarif qu'en Empire, en ayant ſoin de former ces troupes ſur le même pied, avec le même nombre proportionnel d'officiers, relativement à celui des ſoldats ; qu'un commiſſaire des guerres Impérial ſerait attaché à ce corps avec le commiſſaire des guerres Français, pour garantir la juſteſſe des états de ſituation ; qu'il ſerait remis du tréſor de l'armée Impériale une avance de trente mille florins entre les mains de l'état-major Français pour la paie ; que le général Dumouriez aurait le traitement du grade de *feld-zeugmeiſter*, général d'artillerie ; que cette paie ne ſerait regardée que comme une avance, ou un prêt, fait au parti du général Dumouriez, qui s'engageait, dès qu'on aurait fait un progrès quelconque en France, à faire rembourſer cette avance à la caiſſe militaire Impériale.

Cet arrangement aſſurait le ſort des compagnons d'infortune du général ; & ce qui le conſole dans ſa poſition actuelle, c'eſt qu'ils continuent à en jouir. A la vérité, on les a ſoumis, depuis le changement des circonſtances, à un ferment qui n'avait pas été exigé d'abord ; mais alors ils étaient les ſoldats d'un parti, & ce parti n'exiſtant plus, on a cru néceſſaire de s'aſſurer de leur fidélité. Je pourais bien être leur caution, ayant éprouvé pendant toute la guerre leur courage, leur réſignation & leur attachement. Qu'ils trouvent ici le témoignage de ſenſibilité d'un chef qui les eſtime & qui les aime ; & puiſſent-ils être récompenſés de leurs vertus, en contribuant aux ſuccès de la puiſſance qu'ils ſerviront fidélement !

En conſéquence de ces arrangemens, le général Dumouriez, d'après l'ordre du prince Cobourg, fit verſer dans la caiſſe du petit corps d'armée Françaiſe, établi à Leuze, dix-mille florins, ne voulant pas, par délicateſſe, prendre à la fois les trente mille, parce que ſi on faiſait une entrée propre en France, il ſe pouvait trouver que cette ſomme eût ſuffi en pénétrant dans l'intérieur. Le général invoque le témoignage du prince de Cobourg, du colonel Mack & de l'état-major Impérial ſur ſon déſintéreſſement perſonnel, qui a, ſans doute, ſervi à appuyer la calomnie qui l'accuſait d'avoir fui avec des tréſors. Il fut encore décidé, que le général,

en attendant l'emploi qu'on ferait de ſa troupe, aurait à l'armée un logement à portée du prince de Cobourg. En conſéquence, le quartier-général Impérial ayant été aſſigné à Bouſſu, on marqua le ſien à l'abbaye de St.-Ghiſlain.

Le général Dumouriez témoigne ici ſa reconnaiſſance à tous les officiers-généraux de cette armée, qui l'ont traité avec les égards les plus diſtingués. L'archiduc Charles l'a comblé de bontés particulières, ainſi que le prince de Cobourg. C'eſt dans ces circonſtances que s'eſt cimentée, entre le colonel Mack & lui, une amitié que rien ne diminuera jamais de ſa part. Le colonel Mack eſt un officier d'un rare mérite & d'une grande vertu. La confiance ſans bornes que l'armée Impériale avait en ſes talens, eſt une juſte récompenſe des grands ſervices qu'il a rendus. Il eſt à ſouhaiter, pour l'intérêt de la maiſon d'Autriche, que ſa faible ſanté ſe rétabliſſe.

Pendant les deux jours que le général Dumouriez paſſa à Mons, il eut à ſe louer de la manière dont les habitans l'accueillirent. Il avait éprouvé la même juſtice à Tournay & à Leuze, & il l'a trouvée dans tous les Pays Bas. Ce peuple bon & ſenſible appréciait les ſervices que lui avait rendus le général, ſur-tout à ſon retour de la Hollande, & dans la retraite de l'armée.

Le prince de Cobourg eut auſſi une attention très-délicate. Le général ayant vu paſſer dans Mons un corps de deux cents chaſſeurs, émigrés, qui allaient joindre l'avant-garde de l'armée, repréſenta que le mélange de cette troupe avec la ſienne, ne pouvait que produire un mauvais effet, ſur-tout en entrant en France; le prince de Cobourg fit ſur-le-champ donner contre-ordre à ces chaſſeurs, & les renvoya du côté de Namur; pour ſervir à l'avant-garde du corps d'armée, ſeparé du prince Hohenlohe. Le prince de Lambeſc-Lorraine vint auſſi témoigner au général Dumouriez ſa reconnaiſſance ſur le ſervice eſſentiel qu'il avait rendu à ſa maiſon, par eſprit d'équité, étant miniſtre des affaires étrangères, en empêchant l'injuſte confiſcation de ſes biens & de ceux de Madame la princeſſe de Vaudemont.

Le prince de Cobourg partit le 7, avec le colonel Mack, pour se rendre au congrès d'Anvers, d'où il revint le 8 au soir. Le général alla passer ces deux jours à Leuze, au milieu de ses camarades, dont il dissipa les inquiétudes, en leur annonçant ce qui avait été fixé pour eux. Le général Vouillé prit le commandement de cette troupe, & Dumouriez travailla avec le général Thowenot, chef de l'état-major, à un réglement pour déterminer son orgánisation, qu'il fallait refondre entièrement, pour l'adapter à la formation des troupes Impériales, sur-tout, ces réfugiés n'étant composés que des fragmens de différens corps, & n'y ayant d'entier que le régiment de Berchiny. Le général quitta avec beaucoup de regrets les compagnons chéris de ses travaux & de ses infortunes, le 8 au soir; il semblait pressentir qu'il ne retournerait plus avec eux. Il arriva le 9 à Mons, où il trouva le prince de Cobourg, prêt à se rendre au quartier-général de Boussu. Il alla l'y trouver, traita encore quelques affaires, & s'installa le soir même à l'abbaye de St.-Ghislain.

Le 10 au matin, on apporta au général une proclamation du prince de Cobourg, datée du 9, qui anéantissait entièrement celle du 5, & spécifiait expressément qu'il allait opérer pour le compte de son souverain, & qu'il s'emparerait, à titre d'indeminé & de conquêtes, de toutes les places qu'ils pourrait prendre.

Cette proclamation, ainsi que la première, sont des pièces authentiques, connues de tout le monde. Les émigrés ont eu l'imprudence de se réjouir de la seconde, & de critiquer amèrement la première. On leur demanderait : *Etes-vous Français* ? Mais laissant à part l'influence des passions, qui aveuglent presque tous les hommes, & que ressentent aussi les gouvernemens intéressés dans cette guerre, qui ne ressemble à aucune autre, il n'est que trop vrai que cette seconde proclamation, en privant le parti du général Dumouriez de tout moyen de ralliement, & en faisant voir dans les puissances belligérantes des conquérans avides, a réuni tous les Français armés à la Convention Nationale, que la plus grande partie abhorrait; a fait disparaître la cause de la royauté devant le danger de la patrie; leur

a montré dans la défenſe de la *République*, le ſalut de la France ; les a ralliés ſous le point de vue de l'honneur National, & a certainement nui au ſuccès de la première campagne, & rendu le ſort de la guerre très-incertain.

Cette ſeconde proclamation avait été donnée au retour du congrès d'Anvers, en conſéquence de ce qui y avait été arrêté enrre les miniſtres des puiſſances coaliſées. Le général vit alors que ſon traité était eutièrement rompu, & ſans chercher à réclamer inutilement ſur ce changement ſubit qu'il jugeait être irrévocable, il ne conſulta que ſon caractère & ſes principes, & il ſe ſacrifia.

Il ſe rendit ſur-le-champ au quartier-général, & dit franchement au prince de Cobourg, qu'il venait le remercier des bontés perſonnelles qu'il lui avait témoignées ; qu'il voulait continuer à mériter ſon eſtime, que lorſqu'il s'était lié avec lui par un traité, ce n'avait été que pour opérer la régénération de la France, & non pas ſon démembrement ; qu'il n'entrait dans aucune diſcuſſions ſur les motifs des puiſſances coaliſées qui ne le regardaient pas ; mais que lui perſonnellement ne croyant pas pouvoir coopérer à la diminution du territoire français, & y employer, ou ſon influence, ou ſes médiocres talens, il ſe croyait obligé de ſe retirer, & qu'il le priait de lui accorder un paſſe-port.

Le prince de Cobourg ne put que donner des éloges à cette délicateſſe. L'archiduc Charles lui témoigna la même eſtime, ainſi que le colonel Mack, & le général partit pour Bruxelles.

Il ne doute point qu'après une variation auſſi forte dans les principes de la négociation qui avait eu lieu, après un déſaveu auſſi formel de la première proclamation, les Impériaux ne duſſent être embarraſſés de ſa préſence, qui devenait au moins inutile, & ne viſſent avec grand plaiſir le parti qu'il prenait de s'éloigner ; mais il ne leur laiſſa pas le tems de cette perplexité, & ſa réſolution fut priſe ſur-le champ.

Au reſte, avant de partir, il eut le plaiſir de s'aſſurer la confirmation du ſort de ſes camarades ; ils ſont bien

bien traités, & employés dans l'armée impériale, où certainement ils soutiendrout leur réputation.

Arrivé à Bruxelles, il expliqua ses motifs au comte de Netternich, ministre plénipotentiaire des Pays Bas, dont il reçut l'accueil le plus amical, & il prit un passeport pour l'Allemagne.

C'est ici que finissent les mémoires de la vie publique du général Dumouriez. A l'époque du 11 avril, il est entré dans la classe commune; le reste de son existence est une Odyssée fort agitée, fort traversée, fort persécutée, accompagnée de dangers, de calomnies de toute espèce, dont il rendra peut être compte un jour au public, non pas pour servir à l'histoire des nations, mais à celle de la vie humaine. Cette Odyssée ne peut intéresser que ses vrais amis, & il en a très-peu; ou les vrais philosophes; & ils sont très-rares.

## CHAPITRE XV.

*Conclusion.*

TEL est le tissu des événemens des trois plus terribles mois que présente la vie entière du général Dumouriez. Dans ce court espace de temps il a éprouvé tous les désagremens & tous les dangers que la faiblesse & la méchanceté des hommes peuvent accumuler contre un homme en place. La calomnie & l'injustice forment la bordure de ce tableau rembruni, qui peut servir de leçon aux hommes de toutes les classes, & que sa philosophie lui représente avec des consolations puisées dans sa conduite même, & sur-tout dans ses motifs. Il ne hait ni ceux qui l'ont calomnié, ni ceux qui ont ordonné son assassinat, ni ceux qui lui refusent un asyle, & dont la haine peu généreuse & mal raisonnée, le poursuit. Les uns ignorent la vérité des faits, que leur singularité rend facile à altérer. Les autres sont mûs par un fanatisme qui n'admet aucun raisonnement. Les troisièmes sont animés par l'impression de la calomnie, & ils le croit un homme dangereux.

Les miniſtres des cours étrangères ont répandu, d'après les émigrés, qu'on devait ſe méfier de lui, & qu'on ne pouvait jamais s'aſſurer qu'il ne retournât pas ſe mettre à la tête des Français. Sa proſcription & ſes trois proclamations auraient dû être un garant ſuffiſant de ſa ſtabilité ; ces trois pièces lui ont fait des ennemis par la mauvaiſe interprétation qu'on a donnée à ſes expreſſions.

Il déclare qu'il aime toujours paſſionnement ſa patrie & qu'il ne balancerait pas à ſacrifier ſa vie pour elle ; mais il déclare en même tems, que tant qu'elle ſera ſouillée de crimes, & livrée à l'anarchie, il ne veut jamais y rentrer ; qu'errant & proſcrit, il préfère ſes dangers & ſes peines à toute place, qui le rendrait, ou l'oppreſſeur de ſes compatriotes, ou le complice de leurs excès.

Il a été très-franchement l'ennemi des puiſſances qui ont voulu ſe mêler des affaires de ſa patrie, pendant qu'il a été miniſtre & général, parce qu'il était très-intimement perſuadé, que la révolution, ſi néceſſaire, ſe fût conſommée ſans crimes & d'une manière glorieuſe, ſi les ſuggeſtions étrangères & l'appui donné aux émigrés, n'avaient pas irrité une nation impétueuſe, & ne l'avaient pas pouſſée au de-là des bornes, Depuis que la licence & l'anarchie ont tout perdu en France, il a voulu s'appuyer des mêmes puiſſances étrangères pour rétablir l'ordre, mais ſans nuire à ſa patrie, & en ménageant ſa gloire & ſes intérêts.

Lorſqu'il a vu que cela était devenu impoſſible, il a combiné un projet de diverſion, dans lequel il a cru qu'il pouvait ſervir utilement & ſa patrie & la cauſe de la paix univerſelle. La méfiance ou d'autres raiſons, ont empêché qu'il ne fût écouté. Il gémit de la prolongation des maux de l'humanité, il déſire impatiemment la fin de cette affreuſe guerre, ſans prevoir comment elle ſe terminera ; car rien de ce qui ſe paſſe à préſent en Europe, relativement à la France, ne peut être calculé d'après les régles de l'art, de la prudence & de la politique.

On a dit qu'il avait d'abord été corrompu par l'argent des Hollandais patriotes, & qu'enſuite il a vendu au

prince d'Orange la liſte des principaux conſpirateurs. Cette abſurde calomnie ſe trouve dans un ouvrage allemand ſur la révolution françaiſe, intitulé *Minerva*, eſtimé par ſon ſtyle. L'auteur a été certainement trompé, ainſi que ſur d'autres circonſtancer de la vie publique du général Dumouriez, que l'amour du merveilleux a toujours fait peindre trop en grand & trop en noir.

Il déclare qu'il n'a jamais eu la liſte des patriotes hollandais ; qu'il n'a connu qu'une très-petite partie de ces réfugiés en france, parce qu'ils compoſaient le comité revolutionnaire batave à Anvers ; qu'il ne ſait aucun des noms de ceux qui peuvent avoir les mêmes opinions en Hollande, qu'il n'a jamais eu aucune communication, ni avant, ni depuis, avec le parti du ſtadhouder ; qu'il eſt même impoſſible qu'il en ait exiſté une, puiſque cette cour ne lui a jamais pardonné le manifeſte qui a précédé ſon expédition de la Hollande, qu'il n'a point reçu d'argent ; qu'il eſt pauvre & qu'il s'en glorifie.

Il termine ſes mémoires par des obſervation ſur les trois claſſes d'émigrés français. Les étrangers ſont étonnés qu'ils ne ſe réuniſſent pas dans l'infortune, parce qu'ils ne connaiſſent pas leurs caractères diſtinctifs. Leur ſchiſme leur fait un grand tort, mais il eſt preſque irrémédiable.

La première claſſe, dont les princes de la maiſon de Bourbon ſont les chefs, eſt compoſée de l'ancienne cour, des grands eccléſiaſtiques, des parlemens & de la haute finance. Ils ont entraîné, par ſéduction & par les excès des jacobins, la petite nobleſſe, pour ſe donner une force militaire. Cette claſſe eſt purement royaliſte ; elle ſoutient & déſire la monarchie abſolue ou le deſpotiſme ; elle regrette les anciennes inſtitution & leurs abus, qui ne peuvent plus reparaître, parce qu'un nouvel ordre des choſes a rendu la France méconnaiſſable, & demande néceſſairement une nouvelle conſtitution marale & politiqué, pour rétablir ſur le bonheur public, la sûreté du gouvernement & la confiance des peuples.

La ſeconde claſſe, dont la Fayette était le chef appa-

rent, eſt compoſée des monarchiſtes contitutionnels, qui deſirent une grande réformation, ou plutôt une rénovation totale dans les principes & les formes du gouvernement, la plupart ayant travaillé dans la première aſſemblée nationale, au grand œuvre de la conſtitution, acteurs ou victimes des cabales pariſiennes, mais ſur-tout des fureurs de la ſecte des Jaçobins; payant bien cher la propagation des principes qu'ils ont établis ſans modification, la liberté & l'égalité, qui, adoptés dans une ſens trop matériel, pouſſés à l'excès par le peuple, ont amené la ſubverſion de tous les états & l'anarchie.

La troiſième claſſe qui n'eſt diviſée de la ſeconde que par une nuance, qui tient à l'époque de ſa ſortie, eſt compoſée des militaires qui ont ſuivi le général Dumouriez, tous les nobles privés de toute fonction publique à cette occaſion, qui ont pu s'échapper de France. Cette claſſe comprend auſſi les membres de la Convention nationale, qui ayant eu le courage de voter pour le ſalut de Louis XVI, & contre tous les excès qui ont été la conſéquence de ſa mort, & ayant conſigné leur vœu dans une proteſtation, ont eu le bonheur de fuir.

La première claſſe; la plus nombreuſe, la plus brillante, la plus répandue en Europe & dans les cours, dont elle reçoit communément des égard, quelque-fois des petits ſecours inſuffiſans & de grandes promeſes, & le plus ſouvent des humiliations & des caprices, intolérantes envers les deux autres, ne fait dans ſa préſomption peu éclairée, aucune différence entre elles & la ſecte des Jacobiens. L'empriſonnement illégal de la Fayette ne lui inſpire pas le moindre indulgence pour cet infortuné général, mais elle montre ſur-tout la plus grande haine contre le général Dumouriez; elle a mis une activité étonnante à le calomnier, à augmenter ſes dangers, & à le priver de l'aſyle qu'on lui refuſe partout.

Cette claſſe a conſervé toute ſa fierté & ſes prétentions. Elle veut tout, ou rien. Le moindre ſuccès des armées combinées, fût-il même peu conſéquent, lui inſpire une joie bruyante; elle fait éclater alors, devant

les étrangers ſcandaliſés, des projets de vengeance & d'ambition perſonnelle ; ſi les opérations ſe rallentiſſent, alors elle ſe croit trahie, elle éclate en plainte indiſcrètes, tantôt contre le roi de Pruſe & ſes généraux, tantôt contre ceux de l'empéreur. Toujours extrême, & toujours déſobligeante pour les nations, qui l'obſervent froidement, & qui jugent, ſur les apparances, peut-être trop ſainement qu'il n'entre que de l'égoïſme dans tous ſes mouvemans, elle a lair de croire que l'Europe entière n'eſt armée que pour elle, & qu'une fois rentrée en France, où elle ne reconnaît plus rien, pas même la trace de ſes châteaux démolis, elle va retrouver ſes hôtels, ſes petites maiſons, ſes aiſes, ſes valets, ſes clients, & ſur-tout ſon pouvoir & ſon credit.

Son intolérence pour les deux autres claſſes d'émigrés empêche tout repprochement, qui ſerait ſi eſſentiel dans leur poſition malheureuſe, ne fut-ce que pour s'attirer la conſidération & la compaſſion des peuples, chez leſquels elles ſont réfugiées ou errantes. Il eſt cependant dans cette claſſe quelque exceptions de perſonnes raiſonnables, entrainées par leur ſort, ou par les préjugés de leur naiſſance, qui condamnent ces excès, mais elles ſont peu écoutées. Cette claſſe eſt encore diviſée, en elle-même, en factions, auſſi actives en intrigues, en brouilleries, en jalouſies, que lorſquelle exiſtait à Verſailles, ou à Paris. C'eſt une cour ambulante, qui n'a rien perdu de ſon jeu, quoique privée de ſa ſtabilité.

Il entre plus de modération & de raiſonnement dans les deux autres claſſes d'émigrés, & les raprochemens ſont très-faciles. La Fayette & Dumouriez, s'ils ſe rencontraient autre part qu'en priſon, s'entendraient bien vîte, & toutes les nuances qui les ont rendus ennemis ; faute peut-être d'explication, s'adouciraient & s'effaceraient entièrement devant le grand intérêt de leur Patrie ; & la communauté d'infortunes. Car des deux chefs & ces deux claſſes, ont voulu la liberté de leur patrie & la réforme des abus, ils ont ſoutenu avec conſtance cette noble cauſe de l'humanité, & s'ils on différé ſur les moyens, ce n'eſt qu'une variété, qui ne détruit pas le principe.

Le général Dumouriez déclare aux émigrés de toutes

les classes, que le sort, ou les opinions ont conduit à l'exil, que ce n'est que par une réunion bien cimentée qu'ils acquerront une considération, qui peut seule ameliorer leur sort à la fin de cette guerre, soit qu'ils parviennent à rentrer dans leur Patrie, soit qu'ils doivent y renoncer pour toujours. Que l'avantage qui résulte de l'infortune doit être d'épurer l'ame, & de eamener aux vertus énergiques. Qu'il est temps de renoncer à la langue des préjugés, parce qu'on ne l'entendrait plus en France; que cette contrée est plus différente de la France de 1788, que de l'état des Gaules du temps de Jules-César; qu'il change même encore tous les six mois; & que malheureusement les Jacobins sont plus conséquens dans la gradation de leurs excès, que les émigrés, qui ne se donnent pas la peine d'étudier les progressions du génie national, bâtissant tous leurs projets sur l'état de la France, au point où ils l'ont laissée à leur départ.

Leur position malheureuse peut durer encore longtemps; elle peut même devenir irrémédiable dans le malheur, il faut toujours supposer l'extrême, pour ne pas être trompée par l'espérance. S'ils ne se corrigent pas, s'ils continuent à développer de l'orgueil, de l'étourderie, de l'imprévoyance & de la discorde entr'eux-mêmes, ils fatigueront bientôt les nations qui les tolèrent, & à qui cette guerre doit dans maintes occasion donner de l'humeur; ils n'auront point préparé leur ame, soit à soutenir le retour de la fortune, soit à supporter une infortune plus décidée; dans la première position, il abuseront de leur retour en France, & ils en seront chassés encore plus irrévocablement que la première fois; dans la seconde, ils seront les plus malheureux hommes de la terre.

L'exil, ainsi que toutes les autres position de la vie humaine, a ses avantages: il nous présente des objets de comparaison, dont nous n'aurions jamais eu d'idée; il nous donne des lumières; il développe notre énergie par des privations; il nous rends indulgens & sociables; il établit entre nous & nos hôtes une expansion de sensibilité de bienfaisance. L'homme droit, sage & réfléchi rapporte de ce pélerinage forcé une somme de vertus mâles & douces, qui le rendent plus propre à ser-

vir sa patrie, & le conduisent à une philantropie universelle, qui diminue les terribles effets de l'égoïsme national.

Le général Dumouriez leur donne encore un autre avis, qu'il prend pour lui-même, c'est d'être indulgent envers ses compatriotes, & de ne pas avilir toute la nation par des plaintes trop générales. Il est au moins imprudent de traiter de rebelles vingt millions d'hommes qui s'élèvent contre cent mille personnes. Ces vingt millions sont une majorité si immense, que ce sont les cent mille qui peuvent être appelés rebelles. Les émigrés de toutes les classes, s'il aiment leur patrie, si par conséquent, ils sont dignes d'y rentrer, dans la crainte que l'anarchie ne produise la subversion totale & le démembrement de l'empire français, doivent haïr franchement les cinq ou six cens scélérats qui égarent cette nation, estimable à tant d'égard, & qui la jettent au-delà des limités raisonnables de la vraie liberté, du vrai patriotisme, de l'égalité possible, & des moyens de bonheur & d'ordre public, mais ils doivent conserver, & plus encore dans l'infortune, un amour propre national qui assigne leur rang dans la société.

Ils ne doivent jamais calomnier la généralité de la nation ; il doivent plaindre les Français qui sont aveuglés, & conduits par la route du crime à tous les excès. Mais il est encore un côté consolant pour le vrai Français, il voit au travers de cette anarchie, un grand courage, & une grande franchise d'opinion. Avec ces qualités, les Français peuvent revenir de leurs erreurs ; mais c'est par des raisonnemmens forts, & non par des injures, qu'on doit & qu'on peut les ramener. Que ceux d'entre les émigrés que leur position, leur réputation, ou leur lumières, puvent un jour appeller à rétablir l'ordre en France, se ménagent avec soin les moyens de régénérer les opinions ; en sacrifiant en ce moment leur ressentiment, de quelqu'espèce, & quelque juste qu'il puisse être, & en n'injuriant pas tout le peuple français. On peut obscurcir ses qualités mais elles ne disparaîtront jamais entièrement. Les crimes appartiennent à des particuliers, l'énergie appartient à la nation entière.

Les annalles de l'univers ne présentent pas une nation attaquée par plus d'ennemis à la fois, moins effrayée de ces apprêts foudroyans, réfiftant par-tout avec plus d'opiniâtreté. La campagne dernière, qui venait les écrafer, n'a fait que développer un grand enfemble de courage ; & s'ils fuccombent dans le cours de la campagne prochaine, ils feront conquis, mais il ne feront pas avilis. Les émigrés ont le plus grand intérêt à ce que les Français ne foient pas méprifés, tout ce que leur nation perdroit d'eftime réelle en Europe, ferait en diminution d'intérêt pour eux. Ils ont déjà commis, pendant deux ans, une grande erreur, en peignant aux puiffances étrangères les armées françaifes comme lâches & incapables de réfiftance. Cette erreur, qui a été funefte aux Pruffiens, a ôté toute confiance dans les relations des émigrés. Il ne faut plus commettre une faute auffi dangereufe

La nazion Françaife, prife collectivement, fera toujours eftimable. Elle eft affectée à cette époque d'une forte maladie morale, dont les affreufes convulfions ne la rendent que plus dangereufe. Les étrangers peuvent y employer le fer, mais les émigrés ne doivent fe préfenter qu'avec les calmans de la raifon, quifqu'ils peuvent d'autant moins efpérer, de mois en mois, de femaines en femaines de rétablir l'ordre des chofes, qui les a chaffés de leur Patrie.

Ce confeil n'eft point dicté par une lâche condefcendance, par l'intérêt perfonnel, ou par l'ambition. Le général Dumouriez déclare, & fes Mémoires le prouveront, qu'il défapprouve l'état actuel de la France ; qu'il n'y voit que la fubverfion de tout principe raifonnable, & l'impoffibilité de produire le bonheur public ; il déclare qu'il ne fe pliera jamais à cet ordre de chofes ; qu'il préfére la vie errante, la profcription, la mifère, l'exil, à fon rétabliffement dans fa patrie, s'il doit être acheté par le facrifice de fes principes moraux, mais il déclare auffi, qu'il aime fes compatriotes, & que dût-il expirer fous les poignards de leur délire, fon dernier foupir ferait une plainte fur leur, erreur, & un vœu pour fa patri?

PRÉCIS

# PRÉCIS
## DE LA VIE.
## DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ,

*Extrait d'une lettre à un des ses amis.*

. . . . LAISSONS à présent, mon cher ami, ces idées méthaphoriques, trop sublimes pour être longtems soutenues dans une lettre, & voyons ce qui résulte de ces principes. C'est que nous devons, dans notre état, faire le plus de bien qu'il est possible; être bons, mais sur-tout justes. Nous ne devons pas nous arrêter à l'opinion des hommes, & nos actions ne doivent pas être gouvernées par le qu'*en-dira-ton*. C'est sur-tout dans les grandes agitations des peuples, dans les révolutions des empires, que ce principe doit être soutenu avec fermeté. C'est alors qu'il faut se servir de tous ses talens, pour sauver sa nation, de tout son génie, pour lui représenter les dangers de ses excès, & de toute sa force, pour s'arrêter au bord du crime, & ne pas y tomber. On est haï & persécuté par tous les partis, parce que tous sont entraînés par des passions violentes, & parce qu'on n'en a flatté aucun. Alors on se console, en pensant qu'on a toujours fait ce qu'on a cru son devoir; les persécutions ne paraissent plus qu'un mal d'aventure, qu'on supporte avec courage; parce qu'ils auront une fin, & le pélerinage s'achève.

L'histoire vient toujours par la suite replacer l'homme verteux dans son vrai point de vue. J'ai eu, sans contredit, une grande gloire militaire; mais ne pouvant pas l'effacer, mes contemporains cherchent à l'obscurcir, en me dépeignant comme un homme sans principes, sans mœur, sans foi. Ils cherchent à mécarter du théâtre du monde, pour faire briller des acteurs médiocres. Je m'adonne à rester

ſpectateur dans un coin du parterre ; mais je ne ne veux pas deſcendre de deſſus la ſcène avec opprobre. C'eſt ce qui m'a engagé à deux démarches décisives : la première a été de compoſer très-vîte, & de donner au public les mémoires qui juſtifient les derniers actes de ma vie puplique, qui ſont ceux qui prêtent le plus à la calomnie.

La ſeconde, eſt de courir me livrer moi-même à l'empereur, auprès duquel on ma noirci par les impoſtures les plus groſſières, dès que j'ai appris qu'il avait donné des ordres pour m'arrêter. Cette démarche n'eſt pas dans les règles ordinaires de la prudence ; mais la vertu a une autre marche & d'autres calculs. Voici les miens : 1°. Cette démarche frânche doit faire penſer l'empereur que je ne me ſens pas coupable, & doit faire taire ſes préventions, pour n'écouter que la juſtice. 2°. On le dit juſte ; je le crois : il doit être flatté de la confiance que je lui témoigne, & par conſéquent, il doit m'être favorable. 3°. Ou il me produira les chefs-d'accuſation qu'on lui a préſentés contre moi, alors je les confondrai ; ou il me privera de ma liberté ſans m'entendre. Dans le premier cas, ſur-tout mes mémoires paraiſſent dans l'intervalle, je rentrerai ſur la ſcène du monde d'une manière plus utile pour ma patrie & pour l'humanité, parce que j'aurai acquis la confiance du monarque qui eſt le plus intéreſſé au rétabliſſement de l'ordre. Dans le ſecond cas, je ne ſerai plus chargé que de moi-même ; je ſouffrirai, je m'épurerai, je montrai. L'hiſtoire de ma vie vengera ma mémoire. La confiance trahie & l'injuſtice retomberont ſur mes perſécuteurs, & l'empereur lui-même me regrettera.

J'aurai le mois prochain cinquante-cinq ans. Vaut-il la peine de ſe cacher honteuſement pour épargner quelques jour écoulés dans l'amertume, le mal-aiſe & l'opprobre ?

Voici en peu de lignes l'eſquiſe de ma vie, qui pourra ſervir de ſupplément à mes Mémoires, ſi on ne me laiſſe pas le tems de les achever. Né à Cambray en 1739, dans un état médiocre, quoique noble, d'un père très-ſavant & très-verteux ; ayant reçu une

éducation très-rigoureuse & très-étendue, j'ai embrassé la profession des armes à dix-huit ans, en 1757. Je m'y suis distingué sur-le-champ. A vingt-deux ans j'avois reçu la croix de Saint Louis & vingt-deux blessures.

La paix s'est faite en 1763, je me suis mis à voyager, pour étudier les langues & les mœurs des peuples; car la morale a toujours été ma principale étude. Les émigrés ont imprimé que j'étais espion du ministère de France. Je suis persuadé que les *marquis* de Tarente & d'Athènes en auraient dit autant de Pythagore & de Platon, s'ils s'étaient trouvés dans la même position que moi.

En 1768, j'ai été rappellé d'espagne, & envoyé en Corse dans l'état-major de l'armée; j'y ai été élevé au grade de colonel, après avoir fait glorieusement les deux campagnes de 1767 & 1769.

En 1770, le duc de Choiseuil m'a envoyé en Pologne, comme ministre, auprès des confédérés, j'ay ai fait deux campagnes en chef, & de grandes négociations, avec des succès très-variés. Comme les mesures des Polonais étaient mal prises, leur révolution a mal tourné, & la Pologne a été partagée.

En 1771, le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, m'a employé à des travaux sur les ordonnances militaires. A la fin de la même année, par ordre exprès de Louis XV, ce ministre m'a donné une mission relative à la révolution de Suède. Cette mission sur laquelle j'avais reçu les ordres directement du roi même, était ignorée du duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, qui m'a fait arrêter à Hambourg, & conduire à la Bastille en 1773. Louis XV, faible par caractère, obsédé par la Dubarry, sa maîtresse, & par le ministre tout-puissant, disgracia le vertux Monteynard, cacha la part qu'il avait à ma mission, & me laissa tout le poids d'un procès criminel, que le duc d'Aiguillon, se doutant de la vérité, n'osa pousser à bout. Je refusai les offres & l'amitié de ce maire du palais, que je n'estimais pas. Au bout de six mois, je fus exilé au château de Caëen pour trois mois.

Louis XV mourut en 1774 ; d'Aiguillon fut disgracié. Je ne voulus pas reprendre ma liberté par le bénéfice de la lettre de cachet du feu roi ; j'écrivis à Louis XVI, pour le prier de me faire trasférer à la Bastille & de me donner de nouveax juges. Le roi ne voulut pas me remettre en prison, on me donna pour juges trois ministres, messieurs du Muy, de Vergennes & de Sartines, qui déclarèrent & signèrent que j'avais été injustement persécuté. Je fus sur-le-champ employe dans mon grade de colonel, envoyé à Lille pour les nouvelles manœuvres militaires que le baron de Pirsch avait apporté de Prusse. On me chargea aussi de l'examen d'un projet de redressement de la Lys, & d'un projet de port dans la Manche à Ambleteuse. Je passai à ces différens traveaux la fin de 1774, & toute l'année 1775.

En 1776, je fus envoyé commissaire du roi avec le chevalier d'Oisy, capitaine de vaisseau & le maréchal-de camp la Rozière, un des plus habiles ingénieurs militaires de toutes l'Europe, pour le choix d'un emplacement sur les côtes de la Manche, pour la construction d'un port. Je passai 1777 à la campagne, à vingt-quatre lieues de Paris. C'est la seule année de repos de ma vie. Mais à la fin de cette année, je fus rappellé par M. de Montbarey, ministre de la guerre, à l'occasion de la guerre de l'Amérique que j'avais prédite.

En 1778, je fis rétablir pour moi le commandement de Cherbourg, que je trouvais le point le plus favorable pour nous créer un port dans la Manche, aidé par le zèle, l'activité & le crédit du duc d'Harcourt, gouverneur de la province, fit décider en faveur de Cherbourg le procès qui durait depuis cent ans entre ce local & celui de la Hougue, pour la confection d'un port militaire. Depuis cette époque jusqu'en 1789, j'ai été occupé des travaux de ce port, & je n'ai été que trois fois à Paris. Cherbourg n'avait que sept mille trois cents habitans quand j'y suis arrivé, je l'ai laissé peuplé de près de vingt mille ames.

Les émigrés, après avoir dit que j'étais espion des ministres pendant que je voyageais, ont aussi imprimé que j'étais un intrigant des bureaux de la gurere quoiqu'en douze ans je n'aie pas passé, en différens voyages, six mois à Paris, & que j'aie très-peu fréqueté Versailles

Récapitulons. Vingt-deux blessures à la guerre, six campagnes en Allemagne, deux en Corse, deux en Pologne, des commissions importantes, la création d'une ville & d'un port militaire, vingt ans de voyages en Europe, l'étude des langues, de la politique & de l'art militaire. Je souhaite qu'il se forme en France beaucoup de pareils espions & de pareils intrigans. Si les hommes, que leur naissance, leurs richesses, leur places, appellaient à soutenir la gloire & le bien être de leur patrie, s'y fussent rendus propres par les mêmes travaux & les mêmes études, on n'aurait pas eu besoin de la révolution, ou elle serait mieux faite Je n'y gagnais rien personnellement. J'étais au contre des maréchaux-de-camp, sûr d'être bientôt lieutenant-général, cordon rouge, & employé à la guerre. Mon traitement, ou mes pensions, montaient à vingt mille francs, qui me suffisaient. Mais je voyais la France deshonorée au-dehors, ruinée au-dedans. Depuis long-tems je prévoyais l'éclat fâcheux de cette crise ; j'en avais plusieurs fois averti, par des mémoires très-sérieux, ceux des ministres que j'estimais.

Enfin, en 1789, la révolution a commencé ; je l'ai rendue douce & raisonnable dans la patrie où je commandais ; j'ai fait punir de mort légalement à Cherbourg les excès de la populace, sans que le peuple pût m'accuser d'attenter à sa liberté. Les commandans, mes confrères, auraient rendu un bien grand service à la nation, s'ils avaient joint la même fermeté au même discernement. Les commandemens militaires ont été bientôt supprimés ; alors je me suis rendu à Paris, où j'ai étudié pendant deux ans la marche de la révolution. La fuite des princes avait déjà fait bien du tort au roi. J'ai prévu que le *veto* lui serait inutile, & occasionnerait sa perte ; je m'y suis opposé autant que le pouvait un particulier, qui n'était point du nombre des législateurs.

En 1791, j'ai été chargé du commandement militaire depuis Nantes jusqu'à Bordeaux. A mon arrivée, on avait la guerre de religion dans la Vendée ; on y brûlait des châteaux : j'y ai tout sauvé, tout appaisé, jusqu'au mois de Février 1792, que j'ai été appellé

à Paris, nommé lieutenant-général & ministre des affaires étrangères.

On me reproche d'avoir fait déclarer la guerre : je prouverai qu'elle était inévitable, qu'elle existait même déjà. Au reste, mon opinion a été toute entière pour cette déclaration ; celle du roi était la même ; non-seulement il a approuvé le rapport que j'ai lu à l'assemblée nationale, qu'il a eu trois jours dans ses mains, mais, il y a fait des corrections, & il a composé lui-même son discours. Au bout de trois mois, brouillé avec toutes les factions, voulant que le roi eût de la dignité dans son conseil, & gouvernât constitutionnellement, j'ai changé le ministère, à condition que le roi sanctionnerait deux décrets que je voulais faire tourner à son utilité : dès-lors je voulais me retirer : il ne l'a pas permis : j'ai changé de ministère par son ordre, j'ai pris celui de la guerre. Mais voyant aussitôt que la cour m'avait trompé, & que le roi refusait la sanction, je n'ai pas voulu être l'agent d'une intrigue ; j'ai prédit l'infortuné Louis & à son épouse tous leurs malheurs, & au bout de trois jours j'ai donné ma démission Je n'ai point été chassé comme les émigrés l'ont imprimé ; j'ai quitté ma place malgré les instances de Louis ; il a été deux jours sans vouloir agréer ma démission, nous avons mêlé nos larmes en nous séparant.

Depuis lors j'ai fait la guerre avec des succès brillans. Si les Français avaient montré autant de sagesse & de vertu, qu'ils ont eu de bonheur, la paix serait faite depuis long-tems ; Louis vivrait ; la nation ne serait pas suillée de crimes & esclave de l'anarchie ; la France serait heureuse & glorieuse avec sa constitution & son roi.

Tel est le tableau rapide de mon existence ; il suppléera à ceux de ma vie entière, si on ne me laisse pas la faculté de les achever & de les donner au public. A dieux, mon digne ami, mon cœur est soulagé par cette importante lettre. J'attands ici les ordres de l'empereur & la décision de mon sort sans inquiétude : mon caractère, bien loin de s'affaiblir, se fortifie par les traverses, & je serai toujours Moi.

FIN.

# TABLE DES CHAPITRES. DU LIVRE SECOND

CHAP. I. *PLAN de campagne.* page. 1
----- II. *Formation de l'armée. Ordres à la grande armée. Conseils au ministre de la guerre. ThoWenot & Petit Jean à Anvers. Ordres pour la lévée des bataillons Belges. Valence à Anvers. Emprunt. Manifeste*
---- III. *Rassemblement de l'armée. Sa force. Premiers mouvement. Rencontre de l'ambassadeur de Suéde. Prise de Bréda, Klundert, Gertruydenberg. Siège de Williemstadt. Blocus de Bergen op Zoom, Steenberg. Sommation d'Heusden. Le général au Moerdyck. Préparatifs pour le pasage par le Moerdyck & RooWaert. Second projet par Gertruydenberg Le général reçoit ordre de partir, quitte son armée. Instruction qu'il l'aisse au général de Flers.* 19
----- IV. *Le général arrive à Anvers. Fait partir les commissaires. Arrive à Bruxelles. Parle aux représentans du peuple. Écrit à la Convention. Fait arrêter Chepy & Estienne. Diverses ordonnances. Arrive le 13 à Louvain. Les commissaires de la Convention viennent l'y trouver.* 37
----- V. *Etat de l'armée. Sa position. Ordres du général aux différentes divisions. Il prend le parti de donner bataille.* 47
----- VI. *Bataile de NerWinde.* 56
----- VII. *Retraite du 19. Combat de Gotzenhoven.* 63
CHAP. VIII. *Retraite du 20 & 21. Combat sur la Wellpe. La Croix & Danton à Louvain. Combat 22.* 67
----- IX. *Retraite sur Bruxelles. Son évacuation. Camp d'Enghien d'Ath. Conférence à Ath avec le colonel Mack. Arrestation du général Miranda.* 73
----- X. *Camp de Tournay.* 79
----- XI. *Retraite du camp de Maulde.* 83
----- XII. *Arrestation des commissaires de la Convention & du ministre de la guerre.* 92

----- X I I I. *Assassinat du 4. journée du 5. Départ du général Dumouriez.* 104
----- X I V. *Le général à Mons. Établissement des Français à Leuze. Congrès d'Anvers. Seconde proclamation du prince de Cobourg. Départ du général pour Bruxelles.* 115
----- X V. *Conclusion.*
PRÉCIS *de la vie du général Dumouriez; extrait d'une lettre à un de ses amis.* 129